Schweizerische Zeitschrift für Soziologie

Revue suisse de sociologie

N° 3 4. Jahrgang / 4e année November / Novembre 1978

Inhaltsverzeichnis | Table des matières — Seiten / pages

CONFLIT ET CONSENSUS EN SUISSE 3–94

R. GIROD: Conflit et consensus en Suisse: un tour d'horizon introductif . . . 5–17

PH. PERRENOUD: Entre jeunes et adultes: de la différence au conflit 19–54

R. CAMPICHE: La religion source de conflits ou ciment de l'«unité» suisse . . 55–74

R. LEVY: Les décisions politiques en Suisse: entre conflit et consensus 75–94

ATELIER – TRANSPORTS ET LOISIRS EN SUISSE 95–233

J. OETTERLI: Einleitung: soziologische Beiträge zur schweizerischen Gesamtverkehrskonzeption 97–122

M. ROTHENBÜHLER: Eine Zeit-Budget-Studie als Grundlage der Verkehrsplanung 123–138

C. LALIVE d'EPINAY, E. CHRISTE, M. BASSAND: Structure sociale et système des loisirs 139–177

H. R. MONING: Bevölkerungsbefragung zur Ermittlung von Präferenzen im Verkehrsbereich 179–203

H. P. MEIER, W. MEYER, R. MÜLLER: Verkehrsbedingter Wandel von Gemeinden und die Auswirkungen auf ihre Bewohner 205–233

BUCHBESPRECHUNGEN – BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE 235–241

INDEX 1978 243–245

UNIVERSITÉ DE GENÈVE Fac. S. E. S. Bibliothèque

CONFLIT ET CONSENSUS EN SUISSE

Les quatre textes qui suivent proviennent de conférences prononcées au congrès de la Société suisse de sociologie à Neuchâtel.

Il s'agissait d'exposés publics, destinés à nouer un certain dialogue entre les sociologues et la cité. Dans l'ensemble, les auteurs ont conservé les règles du genre: un exposé assez général, sans références trop nombreuses à des recherches très spécialisées ou à des techniques ésotériques.

Sans vouloir couvrir l'entier domaine des enjeux contemporains de la société suisse, cette partie du congrès a mis l'accent sur des thèmes classique de la cimentation culturelle: les institutions politiques, le rapport des générations, les valeurs religieuses et la mentalité helvétique dans la vie quotidienne.

Conflit et consensus en Suisse: le lecteur trop pressé sera déçu de ne pouvoir d'emblée classer la Suisse d'aujourd'hui dans l'une de ces catégories. Entre ces termes, c'est plutôt à l'analyse d'un va-et-vient subtil, quelquefois camouflé dans la pratique, que les auteurs nous convoquent. Aux yeux de la rédaction, c'est là, malgré les limites précises du genre (la conférence publique), le mérite de ces textes.

Le comité de rédaction

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse Sociol., No 3/78, pages 5-17

CONFLITS ET CONSENSUS EN SUISSE:
un tour d'horizon introductif

Roger Girod

RESUME

Les sociétés occidentales les plus évoluées absorbent le changement,la contestation, les conflits d'intérêts sans que les fondements de leur organisation politique et économique soient ébranlés. En Suisse, cette stabilité, qui indigne évidemment les penseurs d'inspiration marcusienne, est renforcée par la démocratie directe et par la décentralisation fédéraliste. La masse, qui craint le changement parce qu'elle a déjà beaucoup à conserver, impose à la politique une cadence très prudente. Les milieux critiques ont beaucoup moins tendance que dans les années trente à être attirés par le totalitarisme. Ils constituent surtout en dernière analyse un facteur de prise de conscience d'injustices dont la rectification graduelle oriente le système vers un plus complet accomplissement de son essence.

ZUSAMMENFASSUNG

Die entwickeltsten westlichen Gesellschaften absorbieren Wandel, Anfechtung, Interessenkonflikte, ohne in den Grundlagen ihrer politischen und wirtschaftlichen Organisation erschüttert zu werden. In der Schweiz wird diese Stabilität - die natürlich den Unwillen der Denker marcusianischer Inspiration erregt - durch die direkte Demokratie und die föderalistische Dezentralisierung verstärkt. Die grossen Massen fürchten den Wandel, weil sie schon viel zu bewahren haben, und zwingen der Politik einen vorsichtigen Rythmus auf. Die kritischen Kreise fühlen sich viel weniger als in den dreissiger Jahren vom Totalitarismus angezogen. Sie bilden letztlich vor allem den Anstoss dafür, dass die Einsicht über Ungerechtigkeiten wächst, deren schrittweise Berichtigung das System auf eine vollkommenere Erfüllung seines Wesens ausrichtet.

Les pays occidentaux les plus modernes se caractérisent par une évolution très rapide de l'économie, des conditions matérielles d'existence, des moeurs et des idées, la contestation continue de toutes les hiérarchies, des luttes d'intérêt ouvertes entre les catégories sociales, et une grande stabilité du régime considéré dans ses caractéristiques essentielles : la démocratie pluraliste et le capitalisme tempéré par la politique sociale propre au Welfare State. C'est là une évidence signalée dans des perspectives différentes aussi bien par les adversaires de ce système, qui déplorent, avec Marcuse, l'embourgeoisement de la plus large partie du mouvement ouvrier et son incapacité à provoquer des changements radicaux, que par les penseurs qui préfèrent l'évolution graduelle sans sacrifice d'aucune des libertés acquises.

La Suisse est certainement au nombre des pays dans lesquels les forces qui soutiennent le statu quo et celles qui ne poussent qu'à des réformes très mesurées ont le moins de peine à dominer celles qui voudraient aller plus vite et plus particulièrement encore celles qui tendraient à une rupture complète avec le système en place, notamment avec l'économie du marché. A vrai dire, si l'on fait abstraction d'une certaine contestation mondaine, sans conséquence, de la fronde classique de la fraction de l'intelligentsia qui a pour spécialité d'effarer le bourgeois, et de propos d'adolescents, il ne reste pas grand monde pour aller dans le sens de cette rupture. Il y a loin de cette situation à celle, combien plus tendue, des années trente, par exemple. Alors la démocratie libérale était menacée beaucoup plus fortement par des groupes qui sympathisaient avec l'Allemagne nazie ou l'Italie fasciste, et par une frange stalinienne de la gauche (1). Les contestataires réellement engagés d'aujourd'hui, en particulier des syndicalistes, des travailleurs sociaux, et des écologistes, ne sont pas attirés par un totalitarisme quelconque, à de rares exceptions près. Ils sont mûs par l'espérance d'une société où la liberté se déployerait plus complètement qu'aujourd'hui avec moins de brutalité à l'égard du cadre naturel, au sein de rapports sociaux caractérisés par davantage de solidarité, surtout envers les faibles, les isolés, les déboussolés. Ils s'impatientent en somme de voir la démocratie pluraliste et respectueuse des droits de la personne aller trop lentement en direction du plein accomplissement de son essence. Ils appartiennent ainsi au système qui a la faveur de la masse de la population, mais à titre d'élément accélérateur. Il résulte de là une conjoncture politique appelant le dialogue, la recherche honnête des moyens de faire droit aux revendications formulées par les porte-parole de ceux qui sont au bas de la pyramide, et aussi une meilleure prise

de conscience de la possibilité d'une organisation générale plus humaine de l'ensemble des rapports sociaux. Non la crispation, non la peur du nouveau. Mais le système, comme nous allons le voir, remarquable quant à son efficacité par rapport à ses objectifs actuels, rend très difficile leur dépassement en faveur de finalités plus hautes.

I. LARGE ACCORD SUR LES BESOINS ET LES MOYENS

D'une façon générale, l'homme moderne accorde une grande importance au confort matériel, concentre ses désirs sur la vie privée, souhaite jouir de la sécurité, ainsi que des libertés auxquelles il est déjà accoutumé, notamment celle de penser comme il l'entend, de transmettre autant que possible ses convictions à ses enfants, de changer d'emploi et de domicile, de voyager. Bref, il est un adepte de la vie bourgeoise, dans ses aspects prosaïques comme dans ses exigences d'autonomie personnelle et de dignité. En Suisse, comme ailleurs, très rares sont ceux qui désirent effectivement - autrement qu'en paroles - une forme d'existence différente de celle-là. Certains en bénéficient d'ores et déjà très largement. Ils veulent non seulement conserver les avantages dont ils disposent mais augmenter encore leur degré de bien-être. D'autres sont moins bien partagés et cherchent à améliorer leur condition. Mais l'objectif visé est en gros le même. De cette conception de la vie découlent un certain nombre de besoins, très généraux, au point d'être à peu près consensuels.

Il est vraisemblable que la Suisse est parmi les pays où cette mentalité bourgeoise est le plus répandue, le plus profondément enracinée. A ce sujet tout a été dit, sur tous les tons. Les fenêtres à géraniums, la propreté, le sens de l'économie, la Gemütlichkeit, sont avec le Cervin au nombre des attractions touristiques de ce pays. Le thème de la vie manquée à cause des mesquineries et des petitesses d'un pays trop matérialiste est l'un des plus chers aux écrivains et cinéastes de ce pays. Des dizaines d'ouvrages s'en sont pris au "bonheur suisse".

Remettons-nous en mémoire ces lignes de Ramuz : "Il y a un idéal de la petite bourgeoisie que semblent bien se proposer chez nous (et ailleurs) ceux qui n'y participent pas encore : qu'ils y atteignent seulement, les voilà tranquilles, les plantes vertes de l'agent d'affaires, le frigidaire de l'employé.

Le 'convenable' une médiocrité honnête, où l'on s'enferme à double tour, sitôt qu'on y a eu accès; où on est seul et séparé, dans la satisfaction d'un certain 'confort' qui supplée à tout, et dans le repos ..." (Ramuz, 1938, p.165).

Ce texte date de 40 ans. Depuis lors, le niveau de vie a progressé dans des proportions considérables. Le réfrigérateur n'est certes plus un critère de distinction. Il est pratiquement dans tous les foyers. Il en va presque de même de la voiture (2). Le degré d'instruction a beaucoup augmenté. Les prestations sociales aussi. Ces faits sont trop connus pour que nous nous y attardions, ce qui ne les empêche pas d'être très importants : ils rappellent que dans une société telle que la nôtre, les masses, loin de n'avoir rien à perdre d'un bouleversement social, ont beaucoup à préserver. Et des éléments de bien-être auxquels leur échelle de valeurs leur fait attacher un prix élevé.

Point important; cette conception de la vie comporte une très forte valorisation de la famille. Les échecs de nombreux couples, les difficultés plus ou moins graves et temporaires selon les cas, des relations entre une fraction des jeunes et leurs parents ne doivent pas masquer que, pour la grande majorité des individus, la vie de famille est ce à quoi ils tiennent le plus. C'est leur source d'affectivité, le lieu où ils trouvent l'occasion d'exercer des responsabilités; sans doute, en pratique, le principal déterminant du sens qu'ils parviennent à donner à leur existence en se rapprochant quelque peu de l'état qui consiste, comme le voulait Comte, à se sentir vivre pour autrui et par autrui. "Dans la quête du bonheur individuel qui est l'objectif au moins apparent de toute société moderne, la famille semble, à la majorité, être le moyen le plus approprié pour l'atteindre" (3). Louis Roussel, au terme d'enquêtes approfondies note que "jamais peut-être les relations entre générations n'avaient été aussi intenses qu'elles le sont aujourd'hui... La disparition ou l'amenuisement des rapports personnels à l'extérieur de la famille, leur réduction à de simples échanges fonctionnels, a fait refluer, vers la famille conjugale d'abord, mais aussi vers la famille au sens large, tous les investissements affectifs". Relevons encore ce passage du même auteur : "Au XIXe siècle, les conditions de vie misérables du prolétariat avaient sans doute provisoirement rendu impraticable la solidarité des générations. Celle-ci est aujourd'hui rétablie. On ne vit plus sous le même toit, mais jamais le désir d'être ensemble ne fut peut-être aussi vif" (Roussel, 1977, pp.240-248).

En dehors de cela, il reste surtout les préoccupations et aspirations professionnelles et certains loisirs personnels. L'engagement, politique ou autre, est exceptionnel. Il est possible que les "attentes" ainsi concentrées sur la famille soient excessives dans une certaine proportion des cas, et qu'elles risquent alors d'empêcher un développement équilibré de la personnalité, qu'elles atrophient le sens de la solidarité sociale, qu'elles compromettent même les relations entre époux, et entre eux et leurs enfants, si elles sont vécues avec une insistance quasi-pathologique (4).

Evoquons maintenant les libertés personnelles. Pour en mesurer la signification, il faut penser aux régimes de dictature : police secrète, camps d'internement, visas, presse aux ordres, etc... Il est superflu d'insister sur le fait qu'à peu près tous les citoyens des pays occidentaux tiennent passionnément aux droits qui leur épargnent ces servitudes. Même quand ils considèrent que ces droits peuvent encore être beaucoup affinés, et complétés par de nombreux autres. La fascination que l'ordre nouveau, dur et anti-bourgeois, exerça un temps sur pas mal d'esprits a disparu. Soljénitsyne, le Cambodge, etc.. ont eu à peu près complètement raison du dernier carré des adeptes du salut par la dictature du parti communiste.

Face aux besoins très largement répandus - matériels, affectifs, juridico-politiques - passés en revue jusqu'ici dans cette section, se présente un appareil de production et de gouvernement qui favorise, de façon plus ou moins adéquate, leur satisfaction. Or, il se trouve qu'en Suisse cet appareil est d'un rendement très remarquable. Il est parmi les plus productifs, les plus aptes à réagir avec souplesse aux sinuosités de la conjoncture économique internationale, tout cela sans jamais trop bousculer les habitudes de la population, politiques et autres. Franc robuste, chômage (des nationaux) à peu près nul, niveau de vie comparativement élevé, négociations syndicales et discussions politiques se poursuivant à un rythme de croisière. La population, dans sa masse, ne demande qu'à continuer ainsi. La rareté des grèves, (5) les résultats des élections et votations (résultats dont nous reparlerons plus loin) en sont des preuves évidentes (6).

A noter que les jeunes, dans leur grande majorité, ont des attitudes très semblables à celles de la population en général. Cela contredit une certaine image toute faite, mais ne saurait vraiment étonner. Pourquoi seraient-ils autres? Dans la mesure où la société suisse manifeste si fortement les tendances que nous venons de voir, d'où surgirait une jeunesse profondément différente? Il se peut toutefois qu'

un jour, pour des raisons données, non perceptibles actuellement, une rupture entre générations se produise. Pour le moment, il n'en va pas ainsi. Bien entendu, il y a un certain nombre de jeunes qui sont inadaptés au système, des délinquants, des drogués, etc.. Mais il s'agit d'exceptions. L'appareil de socialisation aboutit à l'intériorisation très poussée des façons de voir et d'agir du type courant par la masse des jeunes (7). C'est d'ailleurs ce que constatent les observateurs dans d'autres pays occidentaux.

Au total, le degré de consensus par rapport aux moyens c'est-à-dire au système économico-politique, est au moins aussi grand que celui qui se manifeste à propos des besoins. Cela donne à ce système une indéniable solidité.

Evidemment, il ne faut pas prendre les besoins que le système satisfait ainsi avec beaucoup de régularité et d'efficacité pour des exigences "naturelles" de l'existence humaine. Ils sont le produit d'une histoire. Le système au moyen duquel ils sont apaisés les renforce. Dans ces besoins, il y aurait lieu de distinguer ceux des catégories sociales les plus nettement dominantes, qui sont orientés par la conservation des privilèges dont elles jouissent et les autres. Que chacun juge l'ensemble avec l'esprit critique qui convient, à la lumière de la philosophie de son choix. Le seul point qui intéressait cette section, était de mettre en évidence l'étroite adéquation entre les besoins auxquels la population accorde de toute évidence la première place, en pratique, et les institutions économiques et politiques considérées dans leurs caractéristiques principales.

Ce qui précède vaut grosso modo pour tous les pays occidentaux. Sans un degré suffisant de correspondance entre les besoins éprouvés de façon spontanée par la population - ce qui ne veut pas dire, encore une fois, besoins exprimant la vocation de l'homme en soi - et le régime, celui-ci ne peut pas éviter de devenir dictatorial (8).

II. AMORTISSEURS SPECIAUX

Une situation de crise quelconque se termine sans conséquences autres que locales ou même microsociales tant qu'elle reste circonscrite à un petit cercle. S'il faut mobiliser les plus hautes autorités pour la résoudre par des mesures générales, la nervosité tend à gagner le pays entier. Par ailleurs, si les électeurs peuvent s'exprimer lors de scrutins fréquents, en particulier par "votations" sur des problèmes déterminés et pas seulement pour élire

des représentants ou des gouvernants, et si leurs votes ne laissent aucun espoir raisonnable aux partisans de solutions dérangeantes et risquées, le cours de la vie politique ne peut manquer de rester très tempéré.

Une décentralisation poussée et la démocratie directe font qu'en Suisse les mécanismes amortisseurs dérivant de la fragmentation du pouvoir et de la pression constante d'un électorat très modéré exercent pleinement leurs effets.

I.1 Cloisonnements, décentralisation

Somme d'Etats petits, aux pouvoirs limités, ce qui a toujours laissé aux vallées et autres subdivisions territoriales qui les divisent une forte identité propre et beaucoup d'autonomie, ainsi qu'une large marge de manoeuvre aux entreprises, au capital en d'autres termes; pluralité des langues et des religions : la Suisse est le prototype du pays composite. C'est à la tradition de Montesquieu et de Siegfried qu'il faut faire appel pour comprendre à quel point la géographie y explique les structures politiques. Le fédéralisme, qui est l'art de faire coexister des souverainetés qui se groupent pour empêcher qu'aucune d'entre elles - ou une puissance étrangère - ne les réduise à la dépendance, s'est si bien acclimaté dans ce pays qu'il y déborde le champ des rapports entre les communes et les cantons, et entre ces derniers et la Confédération. Il s'étend, notamment, aux rapports entre les partis. Tout se passe comme si ceux-ci au lieu de viser réellement l'élimination d'aucun autre, se reconnaissaient mutuellement une sorte de droit permanent à la jouissance d'une part du pouvoir. Les luttes électorales ont seulement pour effet de modifier quelque peu, à d'assez longs intervalles, la grandeur de la tranche de pouvoir accordée à chacune des formations (autres que celles qui sont minuscules, ou qui constituent plutôt des groupes de pression que des partis). Cette attitude rend possible la "formule magique". Celle-ci est appliquée dans beaucoup de municipalités, dans tous les cantons, et aussi à l'échelle fédérale. Sans pour cela perturber la machine, les communistes (parti du travail) eux-mêmes siègent à l'exécutif des communes urbaines où ils disposent d'une base électorale suffisante (9).

Cette formule du "gouvernement de tous les partis" s'explique par divers facteurs, le principal étant peut-être la grande constance des clivages sociaux et culturels que traduit, plus ou moins adéquatement, la gamme des partis. Le rapport des forces entre ceux-ci changeant très peu (10),

ceux qui sont minoritaires - et tous le sont, au fédéral, comme dans la majorité des cantons - n'ont aucune chance sérieuse de devenir un jour hégémoniques (11). Ils ont le choix entre se borner à un rôle négatif, assez inoffensif puisque sans perspective d'accès au pouvoir, ou accepter d'entrer à l'exécutif à côté d'élus venant d'autres horizons. Il résulte de là une politique ambiguë, faite de compromis collégiaux et de rivalités entre les membres d'un même gouvernement (et les administrations qui sont le fief de chacun d'eux). Cette politique favorise la solution empirique des problèmes, au jour le jour, sans éclats.

Le fait que de très nombreuses décisions importantes relèvent des autorités cantonales facilite cette pratique. Les responsables de ces décisions sont très proches de leurs administrés. Ils peuvent mieux ainsi trouver des solutions sur mesure, tenant compte étroitement des conditions économiques et politiques locales, de certains traits profonds de mentalité, de la température exacte de l'opinion au moment considéré. Il est frappant d'observer à ce propos avec quelle rapidité une modeste campagne de presse, une courte grève, une manifestation réunissant quelques dizaines de personnes, ou quelque autre événement semblable, trouvant leur écho au Grand Conseil du canton concerné, entraînant des tête à tête entre les porte-parole des mécontents et des membres du Conseil municipal ou du Conseil d'Etat et finissent par un arrangement accepté par les parties en présence et qui apaise la population avant même qu'elle ne se soit fortement émue. La même solution, au même moment, paraîtrait parfois scandaleuse dans un autre canton.

II.2 Large majorité modérée

Ce pays pourrait être qualifié de "dictature" de la majorité dite silencieuse. A cause de la démocratie directe, c'est elle qui, au plan politique, détient en dernier ressort le pouvoir. Rien ne peut aller contre la volonté qu'elle exprime lors des multiples votations et élections, et cette volonté est modérée. Il en va d'ailleurs en général de même partout où le peuple tout entier a l'occasion de s'exprimer lors de scrutins non truqués. Il est habituellement timide et favorable à l'ordre établi. Sur ce point Lénine s'est montré perspicace dans Que faire? La conscience spontanée des classes laborieuses ne dépasse pas le réformisme. Quand encore, faut-il ajouter, elle ne s'arrête pas bien en deçà. Trotsky, de son côté, disait que le peuple ne fait pas plus volontiers la révolution que la guerre (12).

En Suisse, il faut beaucoup de temps à la population pour qu'elle accepte d'apporter une modification à l'organisation de la machine qui lui procure le bien-être et la sécurité auxquels, nous l'avons vu, elle tient tant. Le peuple helvétique se montre à l'ordinaire très Sancho Pança. Ses représentants feraient, pour la plupart, même ceux des partis traditionnels, plutôt un peu figure de Don Quichotte par rapport à lui.

"Plus on descend vers la base, écrit Jean-François Aubert, plus on approche de l'immobilité. Le Conseil Fédéral est un peu plus progressiste que l'Assemblée, l'Assemblée un peu moins conservatrice que le peuple ... Le peuple suisse est profondément conservateur. Pas réactionnaire; pas fascisant. Non, conservateur, lent au changement, méfiant" (Aubert, 1978, p.263).

Quelques exemples récents rappeleront à quel point ce conservatisme est manifeste :

- 1976, rejet d'une initiative tendant à introduire la participation dans l'entreprise (68% de non).

  rejet d'une initiative pour l'introduction de la semaine de 40 heures (78% de non)

- 1978, rejet d'une loi en faveur d'une aide fédérale aux universités (57% de non).

Dans ces conditions, les propositions audacieuses ont surtout pour fonction de susciter des prises de conscience, de préparer le terrain pour des innovations qui ne viendront que plus tard, quand les temps seront tout à fait mûrs. Dans l'immédiat, en pratique, les responsables, syndicaux aussi bien que politiques, doivent s'en tenir à des solutions extrêmement mesurées, d'une utilité évidente, ne s'écartant que de façon infinitésimale du statu quo.

Comme la démocratie directe ne peut être contestée au nom d'aucune des idéologies qui ont du crédit en Suisse - de la gauche à la droite - il faut continuer à en passer par le bon vouloir de Monsieur et de Madame tout-le-monde. Les changements spectaculaires votés au petit matin par un parlement fiévreux, ou décidés par un Président hardi sont inconcevables dans ce pays. Il faudrait au demeurant se demander combien de ces changements-là, sauf à être mis en application par la force, modifient réellement la pratique.

III. LIMITES

En dépit de ses mérites, le système dont nous venons de parler n'est certainement pas le sommet de la démocratie.

Je n'entreprendrai pas de dresser un catalogue des conflits non résolus de la société suisse d'aujourd'hui. Ce catalogue serait, à peu de choses près, le même que celui qui pourrait être établi dans n'importe quel pays moderne, y compris les pays de dictature marxiste, à cette différence que ces derniers pays connaissent toutes nos difficultés fondamentales, avec en plus les maux inhérents à l'oppression totalitaire.

Les sociétés modernes substituent aux communautés traditionnelles un réseau de relations sociales plus distantes et plus anonymes. Les conditions de formation sont source de tension psychologique exagérée et aboutissent souvent à des piètres résultats du point de vue de la qualité et de l'utilité du savoir acquis. La famille est trop souvent perturbée par les insuffisances de l'habitat et une organisation du travail qui ne tient pas assez compte de la situation de la femme. Le développement économique, l'urbanisation, le tourisme de masse, sous leurs formes actuelles abîment beaucoup les paysages.

Pour assurer à la population l'élévation constante de niveau de vie à laquelle elle s'est habituée, c'est-à-dire la croissance de la production des biens et services - y compris les prestations distribuées en dehors du marché par les pouvoirs publics en ce qui concerne les équipements collectifs, la sécurité sociale, la santé, l'instruction, etc. - toute société moderne stimule la division du travail. Elle étend la sphère de responsabilité des administrations publiques et augmente leur taille. De même, les entreprises se constituent en unités de plus en plus vastes. Il y a dans ces tendances une source de persistance et peut-être de renforcement de l'inégalité des statuts professionnels et politiques : extension du champ d'intervention des élus et des grands commis dans la vie de chacun, difficultés du contrôle effectif de leurs décisions; obstacles encore plus grands concernant le contrôle des décisions des états-majors financiers, industriels, commerciaux dont dépendent l'affectation des principales accumulations de capitaux privés.

Sur tous ces "fronts" - et la liste est loin d'être complète - des luttes sont en cours. Ceux qui les mènent se heurtent aux pesanteurs du système. Les hommes qui exercent des responsabilités ont tendance, ce qui est assez naturel, à réagir d'abord avec colère face aux contesta-

tions résultant de là, surtout contre celles qui les mettent en cause directement dans l'unité où ils exercent leur autorité. Les parents ont souvent une attitude semblable face à leurs enfants. Je laisserai de côté tout ce qui peut être dit au sujet des excès et des maladresses de ceux qui contestent. D'une façon générale - retombées de l'action de groupes étrangers égarés dans le terrorisme mises à part - on ne peut pas dire qu'en Suisse la contestation ait souvent dépassé le seuil du tolérable.

Pensant à ce que nous relevions au début au sujet des objectifs généraux, et très démocratiques, de la quasi-totalité de ceux qui sont conduits à des engagements de pointe contre les lenteurs et la timidité de nos réformes sociales, je plaiderai plutôt, en terminant, pour plus de compréhension à leur égard de la part des autorités et du grand public.

C'est une grande chance historique pour une société démocratique que de n'avoir presque plus à faire face à des adversaires cherchant à la détruire, comme c'était le cas des fascistes et des staliniens, mais seulement à des esprits critiques et à des défenseurs des moins favorisés qui ne lui reprochent - à peu d'exceptions près - que de ne pas être plus pressée de corriger les injustices et les insuffisances par lesquelles elle se contredit elle-même.

Emportons pour finir, afin d'y réfléchir, cette pensée de Daniel Bell : "La seule grande idée-force de notre temps est celle de la réparation des torts (améliorer le sort des défavorisés, réduire la disparité de revenu). Cette aspiration répond sans doute, dans un sens, à l'un des critères de la justice : l'équité. Mais elle ne se réfère à aucun idéal positif, à aucune image de l'homme et de sa place dans la société.

(Pour autant) devant la société à construire et les problèmes réels qu'elle soulève, il n'est nul besoin de se proposer un idéal inaccessible pour s'atteler aux grandes tâches qui attendent" (Bell, 1976, pp.418-420).

Roger Girod
Université de Genève

NOTES

1. Cf. Roland Ruffieux: La Suisse de l'entre-deux guerres. Payot, Lausanne, 448 p., 1974.

2. D'après le Mouvement populaire des familles, en 1977, 77% des ménages ouvriers de Suisse romande possédaient une voiture (en 1967: 37%). Enquête sur les conditions et habitudes de vie des ménages salariés de Suisse romande. MPF, 69p, 1978, Genève, p. 55.

3. La famille. Commissariat général du plan. Hachette, 300p., Paris, p.45.

4. Jean Kellerhals: Couple et famille: ambiguïtés et tensions contemporaines. Bulletin du Centre protestant d'études. Genève, septembre 1977, p.17-37.

5. En 1977, 9 grèves d'un jour ou plus et 7 arrêts de travail plus courts. Année politique suisse: 1977. Berne, 196p, 1978, p.126.

6. A quoi s'ajoutent les résultats d'enquêtes et de sondages. Par exemple, Dusan Sidjanski (et divers): Les Suisses et la politique. Lang, Berne et Francfort, 1975.

7. Roger Girod (avec un groupe de recherche): L'école et la vie. Sauerländer, 1977, Aarau, 346p.

8. D'autres raisons que l'écart entre le réglage du système et les besoins peuvent, cela va de soi, susciter la dictature. En particulier, une situation d'urgence, résultant de menées factieuses. Certains des terroristes allemands ou italiens d'aujourd'hui se veulent engagés dans une tentative ayant pour objectif de faire sauter de cette façon le système - qu'ils déclarent insupportable et criminel - dans l'espoir que les lendemains d'une phase de dictature réactionnaire ouvriraient une ère nouvelle.

9. Ville de Genève, Carouge, La Chaux-de-Fonds, Le Locle.

10. Les socialistes avaient, par exemple, 22% des sièges du Conseil National en 1919. Ils ont atteint un sommet en 1943, avec 29% et ils en sont actuellement à 28%. Les communistes ont passé de 1% en 1922 à 4% en 1947 et en sont à 2%. Les autres partis n'ont donc jamais cessé de disposer d'une très large majorité qui se répartit en tranches dont la dimension varie peu: PDC, 23% actuellement (22% en 1919), radicaux 24% actuellement (33% en 1919), Union démocratique du Centre 11% actuellement (13% en 1919), etc.

11. Et guère plus de constituer, avec quelque allié proche, un gouvernement de coalition très marqué à gauche ou à droite, par rapport à la ligne générale de l'électorat. Pareille coalition risquerait trop de se briser rapidement à l'occasion de votations populaires où elle serait désavouée.

12. Cité par C. Wright Mills. The Marxists. Editions Dell, New York, 480p, 1962, p.269.

BIBLIOGRAPHIE

Aubert Jean-François (1978): Exposé des institutions politiques de la Suisse à partir de quelques affaires contraversées. Payot, Lausanne, 317p.

Bell Daniel (1976): Vers la société post-industrielle. Laffont, Paris, 446p.

Commissariat général au plan: La famille. Hachette, Paris, 300p.

Girod Roger, avec un groupe de recherche (1977): L'école et la vie. Sauerländer, Aarau, 346p.

Kellerhals Jean (1977): Couple et famille: ambiguïtés et tensions contemporaines. In: Bulletin du Centre protestant d'études, Genève, sept., pp.17-37.

Mills C. Wright (1962): The Marxists. Dell, New York, 480p.

Mouvement populaire des familles (1978): Enquête sur les conditions et habitudes de vie des ménages salariés de Suisse romande. MPF, Genève, 69p.

Ramuz C.F. (1938): Besoin de grandeur. Grasset, Paris, 189p.

Roussel Louis (1977): La famille après le départ des enfants. INED, PUF, Paris, 262p.

Ruffieux Roland (1974): La Suisse de l'entre-deux guerres. Payot, Lausanne, 448p.

Sidjanski Dusan (1975): Les Suisses et la politique. Lang, Berne.

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse Sociol., No 3/78, pages 19-54

ENTRE JEUNES ET ADULTES: DE LA DIFFERENCE AU CONFLIT

Philippe Perrenoud

RESUME

Aux yeux de nombre d'adultes, l'intégration sociale des jeunes est problématique. On s'efforcera ici de situer cette représentation dans l'ensemble des discours sociaux relatifs à la jeunesse, de la rapporter aux indicateurs "objectifs" de déviance juvénile ou de crise d'intégration, enfin d'expliquer la contradiction, en montrant notamment que l'inquiétude diffuse des parents ou des éducateurs se nourrit rarement de déviances graves - drogue, délinquance - mais surtout de difficultés quotidiennes dans le contrôle social des jeunes, de la tension entre l'immaturité présumée de la jeunesse et son aspiration à l'autonomie.

ZUSAMMENFASSUNG

In den Augen vieler Erwachsener ist die soziale Integration der Jugendlichen problematisch. Es wird hier versucht, diese Vorstellung in die Gesamtheit der die Jugend betreffenden sozialen Diskurse zu stellen, ihr Verhältnis zu den "objektiven" Indikatoren der jugendlichen Devianz oder der Integrationskrise zu untersuchen und zuletzt den Widerspruch zu erklären, der sich dabei ergibt. Die diffuse Angst der Eltern oder Erzieher entsteht in Wirklichkeit selten infolge von schweren Devianzfällen - Droge, Delinquenz -, sondern vor allem durch die täglichen Schwierigkeiten in der sozialen Kontrolle der Jugendlichen, durch die Spannung zwischen der vermuteten Unreife der Jugend und ihrem Wunsch nach Autonomie.

* * *

AVANT-PROPOS

L'essai qui suit reprend le contenu d'une conférence donnée sous le même titre, à Neuchâtel, en avril 1978, dans le cadre du congrès suisse de sociologie. La conférence était destinée avant tout au public, et s'inscrivait dans une série de quatre exposés sur le thème du conflit et du consensus dans la société suisse.

Nombre des idées avancées ont été retravaillées ou développées au fil de l'écriture, mais j'ai tenté de conserver la liberté de langage que garantit l'expression orale. On ne trouvera donc pas ici des résultats de recherche dûment confirmés, ni même une rigoureuse construction de l'objet. Parler des rapports entre jeunes et adultes à l'échelle d'une société, c'est nécessairement avancer des généralisations ou des interprétations qu'aucune recherche ne vient fonder, et qui sont, au mieux, vraisemblables.

Cela dit, tout n'est pas pure spéculation dans les présents propos. Je dois nombre d'observations, d'interprétations, d'hypothèses plausibles aux travaux menés au sein du Service de la recherche sociologique, d'abord dans le cadre d'une recherche financée par le Fond National sur le thème "Jeunesse, socialisation et déviance" (projet no. 4.73.72), ensuite dans le cadre de la préparation d'un projet sur la prise en charge des jeunes par des professionnels et le développement des organisations spécialisées: Carlos Almeida, Claudio Besozzi, Dominique Felder, Reto Hadorn, Walo Hutmacher, Nelly Malherbe, Cléopâtre Montandon et Michel Vuille ont tous, au cours des années récentes, contribué à éclairer certaines facettes des rapports entre jeunes et adultes, dans la famille comme dans l'école, les centres de loisirs, les institutions. On trouvera dans leurs textes, publiés ou en préparation, maintes données de type historique ou anthropologique confirmant, prolongeant, étoffant les thèses défendues ici. Fruit d'un travail collectif dans leur substance, elles n'engagent cependant que moi dans leur forme présente.

DIALOGUE

Avec ce que j'ai fait pour toi

Disait le père
Je sais, tu me l'as dit déjà
Disait l'enfant

Je suis là pour
Tourner autour
De cette terre
Tant que je suis vivant

Vivant, qui t'a donné la vie
Disait le père
Si c'est pour la passer ici
Disait l'enfant
Tu as perdu ton temps
Si les fumées
Des rues fermées
Te sont légères
Moi, j'ai besoin du vent

Et si tu venais à mourir
Disait le père
On est tous là pour en finir
Disait l'enfant
Je ne suis né
Que pour aller
Dessous la terre
Et l'oublier avant

Nous, on vivait pour quelque chose
Disait le père
Vous êtes morts pour pas grand'chose
Disait l'enfant
Si, pour garder
Les mains liées
Il faut la guerre
Moi, je m'en vais avant

Ce monde, je l'ai fait pour toi
Disait le père
Je sais, tu me l'as dit déjà
Disait l'enfant
Il est foutu
Et je n'ai plus
Qu'à le refaire
Un peu plus souriant
Pour tes petits enfants.

Maxime Le Forestier

La jeunesse conteste, sème le désordre dans les universités, ne joue pas le jeu politique. La jeunesse se drogue, fuit les responsabilités, refuse l'effort et le travail, se marginalise. La jeunesse est désenchantée, désorientée, désespérée. La jeunesse est égoïste, éprise de facilité et de confort. La jeunesse est déviante, délinquante, violente. La jeunesse est menacée par la crise et le chômage.

Mauvaise intégration des jeunes, crise des rapports entre générations : dans le discours dominant, la jeunesse est problématique, pour des raisons diverses et souvent contradictoires, mais qui risquent toutes aux yeux des adultes, de menacer la continuité de l'ordre social.

Les sciences humaines sont conviées avec insistance à participer à la recherche des causes et des remèdes. Au point qu'un des programmes nationaux de recherche porte sur l'intégration sociale des jeunes et vise à orienter la recherche fondamentale vers la découverte de meilleures stratégies de prévention et de réparation des déviances juvéniles.

Il me paraît important que la sociologie se dégage de cette demande sociale pour montrer :

- que la définition de la jeunesse comme groupe problématique, à prendre en charge et à intégrer socialement, n'est qu'une définition parmi d'autres, même si elle est dominante dans l'Etat et les institutions et même si elle est partagée par la majorité des adultes
- que cette définition dominante est l'expression d'une image de la jeunesse "inventée", avec l'idée d'enfance et d'adolescence, au cours des siècles derniers et qui fonde le pouvoir des adultes sur des jeunes jugés inachevés, immatures, irresponsables, vivant dans l'attente de devenir des adultes à part entière et censés s'y préparer à plein temps.
- que cette définition de la jeunesse est génératrice d'attentes normatives multiples, d'un contrôle social, d'une prise en charge éducative, d'une surveillance constante des jeunes
- que ces diverses composantes de l'image normative de la jeunesse l'enferment, au sens propre et au sens figuré, dans un réseau de lieux et d'institutions, de contraintes et d'interdits.

Dans de telles conditions, il n'est pas surprenant qu'une partie des différences entre jeunes et adultes soient vécues par ces derniers comme des déviances juvéniles appelant le contrôle et la prise en charge. Ce qui débouche parfois sur un conflit ouvert, parfois sur l'exclusion, la rupture de la communication, l'enfermement, parfois sur le renoncement à l'autonomie ou à la différence, et sur l'intégration docile au monde adulte.

FORCE DE RUPTURE OU DE CONTINUITE ?

La jeunesse est, bien avant que le sociologue s'y intéresse, l'objet de discours globalisants, qui traitent "des jeunes" en général ou de la jeunesse comme classe d'âge ayant des caractéristiques propres. Plutôt que d'ajouter à ces discours, la sociologie peut les traiter comme des faits sociaux, des représentations largement répandues qui ne sont jamais le simple reflet d'une "réalité objective", mais des constructions idéologiques, toujours marquées par l'histoire et la position des individus ou des groupes dans les rapports sociaux. Les discours les plus accessibles sur la jeunesse sont le fait de la presse et des moyens de communication de masse, des responsables politiques, des porte-parole des parents, des éducateurs, des spécialistes de la prise en charge des jeunes : travailleurs sociaux, psychologues ou psychiatres, policiers et magistrats s'occupant de la délinquance des mineurs. Ces discours "autorisés" sur la jeunesse, comme ceux de l'homme de la rue, sont rarement séparables d'une image normative des jeunes. La tendance des adultes est de construire une image de la jeunesse essentiellement formulée en termes d'écart ou de conformité à la norme, à ce qu' elle devrait être.

Lorsqu'il s'agit de la jeunesse en général, autrement dit des générations qui sont en vue de l'âge adulte, l'image normative de la jeunesse ne consiste pas seulement en règles de conduite ou en manières d'être prescrites aux jeunes pris individuellement. Elle porte aussi sur la contribution globale des générations nouvelles à l'ordre ou au changement social, à la stabilité, au renouvellement des institutions, au maintien des intérêts acquis ou à la redistribution des chances et des ressources.

Je ne puis ici procéder à une analyse de contenu rigoureuse des discours sur la jeunesse. Non seulement ce travail n'a pas été fait pour la Suisse, ni à ma connaissance pour d'autres pays comparables. Mais encore, il présenterait d'immenses difficultés précisément du fait qu' une image normative de la jeunesse est rarement dissocia-

ble d'une attitude face à l'ordre social. Les attitudes face à l'ordre social actuel sont fort diverses, si l'on entre dans les nuances des idéologies et du discours politique. Par souci de simplicité et de brièveté, je m'en tiendrai à trois attitudes schématiques :

1. Pour ceux qui sont satisfaits de l'ordre social actuel en Suisse, et qui veulent simplement un progrès vers plus de confort, plus de sécurité, des revenus plus élevés, une meilleure formation pour leurs enfants, etc., il s'agit avant tout d'intégrer la jeunesse à l'ordre social, économique, politique existant, tout en mobilisant son dynamisme, son enthousiasme, sa générosité, ses idées, ses qualifications, son ardeur au travail. Il faut essentiellement assurer le progrès dans la continuité ce qui n'exclut pas le changement, mais dans le cadre des institutions et des rapports sociaux actuels. Il faut donc que les jeunes intériorisent les valeurs qui fondent ces institutions et ces rapports sociaux : travail, consommation privée, libre entreprise; démocratie semi-directe et participation politique au niveau communal, cantonal, fédéral; fédéralisme, concertation entre partenaires sociaux, gouvernement de coalition, neutralité, défense nationale, sérieux, moralité (cf. Boltanski, 1966). Il faut aussi que les jeunes acquièrent les qualifications requises pour exercer leur rôle productif ou civique. Donc qu'ils se plient aux disciplines qui assureront par la pratique et par l'inculcation explicite, la transmission des valeurs et des savoirs et savoir-faire.

   Pour condenser cette image normative de la jeunesse, je parlerai de la jeunesse conçue comme force de continuité.

2. Pour ceux qui rejettent radicalement l'ordre social actuel en Suisse comme dans les sociétés industrielles (capitalistes ou non), la jeunesse représente un espoir; elle est la force qui peut rompre avec une société d'exploitation, de consommation, de croissance, de destruction de l'environnement, de gaspillage, de guerre froide ou chaude, de développement du nucléaire civil ou militaire, de bureaucratie, de privilèges et d'inégalités, de profit, d'aliénation, de dépersonnalisation des relations humaines, de gestion et d'informatique, etc.

   La jeunesse apparaît porteuse d'un autre avenir, d'une autre sensibilité, d'une attention à l'écologie et à l'égalité; porteuse de pacifisme, de sens de la communauté et de la qualité de la vie, de sens du plaisir, de goût de la liberté, de tolérance.

Ce qu'on attend alors, c'est qu'elle garde intacts ses exigences morales, son désintéressement, son absence d'attaches et d'intérêts acquis, son idéalisme; c'est alors qu'elle sera force de changement, force de rupture.

3. Entre ces deux images normatives de la jeunesse, expressions respectives de deux attitudes face à l'ordre social, on trouve de multiples images intermédiaires, expressions d'idéologies réformistes modérées. On attendra alors des jeunes une contestation constructive, une participation critique et novatrice aux institutions, à la vie politique et économique. Entre la rupture et la continuité, la jeunsesse sera force de renouvellement.

Force de continuité, de renouvellement ou de rupture : ces trois images normatives de la jeunesse - de ce qu'elle devrait être - sont fortement simplifiées, elles ne rendent pas justice à la diversité des représentations. On notera surtout qu'elles sont le fait d'adultes qui à un titre ou à un autre se sentent appelés ou habilités à parler de la jeunesse en général, au titre de responsables politiques ou de professionnels de la jeunesse ou encore de porte-parole d'associations ou de mouvements sociaux. Les adultes qui n'ont pas la charge de produire un discours sur la jeunesse en général peuvent néanmoins se rallier à l'une ou l'autre des images normatives qui ont cours dans notre société.

Pris individuellement, les jeunes peuvent également se rallier à telle ou telle image normative véhiculée par les adultes. Ils peuvent aussi s'en désintéresser, refuser aux adultes le droit de dire ce que la jeunesse devrait être. Certains jeunes refuseront aux jeunes eux-mêmes le droit de parler pour toute la jeunesse. D'autres s'en feront les porte-parole. L'important est de constater que dans le discours public sur la jeunesse, la part des jeunes eux-mêmes est très marginale, tant par son volume que par son audience.

De toute manière, seuls les adultes participant de près à la gestion de la collectivité se sentiront le droit et auront le pouvoir de fonder sur une image normative de la jeunesse leur action politique, autrement dit de peser sur le statut des jeunes, (droit de vote, traitement en droit civil ou pénal), sur la politique de la jeunesse, de l'éducation, de l'emploi. D'une certaine façon, le discours globalisant sur la jeunesse n'a de sens qu'à l'échelle du système politique géré par les adultes et où s'affrontent, à travers partis et organisations, les intérêts et les

idéologies des divers groupes sociaux. Les attitudes relatives à l'ordre social qui ont été évoquées ne recoupent pas toujours les divisions entre partis. Mais elles correspondent à des attitudes politiques générales. C'est pourquoi, d'ailleurs, il faut s'attendre, dans un pays où les partisans de l'ordre actuel (plus ou moins aménagé) sont largement majoritaires, où le rejet radical de l'ordre social est le fait d'une minorité, à une distribution très asymétrique des images normatives de la jeunesse : force de continuité ou de renouvellement intégrée dans le cadre des institutions pour la majorité des adultes, force de rupture pour une minorité, au demeurant composée principalement de jeunes adultes.

IMAGES CONTRADICTOIRES

Les politiques ou les discours relatifs à la jeunesse ou dont la jeunesse est l'enjeu ne se fondent pas seulement sur une image normative, sur une représentation de ce que devrait être la jeunesse. Ils se fondent aussi sur une image de ce qu'elle est, de sa "réalité". J'ai cependant introduit d'abord l'idée d'image normative parce que très souvent la réalité de la jeunesse n'existe, pour les adultes, que par référence à l'image normative à laquelle ils adhérent. La question n'est pas tant de savoir ce qu'est la jeunesse, mais si elle est ou n'est pas ce quelle devrait être.

C'est pourquoi la façon dont les adultes construisent la réalité de la jeunesse dépend de l'attente normative qu'ils formulent à son égard. Nous retrouvons les deux extrêmes : la jeunesse force de continuité ou force de rupture.

1. Si l'on attend de la jeunesse qu'elle reprenne et fasse fructifier l'héritage - au sens le plus large - on la jugera sur ses dispositions à cet égard. A l'intérieur de ce courant normatif, deux "diagnostics" contrastés s'affrontent :

   a. les uns vivent la jeunesse comme un problème : crise de l'intégration, de la transmission des valeurs, fuite des responsabilités, de l'effort; apathie, indifférence, égoïsme; jeunesse paumée, dépressive, suicidaire; jeunesse violente, rebelle, contestataire; jeunesse déviante, délinquante, droguée; marginalité et drop-out. Ou encore : crise de l'éducation et de l'emploi des jeunes. Crise des rapports entre générations.
   La jeunesse refuse l'héritage ou n'est pas capable de l'assumer. Il faut de nouvelles politiques d'intégration.

b. Les autres, sans nier la toxicomanie, la délinquance juvénile, les suicides d'adolescents, le chômage conjoncturel des jeunes, refusent de dramatiser, disent qu'il s'agit d'une minorité, mais que dans son ensemble, la jeunesse reste "saine", qu'elle a goût à la vie et au travail, etc. Il faut donc soigner, réprimer, prévenir, rééduquer ceux qui en ont besoin. Mais il est inutile de généraliser. Il faut faire la part de la déviance statutaire des jeunes - il faut bien que jeunesse se passe - et des déviances graves.

Au cours des dix à quinze dernières années, le diagnostic pessimiste paraît l'emporter sur l'optimisme, de très loin. Du moins au plan de la politique sociale ou du discours sur la politique sociale (Perrenoud, 1976).

2. Si l'on attend de la jeunesse qu'elle soit l'élément moteur du changement de société, on la jugera sous cet angle.

Ici également, deux diagnostics contrastés s'affrontent:

a. Les optimistes voient dans la marginalité une forme nouvelle de rapport au travail, dans les communautés une forme nouvelle de sociabilité, dans la drogue une forme nouvelle d'expérience, dans la contestation l'annonce d'une société nouvelle comme en mai 1968. Alors que certaines formes de conduites juvéniles sont dans l'esprit des jeunes eux-mêmes ou dans celui des adultes "de gauche", annonciatrices d'une société nouvelle, il est difficile de donner la même interprétation à tous les comportements. C'est ainsi que les toxicomanes ou les marginaux non politisés embarassent fortement les organisations d'extrême-gauche, sauf lorsqu'il s'agit de dénoncer la répression.

b. Les pessimistes quant à eux peuvent être déçus :

- soit parce que les conduites déviantes ne sont pas mobilisables dans le sens du changement, mais témoignent d'un "individualisme petit-bourgeois", d'un refus de la discipline et de l'organisation incompatibles avec le militantisme révolutionnaire ou écologique.
- soit parce que dans leur ensemble, les jeunes apparaissent conformistes, aliénés comme leurs parents, piégés par le système, plus préoccupés d'y trouver une place confortable que de le changer.

Il est vraisemblable que la déception l'emporte aujourd'hui, tant les espoirs de Marcuse, de mai 1968 sont retombés, tant la jeunesse paraît désinvestir la politique, se détourner du système sans rêver de le changer, renvoyer dos à dos les idéologies et les partis de gauche ou de droite. La crise économique n'est sans doute pas étrangère à cette retombée. L'évolution de la toxicomanie - prolétarisation des consommateurs -, la fin des communautés semblent indiquer aux adultes qui rejettent l'ordre social que la jeunesse n'est pas la grande force révolutionnaire imaginée vers la fin des années 1960.

3. Dans toute hypothèse intermédiaire quant à l'image normative de la jeunesse, entre la continuité pure et simple et la rupture radicale, il existe aussi une grande diversité de diagnostics quant au degré de conformité des jeunes à ce qu'ils devraient être. Je ne puis que la suggérer.

   On retiendra peut-être des hypothèses rapidement esquissées deux éléments essentiels :

   - dans notre société, parmi les adultes, coexistent plusieurs images de la jeunesse, images diverses et contradictoires parce qu'elles se réfèrent à des représentations normatives opposées de l'ordre social et du rôle que la jeunesse devrait jouer dans sa persistance ou son bouleversement, diverses ou contradictoires à un autre niveau lorsque, se référant à une même image normative, elles divergent quant à l'optimisme ou au pessimisme du diagnostic. Les contradictions ne sont pas seulement doctrinales ou théoriques. Elles se manifestent dans le débat politique dont la jeunesse est l'enjeu à la fois :

     a. parce qu'il s'agit de la mobiliser pour ou contre l'ordre social actuel, de l'intégrer à la vie économique et politique ou de la rallier à une opposition plus ou moins radicale.

     b. parce que nombre de décisions politiques touchent essentiellement ou secondairement à la jeunesse : droits politiques, droit pénal (avortement, légalisation de certaines drogues), politique scolaire et universitaire, formation professionnelle et statut des apprentis, emploi, sports, culture et loisirs, service militaire ou civil, objection de conscience, etc.

Cette pluralité des images et des projets politiques relatifs à la jeunesse ne signifie pas que toutes ont le même poids : dans un pays où, à l'échelle communale, cantonale ou fédérale, gouvernent des majorités de centre-droit soutenues par de larges bases électorales, où le respect de l'ordre et de la tradition reste vivace, où l'opposition politique demeure mesurée dans sa critique comme dans son action, l'image normative qui prévaut est celle d'une jeunesse à intégrer à une société qui dans son ensemble donne satisfaction. A l'intérieur de cette image dominante intégratrice prédomine encore, en particulier dans les régions les plus urbaines et industrialisées, un diagnostic pessimiste, celui qui conduit au développement des services spécialisés de prise en charge, aux programmes de prévention et de recherche, aux mises en garde alarmistes à l'intention des parents, aux manchettes spectaculaires sur la drogue ou la délinquance juvéniles.

Face à cet ensemble de discours contradictoires, la sociologie de la jeunesse est nécessairement amenée à se demander où elle se situe, si elle doit et peut éviter de renforcer telle ou telle idéologie. Autant de sociologues, autant de réponses peut-être. Personnellement, je crois comme Touraine, que la sociologie doit "contribuer à ce que les membres d'une société s'y comportent le plus possible comme des acteurs et à ce que la société elle-même soit décapée de son ordre, de ses idéologies et de ses rhétoriques, pour apparaître comme un ensemble de systèmes d'action par lesquels, à travers tensions et conflits, un système social agit sur lui-même, sur son organisation et sur son changement" (Touraine, 1974).

Un tel programme ne conduit pas à ignorer, bien au contraire, la définition de la réalité que se donnent les acteurs. Mais la décrire ne mène pas à la rectifier au nom de l'objectivité scientifique, mais à comprendre pourquoi les adultes ont telle ou telle image des jeunes, quels intérêts et quelles idéologies servent ces images, quelles pratiques quotidiennes, quelles politiques elles fondent.

LA JEUNESSE PROBLEMATIQUE, IMAGE DOMINANTE

Toute société qui se conserve, qui se reproduit, intègre d'une façon ou d'une autre, les nouvelles générations, ce qui signifie qu'elle dispose de mécanismes de distribution des individus entre les divers rôles d'adultes, et de préparation de chacun à son rôle futur. Ces mécanismes varient bien entendu selon le type de société considéré, et l'adulte accompli, donc intégré, d'une société industrielle occi-

dentale de la fin du XXème siècle n'est pas l'adulte accompli d'une société sans écriture ou d'une société européenne du XIIIème siècle par exemple. Il existe d'ailleurs, selon le sexe, la classe sociale ou d'autres clivages, des modèles divers d'adultes. Mais, plus que ces différences triviales, ce qui frappe dans les sociétés industrielles, c'est que l'intégration de la jeunesse est devenue l'objet et l'enjeu d'une politique à l'échelle de la collectivité toute entière. Eduquer les enfants, leur trouver une place dans la société n'est plus seulement l'affaire de la famille, mais celle de l'Etat, de l'école, des institutions d'orientation et de formation professionnelles, des organisations économiques et syndicales, etc. L'intégration sociale des jeunes est une affaire de société, et dans la mesure où elle ne va plus de soi, un problème de société. C'est sans doute pourquoi on trouve dans notre société un discours globalisant sur la jeunesse (Perrenoud, 1976; Hadorn, 1978).

D'où vient cette préoccupation générale pour l'éducation et l'intégration des jeunes, pourquoi les parents, les éducateurs, les responsables politiques donnent-ils de façon croissante l'impression que leur tâche leur apparaît difficile, d'issue incertaine ?

Il faut sans doute d'abord se demander si cette inquiétude ne traduit pas une réelle crise de la transmission des valeurs, de l'intégration des jeunes, de la continuité des institutions. Si l'on considère la Suisse, le peu de données dont nous disposons suggère au contraire que dans leur immense majorité, les jeunes s'intègrent sans difficulté à la société adulte, au bénéfice d'une formation scolaire et de qualifications professionnelles plus élevées que jamais dans l'histoire. Les jeunes marginaux sont fort peu, les jeunes chômeurs, même au cours de l'actuelle récession, en nombre limité. La délinquance juvénile n'augmente que parce que le nombre de jeunes augmente, mais reste constante en proportion, sauf pour certains catégories très spécifiques de délits. La contestation des années 1968 a été extrêmement sage dans les universités suisses. Notre pays n'a pas connu l'équivalent des mouvements de lycéens français par exemple. Quant aux apprentis et aux jeunes travailleurs, ils ne paraissent mettre en danger ni la paix du travail, ni les bureaucraties syndicales. Les objecteurs de conscience sont une poignée, Le signe le plus sérieux d'une crise de l'intégration sociale des jeunes paraît être souvent le développement de la consommation de drogue. Mais les enquêtes épidémiologiques, si elles indiquent qu'un nombre croissant de jeunes ont une fois ou l'autre tâté du haschish ou de la marihuana, montrent également qu'il s'agit pour beaucoup d'une consommation occasionnelle, que

l'escalade vers les drogues dures est très rare, et que les véritables toxicomanes, s'ils sont assez nombreux pour créer des difficultés aux services spécialisés, représentent une infime fraction de la jeunesse suisse. Divers sondages, l'enquête de Girod (1977) sur les recrues, montrent que l'immense majorité des jeunes suisses aspirent à exercer un bon métier et à fonder une famille, même s' ils sont moins sensibles que leurs parents au niveau de vie, et plus exigeants en matière d'intérêt du travail, de temps libre, de sociabilité. Sans nier qu'il y ait depuis dix ans environ un réél développement des toxicomanies, sans méconnaître le fait d'une relative crise des formes traditionnelles de l'autorité dans l'école, l'armée, l'entreprise, il ne me semble pas que l'on puisse parler, de façon générale, d'une crise de l'intégration sociale de jeunes en Suisse. Du moins si l'on s'en tient à des ordres de grandeur statistiques relatifs aux diverses formes de déviance, d'inadaptation, de marginalité, de dissidence.

Comment expliquer cette disproportion entre la dramatisation fréquente du discours public sur la jeunesse et la faible ampleur des indices statistiques de crise de l'intégration ? Plusieurs hypothèses se présentent :

- les media de masse jouent en partie sur la dramatisation - d'ailleurs épisodique - d'un problème pour fixer l'attention du public; sans doute le reportage pathétique sur quelques héroïnomanes, anges déchus de la société d'abondance, avec gros plans sur la seringue, fait-il vendre mieux qu'une enquête sur les conditions de travail des apprentis
- la partie la plus conservatrice de la classe politique a intérêt à dramatiser pour obtenir un renforcement général du contrôle social, de la répression sexuelle ou politique
- les magistrats ou les professionnels de la jeunesse qui expriment l'inquiétude des pouvoirs publics face "au fléau de la drogue" ont rarement une vue d'ensemble des rapports entre générations et de l'intégration sociale des jeunes; les services officiels de psychiatrie, de prévention des toxicomanies, de contrôle pénal de la jeunesse, de tutelle, de protection de l'enfance sont par vocation appelés à intervenir dans les situations où le contrôle social ordinaire n'a pas fonctionné; une faible augmentation des prises en charge professionnelles peut facilement se traduire en termes de crise de l'intégration

- la dramatisation du problème légitime l'ensemble des services spécialisés dans la prise en charge des jeunes, et justifie leur croissance; elle permet le développement de secteurs nouveaux de l'intervention, par exemple la prévention
- la dramatisation sert également l'intérêt des chercheurs spécialistes de la jeunesse, qu'ils soient psychiatres, médecins préventistes, psychologues ou sociologues; le Fonds national consacre plusieurs millions à un programme national sur l'intégration sociale - des jeunes d'une part, des personnes âgées de l'autre -, en fondant cette priorité sur le diagnostic d'une crise de l'intégration. Une partie des scientifiques a contribué directement à définir l'intégration sociale des jeunes comme un problème d'importance nationale. D'autres se garderont simplement de prendre des distances par rapport à cette image de la réalité
- une partie de l'opposition politique la plus radicale n'a pas intérêt à dédramatiser le problème : la crise présumée de l'intégration sociale des jeunes peut être interprétée soit comme l'indice patent de la faillite du capitalisme - la drogue comme seule échappatoire à une société d'exploitation et d'aliénation - soit comme l'annonce d'une nouvelle société, d'une contre-culture
- enfin, les jeunes eux-mêmes ont parfois intérêt à donner une image biaisée de ce qui se passe dans leur cercle, soit pour faire valoir leur innocence - par exemple sexuelle - dans un ensemble d'autres jeunes moins "vertueux", soit pour se fondre dans une "majorité déviante": "tout le monde le fait".

En l'état actuel de la recherche, il est très difficile de pondérer les hypothèses précédentes. Il est vraisemblable que ces divers mécanismes expliquent pour une part l'écart entre le discours globalisant et dramatisant et ce que révèle l'observation statistique. Cependant, cette dramatisation ne ferait pas recette :

1. si la jeunesse n'avait pas, dans notre culture politique, valeur de symbole ou fonction de prétexte; dans les sociétés industrielles occidentales, on juge volontiers l'ordre social à travers sa capacité d'intégration des jeunes. Inversément, pour porter un diagnostic pessimiste ou optimiste sur notre société, on choisira volontiers l'intégration des jeunes comme illustration privilégiée d'un propos global. Ainsi, combien de propos sur le chômage ne jouent-ils pas sur l'image dramatique d'une jeunesse sortant de l'école et qui ne trouverait pas d'emplois. Ou comment mieux exprimer le désespoir que secrète notre société qu'en disant la

fuite des jeunes vers la drogue ou le suicide. La fuite des adultes vers l'alcool, la télévision ou la voiture n'a pas la même force d'évocation.

Souvent parler de la jeunesse est une façon de parler d'autre chose, notamment de la société sans trop avoir l'air de "faire de la politique". La jeunesse est l'occasion de renforcer le mythe unanimiste : tous les adultes sont concernés, tous doivent "tirer à la même corde pour garantir à nos jeunes une société juste et prospère". Au-dessus du berceau, les querelles de familles sont suspendues. De même, devant la drogue, "drame humain", la classe politique se réconcilie.

La jeunesse n'est sans doute pas le seul groupe minoritaire dont la société globale peut prendre prétexte pour parler d'elle-même et parfois refaire son unité. Par rapport à toutes les autres minorités, la jeunesse a cependant en propre de n'être pas un sous-ensemble des adultes, et d'être pratiquement absente du débat sociétal à son propos ... tout en représentant les "adultes de demain".

2. Si les discours globalisants ne trouvaient pas quelque écho, notamment chez les parents et les éducateurs; si, dans leur immense majorité, les adultes qui côtoient quotidiennement les jeunes n'avaient aucune raison personnelle de s'inquiéter au moins un peu, ils n'accorderaient aucun crédit à la thèse d'une crise de l'intégration sociale des jeunes ou d'une détérioration des rapports entre générations. Cela ne veut pas dire que les parents et les éducateurs vivent personnellement des épisodes dramatiques ou les anticipent. Mais, leurs soucis pédagogiques ou familiaux entrent en résonance avec le discours global, et le confirment indirectement, même s'ils n'ont nullement à affronter, dans leurs expériences personnelles, les déviances graves - drogue, violence, marginalité, etc. - dont parlent leurs journaux. De part et d'autre, on ne parle ni des mêmes jeunes, ni des mêmes problèmes, mais cela n'empêche pas le développement d'un double processus d'amplification, fondé sur le sentiment commun mais vague qu'il se passe quelque chose de déconcertant, d'inquiétant ou d'alarmant chez les jeunes, et que personne parmi les adultes ne peut prétendre y échapper complètement.

C'est à ce dernier niveau d'analyse que je vais désormais m'attacher, partant en somme du principe qu'il n'y a pas de fumée sans feu. Le discours dramatisant n'est pas l'expression de <u>la</u> réalité. Il est une construction de la réalité qui s'explique en partie par la position des acteurs dans le système social, et qui sert jusqu'à un certain

point leurs intérêts matériels ou idéologiques. Mais ce discours n'aurait aucune portée, aucun crédit s'il ne trouvait pas un écho chez beaucoup de parents et d'éducateurs. Seulement, ce n'est que rarement de drames dignes des manchettes de journaux qu'il s'agit dans les familles.

Les parents semblent déconcertés par les adolescents simplement parce qu'ils ont d'autres goûts, d'autres valeurs, d'autres modes de sociabilité, et affirment sans détour leur droit à la différence. Dans nombre de familles, ils contestent la légitimité de l'ordre familial, de certains interdits, ils doutent de certaines institutions, ils refusent les formes conventionnelles du respect des adultes et de leur autorité, ils revendiquent une certaine autonomie, le droit de s'habiller à leur guise, de choisir leurs amis, d'organiser leurs loisirs, etc. Toutes ces caractéristiques bien connues de la jeunesse ne sont pas à proprement parler des facteurs de crise de l'intégration. Ce sont des événements quotidiens.

Ils suffisent à susciter un malaise, le doute chez les parents, le sentiment que leurs enfants leur échappent, qu'il y a rupture de la communication, refus de l'héritage parfois tourné en dérision.

Mon propos n'est pas d'expliquer ce changement de la manière d'être des jeunes en général. Chaque adulte, qu'il ait 25 ou 65 ans, en prend conscience s'il compare sa propre jeunesse à ce qu'il observe autour de lui. Sans doute l'urbanisation, l'extension de la scolarisation, une certaine libéralisation des moeurs ne sont-elles pas étrangères à cette évolution de la jeunesse. On ne sous-estimera pas non plus les dimensions économiques du changement, lié à l'élévation du niveau de vie et au fait que les jeunes sont devenus des consommateurs représentant une masse considérable de revenu pour certaines industries.

Ce qui m'intéresse ici, plus que l'évolution des jeunes eux-mêmes, qui est indéniable, c'est la relative incapacité des adultes à s'y adapter en tant qu'éducateurs ou parents, alors même qu'à d'autres titres ils contribuent à la favoriser. Je voudrais développer ici l'hypothèse d'une profonde inadéquation entre la définition de la jeunesse sur laquelle vivent encore la plupart des adultes et ce que sont effectivement les jeunes dans les sociétés modernes : non pas des déviants, des drogués, des contestataires, des marginaux, mais simplement des <u>acteurs sociaux à part entière</u>, qui ont une représentation du monde, un discours, des intérêts, un mode de vie qui leur sont propres, et qui essaient de conquérir leur autonomie plus vite et plus complètement que dans le passé, alors même

qu'ils sont pris en charge plus longuement et plus intensivement que jamais dans l'histoire.

L'AGE DE L'IMMATURITE ?

Quelle est donc cette définition de la jeunesse qui rend nombre d'adultes incapables de la comprendre ? Pour la majorité des adultes, la jeunesse, et en particulier l'adolescence, est un âge de la vie situé entre l'enfance et l'âge adulte, un âge de simple transition, de préparation à la vie sociale, professionnelle, familiale, politique. Entre la dépendance physique, affective, intellectuelle, sociale, censée caractériser l'enfant et l'autonomie dans les mêmes domaines censée caractériser l'adulte, la jeunesse apparaît comme une phase intermédiaire du cycle de vie, au cours de laquelle l'individu se détache du groupe familial dont il est issu mais n'a pas encore fondé une nouvelle famille, au cours de laquelle il cesse d'être intégré socialement à travers sa famille d'origine sans être encore en mesure de participer personnellement, à part entière, à la vie politique et économique de la cité. Cette représentation sociale de la jeunesse comme âge de transition, de préparation, d'attente, est solidaire d'une image globale du cycle de vie et de ses moments successifs dans les sociétés industrielles. Cette image fait de l'âge adulte la phase culminante de l'existence, caractérisée par l'expérience, l'activité, l'autonomie, la production, l'identité sexuelle et familiale. La vieillesse se présente dans cette perspective comme une phase descendante. Inversement, l'enfance puis l'adolescence semblent ne prendre leur sens que par rapport à la force de l'âge qui leur fait suite.

Une telle représentation de la vie apparaît, de prime abord, traduire la réalité biologique de la maturation et du vieillissement. Cependant, si les adultes peuvent penser et dire que l'adolescence n'est qu'immaturité et inachèvement, c'est parce qu'ils sont maîtres des critères qui définissent l'adulte achevé. Or ces critères ne sont pas essentiellement d'ordre biologique, mais social : l'activité professionnelle, la consommation, la participation politique, l'intégration aux organisations, le mariage, la procréation. De toutes ces activités, les adolescents sont en effet dans leur ensemble, tenus à l'écart, et cette exclusion est en général rapportée à l'inachèvement de leur formation, à l'immaturité de leur personnalité, à l'irresponsabilité de leur conduite.

Les jeunes sont-ils aussi immatures, irresponsables, fragiles que les adultes veulent bien le dire ? S'il existe des différences sous cet angle entre adolescents et adultes, sont-elles inscrites dans la nature humaine, ou plutôt dans une organisation définie des rapports entre générations, qui prive les jeunes de la possibilité même de prendre des responsabilités, de manifester leur maturité, de s'intégrer à la cité, de participer à la vie politique ?

Le sociologue ne saurait prendre l'immaturité de la jeunesse comme un fait de nature ni oublier que ce sont les adultes dans la force de l'âge qui exercent le pouvoir sociétal, notamment à travers les organisations et les structures familiales. D'où la question : le pouvoir des adultes ne s'étend-il pas à la perpétuation et à l'imposition de l'image dominante du cycle de vie ? Cette image ne sert-elle pas admirablement l'intérêt des adultes, en légitimant leur pouvoir sur l'ensemble du corps social au nom de leur maturité, de leur accomplissement? Autrement dit: la réalité de l'adolescence, réalité construite et imposée par les adultes, n'est-elle pas garante de la réalité de l'âge adulte, de ses privilèges et de ses pouvoirs ?

Bien entendu, pour la plupart des adultes, leur pouvoir n'est que l'envers obligé de l'impuissance présumée des jeunes à conduire leur propre existence en toute autonomie. Le pouvoir des adultes n'est que l'expression de leur responsabilité, l'instrument d'une prise en charge éducative et protectrice dont les jeunes ne peuvent se passer sous peine soit de ne pas devenir adulte (adulte intégré et intègre s'entend...) soit de mettre en danger leur vie et leur santé, ou l'ordre social. Et on se retrouve dans un cercle vicieux familier au sociologue : le pouvoir de certains acteurs fonde leur définition de la réalité qui à son tour légitime leur pouvoir. Cela n'autorise pas cependant à dire que la thèse de l'immaturité de la jeunesse n'est qu'une façon habile de justifier le contrôle social qu'exercent collectivement et individuellement les adultes sur les jeunes. Beaucoup d'adultes, et en particulier les parents et les éducateurs, éprouvent très sincèrement amour, affection, respect pour les jeunes dont ils ont la charge, et ne vivent leur pouvoir que comme contrepartie d'une responsabilité éducative. Je ne suggère nullement un état de guerre ouvert ou larvé entre générations, une sorte de lutte entre jeunes et adultes à l'instar de la lutte des classes. Les rapports entre jeunes et adultes sont beaucoup plus complexes et ambivalents, et si la définition qu'ils se donnent de la jeunesse confère aux adultes un pouvoir, elle leur impose en contrepartie des charges et des sacrifices réels, une responsabilité légale et

morale, un rôle souvent difficile. Il serait donc absurde de prétendre que les adultes ont fabriqué de toutes pièces, délibérément, une définition de la jeunesse aux seules fins de l'exclure de la compétition sexuelle, du partage des ressources, de l'exercice du pouvoir, et de contrôler son intégration. Il serait cependant sociologiquement naïf d'oublier que les détenteurs d'un pouvoir s'en servent toujours pour le justifier au plan symbolique, idéologique et pour créer ou maintenir les conditions objectives et subjectives propres à le renforcer. C'est ainsi que la définition de la jeunesse comme immature, comme objet privilégié d'une prise en charge produit d'autres effets que symboliques : cette définition gouverne la mise en place d'un certain nombre d'institutions, de rapports sociaux - par exemple l'école - qui privent les jeunes de l'expérience de l'autonomie et de la responsabilité, et les empêchent effectivement d'acquérir ou d'exercer certaines compétences, non en raison de leur âge, mais parce que les conditions de mise en pratique font défaut. Lorsque, par extraordinaire, ces conditions sont créées, on laisse rarement le temps aux jeunes de prendre la mesure de la situation, de faire des erreurs, d'apprendre. Les observateurs adultes sont prêts à crier à l'échec : "On vous l'avait bien dit, vous n'êtes pas assez mûrs pour...". La définition de la réalité produit en partie la réalité. Sans cette partielle convergence entre la définition dominante de la jeunesse et la "réalité", le point de vue des adultes n'aurait pas la même force et ne trouverait pas dans les sciences de l'homme, en particulier la psychologie et la psychiatrie de l'adolescence, autant de confirmations savantes.

DE LA JEUNESSE INVENTEE A LA SOCIETE SCOLARISEE

A l'origine de la scolarisation, des institutions de prise en charge, il y avait déjà une certaine image du cycle de vie. En simplifiant fortement, on pourrait dire que la jeunesse comme phase de transition s'est instaurée avant que les sociétés occidentales en prennent conscience, sous l'impulsion de facteurs démographiques et économiques notamment. Mais très rapidement, les transformations objectives ont amené dans les esprits, dans la culture, une transformation corrélative de l'image des âges de la vie. Sans allongement de la durée moyenne de vie, sans transformation des métiers, des conditions et des rapports de production, sans séparation progressive du travail et de la formation professionnelle, sans développement de la scolarisation, sans redéfinition de la taille et des fonctions de la famille, sans évolution vers des formes de participation politique de masse, sans exclusion des gé-

nérations nouvelles de nombreux domaines où la compétition sociale s'accroît, la jeunesse ne serait sans doute pas devenue un âge spécifique de la vie, entre l'enfance et l'âge adulte, et donc un groupe d'âge aux limites relativement floues, mais dont le statut et les fonctions diffèrent aussi bien de ceux des enfants que de ceux des adultes. Mais ces transformations structurelles, inséparables de la genèse et de l'évolution des sociétés industrielles, ne suffisent pas à rendre compte de l'image actuelle de la jeunesse. A s'en tenir à l'histoire de la langue, on constate par exemple que le mot jeunesse n'a acquis son sens second qu'en 1810 : "caractère d'une chose qui n'a pas encore atteint la plénitude de ses qualités". Entre la fin du XIIIème siècle et le début du XIXème, l'idée d'un groupe d'âge se double donc progressivement de la représentation de la jeunesse comme image de l'immaturité, de l'inachèvement. On connaissait déjà la nécessité de la préparation aux métiers des armes, à l'artisanat et au commerce. Mais il s'agit désormais non plus d'une impréparation technique, mais d'une immaturité d'ordre global, psychologique, qui touche à la personnalité, à l'autonomie, à la responsabilité, à la conscience morale. Si le jeune n'a pas atteint la "plénitude de ses qualités", qualités d'adultes cela va sans dire, ce n'est pas seulement parce qu'il n'a pas achevé sa formation, mais parce qu'il lui manque le temps de la maturation et de l'expérience. L'invention de la jeunesse comme âge spécifique de la vie est inséparable d'une transformation globale de l'image de l'homme, qui met en particulier toujours davantage l'accent sur la plasticité de l'individu, sur l'influence de l'éducation et des conditions de vie sur son caractère, sur la possibilité de discipliner les esprits et les corps. Cette évolution en particulier a été mise en évidence par Foucault (1961, 1975) à propos de la folie et de la psychiatrie d'une part, de la répression pénale d'autre part. Cette transformation de l'image de l'homme, de son développement, de sa malléabilité ont certainement contribué fortement à faire de l'adolescence l'âge de l'immaturité, donc de la prise en charge. Il faut rapporter de telles représentations non seulement à la psychologie dans sa forme moderne, mais à la pensée des moralistes des siècles précédents, aux philosophies de la personne et du sujet, aux réflexions sur l'éducation qui se sont développées aux XVIIème au XIXème siècle.

La jeunesse, invention historique ? Non, si l'on pense à une création soudaine à partir de rien. Oui, si l'on pense au processus graduel d'émergence d'un âge nouveau, d'une différenciation nouvelle du cycle de vie. Emergence qui donne lieu, en contrepoint, au développement d'institutions et de modes de prise en charge des jeunes.

L'image de la jeunesse, et en particulier de l'adolescence, comme âge de l'immaturité et de la préparation à la vie, est devenue un modèle culturel très largement répandu parmi les adultes. Mais la force de ce modèle tient non seulement à sa diffusion, mais encore au fait qu'il s'incarne dans le droit, les institutions, les rapports sociaux. On rappellera en passant la dépendance dans laquelle le droit maintient les mineurs, au plan politique, pénal ou civil. De la prise en charge obligée des jeunes, on trouve également l'expression privilégiée dans le droit moderne de la famille, qui confère aux parents non seulement le pouvoir mais le devoir de veiller à l'entretien et à l'éducation de leurs enfants. Le développement d'une "police des familles" (Donzelot, 1977) montre bien que la prise en charge familiale ne procède plus du pouvoir discrétionnaire conféré au pater familias par la tradition, mais d'une délégation de pouvoir réversible et conditionnelle que les parents tiennent de la collectivité, à travers l'Etat. Ce dernier veille à ce que les parents accomplissent leurs rôles et reste prêt à les seconder ou à les remplacer par divers services sociaux (protection de la jeunesse, tutelle), des institutions pénales ou psychiatriques, des organisations médico-pédagogiques ou scolaires. En Suisse comme dans les autres sociétés industrielles, inégalement il est vrai selon les cantons, il existe un réseau très différencié d'organisations spécialisées dans la prise en charge des jeunes à des fins d'éducation, de prévention et de réparation de diverses formes de déviance, de thérapie ou d'orientation. Dans le domaine du travail social, de l'action judiciaire, policière ou pénale, des traitements médico-psychiatriques, du conseil psychologique, de l'orientation professionnelle, le nombre des professionnels de la prise en charge des jeunes s'accroît constamment (Service de la Recherche Sociologique, 1976).

L'école joue dans la prise en charge généralisée des jeunes un rôle croissant. La plupart des adultes d'aujourd'hui n'imaginent guère qu'on puisse entretenir avec un enfant ou un adolescent, jusque vers 15 ou 20 ans, un rapport qui ne soit pas essentiellement ou partiellement éducatif. Il semble aller de soi, comme un fait de nature, que les enfants sont faits pour être éduqués et les adultes pour éduquer et les prendre en charge. Mais cette évidence est en fait très récente.

Bien sûr, dans toutes les sociétés, la participation pleine et entière à la vie sociale suppose l'apprentissage d'une culture, l'intériorisation des savoirs et des codes qui permettront à chacun de jouer son rôle. Et aucun groupe ne laisse entièrement au hasard les processus d'apprentissage qui font de chaque enfant, peu à peu, l'indigène

d'une société. De même, dans l'histoire, la possibilité d'une action pédagogique, autrement dit d'une transformation délibérée de l'enfant ou de l'adolescent. Il serait donc tout à fait absurde de prétendre que les sociétés occidentales modernes ont inventé la pédagogie comme art de transformer autrui durablement. Par contre, elles semblent se caractériser par une anthropologie, une image de l'homme, qui donne une place centrale au processus d'apprentissage et d'éducation. Cette conscience pédagogique hyperdéveloppée présente une double face : elle définit la transformation délibérée par une action pédagogique comme possible dans de très larges limites si on s'en donne les moyens. Mais la conscience pédagogique affirme aussi la nécessité d'une action pédagogique pour faire de l'individu ce qu'on veut qu'il soit.

Cette omniprésence du projet et du travail pédagogiques marque profondément les rapports entre parents et enfants, jusqu'à ce que ces derniers quittent leur famille d'origine. Dans l'image de la famille moderne, les fonctions éducatives sont parmi les principales. Il n'en a pas toujours été de la sorte : cette image de l'enfance et de la famille ne s'est imposée en Europe qu'à partir du XIIIème siècle environ.

L'éducation familiale n'épuise pas bien sûr la prise en charge pédagogique des enfants et des adolescents par les adultes. Nous vivons dans la société la plus fortement scolarisée de l'histoire; mais l'école fait à tel point partie de notre univers quotidien qu'il a fallu le choc créé par Ivan Illich (1971) et l'idée de "déscolariser la société" pour que nous nous rendions compte du degré inégalé d'emprise de l'école sur la vie quotidienne des enfants et des adolescents, mais aussi sur la vie, les préoccupations, le mode de pensée des adultes et sur les rapports entre générations. L'école elle-même n'est que la composante la plus visible d'une société scolarisée. L'essentiel n'est pas dans la forme présente des institutions scolaires, mais dans l'idée qu'il faut organiser à large échelle la formation des générations nouvelles, ne pas la laisser au hasard, en confier le bon accomplissement au soin d'un corps de spécialistes de l'action pédagogique, d'éducateurs professionnels et d'enseignants. Non seulement, les parents peuvent déléguer une partie de leur tâche éducative à ces professionnels, mais ils y sont de plus en plus conduits par le sentiment de leur incompétence pédagogique, en regard de la formation des professionnels. D'autre part, pour ce qui demeure dans le domaine de l'éducation familiale, les parents sont pris dans un filet serré de conseils, souvent impératifs dispensés par les professionnels de l'enfance et de l'adolescence.

On rappellera très brièvement que l'école, si elle existait dans l'Antiquité, avait pratiquement disparu au Moyen-Age, où elle ne concernait que la formation des clercs : "L'école était en réalité une exception, et on aurait tort, parce que plus tard elle a fait tache d'huile et s'est étendue à toute la société, de décrire à travers elle l'éducation médiévale : c'est faire de l'exception la règle. La règle commune à tous était l'apprentissage" (Ariès, 1973, p.412). L'enfant apprenait par la pratique dans sa famille, ou dans une famille d'accueil, et l'apprentissage portait à la fois sur la vie en général et sur le métier. On ne comprendra les formes médiévales de l'éducation qu'en tenant compte du sentiment de l'enfance et de la famille prévalant à l'époque. L'enfance, l'enfance protégée, l'enfance mignonne prenait fin vers sept à neuf ans. Dès cet âge, l'enfant se fondait dans la société adulte, d'autant plus facilement que la société médiévale urbaine était une société où la promiscuité était de règle, où la séparation des classes d'âge au logis, au travail n'avait pas cours, où la sociabilité s'établissait dans la rue et débordait largement le noyau familial. Le travail n'était pas séparé de la vie privée. Il existait bien, entre sept et quinze ans environ, une forme de prise en charge des enfants et des adolescents, mais elle restait diffuse et ne ressemblait ni à l'éducation familiale ni à l'éducation scolaire telles que nous les connaissons.

En quatre siècles, par des étapes que je ne puis retracer ici, on passera de cette éducation diffuse sans encadrement scolaire au système d'enseignement moderne. Les transformations économiques, l'industrialisation ont bien entendu joué un rôle moteur, mais la scolarisation de la société est aussi la résultante de transformations culturelles. Alors qu'au Moyen-Age, la rapide fusion de l'enfant dans le monde adulte apparaissait naturelle, que dès 14 ans il n'était pas rare qu'un adolescent soit soldat, exerce un métier, se marie, partage les plaisirs et les peines des adultes, peu à peu s'est fait jour l'idée qu'il fallait protéger l'enfance puis l'adolescence de la rudesse, mais aussi de l'immoralité de la vie des adultes.

C'est d'abord à ce souci de mettre l'enfance et l'adolescence à l'abri du monde adulte que l'on doit l'enfermement progressif des jeunes dans des lieux clos et séparés du reste de la vie socilae. Le souci d'une formation de base intensive, de l'acquisition d'une culture générale puis d'un métier à travers l'école sont en fait des préoccupations assez modernes qui si elles n'étaient pas absentes dans l'Ancien Régime, n'étaient pas aussi centrales qu'actuellement.

Le formidable encadrement scolaire de l'enfance et de l'adolescence est à tel point entré dans les moeurs que nous n'y prenons plus garde. A Genève, en 1976, moins de 5% des jeunes s'engagent directement dans une activité professionnelle au sortir de l'enseignement obligatoire. A 18 ans, les trois quarts suivent encore une formation, soit dans une école, soit dans une entreprise mais avec un notable encadrement scolaire. Pour une fraction croissante des jeunes, la scolarisation se prolonge au-delà de 18 ans. Progrès social sans doute, élévation du niveau culturel des nouvelles générations et de leurs compétences techniques et professionnelles. Mais en même temps, enfermement accru des jeunes, allongement de la phase de transition entre l'enfance et l'âge adulte. Bien entendu, dans les sociétés les plus développées, la cage est dorée, puisqu'au prix d'une dépendance matérielle considérable, les jeunes sont entretenus par leurs parents et accèdent eux-mêmes à la consommation. Cage dont les barreaux sont flexibles et tiennent davantage à une contrainte sociale diffuse qu'à une obligation légale au-delà de 15-16 ans. Persuadés toujours davantage que l'éducation est un capital indispensable pour réussir dans la vie, les parents et les éducateurs construisent autour des jeunes cette cage dorée qui a, aux yeux des adultes, la force du réalisme. Pour les adultes, il y a d'un côté les jeunes raisonnables qui ont compris qu'il était sage de sacrifier quelques années à l'étude, pour acquérir une qualification garantissant un emploi stable et un revenu décent. De l'autre côté, il y a les paumés, les marginaux, les inconscients qui se retrouveront chômeurs, vagabonds ou délinquants. Cette morale de l'éducation et du travail sert bien entendu le fonctionnement des sociétés d'accumulation et de consommation. Cependant, elle correspond non pas seulement au discours officiel mais à la conviction intime de la plupart des parents et des éducateurs.

STRATEGIES DOUCES DE CONTROLE SOCIAL

Mettre en évidence la définition de la jeunesse comme âge de l'immaturité et de l'attente, et souligner la prise en charge généralisée dont elle fait l'objet, au nom même de son immaturité, de la part des adultes, ne constitue nullement un plaidoyer pour un retour au bon vieux temps. Rien ne permet d'affirmer que l'Ancien Régime était un âge d'or pour les jeunes gens et les jeunes filles. Partager très tôt la condition des adultes, c'était alors le plus souvent affronter très précocement la faim, la misère, l'insécurité, la brutalité des rapports sociaux. Entrer rapidement dans le monde adulte sans avoir ni biens, ni expérience n'était pas nécessairement une situation envia-

ble, en particulier dans les classes sociales les plus défavorisées. De nos jours, dans les quartiers les plus pauvres des métropoles industrielles ou dans les bidonvilles du tiers-monde, les enfants ou les adolescents jetés dans le combat pour la survie sont légion. En Suisse même, au terme de la scolarité obligatoire, une fraction des jeunes occupent directement un emploi non qualifié. Qui oserait dire qu'ils sont plus heureux que leurs camarades qui poursuivent une formation simplement parce qu'ils ont atteint plus tôt une certaine indépendance économique, d'ailleurs largement tempérée, jusqu'à leur majorité, par l'autorité des parents, et qui ne garantit pas l'aisance.

La référence au statut des jeunes dans les sociétés du passé ou des sociétés contemporaines moins développées n'a dans mon esprit aucune coloration nostalgique. Ces quelques références servent simplement à mettre en évidence l'arbitraire relatif de notre définition de la jeunesse comme âge de l'attente et de l'immaturité : il n'en a pas toujours été ainsi. Je note au passage, sans insister, tout ce qu'il y a de schématique et de simplificateur dans les propos précédents en particulier du fait qu'ils tiennent fort peu compte des différences internes à une société, qu'elles s'établissent selon le sexe, la condition sociale ou l'appartenance à telle ou telle région.

La description d'une société où les jeunes font, à des degrés certes divers, l'objet d'une prise en charge généralisée de la part des adultes, ne vise pas non plus à dresser contre chaque adulte, chaque éducateur, un procès moral. Chacun participe d'une culture qui lui dicte dans une large mesure ses gestes et ses idées, et les adultes trouvent dans leur héritage culturel, au titre d'évidence, la définition de la jeunesse comme âge de l'immaturité, appelant prise en charge éducative et protectrice de leur part.

Ce qui m'intéresse, ce sont les conséquences possibles d'un tel état des institutions et des esprits pour les rapports entre générations. Prenons l'exemple du contrôle social exercé par les adultes sur les jeunes. Dans la famille, dans l'entreprise, dans l'école, dans la rue, des jeunes et des adultes entrent en contact, et partout les adultes cherchent à maintenir l'ordre qui convient à leurs intérêts ou simplement auquel ils sont habitués. Inutile de dire que les stratégies de maintien de l'ordre des adultes se fondent dans l'ensemble des processus de contrôle social qui s'établissent également entre adultes ou entre jeunes. Il reste que les parents, les enseignants, les adultes usagers des transports ou des lieux publics ont intérêt à faire respecter, notamment par les jeunes dont ils ont la charge, l'ordre familial ou scolaire, la pro-

priété de chacun, les droits et devoirs, les espaces dévolus aux uns et aux autres, les horaires respectifs, la division du travail, les hiérarchies, les privilèges établis, etc. De nos jours comme par le passé, les jeunes ne trouvent pas nécessairement leur place dans ce monde organisé par les adultes, fût-ce pour les jeunes et dans de bonnes intentions. Je ne suggère nullement que les jeunes aient eu dans le passé proche ou lointain le loisir de contester ou de bouleverser davantage l'ordre social ou familial. Ce sont les modalités du contrôle social qui ont évolué. Il est bien hasardeux de risquer quelques généralisations sur ce point, tant les données historiques sont rares, tant le contrôle social est un phénomène complexe qu'on ne peut enfermer en une seule formule. Tout semble indiquer cependant que dans les sociétés européennes d'Ancien Régime, le contrôle social formait un tissu très dense à l'intérieur des communautés restreintes, mais qu'en revanche à l'échelle de plus vastes régions, et plus encore du territoire national ou de l'Europe il n'existait pas encore le réseau de communication qui permet de nos jours de contrôler le mouvement des populations. Jean-Pierre Fragnière (1976) a mis en évidence la tendance des sociétés industrielles modernes à fixer les errants de toute nature, à n'avoir de cesse que l'individu ait une identité, un travail, un logis, une place bien définie dans l'ordre social. Les sociétés moins organisées, moins quadrillées des siècles derniers, laissaient place, hors des communautés restreintes, à l'errance, au voyage, au vagabondage, sans qu'un appareil central se préoccupe en permanence de ficher et de fixer ces populations flottantes.

Par ailleurs, le contrôle social s'exerçait d'abord sur les conduites, sur le respect des règles et des formes de l'interaction sociale. Même dans le domaine religieux, on se préoccupait moins des intentions et des pensées que des actes. Au cours des siècles, au gré d'une transformation de l'image de l'homme qui a donné naissance à la psychologie et aux sciences humaines, on s'est préoccupé toujours davantage des motifs, de la personnalité, de l'inconscient, du caractère, la justice évoluant, comme l'a montré Michel Foucault, de la punition d'un acte illégal à la réforme morale d'un délinquant. Dans les villes modernes, le contrôle de la collectivité ne s'exerce plus que sur une gamme relativement restreinte d'actions. Lui échappent toutes celles qui ne sont pas visibles, parce qu'elles appartiennent à la sphère privée, ou dont il n'est plus comptable car elles sont du domaine des libertés individuelles.

En ce sens, le contrôle social exercé sur les jeunes, en particulier les adolescents, est certainement moins tatillon, moins répressif qu'il y a cinquante ans seulement. Le personnalisme diffus qui prévaut dans notre société leur garantit une part de vie privée. Par ailleurs, dans le domaine des convenances sociales, des moeurs sexuelles, du respect dû aux adultes, des pratiques familiales les règles sont devenues vagues; là où elles existent encore, peu d'adultes se soucient de les faire appliquer à la lettre.

Est-ce à dire que les adolescents, que les jeunes sont libres ? De leurs actes sans doute dans une certaine mesure. Mais c'est une liberté pour l'essentiel octroyée, dont les adultes fixent à leur convenance les limites, souvent avec arbitraire. Et c'est une liberté surveillée presque au sens où l'on entend cette expression en droit pénal : les adultes attendent ce que l'adolescent va en faire, prêts à intervenir et à reprendre le contrôle de la situation s'il devait "en abuser". Ainsi par exemple, des sorties nocturnes, des relations amoureuses, de la consommation d'alcool, de cigarettes, parfois de drogues douces, du travail scolaire, des dépenses d'argent, etc.

Moins autoritaires sans doute que par le passé, qu'ils soient réellement permissifs ou craignent le ridicule, nombre d'adultes, en particulier de parents, sont tentés d'accorder aux adolescents plus de liberté qu'ils n'en avaient à leur âge. Les parents contemporains seraient d'ailleurs mal venus d'exiger l'observance stricte de valeurs qu'ils ne pratiquent pas, de refuser totalement aux adolescents accès à ce qui tient tant de place dans leur vie : la consommation, le temps libre, le souci de plaire.

On ne peut encore une fois généraliser : il existe au sein de notre société de multiples attitudes éducatives, des plus rigoristes au plus laxistes, et le changement affecte les diverses couches sociales à des rythmes et parfois dans des sens divers. On peut se risquer cependant à juger dépassée l'image du père sévère et austère, dont l'autorité ne souffrait aucune contestation et qu'il exerçait sans partage et sans remord. Les pères des adolescents actuels, qui ont une quarantaine d'années environ, ne se rêvent pas "sévères mais justes". Il se voudraient plutôt comme compréhensifs et "modernes". Quelques moralistes purs et durs, quelques partisans d'une éducation plus musclée se plaignent régulièrement de ce qu'ils appellent la démission des parents. Je noterai simplement que la tentation du laisser-faire peut tout aussi bien traduire une vraie tolérance, la volonté de ne pas imposer aux jeunes les contraintes qu'on a soi-même subies.

Mais les adultes vont rarement au bout de cette tentation. Parce qu'en laissant plus de liberté aux jeunes dont ils ont la charge, formellement ou non, aux yeux des autres adultes, ils mettent en jeu leur propre réputation d'éducateur responsable, ou risquent même une intervention de la "police des familles" sous ses diverses formes : parenté, voisinage, école, services sociaux, police. Ou ils craignent simplement pour leur propre tranquillité. Mais les limites fixées par les adultes à la liberté des jeunes dont ils ont la charge ne dérivent pas uniquement du contrôle social dont ils sont eux-mêmes l'objet ou de leur désir de répression et de maintien de l'ordre. Beaucoup de parents ou d'éducateurs - pas tous, loin de là - limitent la liberté des adolescents dont ils sont responsables à regret, par amour pour eux, pour leur bien, pour les protéger d'eux-mêmes, de leur inexpérience ou pour les garder des dangers de la vie. Nous retrouvons l'attitude de prise en charge fondée sur l'image de la jeunesse comme âge de l'immaturité, de l'incapacité à se gouverner soi-même.

Nombre de parents et d'enseignants ne paraissent plus très au clair sur les limites qu'ils doivent fixer à la liberté des adolescents. D'où une valse-hésitation, de fréquentes contradictions dans la pratique, dans le discours ou entre l'une et l'autre, d'où une alternance entre des phases de laisser-faire et des phases de "reprise en main". Ce qui donne un contrôle social en dents de scie, par rapport à des attentes normatives floues, changeantes, non dites, bien différent de la stricte application d'un ensemble de règles connues d'avance et indiscutables.

Je ne dis pas que les adolescents de la fin du XIXème ou du début de XXème siècles par exemple intériorisaient toutes les règles, ni qu'ils les respectaient. Mais la déviance banale - fumer en cachette, sortir sans permission, etc. - restait autant que possible clandestine, et les jeunes mettaient sans doute plus d'énergie à se garder de l'inquisition des adultes qu'à contester ouvertement leur autorité : tourner les règles si on le peut plutôt que les combattre de front.

Aujourd'hui, aucun adolescent ne peut ignorer que le roi est nu : les adultes ne sont pas très sûrs de ce qu'ils doivent interdire ou autoriser, ils n'ont plus une confiance absolue dans la légitimité de leurs valeurs et de leur pouvoir, et surtout ils hésitent entre les vertus comparées d'un "libéralisme responsabilisant" ou d'une attitude répressive, en matière de drogue, de sexualité, ou plus banalement de travail scolaire, de participation aux tâches et aux repas familiaux, de sorties avec d'autres jeunes le soir ou le week-end, etc. S'ils se tournent vers

les spécialistes de la jeunesse, les parents s'entendent dire qu'il faut être compréhensif mais ferme, vigilant sans être soupçonneux, exigeant sans être tatillon, autrement dit naviguer entre l'excès de laxisme et l'excès de rigueur. Mais dans la pratique, comment faire ?

Les adolescents, les enfants déjà saisissent assez vite cette perplexité des adultes. Si bien que la conquête de l'autonomie, si elle consiste encore à transgresser clandestinement les interdits les plus solides, passe de plus en plus par un conflit ouvert sur l'opportunité de telles obligations, le bien-fondé de tels interdits. Ou encore par un affrontement plus subtil qui porte sur l'interprétation des règles, la recherche des dérogations qui feront jurisprudence. Il ne s'agit pas seulement de savoir "jusqu'où aller trop loin", il s'agit de gagner progressivement du terrain, de rendre tolérable aujourd'hui et permis demain ce qui semblait interdit hier. Dans son principe, ce jeu n'est pas nouveau. Mais il se joue désormais à un rythme accéléré, tous les jours, sur de multiples tableaux. Avant même l'adolescence les jeunes discutent, exigent, comparent avec d'autres familles, argumentent, ironisent, répondent, refusent, défendent sans complexe leurs intérêts et leur propre définition de la liberté qui leur revient.

Le temps n'est plus où les adultes pouvaient dénier aux adolescents le droit à la parole. "Mange et tais-toi !" : cette façon d'imposer l'autorité sans la motiver n'a plus cours. Quelles sont alors les ressources des adultes pour garder le contrôle de la situation ? En dernier ressort, les adultes tiennent les cordons de la bourse, ont le droit pour eux et peuvent être appuyés par les institutions scolaires, médico-psychiatriques, éventuellement pénales. Mais dans la vie quotidienne, les enjeux, pris isolément, ne justifient pas les recours à l'artillerie lourde du contrôle social sur la jeunesse. C'est donc dans le face à face, par leurs propres moyens, que les maîtres ou les parents doivent inventer des stratégies de contrôle à la mesure des stratégies de défense des adolescents. Parmi les stratégies disponibles, il en est une qui mérite notre attention ici, parce qu'elle met en oeuvre pratiquement, à des fins de contrôle, l'image de la jeunesse comme âge de l'immaturité et de l'irresponsabilité. C'est ce que Claudio Besozzi (1976) a appelé les <u>stratégies de dénigrement</u>, qui consistent, faute de pouvoir faire taire ou ignorer les prétentions et le discours des jeunes, à le <u>disqualifier</u> au nom de leur jeunesse même. "Tu ne sais pas de quoi tu parles, tu manques d'expérience, ce n'est pas réaliste, tu prends tes désirs pour des réalités, tu ne mesures pas la portée de tes actes, tu n'es pas capable d'

en assumer les conséquences, si tu réfléchissais tu ne ferais pas cela, on se demande qui t'a donné des idées pareilles, ça n'a pas de sens de vouloir ...". Les stratégies de disqualification consistent essentiellement à douter ouvertement du sens, du sérieux, de la crédibilité, de la cohérence, du réalisme des propos et des conduites des jeunes, et autant que possible à leur faire intériioriser, accepter cette image d'eux-mêmes que les adultes leur renvoient. Or tout porte à croire que pour qui se prend au sérieux - c'est-à-dire tout le monde, presque tout le temps, jeunes ou adultes - se heurter au dénigrement, au déni de sens met en jeu l'identité de la personne dans son entier, sa dignité, son image de soi. Les formes de contrôle social exercé sur les jeunes, pour douces qu'elles soient du point de vue de la violence physique sont une violence symbolique peut-être plus difficile à supporter.

Les adultes semblent ne pas pouvoir imaginer par exemple que l'on puisse choisir de ne pas faire d'études lorsqu'on en a la possibilité : un tel choix ne peut être raisonné, raisonnable, réaliste; il témoigne de l'immaturité de l'adolescent qui ne pense pas à son avenir; de même, les adultes ne peuvent envisager que le mode de vie des jeunes résulte d'un choix; ce sera plutôt une mode, l'effet d'un entraînement social auquel ils n'ont pas la force morale de résister : les jeunes sont influençables, n'est-il pas vrai ? Ne pas vouloir passer sa vie à travailler, penser davantage à ses amis qu'à son revenu, ne pas tenir à accumuler des choses, ce sera bien souvent, pour les adultes, le refus de quitter l'enfance, la fuite devant la réalité.

L'une des stratégies de disqualification les plus susceptibles de conduire à la révolte et à la rupture de communication consiste à dénier à l'adolescent le sens ou l'opportunité d'une pratique qui existe chez les adultes sous des formes identiques ou équivalentes. On reprochera aux jeunes leur conformisme social, tout en se souciant au moins autant qu'eux de répondre aux attentes normatives d'autrui; on raillera leur volonté de sauvegarder une façade ou des apparences, alors que ce jeu vital tient une place essentielle dans la vie de chacun; on s'inquiétera du peu de souci des jeunes pour leur santé, alors qu'on creuse soi-même sa tombe avec ses dents; on se plaindra de leur inconscience devant le danger, par exemple en vélo, alors que des cohortes d'adultes meurent sur la route; on s'en prendra à la passivité des jeunes, à leur dépendance à l'égard d'une forme définie de loisirs et de musique, alors que les adultes sont rivés à la télévision; on parlera de la drogue des jeunes - haschisch, marihuana - sans parler de celle des adultes : tabac, alcool, café, exci-

tants et tranquillisants de toutes sortes. De telles contradictions, qui sautent aux yeux des jeunes, mais que les adultes ne savent ou ne veulent pas voir, renforcent nécessairement l'impression que les adultes refusent aux jeunes, au nom de leur immaturité, ce qu'ils tiennent légitime pour eux-mêmes.

On assiste alors à ce paradoxe : en essayant de conquérir leur autonomie, de la justifier, d'expliquer qu'ils ont le droit de penser et de vivre différemment, en jouant souvent subtilement de l'argumentation ou de la séduction, de la résistance passive ou de la provocation, les jeunes se comportent comme des acteurs sociaux habiles et expérimentés, manifestant plus de discernement critique et d'indépendance d'esprit que leurs parents ou leurs maîtres au même âge. C'est précisément au moment où ils font preuve de cette forme de maturité que les adultes ont intérêt à insister sur leur immaturité, leur irréalisme, leur inexpérience.

DE LA DIFFERENCE AU CONFLIT

Le mécanisme décrit sommairement plus haut mériterait d'être étayé de données représentatives alors qu'il ne repose que sur des observations éparses. S'il est bien à l'oeuvre, comme je le crois, dans nombre de situations familiales ou pédagogiques, il pourrait expliquer une part de ce qu'on appelle communément le conflit entre générations ou les difficultés de communication entre jeunes et adultes. Lorsqu'on dit, comme on l'entend souvent, que les adultes ne supportent pas la déviance des jeunes ou simplement la différence entre les valeurs et le mode de vie des jeunes et les leurs propres, on pense souvent à la drogue, à la marginalité, aux cheveux longs, à la musique pop, à la liberté des moeurs, au langage des adolescents, etc. Il est vrai que le discours des adultes, en particulier à propos de la jeunesse problématique, se cristallise sur de telles déviances ou différences. Mais d'une certaine manière, le fait de la différence importe beaucoup plus que ce sur quoi elle porte. Car le fait de la différence, plus que son contenu, qui peut changer au gré des modes et des cultures, atteste que le jeune est <u>un autre</u>. Non pas seulement un autre individu mais un autre acteur dans le jeu social, qui a ses idées, ses projets, ses intérêts, ses valeurs propres, son réseau d'information et de sociabilité, ses stratégies, ses exigences morales, sa logique. Bien avant de quitter matériellement sa famille, l'adolescent peut être devenu, pour ses parents, aussi étrange et étranger que n'importe quel adulte.

Bien entendu, la distance entre jeunes et adultes n'est pas créée de toute pièce par les stratégies répressives ou disqualificatives des adultes. Le phénomène est beaucoup plus général et touche à ce que Shorter appelle le déclin de la famille nucléaire : "Depuis un siècle maintenant, en Europe, et depuis plus longtemps encore, peut-être aux Etats-Unis, la famille nucléaire s'est refermée autour des enfants, jouant auprès d'eux, jusqu'à ce qu' ils quittent le nid, le rôle autrefois dévolu à la communauté - rôle de formation assuré par les promenades dominicales, les repas du soir en famille, les visites annuelles à la tombe de la grand-mère. D'un point de vue historique, tel fut précisément le caractère distinctif de la famille nucléaire - les relations privilégiées entre les parents (plus particulièrement la mère) et les enfants, relations qui se prolongeaient pendant toute l' adolescence et jusqu'au seuil du mariage. De nos jours, le groupe des pairs de l'adolescent a repris le contrôle de son apprentissage de la vie en société, et quand les enfants atteignent, puis dépassent la puberté, l'opinion qu'ont les parents du bien et du mal, du juste et de l'injuste, leur importe de moins en moins" (Shorter, 1978, p. 327). Sans doute est-ce notamment "parce que leur propre vie leur apparaît comme si profondément différente de ce qu'ont connu les adultes en leur jeune temps que la tentative des parents pour leur imposer un style de vie leur semble moins étrangère qu'utopique et absurde comme toute référence qui se veut normative à un monde qui n'existe plus. Garçons et filles n'ont pas le sentiment de choisir délibérément une manière de se conduire différente de celle de leurs aînés. Une certaine façon de s'amuser, de se battre, de fumer le haschisch ou d'avoir très tôt des rapports sexuels, constitue une donnée de fait qui vient à eux comme une partie intégrante des réalités humaines de 1974 (...). Les besoins, les désirs des jeunes ne sont pas des fantaisies individuelles. Ils sont le produit d' une situation de fait dont les parents à tout prendre sont plus responsables que les enfants " (Mury, 1975, p. 46).

Nous sommes très loin du "Famille, je vous hais !". La révolte romantique et solitaire contre la famille n'est pas le fait de la majorité des jeunes. Obtenir plus d'autonomie n'est pas une revendication philosophique, mais plutôt une condition de survie sociale dès lors que le groupe de référence primordial n'est plus la famille mais le groupe des pairs. Les parents se rendent bien compte que leur avis n'a plus guère de poids. Leurs enfants leur échappent, physiquement - les moments forts de la vie se passent à l'extérieur du cercle de famille - et symboliquement. Les adolescents cherchent hors de la famille,

chez leurs copains ou d'autres adultes, conseil, amitié, compréhension, acceptation. Par leur propre adolescence, les parents des jeunes actuels étaient mieux préparés à affronter une révolte ouverte que ce précoce détachement, que ce sentiment de ne plus compter. Ils vivent encore sur le modèle de la famille nucléaire, fusionnelle, lieu protégé du monde où s'établissent des relations privilégiées dans le couple et avec les enfants.

L'enfant devient un signe de l'accomplissement du couple et de la famille : "Le rétrécissement des fonctions sociales de l'enfant pour la famille a pour effet de centrer toute l'attention des acteurs sur les gratifications affectives qu'il peut procurer. Sa fonction concrète dominante est d'augmenter et d'enrichir les échanges affectifs dans le groupe conjugal. Mais dans le même mouvement analytique, on s'aperçoit qu'il ne peut remplir cette fonction que s'il peut exercer aussi sa fonction symbolique. Quelle est-elle ? Au fur et à mesure que se restreint la visibilité de l'enfant et que les mentalités se sécularisent, la fonction symbolique n'est plus tant de manifester la conformité au groupe ou la liaison avec Dieu que de représenter, comme un miroir, le couple et sa volonté de durer (...).

Cette fonction pousse les parents à doter l'enfant de tous les biens - affectifs et matériels - parce que cet enfant peut manifester leur puissance, leur statut, leur bonne éducation, voire la beauté de leur amour (Kellerhals et Pasini, 1976, pp.24-25).

En se détachant de plus en plus vite de sa famille, l'adolescent ruine cette image idéale, met en question, rétrospectivement, l'immense investissement affectif et matériel qui a précédé sa naissance et l'a suivi jusqu'au sortir de l'enfance. Il fut un temps où le déchirement s'opérait au moment où les enfants quittaient leurs parents pour se marier. Actuellement, la séparation symbolique ou même physique se produit bien avant, et c'est paradoxalement au moment où les enfants, devenus jeunes adultes, fondent à leur tour une famille, peut-être avec le même idéal et les mêmes illusions que leurs parents, qu'ils rétablissent avec eux la communication. Mais chacun ne vit qu'une fois et les parents n'ont pas toujours la possibilité de se résigner, fût-ce pour quelques années seulement, à ne plus guère compter, au moment même où ils ont l'impression que se joue l'avenir de leurs enfants : les études, les choix professionnels, les premières aventures amoureuses. Leurs stratégies de contrôle pourraient bien n'être que des combat d'arrière-garde, dont l'issue n'est pas douteuse, même à leurs propres yeux. Mais cela n'empêche pas

au contraire, les tentatives souvent maladroites de retrouver une emprise sur leurs enfants; d'où certaines phases de répression arbitraire, en forme d'aveu d'impuissance; d'où tentatives de disqualifications - tu ne sais pas ce que tu fais - ou chantages affectifs - si tu savais le mal que tu fais à ta mère.

Peut-on pour autant parler de conflit entre jeunes et adultes ? Je crois avec Shorter que c'est plus compliqué que cela, et que les Cassandre qui annoncent la guerre des générations se fondent, au mieux, sur quelques épisodes de contestation politique qui n'ont touché qu'une minorité des jeunes et sont souvent restés sans lendemain. Dans la vie quotidienne, dans la famille ou l'école, il y a certes affrontements plus ou moins constants entre stratégies de contrôle et stratégies d'autonomisation. C'est une forme de conflit. Il n'est pas strictement interpersonnel puisque chacun des partenaires trouve dans la culture de sa propre génération ses valeurs, son modèle idéal de relation parents-enfants, sa définition de la situation. Dans certains cas, le conflit peut déboucher sur la crise et le paroxysme : violence de part ou d'autre, fugue ou placement de l'adolescent, spirale déviance-répression, conduites auto-destructives. Mais dans le plupart des familles, le conflit conserve des allures modérées. D'une part parce que les liens affectifs subsistent, et adoucissent les affrontements. D'autre part parce que les adultes n'ont désormais plus, sauf exception, le pouvoir discrétionnaire et sûr de lui qui ne laissait qu'un choix : la soumission ou la rébellion ouverte. Entre adolescents et adultes s'organise plutôt une coexistence semi-pacifique avec des temps d'affrontement et des temps de réconciliation, des temps d'ignorance mutuelle et des temps de rapprochement.

Au cours des années de contestation, le mythe s'est établi d'une jeunesse différente, entrant bruyamment en conflit avec l'ordre établi et ce à quoi croyaient les adultes. De la différence au conflit : cela reste vrai si l'on raisonne à l'échelle des relations interpersonnelles, avec les réserves formulées plus haut quant à l'intensité du conflit. Mais à l'échelle des générations, entre jeunes et adultes, il faudrait dire plutôt : de la différence à l'indifférence.

"Ce monde je l'ai fait pour toi, disait le père. Je sais, tu me l'as déjà dit, disait l'enfant. Il est foutu et je n'ai plus qu'à le refaire, un peu plus souriant, pour tes petits enfants".

Il y a dans ce refus de l'héritage, plus de commisération que de révolte. Peut-être la seule chance, pour les adultes, de rétablir la communication, est-elle d'avouer leur échec et leur impuissance ....

Philippe Perrenoud
Service de la Recherche
Sociologique
8, rue du XXXI décembre
1207 Genève

BIBLIOGRAPHIE

Almeida Carlos et al. (1975): Socialisation et déviance. Eléments pour une nouvelle approche. Genève, Service de la recherche sociologique, Cahier no 10.

Aries Philippe (1973): L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien-Régime. Paris, Seuil.

Besozzi Claudio (1976): L'interprétation sociale de la déviance juvénile dans la vie quotidienne. In: Revue suisse de sociologie, no 1, pp. 63-91.

Boltanski Luc (1966): Le bonheur suisse. Paris, Ed. de Minuit.

Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude (1970): La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement. Paris, Ed. de Minuit.

Donzelot Jacques (1977): La police des familles. Paris, Ed. de Minuit.

Duvignaud Jean (1975): La planète des jeunes. Paris, Stock.

Foucault Michel (1961): Histoire de la folie, Paris, Plon.

Foucault Michel (1975): Surveiller et punir. Naissance de la prison. Paris, Gallimard.

Fragnière Jean-Pierre (1976): Vers une sociologie du travail social. In: Revue suisse de sociologie, no 2, pp.175-182.

Gillis John R. (1974): Youth and History. New-York, Academic Press.

Girod Roger (1978): L'école et la vie. Aarau und Frankfurt am Main, Sauerländer.

Hadorn Reto (1978): Politique d'intervention sociale. Genève, Service de la recherche sociologique.

Kellerhals Jean et Pasini Willy (1976): Le sens de l'avortement. Genève, Georg

Malherbe Nelly (1977): Les tendances récentes de la sociologie de la déviance aux Etats-Unis. In: Revue suisse de sociologie, no. 2, pp. 145-184.

Manning Peter K. and Truzzi Marcello (1972): Youth and Sociology. Englewood-Cliffs, Prentice-Hall.

Mury Gilbert (1975): Etre accepté par les "grandes personnes". In: Autrement, no 1, pp. 45-46.

Perrenoud Philippe (1976): Déviance: objet sociologique ou problème de société? In: Revue européenne des sciences sociales, XIV, no 36, pp.123-184.

Service de la recherche sociologique (1976): La prise en charge des jeunes: professionnalisation et développement des organisations spécialisées. Genève, Service de la recherche sociologique.

Shorter Edward (1977): Naissance de la famille moderne. Paris, Seuil.

Touraine Alain (1974): Pour la sociologie. Paris, Seuil.

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse Sociol., No 3/78, pages 55-74

LA RELIGION SOURCE DE CONFLITS OU CIMENT DE L'"UNITE" SUISSE

Roland Campiche

RESUME

Le système social et politique suisse repose - affirme-t-on - sur un savant équilibre. La religion, sous sa forme instituée en particulier (les grandes Eglises) joue un rôle dans la construction de ce subtile édifice. Rôle déterminant ou rôle secondaire, voire subordonné ?

Pour répondre à cette question, il importe de délimiter le champ couvert par le concept de religion. Cette opération conduit immanquablement à réévaluer la pertinence des théories de la sécularisation. Selon la plus classique de ces dernières, la religion serait en perte de vitesse dans notre pays. Cependant, le refus d'identifier la religion à ses formes institutionnelles fait rebondir le problème et oblige à reconsidérer ce qui apparaissait comme acquis.

ZUSAMMENFASSUNG

Man behauptet, dass das soziale und politische System der Schweiz auf einem weisen Gleichgewicht beruht. Die Religion und speziell ihre heute etablierte Form (die grossen Kirchen) haben einen Einfluss auf den Bau dieses subtilen Gebäudes gehabt. Spielte die Religion eine determinierende, eine sekundäre oder nur untergeordnete Rolle ?

Eine Antwort auf diese Frage erfordert eine Eingrenzung des Bereiches, den man unter Religion verstehen will. Dies führt unweigerlich zu einer neuen Prüfung der Gültigkeit der Säkularisationtheorien. Nach der klassischsten dieser Theorien verliert die Religion in unserem Land an Boden. Indessen wirft der Verzicht auf blosse Indentifizierung der Religion mit ihren institutionellen Formen das Problem neu auf und verlangt nach einer anderen Betrachtung dessen, was schon als allgemein anerkannt gegolten hat.

INTRODUCTION (1)

Aborder la question du rôle de la religion dans la société helvétique constitue sans aucun doute une tentative risquée. Cela pour deux raisons principales. Premièrement, nous ne disposons pas d'analyse globale du phénomène religieux en Suisse, mais bien d'une floraison d'études dont la mise en perspective sociologique reste souvent à faire. Deuxièmement, la relative décentralisation que connaît la Suisse au plan géographique, culturel et institutionnel pose à la connaissance sociologique un problème théorique et méthodologique délicat. Le sociologue est ainsi tenté soit de développer un discours uniformisant en recourant à la terminologie juridique ou au concept de luttes de classe, soit de privilégier l'étude des spécificités régionales, voire locales et de leur intégration au "système suisse" sur le mode du consensus et du pluralisme. (Campiche et de Rahm, 1977, p.1).

L'exposé qui va suivre aura donc un côté provocateur et un aspect fragile (2). Mais mieux vaut avancer en boîtant que d'attendre - ce qui risquerait de nous reporter à très longtemps - que la sociologie de la religion dispose en Suisse des moyens et des possibilités d'investigation à la mesure de ses ambitions.

I. LA FIN DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES OU L'ERADICATION DE LA RELIGION ?

Dans les conclusions de ses "Soziallehren der christlichen Kirchen" Ernst Troeltsch écrivait au début de ce siècle : "Les jours du type église pur sont comptés au sein de notre civilisation. Les idées que le monde moderne nourrit tout naturellement sur l'existence ne coïncident plus avec le point de vue de l'Eglise. Dès lors, la contrainte n'est plus une défense du tout contre les attaques de l'individu, mais une violence exercée à l'égard de courants véritablement vitaux. Le pouvoir séculier s'est retiré complètement ou en partie, et il ne prêtera bientôt plus qu'une aide insignifiante ou nulle". (E. Troeltsch, 1961, p.30).

Venant confirmer cette prophétie grinçante, un participant à la Conférence prospective de la Nouvelle Société Helvétique, "La Suisse en l'an 2000" (NSH, 1973), affirmait au début des années 70 : "Les Eglises sont aujourd'hui dans ce pays comme la Croix-Rouge: des comités sans troupes". L'affirmation était fondée sur un certain nombre d'observations touchant la diminution de la pratique religieuse et la chute du nombre des vocations de prêtres ou de pasteurs. Or qu'en est-il en réalité ?

La comparaison des données de deux enquêtes réalisées auprès des catholiques genevois à 15 ans de distance tend à montrer qu'en 1958, 22.8% des catholiques étaient présents à la messe le dimanche du premier recensement, alors qu'on n'en dénombrait plus que 11.2%, soit moins de la moitié, en 1973. (Copasco, 1974, p.9). Le protestantisme est plus avare d'éléments chiffrés sur la pratique cultuelle. On relèvera cependant que selon une enquête dominicale conduite à Genève en 1962 (3), on repérait 6.9% des protestants aux différents cultes du canton (Perret, 1963, p.31) et, selon un pointage similaire opéré à Bâle-ville en 1967, 5% des protestants prenaient part au culte le dimanche de l'investigation, ce qui amenait les responsables de cette recherche à intituler leur rapport : "Le culte : une offre sans demande" (Gottesdienst - Angebot ohne Nachfrage, 1969). Plus récemment, nous constations à Corseaux, commune de la banlieue de Vevey, que 5.9% des protestants assistaient au service religieux un dimanche de décembre 1976. (Campiche, 1978, p.85). Il convient peut-être de préciser ici que tous les pourcentages cités indiquent des taux de pratique religieuse observée un jour particulier, en un endroit déterminé, mais ne signifient nullement que le reste de la population a renoncé à toute pratique. Selon une des très (trop) rares enquêtes portant sur l'ensemble de la population suisse on a pu remarquer qu'en 1962 seuls 27% des habitants de ce pays se déclaraient non pratiquants. (Boltanski, 1966, p.178).

Que pouvons-nous dire des vocations ? Rien ou presque à propos du protestantisme. Quelques indications fragmentaires permettent d'avancer l'hypothèse d'une certaine stabilité en la matière. Il n'y a apparemment pas crise des vocations pastorales, mais l'affirmation appelle vérification. Il n'en va pas de même du côté catholique. Ici les impressions cèdent le pas aux analyses statistiques précises (Wagner, 1968, pp.10 et 57s) qui montrent que si le nombre des vocations s'est lentement élevé entre 1930 et 1950, il s'est depuis lors stabilisé, voire a régressé entraînant un vieillissement progressif du clergé catholique. Ainsi, le rapport prêtre-population catholique qui était de 1 prêtre pour 766 catholiques en 1954, ne serait plus en 1985 que de 1 prêtre pour l'160 fidèles de cette confession.

Peut-on conclure de ces observations la lente, mais irrémédiable éradication de la religion dans la société suisse? Si ce point de vue devait s'avérer, il est clair que le sujet même de cet article perd une bonne partie de son sens. Une religion en voie de disparition ne peut être source de conflits dans une société et encore moins un facteur d'intégration en son sein.

Avant même que de soumettre à une évaluation la portée explicative des deux indicateurs cités jusqu'ici : la pratique et la vocation religieuse, il importe de prendre en considération deux éléments qui tendent déjà à relativiser l'interprétation des données en cause. Considérée sous l'angle de l'histoire, la pratique religieuse protestante - nous nous en tenons à ce cas - a connu depuis le XIXème siècle en tous cas, des hauts et des bas tels qu'il paraît pour le moins hasardeux de prétendre qu'elle a diminué, si l'on tient compte bien sûr du long terme. Dans ses romans vaudois, Urbain Olivier par exemple, ne cesse de déplorer l'indifférence religieuse qui caractérise la campagne vaudoise au XIXème siècle. N'écrit-il pas dans la "Paroisse des Avaux", "Suivant le temps qu'il fait et les ouvrages de saison, le culte est pratiquement déserté" (Olivier U., 1877). De même, divers témoignages permettent de penser que la pratique dominicale régulière des protestants était au moins aussi faible entre les deux guerres qu'elle l'est aujourd'hui.

Quant aux vocations à la prêtrise, que leur nombre diminue c'est certain, mais encore faut-il situer le phénomème en parallèle avec celui de la montée des ministères de laïcs, semi-prêtres ou semi-laïcs qui sous l'appellation de catéchètes, de diacres ou de théologiens laïcs tendent à prendre en charge une partie des tâches traditionnellement dévolues à un clergé ordonné.

La crise des ordres religieux peut être évaluée dans la même perspective. Plutôt que de compter les départs, il s'agit d'interpréter le changement qualitatif qui s'opère. De groupements axés sur le culte de la forme et de la règle, les ordres tendent à privilégier les formes chrétiennes de la vie religieuse et la recherche des contacts humains, non comme moyen de distraction, mais en tant que quête de l'humain (4).

L'observateur attentif des institutions ecclésiastiques est donc déjà amené à questionner la validité de ces deux indicateurs dont il faut dire - et c'est pourquoi je les ai mis en exergue - qu'ils conditionnent dans une large mesure les stratégies de riposte ou d'adaptation des appareils ecclésiastiques (5). Quant au sociologue, la question centrale pour lui est de se demander si l'on a vraiment cerné le phénomène religieux en s'attachant à l'analyse de ces comportements. Une sociologie de la pratique religieuse ou une sociographie des vocations, tout indispensables qu'elles soient, ont leurs limites. A la manière des tenants de la gnose de Princeton, il s'agit de savoir si en braquant le projecteur de notre analyse sur ces comportements facilement mesurables, nous ne nous arrêtons pas aux apparences extérieures.

Bref, nous voici renvoyés à un problème épistémologique et méthodologique délicat. En effet, la relation entre les indicateurs mentionnés et la religiosité semble des plus problématique. La pratique religieuse par exemple, peut diminuer, alors que la croyance et l'expérience religieuse demeurent inchangées, voire prennent plus d'importance. On ne saurait ainsi se cantonner au terrain institutionnel ou organisationnel pour aborder le phénomène religieux, même si l'identification de la religion avec ses formes institutionnelles correspond à l'usage courant du terme (Wilson, 1966, p.XVII). La réduction de la religion à ses manifestations organisationnelles conduit presque immanquablement à une conceptualisation en termes conventionnels. Elle risque de masquer le fait que la religion n'est pas l'apanage des organisations religieuses. L'existence des "chrétiens sans église" en est un bon exemple, de même que l'observation de Bellah (1964), à savoir que la manière dont l'homme conçoit aujourd'hui la finalité de son existence ne constitue plus le monopole des groupes qui s'intitulent expressément religieux.

Il n'est pas possible dans le cadre de cet article de reprendre l'épais dossier "définition de la religion", mais bien de relever qu'on ne peut appréhender le phénomène religieux en Suisse ou ailleurs sans tenir compte des éléments d'ordre institutionnel, normatif et cognitif, qui sont à la base de sa définition. La religion informe des pratiques, légitime des valeurs, imprègne une culture.

Le respect d'une telle démarche va nous obliger à poursuivre l'attaque de notre thème en cherchant d'abord à regarder un peu au-delà de ce qui est aisément saisissable dans le domaine religieux, puis à sortir du champ en traquant le religieux hors de ses frontières reconnues, pour replacer le problème dans la trame de l'histoire helvétique.

II. UNE RELIGION DE RITES ET DE PRIERES

Deux recherches récentes, l'une portant sur une collectivité locale catholique : Delémont (Bassand, 1976), l'autre sur une commune à dominante confessionnelle protestante : Corseaux (Campiche, 1978), tendent à montrer que s'impose aujourd'hui une religion faite de rites et de prières, qui n'implique pas une insertion dans une communauté religieuse locale - d'où la crise de la paroisse géographique - mais qui n'exclut pas en revanche l'existence d'une institution religieuse, dont on attend peut-être qu'elle constitue le garant national d'un certain ordre social.

Illustrons le propos par quelques exemples.

Si comme on l'a vu tout à l'heure, la pratique religieuse régulière ne concerne qu'une minorité, l'accomplissement des rites de passage que sont le bapthême, la confirmation, le mariage religieux et l'enterrement à l'église est le fait lui de la grande majorité de la population : à Corseaux 87% de l'échantillon interrogé (Campiche, 1978, p. 72s).

De même, on constate que la prière au sujet de laquelle Vergote (1974, p.211) écrit qu'elle "est pour une grande part la vie sauvage que la foi mène en nous. Elle tisse entre l'homme et Dieu le réseau multiforme des rapports quotidiens et se fait cri primaire ou bénédiction émerveillée, attention flottante ou rumeur humaine ponctuée de quelques mots révélateurs", est pratiquée hebdomadairement par près de 2/3 des personnes consultées. (Bassand, 1976. p.17; Campiche, 1978, p.88).

Nous voici donc en présence de deux comportements dont le caractère religieux s'impose mais dont la signification reste à cerner. Analyser l'articulation de ces comportements à la vie quotidienne constituerait une démarche propre à éclairer le rôle de la religion dans la société suisse. Il reste à faire de belles études sur ce sujet.

Mais poursuivons l'illustration.

Les résultats des deux enquêtes mentionnées convergent pour démontrer que la paroisse, forme locale de l'institution ecclésiastique, n'intéresse finalement qu'une minorité, qui seule la considère comme un élément essentiel dont la disparition affecterait profondément son existence quotidienne. La vie communautaire ne forme apparemment pas un trait dominant de la religiosité contemporaine, et cela malgré les efforts des églises et des théologiens pour lui donner une épaisseur et pour en faire valoir l'exigence (Lalive, 1977, pp.111 et s).

La religion apparaît ainsi comme une affaire individuelle qu'on désire mener à sa guise, en dehors du filet rassembleur de la paroisse géographique dont on craint les contraintes et le contrôle. Ce caractère individuel - à ne pas confondre avec <u>privé</u> - de la religion illustre assez bien "l'immense retour à l'individu qui s'effectue actuellement". (Isambert, 1977, p.15). Comment expliquer autrement l'aspect paradoxal des réponses reçues au sujet de la paroisse, par rapport à celles données à propos de l'institution-église. Nous avons vu plus haut qu'une majorité des personnes interrogées ne ressentaient pas la disparition possible de la paroisse comme un drame. Ces mêmes personnes en revanche, affirment que si les églises disparaissaient, notre société en souffrirait.

Ainsi d'un côté on proclame son aspiration à un quant-à-soi religieux, mais d'un autre, on reconnaît le caractère officiel et nécessaire d'une institution porteuse du religieux. L'Eglise institution nationale n'est donc pas mise en cause. Cette attitude est moins paradoxale qu'il paraît au premier abord. Elle caractérise assez bien la crise institutionnelle qui marque aujourd'hui notre société, crise qui manifeste le refus d'un certain enfermement provoqué par l'évolution technocratique et bureaucratique de notre société. Mais dans le cas qui nous occupe, tout se passe comme si au-delà de la quête d'une certaine liberté individuelle en matière religieuse, reste prédominante l'opinion comme quoi en dernier ressort une société ne saurait subsister sans un certain garant religieux.

Cette constatation nous amène tout naturellement à pousser l'analyse plus loin et à nous interroger sur le rôle de la religion en dehors des institutions qui la gèrent et la dispensent et aussi à l'extérieur du domaine où l'on tend à l'enfermer : la sphère intime du comportement individuel. Pour ce faire, il importe de déplacer l'appareil d'investigation pour observer ce qui se passe dans le champ politique, c'est-à-dire celui de la vie quotidienne collective et publique.

III. RELIGION ET POLITIQUE EN SUISSE

Les situations conflictuelles sont celles qui par excellence permettent d'évaluer la force d'un phénomène. Elles agissent un peu comme un révélateur. L'étude de quelques cas récents va nous aider à découvrir que la religion en fait ne joue pas en Suisse un rôle aussi négligeable qu'on pourrait le penser.

III.1 La déclaration des "32"

La fracassante déclaration des 32 ecclésiastiques qui exprimaient publiquement en 1972 leur refus de participer à la Défense nationale est encore dans toutes les mémoires. Peu de lettres ouvertes ont provoqué autant de remous. Selon le recensement le plus récent, on aurait écrit en Suisse quelque 2'000 articles de journal à ce sujet (Haggenjos, 1977). Comment expliquer un tel retentissement ? Le fait que les auteurs aient touché le domaine ultrasensible de la Défense du territoire et de l'intégrité nationale constitue déjà une clef pour comprendre le flot de réactions. D'autres exemples prouvent qu'on ne porte pas atteinte à l'armée sans effets de retour. Qu'on se souvienne des âpres discussions qui ont entouré l'Initiative dite Chevallier dans les années 50. Mais là ne réside pas

l'intérêt de l'incident pour notre propos. La fonction sociale des signataires de la lettre paraît constituer une autre clef d'explication. Malgré la crise des vocations et la professionnalisation des clercs qui peut en être considérée comme la conséquence, l'ecclésiastique conserve une fonction sacrée dans notre société. On peut comprendre dès lors que la mise en question du consensus helvétique par des hommes du sacré ne passe pas inaperçue !

Du ping-pong d'arguments, de critiques, de déclarations de soutien ou de désolidarisation qui a marqué la parution de cette lettre on peut isoler quelques éléments propres à nourrir notre réflexion. On remarquera d'abord que les Suisses ne manquent pas d'idées sur ce qui constitue le "vrai" cahier des charges des ecclésiastiques ou sur la manière juste d'interpréter l'Evangile. On notera ensuite que ces articles et ces lettres de lecteurs révèlent surtout l'imbrication des systèmes de valeurs qui légitiment d'un côté l'armée, de l'autre les Eglises. Apparaît ainsi une cohérence entre les valeurs patriotiques et militaires, d'une part, et les valeurs religieuses et éthiques d'autre part. En lisant ces textes, on est amené à constater que les valeurs et les institutions religieuses sont fortement intégrées dans la configuration politique suisse. Au niveau idéologique, société suisse, défense nationale et église se réfèrent à un même système de valeurs - nous reviendrons sur ce point plus loin - une sorte de credo helvétique. En attaquant ce "credo", les "32" touchaient en fait à quelque chose de plus fondamental que la défense armée, c'est le fait suisse lui-même qui apparaissait mis en question (Allamand et de Rham, 1974, pp.13 et s.).

II.2 Le cas du Jura

Le conflit jurassien a-t-il une dimension religieuse ? La question a été suffisamment controversée pour que nous nous demandions si l'histoire de la création du 23ème canton suisse est aussi révélatrice d'un rapport persistant religion-politique dans ce pays. Notre ambition n'est pas de discuter et d'analyser ici les traits religieux du mouvement séparatiste jurassien, le culte du drapeau par exemple (Windisch, 1976, pp.20 et s), mais bien de peser le poids de la variable religieuse, plus précisément de l'indicateur confession dans le double processus de séparation externe (d'avec le canton de Berne) et interne (Jura nord - Jura sud).

L'exercice est délicat, d'autant plus que des discours fortement idéologisés tendent à banaliser l'influence d'un tel facteur dans le conflit jurassien, en affirmant soit que le référent religieux n'est plus pertinent aujourd'hui, soit que l'oecuménisme aidant, il n'y a pas, il n'y a plus de luttes confessionnelles au Jura.

Abordons le premier aspect du problème, soit la partition d'avec l'ancien canton de Berne. Il ne fait pas de doute que durant la période 1947-1975, la situation du Jura en tant que région dépendante ou périphérique s'est accentuée. Au plan économique, cette dépendance s'est accrue par rapport à des capitaux et des centres de décisions situés hors du Jura, voire hors du canton. Cette situation ne semble cependant pas constituer le facteur clef expliquant le séparatisme. Ainsi, Bassand (1975, p.28) considère que pour la période citée, la dimension classes sociales n'est pas la plus importante; il constate en revanche que le séparatisme jurassien est le fait de groupes sociaux alliés contre la grande bourgeoisie industrielle dans la perspective non pas de combattre directement cette dernière, mais de créer un canton francophone contre un canton alémanique. Il accorde ainsi une place prépondérante aux dimensions linguistique et religieuse dans la question jurassienne. Nous retiendrons ici ce point de vue, tout en relevant qu'il ne rend peut-être pas suffisamment compte d'une observation, à savoir que dans le Jura Nord, les protestants se sont généralement ralliés aux thèses séparatistes (Lalive et Bassand, 1976, pp.105 ss.).

La ligne de démarcation entre le Jura Nord et le Jura Sud suit très exactement les frontières confessionnelles. Faut-il en conclure que les appartenances confessionnelles différenciées sont à l'origine du clivage. Nous ne sommes pas loin de le penser. L'argument économique ne semble ici guère pertinent (Bassand, 1975, p.17). Quant à l'élément linguistique, il joue certainement un rôle, le pourcentage de germanophones étant un peu plus fort dans les trois districts du Jura Sud que dans ceux du Nord. Mais que faut-il entendre par ce terme ? Militance dans une Eglise particulière, ou élément constitutif d'une culture induisant des comportements, des attitudes et des sensibilités différenciées ? Nous penchons pour cette deuxième interprétation. Elle rend mieux compte de déclarations ou de manifestations d'antagonisme, voire d'hostilité, dont les églises se sont nettement distancées par la voix de leurs autorités constituées.

Le conflit jurassien indique ainsi que l'appartenance religieuse, même nominale reste un moyen de s'identifier à un groupe social, voire à une terre et qu'elle n'est pas étrangère à la conception qui préside à l'organisation des rapports sociaux. L'histoire de la Suisse au XIXème siècle est là pour le rappeler.

II.3 Les votations de 1976

Mais restons encore pour un temps branchés sur des situations contemporaines. En 1976, les églises tant catholique que protestante intervenaient dans le débat précédant la votation populaire provoquée par l'Initiative des syndicats sur la participation. La même année, la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse, par le canal d'une de ses commissions faisait entendre son point de vue à propos de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire qui fut soumise au verdict des urnes le 13 juin 1976. Ces interventions portant sur des objets très controversés ont été relatées pratiquement sans commentaire, en tous cas, à de rares exceptions près, sans critique fondamentale dans la presse suisse romande. En Suisse allemande, il en alla tout autrement. Une dure polémique s'engagea dont il convient de faire une brève analyse.

Ce n'est pas tellement l'orientation des interventions ecclésiastiques qui fut critiquée - encore qu'il faut se méfier du non-dit - mais le fait même de l'intervention. Sortant du champ prescrit de leur influence, les églises s'avançaient sur le "parquet glissant" de la politique partisane et "rallumaient" les feux du Kulturkampf (6). En fait, on attend autre chose de ces acteurs collectifs que sont les églises. Contrairement à certaines hypothèses, il ne leur est pas demandé de s'abstenir, de renoncer à tout discours d'ordre politico-économique. Il convient cependant que ce discours soit d'ordre général, qu'il véhicule, explicite, défende des valeurs abstraites : paix, liberté, tolérance, solidarité, relations entre les hommes. Les valeurs mêmes qu'on retrouve dans les Messages fédéraux qui accompagnent les projets de loi ou d'articles constitutionnels (Campiche, 1975, pp.18 s). Ce sont les valeurs - ciment dont les institutions religieuses sont les gardiennes. On attend de ces dernières qu'elles les proclament, non qu'elles montrent les contradictions qu'il pourrait y avoir entre ces valeurs ou entre ces valeurs et la réalité. Que les églises prêchent, mais qu'elles n'analysent pas le réel, qu'elles constituent une caution morale, mais qu'elles n'interviennent pas dans les débats comme des acteurs socialement engagés.

Nous pourrions prolonger la liste et l'étude de ces situations conflictuelles, en abordant par exemple les controverses provoquées par la déclaration de la Conférence des évêques suisses au sujet de l'initiative dite du "délai". Les exemples cités me paraissent cependant suffisamment explicites. La religion n'est pas absente de la scène de la vie publique. Les situations conflictuelles rapportées révèlent une sensibilité des Suisses à ce qui touche la religion. On pourrait dire ici qu'il y a une religion du peuple - à dessein je n'emploie pas l'expression populaire, le concept étant trop déformé par les querelles de chapelle - dont nous avons déjà saisi quelques traits : rites, prières, respect de l'institution, credo de valeurs et qui joue au niveau idéologique un certain rôle intégrateur.

Cette religion n'est pas totalement détachée des églises, contrairement à l'hypothèse que l'on pourrait formuler en considérant le peu d'attrait exercé par la paroisse. Les exemples donnés montrent que l'influence des institutions ecclésiastiques passent aussi par d'autres canaux que leur réseau organisationnel : les paroisses géographiques. En fait, les Eglises sont des acteurs institutionnels. Elles exercent une fonction sociale à l'intérieur d'un ordre défini, en participant par exemple aux consultations fédérales sur les nouvelles lois et articles constitutionnels au même titre que les autres groupes de pression.

Par le biais de l'analyse de quelques situations conflictuelles, nous avons abordé la question "historique" du rapport religion-politique en Suisse. Nous avons touché sa dimension idéologique en nous référant à la lettre des "32", nous avons effleuré sa dimenstion structurelle en faisant allusion à la création du canton du Jura, nous avons montré qu'il avait un aspect institutionnel en jetant un regard sur les interventions de l'Eglise dans les débats politiques. Nous découvrons au travers de ces exemples que la religion dans ce pays remplit une triple fonction sociale : de constitution du consensus, de légitimation et de contestation d'un ordre social. Mais avant d'en rechercher les racines historiques, il importe d'introduire dans cette analyse le grain de sable, la pointe de doute, le contre-exemple qui nous oblige à nous interroger encore plus avant sur la portée réelle du religieux dans la société helvétique.

IV. L'AUMONERIE MILITAIRE OU LE ROLE SUBORDONNE DE LA RELIGION

L'aumônerie militaire, située à l'intersection des institutions Eglise et armée, constitue un cas particulier des relations Eglise-Etat dans ce pays. Elle est aussi le seul lien institué au niveau fédéral entre l'Etat et les Eglises. Il est nécessaire de le rappeler au moment où la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat redevient un sujet d'actualité. Le statut des Eglises est en effet l'affaire des cantons, et il varie profondément de l'un à l'autre, allant de l'union étroite à la séparation constitutionnelle.

L'analyse de documents touchant l'aumônerie militaire en provenance de l'Etat et de l'armée, des Eglises et des aumôniers militaires eux-mêmes, tend à montrer, presque en contrepoint de ce qui a été formulé précédemment, que les Eglises jouent ici un rôle secondaire, voire subordonné, l'armée pouvant contrôler et même à la limite parfaitement se passer du garant moral que forme en son sein la présence de représentants des Eglises.

Prenons ces textes rapidement l'un après l'autre. Que nous apprennent les documents émis par l'Etat et l'armée : la religion y apparaît requise pour légitimer l'existence de l'armée et de la Confédération, mais au-dessus d'elle recevant comme une primauté, il y a les valeurs nationales que sont la paix, la charité, l'idéalisme, le sens du sacrifice et de l'effort ! Certes la religion peut donner comme un supplément d'âme à ces valeurs, mais il ne faudrait pas perdre de vue qu'elle pourrait comme les institutions qui en sont porteuses être le jouet de la propagande (ennemie).

Les Eglises quant à elles tiennent un discours différent. Elles mettent l'accent sur les valeurs inspirées de l'Evangile, sur le rôle de la conscience par rapport au devoir national. Ces deux discours apparemment contradictoires peuvent cependant cohabiter car les Eglises affirment en même temps leur volonté de garantir un certain pluralisme et d'être, grâce à leur volonté de conciliation, un ferment de l'unité nationale.

Les aumôniers, de leur côté, se servent d'un autre type d'argumentation qu'on pourrait qualifier de pastoral. Il s'agit pour eux d'utiliser l'occasion donnée d'annoncer l'Evangile à des hommes qui dans le civil n'ont plus de contact avec l'Eglise. Et s'il devait y avoir contradiction entre leur ministère et leur fonction d'aumônier, celle-ci devrait se résoudre non à un plan collectif, mais à celui de chaque personne concernée.

L'étude auquelle j'emprunte ces éléments est centrée sur des documents; leur contenu est certes finement analysé, mais leurs auteurs ne sont pas situés socialement; de même les effets du message ne sont pas scrutés. Ces limitations rappelées, il n'empêche que les résultats de cette recherche permettent de poser deux questions centrales pour notre propos, deux questions susceptibles de faire rebondir le débat ouvert par l'analyse de contenu des réactions suscitées par la lettre des "32" (Allamand, 1974):

1° Comment s'organisent les rapports entre valeurs nationales et valeurs chrétiennes. Y a-t-il recoupement, syncrétisme ou subordination des vues par rapport aux autres?

2° Comment l'Etat s'approprie-t-il les valeurs religieuses et pour quelles fins?

Un retour à l'histoire devient maintenant indispensable.

V. LA RELIGION DANS L'HISTOIRE SUISSE: CIMENT ET/OU ZIZANIE

Pour saisir le rôle quelque peu ambigü et contesté de la religion dans la société suisse contemporaine, il importe donc d'opérer une remontée historique ne serait-ce déjà que pour redécouvrir que les grandes dates de l'histoire nationale concordent avec celles de l'histoire religieuse.

Ainsi la réforme coïncide avec la réorganisation des relations qui unissent les cantons-villes et les cantons campagnards et montagnards. On ne saurait sous-estimer le poids historique de cette division confessionnelle du territoire. Quant à la guerre du Sonderbund, dernière guerre de religion qu'a connue notre pays, elle coïncide avec l'établissement de l'Etat fédéral moderne (Constitution de 1848). Dans l'histoire, il n'y a pas seulement parallélisme des événements religieux et politiques, il y a encore recours au religieux pour interpréter et justifier l'histoire du développement de la Confédération. Cette situation incite Adalbert Saurma à reprendre le terme cher à Simmel de piété (Simmel, 1959, p.24) et à parler de piété politique pour caractériser ce ciment idéologique qui a notoirement contribué à maintenir et à justifier la Suisse. Saurma (1977, pp.124 ss) distingue ainsi quatre types de piété politique qui ont leur origine historique, mais qui traversent aussi toute l'histoire de ce pays. Dans l'ordre on distingue:

1° La piété des petits territoires: celle qui trouve son origine dans le serment du Grütli où s'exprime un peu à la manière de l'ancien Israël et du moderne Etat hébreux la foi des petites nations à qui Dieu donne la force de tenir le coup, de résister.

2° Le culte du paysage (7) s'organise autour du rapport conflictuel qui lie l'homme des vallées alpestres à la nature. Par rapport à cette dernière, le combat mené donne à la fois le sens du relatif et la notion de la grandeur de la création de Dieu d'une part et le sens de l'effort à accomplir pour la maîtriser d'autre part.

3° La piété patriotique: ce type de piété politique caractérise une période plus récente de l'histoire helvétique. La conscience d'un déroulement historique est plutôt le fait des couches privilégiées: les intellectuels, mais elle est aussi partagée par ceux qu'on pourrait appeler les gens pieux des classes défavorisées, ceux pour qui l'histoire et leur histoire est un "donné". Le XVIIIème siècle voit ainsi poindre l'helvétisme. Les cercles intellectuels déïstes des villes n'y sont pas étrangers. L'"helvétisme" met en évidence l'éthique. Pour lui: l'homme raisonnable est celui qui se sent responsable devant Dieu et devant les hommes et qui accomplit ce qui est bien et utile pour la communauté (Im Hof, 1974, p.86).

4° L'esprit de la Ländi (Ländigeist): ce type de piété est résolument de notre temps. Il a marqué la Suisse contemporaine, celle qui a traversé la deuxième guerre mondiale en demeurant comme une "île préservée". La symbolique qui illustre cette piété est celle de la croix, cette croix que l'on retrouve non seulement dans les églises et aux croisements des chemins, mais encore sur le drapeau de la Croix-Rouge et sur l'étendard national. Cette piété s'exprime aussi dans une anthropologie: l'homme est responsable devant Dieu seul, il n'est le valet ni de lui-même, ni d'autres hommes.

Ces types de piété apparaissent et disparaissent au gré des circonstances historiques. La période de prospérité que la Suisse a connu après guerre les a rejetés à l'arrière-plan, au profit de ce que l'on pourrait appeler le "fonctionnel", le "pragmatique" et "l'efficace". Mais quand la menace extérieure ou intérieure se précise, qu'elle soit d'ordre économique, militaire ou écologique, on voit poindre à nouveau cette piété politique sous ses différentes expressions. Dans ce sens, ce qui se passe actuellement en Suisse centrale à propos de l'organisation de la prochaine exposition nationale mérite notre attention. Le conflit qui oppose les organisateurs de la future exposition, soucieux de l'implanter dans le décor même du serment du Grütli, aux paysans de Schwytz qui ne veulent pas sacrifier leurs terres cultivables, même pour cette manifestation nationale, a une signification hautement symbolique.

V.1 Christianisme national et christianisme patriotique

Dans l'histoire de la Suisse, la religion, même si elle a été à l'origine de conflits religieux graves comme le Sonderbund, a plutôt fonctionné comme ciment que comme diviseur. Paradoxalement, la défaite des catholiques en 1847 n'a pas provoqué leur éviction de l'Etat fédéral, mais a été suivie de leur intégration progressive dans un pouvoir protestant qui se présentait comme a-confessionnel. Sous la bannière de leur confession, catholiques des "cantons primitifs" et catholiques dispersés dans les cantons protestants, malgré leurs divisions internes ont peu à peu constitué, grâce à leurs diverses associations, une unité politique qui a modifié le rapport de force qui leur était contraire au profit d'un certain équilibre qui perdure encore aujourd'hui (Altermatt, 1972).

Entre le nationalisme de la "grande famille des radicaux" (Gruner, 1977, pp.73 ss) et le patriotisme des catholiques - patriotisme fortement ancré dans un territoire (Heimat) qui leur appartenait - s'est formé progressivement un amalgame qui constitue l'arrière-plan idéologique qui fonde notre Etat. Cet amalgame est fortement teinté de religion. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, le nationalisme des radicaux malgré son anti-cléricalisme se donne une légitimation religieuse. Carl Hilty n'écrit-il pas à la fin du siècle dernier "La Confédération helvétique est selon notre conception, voulue de Dieu, elle a reçu une vocation particulière: elle est un peuple de Dieu à part comme les Juifs l'étaient et le sont encore." (Gruner, 1977, p.73). Ce que j'appellerai très provisoirement, parce que l'alliance est plutôt curieuse, le christianisme national des radicaux et le christianisme patriotique des catholiques ont ainsi fortement imprégné notre culture et notre idéologie et expliquent peut-être ce surprenant attachement des Suisses aux institutions-églises que nous constations au début de cet exposé. Christianisme national et christianisme patriotique agissent comme ciment de l'unité suisse non seulement en raison de leur référence religieuse, mais aussi par leur commun rejet de la lutte des classes. Pour une partie des radicaux du XIXème siècle tout au moins, la lutte des classes sera dépassée grâce aux progrès de la démocratie. Quant aux conservateurs catholiques ils estiment qu'elle sera surmontée par l'évolution des rapports entre groupes sociaux, voire par leur réconciliation.

VI. LE CIMENT EST-IL ENCORE SOLIDE ET VA-T-IL GARDER SON POUVOIR UNIFICATEUR ?

Avant de nous interroger sur le caractère permanent, ou évolutif, ou en régression de l'imprégnation religieuse constatée, il convient de rappeler le contenu que nous avons donné au terme "religion" dans cet article. On remarquera d'abord que notre définition fut plutôt inclusive qu'exclusive. Nous n'avons pas choisi nos matériaux en fonction de leur conformité à des normes ou à une orthodoxie, mais en raison du fait qu'ils expriment une attente quant au sens unitaire de la vie (Bourdieu, 1971, p.9) et une recherche de légitimation. On notera ensuite que nous n'avons pas limité notre analyse aux domaines institutionnel et organisationnel, mais que nous l'avons étendue au champ socio-culturel (8). Ce choix a été induit par la lente accumulation de données sur le terrain, données qui nous ont obligé à mettre en question la prétention globalisante d'un certain nombre d'indicateurs "traditionnels" de la religion. Il a été aussi conditionné par la diversité et les contradictions des théories de la sécularisation (Glasner, 1977). Cette diversité et ces contradictions, tout en attirant notre attention sur le pluriel des interprétations possibles du rôle de la religion dans notre société, incite aussi à se demander quelle est la portée explicative de ces théories et si le concept de sécularisation n'a pas atteint la stature parfaite du mythe sociologique (9).

La thèse la plus populaire de la sécularisation est celle du déclin de la religion. Elle s'appuie généralement sur des indicateurs institutionnels du type de ceux mentionnés en début d'article. Si l'on s'y réfère, on peut avancer l'hypothèse d'un déclin effectif de la religion en Suisse. Mais cette conclusion repose sur des bases fragiles puisque, outre le problème de la définition de référence, on suppose qu'il y a eu une époque où les Suisses étaient très religieux et on part du présupposé que la société suisse est homogène du point de vue religieux. De plus - et cela constitue le travers de la plupart des théories de la sécularisation - on procède à une généralisation à partir de données empiriques trop peu nombreuses.

Le concept de sécularisation sert aussi à désigner le processus d'évolution et d'adaptation de la religion aux nouvelles conditions de la vie sociétale. Selon cette perspective, il n'est plus question de l'élimination de la religion de la scène sociale, mais d'une redéfinition du rôle de la religion. L'idée qu'elle change avec le temps et la société est à la base d'une conception qui reste marquée par l'idée de progrès. Or, si l'on peut admettre qu'il y a eu adapta-

tion des organisations religieuses aux transformations structurelles de la société, les indices d'une évolution de la religion et de la religiosité ne sont pas évidents.

La question posée en tête de ce paragraphe conclusif ne peut donc pas recevoir de réponse satisfaisante. Il faudrait pour ce faire disposer d'une définition de la sécularisation adaptée au contexte et précisant en particulier ce qu'il faut entendre par religion et religiosité dans cette société. Tout au plus pourra-t-on avancer que l'avenir des institutions religieuses semble lié à leur capacité de donner au plan collectif un sens au christianisme national ou patriotique et à ses succédanés et, au niveau individuel, une signification à la trajectoire existentielle de chaque individu. Dans cette perspective, la critique opérée par Mottu (1977, p.6) de la tendance théologique idéaliste et élitiste à séparer foi et religion apparaît prometteuse.

Roland Campiche
Université de Lausanne
Institut d'Ethique Sociale
de la F.E.P.S.
Beau-Séjour 28
1003 Lausanne

NOTES

1. Cet article constitue la version remaniée de la conférence donnée à Neuchâtel le 7.4.78 dans le cadre du 4ème Congrès de la SSS "Conflits et consensus dans la société suisse". L'auteur tient à remercier les participants à cette conférence, qui par leurs questions et leurs critiques l'ont aidé à repenser certaines parties de l'exposé.

2. Les matériaux auxquels on se réfère dans l'article sont de valeur et de validité inégales. Leur comparabilité n'est pas toujours évidente. De plus, il importerait d'analyser chaque fois le mode de leur production (en amont) et la portée réelle de leurs retombées (en aval).

3. Selon un sondage effectué le 16.4.78, ce pourcentage serait tombé à 1%.

4. D'après la communication orale de A. Dubach, SPI, St. Gall, au 4ème Congrès de la SSS, Neuchâtel, 7.4.78.

5. Pour s'en convaincre, il suffit par exemple de se rapporter aux centaines d'ouvrages et d'articles parus à partir des années 50 sur le tryptique: recrutement du clergé - crise du clergé - professionnalisation du clergé.

6. R. Siegrist: Mit Politik die Kirche füllen? Schafhauser Nachrichten, 20.IV.76.

7. Nous traduisons ainsi imparfaitement l'expression allemande "die Pietät der Landschaft oder das 'bäurische Tao'".

8. Cette affirmation ne nous empêche pas de reconnaître le caractère inachevé de la démarche, puisque les exemples traités se rattachent peu ou prou à l'institution religieuse.

9. Pour un traitement systématique de ce point, on se reportera avec profit à l'ouvrage tout récent de Glasner, 1977.

BIBLIOGRAPHIE

Allamand J.P., de Rham G. (1974): Analyse de presse des réactions au refus de l'armée des 32. In: Contributions à l'analyse sociologique de la Suisse. SSS (éd.), Genève, pp.5-15.

Altermatt U. (1972): Der Weg der Schweizer Katholiken ins Ghetto. Benziger Verlag, Zurich.

Bassand M. (1975): Le séparatisme jurassien: un conflit de classes et pas un conflit ethnique. Communication au 3ème Congrès de la SSS, Zurich.

Bassand M., Dumont P., Lalive d'Epinay C. (1976): Eglise, religion et vie quotidienne. Université de Genève, Genève.

Bellah R.N. (1964): Religious Evolution. In: American sociological review, no. 29.

Boltanski L. (1966): Le bonheur suisse. Ed. de Minuit, Paris.

Bonnet S. (1976): Prières secrètes des Français aujourd'hui. Cerf, Prais.

Bourdieu P. (1971): Une interprétation de la théorie de la religion selon Max Weber. In: Archives de sociologie européenne, XII, p.3-21.

Campiche H., Linder J.G., Roland G., Mayor E. (1977): Etude de l'aumônerie militaire. In: RSS, no. 3, p.145-162.

Campiche R., Zimmermann E. (1975): Les grandes lignes d'une recherche. In: Série spéciale d'Etudes et Rapports de l'IES: Changement social et communauté, no. 1.

Campiche R., de Rham G. (1977): Religion et politique en Suisse - Discussion de quelques hypothèses. Communication présentée à la 14ème Conférence internationale de sociologie religieuse, Strasbourg.

Campiche R., Bovay C., Farron P., de Haas J., Linder J.G. (1978): Terrain à bâtir. In: Etudes et Rapports de l'IES, no. spécial.

Copasco (1974): Paroisses et pratique dominicale. Genève.

Glasner P.E. (1977): The Sociology of Secularisation. A critique of a concept. Routledge et Kegan Paul, Londres.

Gruner E. (1977): Die Parteien in der Schweiz. Francke, Berne. (2ème éd.)

Haggenjos P. (1977): Der Brief "Refus à l'armée" von 32 reformierten und katholischen Geistlichen der Westschweiz und die Reaktionen der Kirche. Ronéotypé, Berne.

Houtart F., Rousseau A. (1973): L'Eglise, force anti-révolutionnaire? Editions ouvrières, Paris.

Im Hof U. (1974): Geschichte der Schweiz. Kohlhammer, Stuttgart.

Isambert F. (1977): Magie et sacrements. In: Bulletin du Centre Thomas More, no 19 et 20, pp.13-25 et 3-13.

Lalive d'Epinay C., Bassand M. (1976): Vie religieuse et sécularisation. Elements théoriques et application à une ville moyenne suisse. In: RSS, no. 3, pp.83-117.

Lalive d'Epinay C. (1977): L'Eglise dans la société industrielle avancée: de la fonction obsolète à l'exigence de signification. In: RSS, no. 3, pp.105-117.

Mottu H. (1977): Critique théologique de la religion et religion populaire. In: Bulletin du CPE, no. 1.

Nouvelle Société Helvétique (1973): Anno 709 P.G., rapport final de la Conférence de prospective de la NSH. Sonor S.A., Genève.

Olivier U. (1877): La paroisse des Avaux. Georges Bridel éd.

Perret E. (1963): La pratique du culte à Genève. In: Bulletin du CPE, no. 2-3.

Saurma A. (1977): Zu einigen Formen politischer Pietät in der Schweiz. In: RSS, no. 3, pp.119-142.

Simmel G. (1959): Sociology of religion. Philosophical Library, New York.

Troeltsch E. (1961): Conclusions des Soziallehren der christlichen Kirchen. trad. fr. In: Archives de sociologie des religions, 11, pp.15-34.

Tschudi F. (1969): Gottesdienst: Angebot ohne Nachfrage? Reinhardt, Bâle.

Vergote A. (1974): Interprétation du langage religieux. Seuil, Prais.

Wagner A. (1968): Die Schweizerische Priesterfrage, Untersuchung zum Problem des Priesternachwuchses. In: Arbeitsbericht du SPI, no. 2.

Wilson B. (1966): Religion in Secular Society: a Sociological Comment. Watts, Londres.

Windisch U., Willener A. (1976): Le Jura incompris. Delta, collection Sociologie en Suisse, Vevey.

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse Sociol., No 3/78, pages 75-94

LES DECISIONS POLITIQUES EN SUISSE: ENTRE CONFLIT ET CONSENSUS*

René Levy

ZUSAMMENFASSUNG

Die Problematik politischer Entscheide in der Schweiz wird in den Zusammenhang von Machtverhältnissen, besonders zwischen dem politischen und dem ökonomischen System, und ihrer sozialen Legitimität gestellt, wobei als wichtige Determinante des Legitimationsbedarfs die (unterschiedliche) Sichtbarkeit der genannten Machtverhältnisse herausgearbeitet wird. In der Schweiz scheint eine Inkongruenz insofern zu bestehen, als die Determinationskraft bzw. Macht des ökonomischen Sektors für den Alltag der Bevölkerung grösser ist als jene des politischen Sektors, die Macht des politischen Sektors aber wesentlich sichtbarer ist. Diese Konstellation "verfälscht" die an die beiden Sektoren gerichteten Leistungs- und Verantwortungsansprüche. Es stellt sich die Frage, ob nicht eine massivere Einwirkung ökonomischer Mechanismen (Rezession, Arbeitslosigkeit, usw.) die der Realität nicht entsprechende Wahrnehmung der Machtverteilung korrigieren würde.

RESUME

Le problème des décisions politiques en Suisse est analysé sous l'aspect de la distribution du pouvoir, avant tout entre le secteur politique et le secteur économique, et de leur légitimité sociale. La visibilité du pouvoir est soulignée comme étant un facteur important qui dé-

*Ce qui suit est le texte d'une conférence, légèrement revisé pour tenir compte du fait qu'il sera lu et non entendu. J'ai essayé d'apporter quelques précisions qui m'ont été suggérées par la discussion qui a suivi la présentation de mes réflexions à Neuchâtel et par les commentaires directs de plusieurs collègues. Parmi ces derniers, T. Held, H.-P. Kriesi, W. Linder, R. Nef, H. Werder et E. Zbinden m'ont offert des critiques et des suggestions particulièrement utiles. Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont parcitipé de cette manière à l'amélioration de ce texte, tout en m'en réservant, bien sûr, l'entière responsabilité. J'ai renoncé à retravailler entièrement le texte et à y ajouter des références et des notes élaborées. Il maintient ainsi le caractère personnel d'une conférence et non d'un "paper" formel.

termine le besoin de légitimité éprouvé par le pouvoir. Il semble qu'en Suisse, il y a un décalage dans le sens que d'une part, le pouvoir économique est supérieur au pouvoir politique, et que d'autre part, la visibilité du pouvoir économique est moindre que celle du pouvoir politique. Cette configuration "fausse" les attentes et les attributions de responsabilité dirigées vers les deux secteurs. Il se pose la question à savoir si un impact massif de mécanismes économiques (récession, chômage, etc.) corrigerait la perception inadéquate de la répartition du pouvoir.

I. THESES DE BASE

L'analyse des décisions politiques est un champ très vaste, et, en ce qui concerne la Suisse, mal exploré par la recherche sociologique. Le fait que le Fonds National Suisse lui consacre son sixième programme de recherche en est un indice éclairant. Bon nombre des réflexions suivantes auront donc, forcément, un caractère hypothétique; il faut espérer que les résultats de ce programme de recherche amélioreront l'état des connaissances.

On ne traitera pas ici l'entier domaine des décisions politiques en Suisse. Deux caractéristiques majeures seront retenues; traitées d'abord séparément, elles seront ensuite mises en relation.

Première caractéristique : la société suisse semble de moins en moins gouvernable par le secteur politique. La seconde caractéristique n'est pas moins importante, mais on en parle beaucoup moins : l'exercice du pouvoir dans notre société provoque remarquablement peu de conflits. On peut avancer l'hypothèse que c'est dû, au moins partiellement, à deux éléments liés à la visibilité du pouvoir. D'un côté, cette visibilité semble être réduite par rapport à l'importance des structures du pouvoir. De l'autre côté, il existe un décalage marqué entre la visibilité du pouvoir dans le domaine politique et dans le domaine économique. De cette différence découle une surcharge du système politique au niveau des problèmes de légitimité sociale. Cette surcharge contribue d'une part à ce qu'on appelle souvent des problèmes de gouvernabilité, et d'autre part à la légitimation - indirecte - du pouvoir économique. Cet arrangement peut devenir autodestructif s'il est poussé à l'extrême, parce qu'alors la non-congruence entre la visibilité sociale et la réalité structurelle risque d'être réduite et des conflits

sociaux jusqu'alors latents peuvent se développer ouvertement. Ces thèses résumées rapidement seront développées dans ce qui suit.

II. PROBLEMES DE GOUVERNABILITE

Parmi les problèmes qui sont soulevés sous cette étiquette, on peut distinguer trois groupes de questions : les contraintes qui limitent le champ de décision dans le domaine politique, la complexité des questions à traiter, et le manque de légitimité du système politique. Les contraintes qui limitent le champ de décision dans le domaine politique se placent à au moins trois niveaux: nombre plus étendu et efficacité accrue des groupes de pression, détermination externe, et limites institutionnelles. Groupes de pression: les groupes de pression qui participent aux processus de décision ou de préparation des décisions sont devenus plus nombreux et disposent d'instruments importants, rendant difficiles ou impossibles les solutions magistrales qui ne tiennent guère compte des intérêts particuliers. Détermination extérieure : les problèmes qui donnent lieu à des décisions politiques sont en partie déterminés, à des degrés plus ou moins larges, par des forces qui échappent à l'influence politique d'un pays comme la Suisse, ne serait-ce que par le fait qu'il s'agit de processus qui se placent à l'échelle internationale. Limites institutionnelles : quelques caractéristiques de base, comme par exemple le fédéralisme ou la réticence générale contre l'intrusion de "l'Etat" dans des "domaines privés", coupent souvent les ailes à des essors politiques, surtout au niveau fédéral.

Un deuxième groupe de problèmes tombe dans la catégorie de la complexité des questions à traiter, complexité qui risque d'excéder la capacité de "traitement de l'information" des organismes politiques chargés de prendre les décisions. Ces organismes se heurtent soit à un manque de ressources matérielles, comme le montre l'insuffisance des services à disposition des parlementaires, soit à l'impossibilité de prévoir des développements significatifs pour les décisions en question, soit encore au manque de théorie ou de concepts, qui rend difficile la compréhension ou même le tri entre informations importantes et secondaires.

Un troisième groupe de problèmes est lié au fait - ou du moins à l'impression - que le consentement des gouvernés à l'égard des gouvernants est en baisse. D'une part, on assiste à une diminution des taux de participation aux votes et aux élections. D'autre part, l'augmentation des

initiatives populaires lancées et un certain essor de nouveaux mouvements et partis politiques semble indiquer que le système politique ne représente, dans son état actuel, qu'une partie de la volonté politique, et qu'il existe une certaine aliénation vis-à-vis de ce système. En fait, des sondages réalisés par Sidjanski et ses collaborateurs (1975) ainsi que par Hoby et Neidhart (1977), montrent qu'un nombre assez élevé de citoyens suisses expriment le sentiment d'être dépassés par les événements et de ne pas avoir les moyens nécessaires pour influencer les processus politiques qui pourtant les concernent. Il s'agit, dans le cas de ce troisième groupe de problèmes, de l'aspect de la légitimité. C'est à cet aspect que le reste de ces réflexions sera voué.

On parlera ici de légitimité pour désigner l'acceptation sociale d'une décision, d'un acteur, ou d'une structure sociale. Il faut donc bien distinguer la notion sociologique de légitimité de la notion juridique de légalité. La conformité d'une procédure ou d'un fait social à la loi (donc la légalité) constitue une des sources potentielles de leur légitimité; d'autres sources pouvant être l'habitude ou la tradition, l'intérêt direct, l'évaluation selon un critère moral, idéologique ou autre, la confiance en un acteur ou une organisation, ou encore - mais moins important pour cette analyse - la foi. (Ce concept de légitimité est, bien sûr, fortement inspiré par l'analyse weberienne de ce phénomène, mais il est employé ici dans un sens légèrement élargi.)

La légitimité d'une structure social ne garantit ni l'acceptation des décisions qui en émanent ni celle des acteurs qui agissent en son sein; que l'on pense, par exemple, à l'attitude des gens qui acceptent le système politique de la Suisse mais méprisent néanmoins les politiciens qui l'animent. De même, la légitimité d'un niveau de notre système politique, par exemple, le niveau communal, n'implique pas par définition celle d'un autre niveau, par exemple celle du niveau fédéral ("Berne"...). La légitimité constitue donc un phénomène très hétérogène. Ceci n'empêche pas qu'il soit intéressant de formuler quelques hypothèses à un niveau assez abstrait concernant la relation entre la distribution du pouvoir (économique, politique ou autre) et sa légitimité.

Une hypothèse de base pourrait postuler qu'un manque de légitimité du pouvoir provoque, du moins à moyen ou à long terme, des conflits. Ces conflits peuvent relever d'une simple opposition à un cas précis d'exercice du pouvoir ou, à l'autre extrême, d'une tentative de renversement de la distribution du pouvoir. Par conséquent,

pour les détenteurs du pouvoir, la légitimité devient importante dès qu'ils s'efforcent de stabiliser leur position, dès qu'ils cherchent à éviter que l'exercice de leur pouvoir provoque des conflits, et surtout dès qu'ils essayent d'imposer leurs décisions sans devoir recourir à la coercition. Or pour la Suisse, plusieurs indices signalent qu'il existe actuellement un certain déficit de légitimité du système politique, déficit qui semble gagner en importance (voir les exemples déjà cités) (1).

Mais il n'y a pas seulement un accroissement quantitatif de ce déficit, il y a aussi un changement qualitatif. Ce changement s'exprime par une tendance à la dépolitisation. Au lieu de s'opposer à des programmes politiques spécifiques, les électeurs ont tendance à tourner le dos à la politique en général. L'apathie politique que d'aucuns observent n'est, certes, pas le seul élément qui se manifeste au niveau politique. Son pendant, tout aussi important, est l'articulation d'intérêts par des groupements divers et par des formes d'action inconnues jusqu'ici en Suisse (2). L'apathie peut être le produit de ce qu'on a appelé le processus d'abstraction du pouvoir : la vie des citoyens est de plus en plus influencée par des décisions qui se prennent à des niveaux éloignés du cadre direct de leurs expériences, et les structures du pouvoir deviennent de moins en moins transparentes. Ce développement est, à son tour, lié au processus de différenciation structurelle des sociétés modernes et à l'interdépendance croissante à des niveaux d'organisation de plus en plus globaux. (Les Suisses ne perçoivent guère qu'ils sont membres d'une société extrêmement privilégiée au niveau international, mais ce fait est, néanmoins, un élément constitutif de leur situation objective et les influence en conséquence.) Le processus d'abstraction du pouvoir se déroule implicitement plus qu'il n'est le produit de décisions politiques délibérées, discutées et prises par la population. Ceci peut expliquer aussi l'impression souvent ressentie que l'histoire, dans les sociétés modernes, n'est plus faite d'une manière consciente et souveraine par les détenteurs du pouvoir, mais qu'elle se produit, pour ainsi dire, aveuglément.

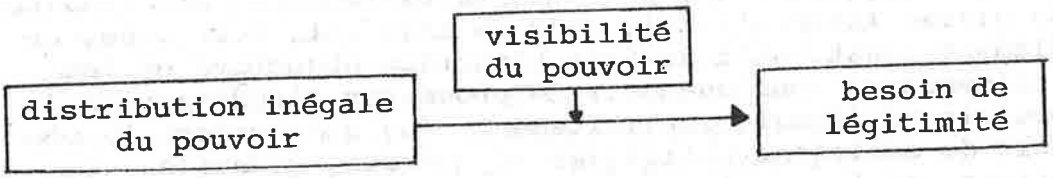
Ces quelques remarques portent à relever un autre fait, dont il faut tenir compte lorsqu'on analyse les problèmes de gouvernabilité : aussi important que soit le pouvoir politique, on ne peut isoler son analyse du cadre plus large de l'exercice du pouvoir dans la société en général. Il est évident que le domaine politique n'est pas le seul où s'exerce le pouvoir, et si l'on se demande dans quels domaines la majorité de la population passe la plupart de son temps, on s'aperçoit aisément que

le poids du domaine politique et de ses structures est assez marginal dans la vie quotidienne, en comparaison à d'autres secteurs sociaux. Parmi ces derniers, l'économie détient un rôle prépondérant.

III. VISIBILITE DU POUVOIR

On a attribué ce bon mot à un conseiller national : les décisions politiques, en Suisse, ne sont pas prises aux Chambres, mais dans des chambres noires. On peut sans doute appliquer cette observation à d'autres domaines et dire qu'en général, dans notre pays, le pouvoir est exercé fort discrètement. C'est le problème de la visibilité du pouvoir.

Dans le paragraphe précédent, les conflits ont été liés aux problèmes de légitimité qui se posent dans la mesure où le pouvoir est distribué inégalement. L'analyse est donc basée sur l'hypothèse qu'une distribution inégale du pouvoir crée un besoin de légitimité chez les détenteurs du pouvoir, en supposant que ceux-ci aient intérêt à maintenir leur position et à éviter l'usage de moyens de coercition ouverte. L'élément supplémentaire introduit ici est la visibilité du pouvoir. Elle semble être une condition importante dans le processus de dé-légitimation d'une structure existante. On peut donc lui attribuer le rôle d'une variable intermédiaire (figure 1) :



Les structures du pouvoir, en Suisse, semblent alors être assez mal perçues. Il serait certainement faux d'attribuer cette mauvaise perception à la simple existence d'une fausse conscience. On peut plutôt dire que cette visibilité réduite est institutionnalisée; elle est en partie le résultat d'arrangements structurels dont il sera question plus bas. La Suisse par exemple, est un des rares pays industrialisés ne connaissant pas de statistiques officielles de la distribution des fortunes et des revenus individuels. Nous possédons, à un niveau plus généralisé, un système de statistiques économiques et d'indicateurs sociaux sous-développé par rapport aux autres

pays industrialisés, que ce soit en quantité, en qualité ou en fréquence de publication (3). En outre, le système de stratification de la société suisse, ses structures de pouvoir, et surtout ses élites ont été très peu étudiés par les sciences sociales. A la liste des facteurs contribuant au manque d'informations, on peut ajouter que la demande sociale pour ce type de données est très faible, ce qui ne contribue pas non plus à augmenter la visibilité sociale du pouvoir (4).

Il est important ici d'aller plus en détail dans l'analyse de la visibilité du pouvoir dans la société suisse. Pour ne pas introduire trop de complexité il ne sera question que des deux secteurs principaux dans lesquels une partie importante du pouvoir en Suisse est concentrée : le domaine politique et le domaine économique. Aucun de ces deux domaines n'est homogène. Ils sont constitués, à leur tour, par des groupes et des organisations qui poursuivent souvent des intérêts différents, sinon opposés. Mais même en faisant abstraction de ces différences intérieures, il est possible de faire ressortir quelques tendances de base.

A partir de la distinction - quelque peu simpliste - entre pouvoir politique et pouvoir économique, on peut constater qu'il y a une différence de visibilité du pouvoir exercé dans ces deux domaines : la visibilité est nettement plus grande dans le domaine politique que dans le domaine économique. Ceci est surtout dû au fait que dans le domaine politique, bon nombre de processus d'articulation d'intérêts et de participation aux décisions sont institutionnalisées, et qu'ils sont largement commentés dans les médias. Le domaine économique connaît beaucoup moins de processus et de structures semblables. Les décisions principales se prennent à l'écart du public et ne sont souvent connues qu'à travers leurs conséquences.

On peut douter de l'efficacité du marché pour contrôler ou même influencer l'économie dans l'intérêt des consommateurs, et les structures d'articulation d'intérêts existantes sont plus faibles dans ce domaine que dans le domaine politique. On peut obtenir un indice - bien sûr très problématique - de cette différence en comparant les organisations des consommateurs ou de protection des locataires avec les partis politiques. Pour rendre évidents les poids fort différents de ces organisations dans leurs champs respectifs, on peut penser au fait que les organisations des consommateurs, des locataires, etc. représentent des groupes définis par un but unique et particulier et qu'elles ont un degré d'organisation qui, en Suisse,

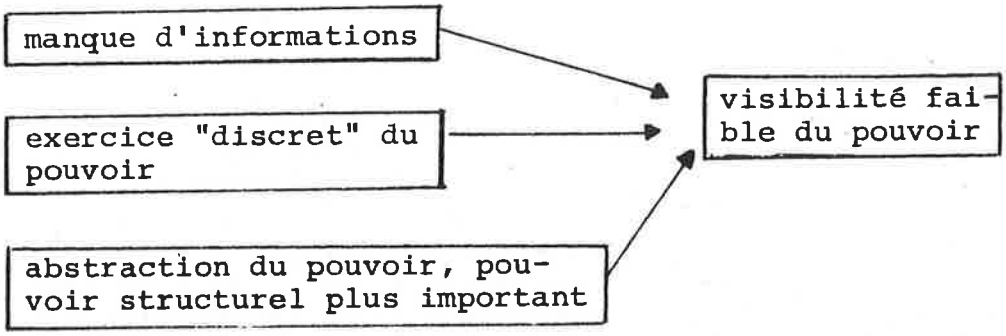
est bien plus faible que, par exemple, les taux de participation politique.

Deuxième facteur susceptible de contribuer à la différence de visibilité : le pouvoir économique semble s'exercer dans une plus large mesure que le pouvoir politique sous forme de pouvoir structurel. Pouvoir structurel signifie ici - par analogie avec l'expression de violence structurelle forgée par Galtung (1969) - un pouvoir institutionnalisé dans les structures et organisations qui forment le cadre de la vie quotidienne. Il ne s'exerce pas par le biais d'interactions directes entre le détenteur de pouvoir et celui à qui les décisions s'imposent, mais par les structures qui orientent ses actions et qui sont fixées en dehors de son domaine d'influence ou même d'expérience. Le pouvoir structurel est donc par définition moins visible que le pouvoir direct.

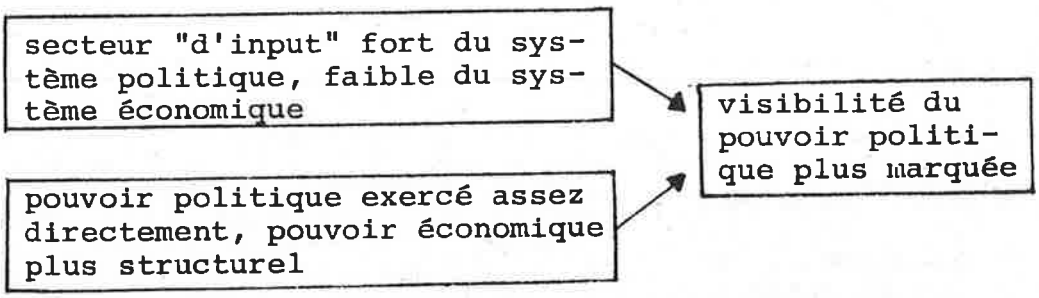
A la différence de visibilité entre pouvoir politique et pouvoir économique, s'ajoute une deuxième différence, qui est en quelque sorte opposée à la première: celle du pouvoir réel. La portée des décisions qui se prennent dans les deux domaines est plus importante pour la vie de la population dans le domaine économique que dans le domaine politique. La faiblesse de l'Etat par rapport à l'économie se manifeste surtout au niveau national. Elle a une longue histoire dans la démocratie suisse avec sa structure politique décentralisée. Au siècle dernier surtout, à partir de la construction des réseaux de chemins de fer et des centrales d'électricité, la centralisation s'est accélérée au niveau économique et a dépassé considérablement le pouvoir d'intervention de l'Etat fédéral. Les freins qui s'opposent à la centralisation du pouvoir politique et à son élargissement sont en partie institutionnalisés, surtout dans la structure fédéraliste de notre système. Le fédéralisme se fait sentir, entre autres, au niveau des ressources qui soutiennent le pouvoir de l'Etat. Dans le cas des ressources financières comme dans celui des moyens de coercition qui sont en principe le monopole de l'Etat, notre système politique est freiné par le fédéralisme; le système économique ne connaît pas de restrictions semblables.

La figure suivante résume le résultat principal de ce paragraphe (figure 2) :

a) visibilité des structures du pouvoir en général :



b) différence de visibilité entre pouvoir économique et pouvoir politique



IV. DECALAGE ENTRE DISTRIBUTION ET VISIBILITE DU POUVOIR

On peut donc constater que d'un côté le pouvoir économique est plus important que le pouvoir étatique et que de l'autre la visibilité du pouvoir économique est moindre que celle du pouvoir de l'Etat. Cette situation justifie deux conclusions. Premièrement, de toute évidence, la perception publique de la structure, de la distribution, et de l'exercice du pouvoir dans la société suisse est inadéquate. Deuxièmement, la non-congruence entre la visibilité et la distribution réelle du pouvoir fausse pour ainsi dire les problèmes de légitimation auxquels le secteur politique et le secteur économique sont confrontés.

IV.1 Perception et réalité des structures du pouvoir

Les structures du pouvoir en Suisse sont faiblement perçues. Il existe très peu de connaissances sur la manière dont les citoyens et les citoyennes Suisses perçoivent la structure de leur société et l'exercice du pouvoir en son sein, mises à part quelques informations plutôt ponc-

tuelles qui proviennent par exemple des sondages mentionnés plus haut. On doit admettre que dans ce domaine, les sciences sociales en Suisse n'ont pas encore trouvé la possibilité d'accomplir leur tâche de clarification. Lors du premier congrès de la Société Suisse de Sociologie à Lausanne, en 1971, Peter Heintz estimait que la Suisse était une boîte noire pour les sociologues, et leur attribuait la tâche de remédier à cette lacune. Entre - temps, bon nombre d'études sociologiques ont paru, contribuant à l'amélioration de nos connaissances. La boîte noire est devenue grise, mais, pour son illumination, un grand travail reste à faire. Si on essaye de classer les travaux sociologiques récents selon le niveau de pouvoir qu'ils analysent, on arrive à la constatation suivante (bien sûr assez intuitive) : il semble que la majorité de ces travaux concerne des niveaux moyens de l'exercice de pouvoir : c'est notamment le cas de l'étude des structures du pouvoir et de leur perception dans différentes villes et communautés, ou encore des analyses de partis politiques et d'organisations. On a moins étudié le niveau inférieur, c'est-à-dire l'exercice quotidien du pouvoir dans les familles, les entreprises, les institutions scolaires, les bureaucraties et les institutions thérapeutiques et correctionnelles. Quant au niveau des élites et des structures dans lesquelles se prennent les décisions les plus importantes dans notre société, le manque de recherches est à peu près total. Là encore, comme dans beaucoup de domaines, on arrive à l'impression que la fréquence et la densité des études sociologiques ne font que suivre la visibilité sociale des phénomènes.

Pour illustrer le décalage entre les structures de pouvoir et leur perception publique, il est intéressant de passer en revue quelques résultats provisoires d'une des toutes premières études sur la prise de décisions politiques au niveau de l'élite en Suisse. Il s'agit d'une recherche de Hans-Peter Kriesi (1978); elle se trouve actuellement au stade du dépouillement des données. Pour obtenir ces données, on a interrogé environ 300 personnes impliquées dans les processus de prise de décision concernant les 13 affaires politiques les plus importantes de la législature fédérale de 1971 à 1975.

Cette étude est axée avant tout sur les <u>liens de coopération</u> décrits par les personnes interrogées, liens existant entre les administrations, les organisations, les partis, les entreprises qu'elles dirigent. En laissant de côté les aspects techniques et méthodologiques, il apparaît, au vu des premières analyses, que la densité des liens entre les organisations est en général très élevée au niveau supérieur de la structure du pouvoir en Suisse. Néanmoins, on peut discerner cinq blocs majeurs dans

l'ensemble de ces liens de coopération, en prenant comme double critère - pour l'identification de ces "blocs" - d'une part l'existence de fortes interrelations au sein d'un bloc, et d'autre part, la répartition uniforme des liens qu'ont les membres d'un bloc avec d'autres unités.

L'auteur a dénommé ces cinq blocs majeurs comme suit :

- Un bloc central regroupe le conseil fédéral, les commissions parlementaires, le Vorort et l'Union Suisse des Arts et Métiers (USAM), la Division du commerce, la Banque nationale, les partis bourgeois, le parlement et diverses organisations qui représentent des branches économiques particulières comme p.ex. la construction et l'association des banquiers.
- Un deuxième bloc est appelé bloc du travail. Il regroupe avant tout les trois organismes principaux dans ce domaine : l'Union Syndicale Suisse (USS), l'association du patronat et l'OFIAMT.
- Le troisième bloc est celui de l'administration fédérale qui contient, outre les différentes branches de l'administration, plusieurs groupes de pression, entre autres l'Union Suisse des Paysans (USP), l'association des transports routiers, et des organismes de planification.
- Le quatrième bloc est celui des services de la santé, incluant aussi l'organisation des assurances-maladie, l'association des hôpitaux et celle des médecins.
- Le cinquième bloc enfin regroupe différentes organisations qui sont parfois aussi impliquées dans les processus de prise de décisions politiques, mais qui restent en marge du système; leur seul élément commun est leur marginalité. Dans ce dernier groupe, on trouve des organisations de consommateurs, des organisations écologistes et des associations de planification régionale, mais aussi - un des résultats les plus intéressants de cette analyse - le parti socialiste, qui en dépit de sa représentation dans le gouvernement fédéral ne figure pas dans un des blocs plus centraux du système politique (5).

On peut observer, d'après la structure des blocs, une coopération particulièrement étroite entre les organisations et les partis qui représentent les intérêts économiques, et les organismes les plus hauts placés dans le système politique, c'est-à-dire le conseil fédéral et le parlement avec ses commissions. Ce bloc central présente une forte intégration interne et il occupe une place cruciale dans le réseau des liens de coopération avec l'ex-

térieur. Selon l'auteur on peut décrire la différenciation du réseau entier par deux principes : un principe de spécificité fonctionnelle et un principe de centralité intégratrice. Il est dès lors possible, en connaissant le domaine des affaires politiques auquel est liée une personne (ou son organisation) et la centralité de ses fonctions à l'intérieur du réseau politique, d'en déduire son appartenance à tel ou tel bloc de coopération.

L'intérêt de cette constatation réside dans le fait que ces deux principes de différenciation, inhérents à la structure du pouvoir, ne coïncident que partiellement avec l'image publique du fonctionnement du système de pouvoir. Le citoyen semble être plus attentif à la dimension de la spécificité fonctionnelle qu'à celle de la centralité. En plus, il est attentif à une troisième dimension, celle de l'appartenance au secteur public ou au secteur privé. Or cette dernière dimension n'apparâit nullement comme élément important de la structuration du système de coopération au plus haut niveau du pouvoir. L'analyse de Kriesi, comme d'autres dans ce domaine, justifie donc la conclusion que les structures du pouvoir sont perçues d'une manière qui ne correspond que partiellement à la réalité.

IV.2 Répartition du pouvoir, visibilité et besoin de légitimité

Plus haut, la question a été posée de savoir si la non-congruence entre la visibilité du pouvoir et sa répartition réelle ne fausse pas les problèmes de légitimité sociale que les secteurs politique et économique doivent affronter. Ceci par le fait qu'une faible visibilité cache les réelles relations de pouvoir. La visibilité est un facteur important dans la détermination du besoin de légitimité résultant de l'exercice du pouvoir. (Autres facteurs : l'importance des domaines d'activité et des groupes touchés par les décisions, et l'impact des décisions du pouvoir qui favorisent ou défavorisent les groupes concernés). On est donc amené à la conclusion que l'Etat, par la force de l'arrangement structurel dont il fait partie, n'est pas confronté uniquement aux besoins de légitimité qui découlent des actions qu'il entreprend ou des processus sociaux qui sont réglés ou déclenchés par ses décisions. En fonction de sa visibilité majeure, on lui attribue une responsabilité qui dépasse son influence, dans des domaines qui de fait ne sont assez souvent que très marginalement touchés par les interventions de l'Etat. Ainsi, il risque de se trou-

ver dans le rôle de bouc émissaire supportant la responsabilité de problèmes qu'il n'a pas créés. Il contribue ainsi à la légitimation de l'économie, sans que celle-ci soit elle-même confrontée à des problèmes sérieux de légitimité.

On néglige souvent cet aspect, surtout quand on parle de la prétendue inflation des attentes et demandes adressées à l'Etat. Les phénomènes qu'on groupe sous cette étiquette résultent partiellement de la surcharge du besoin de légitimité de la part de l'Etat. Cela ne veut pas dire que l'économie ne se soucie pas de sa légitimité sociale. On pourrait dresser un catalogue impressionnant de ses activités de légitimation. Mais de toute évidence, celles-ci répondent à une moindre pression que celle qui s'exerce dans le domaine politique.

IV.3 Paternalisme et éloignement : stratégie de légitimation?

Les stratégies de légitimation des représentants de l'Etat sont assez diverses (6). Deux traits semblent se dégager : certaines tendances que l'on pourrait qualifier de paternalistes, et la tendance à la protection ou même à l'isolation de l'Etat vis-à-vis des citoyens. La tendance paternaliste se manifeste le plus nettement dans l'image du Conseil fédéral. Tous les membres de ce conseil ne participent pas avec la même intensité à la production ou à la reproduction de cette image, mais elle est bien discernable : l'image du père de la nation qui s'occupe de tous et des problèmes de tous; qui poursuit les intérêts généraux sans oublier les intérêts particuliers; qui, en quelque sorte, siège au-dessus des partis et des groupes d'intérêts, et à qui on peut se fier. L'aspect problématique de cette stratégie de légitimation tient à la dépolitisation qui peut en résulter. Poussée à l'extrême, elle mène à une situation où la légitimité du système politique, représenté par l'exécutif, est liée aux personnes qui le composent plus qu'à la politique menée. Cette tendance contribue au manque de débats caractéristique de notre climat politique qu'implique une déperdition de la culture politique. Cette déperdition apparaît surtout si l'on compare la scène politique suisse avec celles d'autres pays européens. A court terme et dans une période d'expansion économique, où les problèmes matériels perdent de leur acuité, une telle stratégie pouvait entraîner le succès, fût-il temporaire. A plus long terme, elle risque d'affaiblir le débat politique rationnel, qui tendrait alors à être remplacé par le jeu de symboles et de mythes facilement maniables, et par les obscurantismes de toutes couleurs.

La deuxième forme de réaction à un déficit de légitimité de l'Etat est un mouvement de protection. En voici quatre exemples : le principe de collégialité qui règle la prise de décision du Conseil fédéral, ou plutôt la manière dont ses décisions sont publiées; les procédures de recherche de compromis qui précèdent les phases officielles (voire officialisées) de la prise de décision; la technique de la contre-proposition aux initiatives populaires; et les diverses mesures qui rendent plus difficile le dépôt des initiatives.

La tendance au paternalisme et la tendance à la protection ne sont certes pas les seules stratégies de légitimation qu'utilise l'Etat, mais elles sont importantes parce qu'elles ne semblent guère propres à résoudre les problèmes de légitimité auxquels il doit faire face. La tentative de se légitimer à un niveau situé au-delà des débats politiques affaiblit la culture politique, qui - elle - est une condition nécessaire à la solution des problèmes actuels où il s'agit d'engager un nombre assez large de citoyens. L'isolation institutionnelle du fonctionnement de l'Etat éloigne ce dernier des citoyens et diminue la transparence de son fonctionnement. Ainsi, le besoin de légitimité et l'aliénation politique sont augmentés plutôt que diminués.

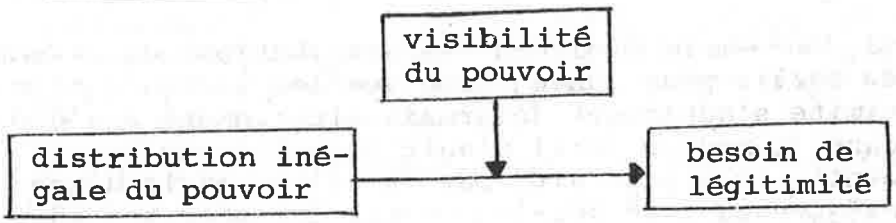
V. INFLUENCE DE LA RECESSION

La situation économique a déjà été mentionnée en tant que facteur important du climat socio-politique. Elle joue aussi un rôle dans les différences de visibilité du pouvoir et les problèmes de légitimité qui en dépendent. Le déplacement du besoin de légitimité de l'économie à l'Etat et la légitimation indirecte de l'économie qui en résulte, sont le fait des conditions actuellement instituées. Cet arrangement structurel reste en tant que tel efficace, même en l'absence de stratégies consciemment conçues de la part des détenteurs de pouvoir. Cependant, il faut se demander si ce mécanisme continuera à l'avenir à fonctionner comme il l'a fait jusqu'ici. Il semble que l'attribution de responsabilités à l'Etat et les attentes dont il est l'objet dépassent le pouvoir d'intervention que les citoyens sont prêts à lui déléguer, ceci surtout après une phase d'expansion économique où beaucoup d'attentes ont été institutionnalisées et partiellement soutenues par des subventions allouées selon le principe de l'arrosoir. Le décalage qui en résulte conduit à une augmentation du besoin de légitimité de l'Etat - puisqu'il n'est pas capable de satisfaire les attentes - et contribue à l'aliénation politique de la population. Cependant,

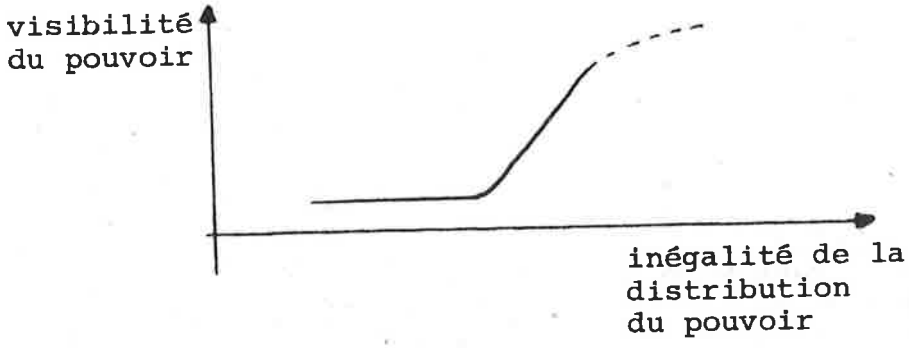
à plus long terme, ce décalage, qui va s'élargissant, pourrait lui-même provoquer un bouleversement des responsabilités que le public attribue à l'Etat et à l'économie. Le public pourrait de plus en plus se rendre compte que les problèmes qui prennent naissance dans des domaines non-étatiques ne peuvent être résolus en faisant appel à l'Etat, et ceci à cause du décalage de pouvoir réel entre les différents domaines de la société.

Du point de vue théorique, cette argumentation revient à l'introduction d'une hypothèse supplémentaire concernant la détermination de la visibilité du pouvoir : une augmentation rapide et/ou quantitativement importante de l'inégalité de distribution du pouvoir (soit en général dans une structure sociale, soit entre deux sous-systèmes) tend à produire une perception plus marquée de cette inégalité. Ceci est dû au simple fait qu'il est plus difficile de "voiler" une distribution très inégale qu'une distribution moins inégale - soit par le manque d'informations, soit par la diffusion d'idéologies qui détournent l'attention de ce fait. Mais on peut aller plus loin et ajouter que la forme de cette relation n'est pas forcément linéaire. On peut la concevoir comme une fonction en escalier; jusqu'à un certain seuil, les changements de l'inégalité n'influencent guère la perception, mais une fois ce seuil franchi, il se produit une prise de conscience accélérée. Les actions socio-politiques seraient alors moins déterminées par les idéologies et les stéréotypes que par les structures, étant donné leur perception adéquate. La figure suivante résume le modèle de base, la forme particulière de l'hypothèse supplémentaire et son application à la situation de deux sous-systèmes à pouvoir inégal (figure 3).

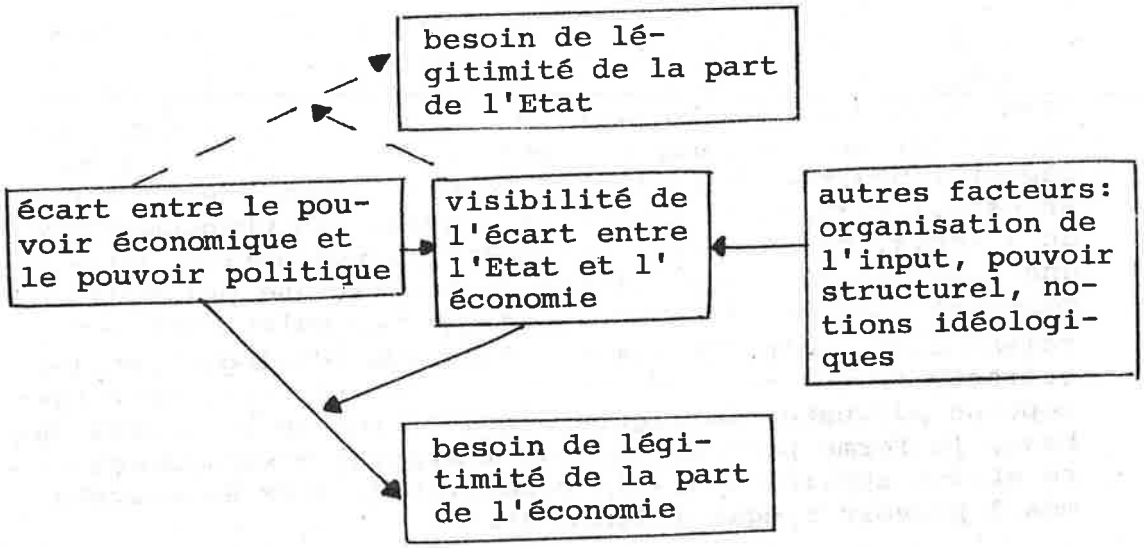
a) <u>modèle de base</u>



b) relation entre la distribution du pouvoir et sa perception



c) modèle appliqué au système "bipolaire"



Un pareil changement au niveau des attributions de responsabilités aurait pour conséquence que les revendications de légitimité s'adressent désormais directement à l'économie (dans la mesure où il s'agit de problèmes qui en proviennent). Ceci pourrait, par la suite, avoir d'autres conséquences : le décalage entre les attentes adressées à l'Etat et les prestations de l'Etat diminuerait; par conséquent, son déficit de légitimité se réduirait. L'aversion de plus en plus nette des citoyens envers l'augmentation des ressources et des compétences de l'Etat pourrait alors diminuer elle aussi, et par conséquent, l'Etat serait mieux en mesure d'offrir les services que les citoyens lui demandent.

Il serait intéressant de poursuivre le raisonnement dans cette direction, en se demandant si l'économie ou ses organisations sont préparées à faire face à des revendications de légitimation ou de démocratisation dirigées directement contre elles, et quelles stratégies elles pourraient alors utiliser. Les votes sur la participation et sur l'élargissement des compétences de l'Etat nous ont appris qu'un tel bouleversement n'est pas pour demain. Cependant, il faut tenir compte, comme il a été indiqué plus haut, du rôle que joue la situation économique dans ce jeu. Jusqu'ici, les Suisses ont pu être dans une large mesure protégés de l'inflation et du chômage. Si la tendance à la récession devait frapper plus directement la population, au niveau de la vie quotidienne, mettant ainsi en évidence l'impuissance de l'Etat vis-à-vis de processus économiques fondamentaux, on assisterait probablement à une prise de conscience accélérée de la faiblesse générale de l'Etat par rapport au système économique, et cela avec les conséquences que la présente analyse a cherché à décrire.

VI. OPTIONS POLITIQUES

Une dernière question s'ajoute à ces spéculations : quelles sont les options qui existent actuellement pour tenir compte de ces développements? Voici un choix, quelque peu arbitraire, de propositions qui ont été avancées sous une forme ou une autre :

- on peut continuer la stratégie paternaliste et isolationniste au niveau du gouvernement.
- on peut retirer certaines compétences à l'Etat puisqu'il n'arrive pas, de toute évidence, à exercer le contrôle dont on aimerait le charger.
- on peut essayer de redistribuer les responsabilités et les besoins de légitimité selon le principe de la responsabilité de l'auteur et créer des possibilités d'articulation d'intérêts à l'intérieur des domaines où surgissent les problèmes.
- on peut repolitiser la société et augmenter les possibilités d'articulation et de participation de la population dans le domaine politique, ce qui implique entre autres une large diffusion de concepts et de modèles permettant la compréhension des processus sociaux dans lesquels nous sommes impliqués (diffusion qui devrait se faire surtout dans les écoles, mais aussi dans les médias).
- on peut aussi, finalement, suivre le slogan de "small is beautiful" et chercher à réorganiser la société à des niveaux moins larges, plus transparents et plus familiers.

Sur la base de l'analyse qui précède, on peut construire une évaluation de ces propositions, très sommairement résumée ici :

- continuer la stratégie de légitimation paternaliste et isolationniste: il a déjà été souligné que c'est une solution à court terme qui peut contribuer à accélérer la disparition d'une culture politique démocratique et à augmenter l'aliénation politique des citoyens.
- retirer certaines compétences à l'Etat: ceci revient évidemment à un affaiblissement supplémentaire. D'après l'analyse qui précède, ce ne serait une possibilité réaliste que si, parallèlement, le pouvoir économique se réduisait au même rythme ou même plus rapidement; ce qui n'est nullement probable, la tendance étant contraire.
- redistribuer les responsabilités selon le principe de la responsabilité de l'auteur et mettre en place des structures d'articulation directe des intérêts: ce but vaut d'être poursuivi, parce qu'une telle mesure permettrait un déblocage de la situation actuelle; mais il ne faut pas se faire d'illusions sur les possibilités de l'atteindre. Le vote sur la participation a montré qu'un travail énorme d'information et de prise de conscience reste à faire dans ce domaine, abstraction faite des développements économiques qui pourraient amorcer un tel processus.
- repolitiser la société: là aussi on peut voir une tâche importante pour ceux qui restent attachés aux idéaux démocratiques; il est probable que notre démocratie n'est pas menacée par un excès, mais plutôt par un manque de politisation, et cela tant au niveau de la pratique quotidienne de la population qu'au niveau des interventions globales. Le débat qui s'ouvre au sujet de la révision de la Constitution et le débat sur la politique de l'énergie pourraient servir de point de départ et de champ d'essai à une telle tentative. Cette possibilité semble même, dans la situation actuelle, la plus réaliste parmi celles discutées ici.
- décentraliser la société: mise à part la sympathie qu'on peut avoir pour les tentatives de mener une vie alternative, ce mouvement ne semble guère pouvoir présenter une solution valable et réalisable aux problèmes actuels, du moins en tant que stratégie isolée. Le regroupement de la population dans des ensembles ne dépassant pas le caractère de groupes primaires et qui devraient développer une autarcie relative ne toucherait pas, dans une société comme la nôtre, la macrostructure. Il risquerait plutôt de la rendre plus invisible encore sans pourtant la rendre moins efficace.

Selon un mot de Galtung, "petit" peut bien être beau, mais "grand" restera nécessaire.

Peut-être est-il faux de présenter petit et grand comme des options mutuellement exclusives. On ferait mieux de chercher le développement de structures petites, à la mesure de l'homme, tout en établissant parallèlement un contrôle efficace des grandes structures auxquelles nous ne saurons échapper. Ce qu'on peut apprendre du mouvement de décentralisation, c'est la nécessité d'une participation active de la population à la base, fondée sur un désir de prendre en main une situation que l'on juge d'après ses propres critères et donc indépendamment d'autorités et d'institutions déjà établies. Pour un tel mouvement, il serait faux et irréaliste à la fois d'attendre une aide active de la part des fonctionnaires de gauche ou de droite qui ont prix en charge le "bon fonctionnement" de notre société.

René Levy
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Konfliktforschungsstelle
Wiesenstr. 9
8008 Zürich

NOTES

1. Si on parle de problème de gouvernabilité et de déficit de légitimité du système politique en Suisse, on doit rester attentif au fait qu'il s'agit là d'une analyse interne qui doit être relativisée par une perspective comparatiste. La Suisse, en fait, est probablement le pays le mieux gouvernable, même parmi les nations capitalistes fortement industrialisées. Une comparaison valable à ce niveau a été faite par Schmitter (1977). On parle tantôt de légitimité, tantôt de légitimation. Par légitimité, on entend un état actuel, une situation, tandis que par légitimation, on entend le processus de production de légitimité.

2. Cette deuxième tendance met en question la validité d'une autre hypothèse qui explique le manque d'intérêt pour la politique par la conscience de son manque d'influence sur les grandes transformations sociales surtout d'ordre économique. Cette attitude - qu'elle soit juste ou non - ne semble pas être un facteur général, mais elle pourrait bien être présente auprès d'une partie des abstentionnistes. Resterait à éclaircir s'il s'agit là d'une motivation ou plutôt d'une justification a posteriori.

3. La parution récente du premier almanach sociologique de la Suisse met cette lacune en évidence plutôt qu'elle n'arrive à combler (Soziologisches Institut der Universität Zürich, 1977).

4. Les tensions sociales et surtout la pauvreté ou même la misère d'une partie visible de la population sont des éléments favorisant la production des connaissances sociales. Ces éléments, s'ils existent en Suisse, sont certainement moins brûlants que dans d'autres pays, mais aussi trop répartis et fragmentés dans la population pour qu'ils deviennent un facteur producteur de connaissance (ou encore de prise de conscience politique).

5. Ce résumé se base sur une conférence donnée par H.-P. Kriesi (1978). Les résultats sont sujets à des remaniements dans des phases ultérieures de l'analyse, qui n'est pas terminée. Par exemple, un changement des critères utilisés pour identifier les blocs "renvoie" l'association du patronat au bloc central et l'élimine du bloc du travail, laissant ce dernier plus "pur". De même, la position marginale du PS ressort d'une manière plus différenciée, lui rendant une place importante dans le bloc central tout en maintenant son engagement à l'égard de problématiques et de groupes qui à leur tour ne sont pas intégrés au jeu du pouvoir.

6. Ce sujet est resté jusqu'à présent, à peu d'exceptions près, le domaine de débats ad hoc. Ce qui suit reste donc à un niveau très subjectif et ne peut être basé sur aucune analyse systématique et empirique.

BIBLIOGRAPHIE

Galtung J. (1969): Violence, Peace, and Peace Research. In: Journal of Peace Research, 6, no. 3, pp. 167-191.

Kriesi H.-P. (1978): Collaborative Relationships Among the Action Units in the Swiss System of Interest Intermediation. Conférence présentée à l'atelier d'ECPR sur "Corporatism in Liberal Democracy", Grenoble, 6.-11.4.1978 (miméo).

Neidhart L. et Hoby J.-P. (1977): Ursachen der gegenwärtigen Stimmabstinenz in der Schweiz. Zurich (miméo).

Schmitter P.C. (1977): Interest Intermediation and Regime Gouvernability in Contemporary Western Europe. Conférence présentée à la conférence CSRC sur "Interest Politics", Madrid, 16.-18.5.1977 (miméo).

Sidjanski D. et al. (1975): Les Suisses et la politique. Lang, Berne.

Soziologisches Institut der Universität Zürich (1977): Almanach der Schweiz. Lang, Berne.

A T E L I E R

TRANSPORTS ET LOISIRS EN SUISSE

Einleitung: soziologische Beiträge zur schweizerischen Gesamtverkehrskonzeption	*J. Oetterli*
Eine Zeit-Budget-Studie als Grundlage der Verkehrsplanung	*M. Rothenbühler*
Structure sociale et système des loisirs	*C. Lalive d'Epinay, E. Christe, M. Bassand*
Bevölkerungsbefragung zur Ermittlung von Präferenzen im Verkehrsbereich	*H.R. Moning*
Verkehrsbedingter Wandel von Gemeinden und die Auswirkungen auf ihre Bewohner	*H.P. Meier, W. Meyer, R. Müller*

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse Sociol., No 3/78, Seiten 97-122

EINLEITUNG:
SOZIOLOGISCHE BEITRÄGE ZUR SCHWEIZERISCHEN GESAMTVERKEHRSKONZEPTION

Jörg Oetterli

ZUSAMMENFASSUNG

In unserem Lande bildete das Verkehrsgeschehen bisher kaum Gegenstand ernsthafter soziologischer Forschungsinteressen. Die konventionelle Verkehrsplanung war praktisch eine reine Domäne der Ingenieure; die Verkehrspolitik beschränkte sich in den letzten 20 Jahren auf die Anpassung des Strassennetzes an die im Zuge der rasanten Motorisierung entstehenden Verkehrsbedürfnisse.

Die akuten Verkehrsprobleme der städtischen Ballungsräume, die steigenden Defizite der öffentlichen Verkehrsunternehmungen, die wachsende Besorgnis über die Belastung der Umwelt durch Abgase und Lärm sowie die Einsicht in die Notwendigkeit einer bewussteren Zukunftsplanung insgesamt führten auch im Verkehrsbereich zur Forderung einer umfassenderen Planung. Der Auftrag dazu wurde 1972 vom Schweizerischen Bundesrat einer Expertenkommission - der Eidgen. Kommission für die Schweizerische Gesamtverkehrskonzeption (GVK-CH) - übertragen. Im Rahmen dieser Arbeiten wurde erstmals in der Schweiz ein grösseres verkehrssoziologisches Forschungsprogramm verwirklicht. Ziel der vorliegenden Sondernummer ist es, einen Ueberblick über diese durchgeführten Studien, die verwendeten theoretischen Ansätze, das methodische Vorgehen sowie einige wichtige Ergebnisse zu vermitteln. Dadurch soll neben dem Informationsaustausch vor allem auch die fachinterne Diskussion über einen bisher wenig entwickelten Bereich soziologischer Arbeit angeregt und Möglichkeiten für eine praxisbezogene interdisziplinäre Zusammenarbeit aufgezeigt werden.

RESUME

Dans notre pays, les transports n'ont guère fait l'objet jusqu'ici d'une recherche sociologique approfondie. La planification conventionnelle dans ce domaine a toujours constitué une chasse gardée des ingénieurs. Ces vingt dernières années, la politique des transports s'est limitée à adapter le réseau routier aux besoins d'une motorisation pléthorique.

Les problèmes de trafic des agglomérations urbaines, les déficits croissants des transports publics, la constatation des atteintes dues aux gaz d'échappement et au bruit et enfin le besoin de préparer l'avenir ont fait apparaître la nécessité d'une planification plus globale. En 1972, le Conseil fédéral confiait à une commission fédérale d'experts - la Commission de la conception globale suisse des transports (CGST) - un mandat à cet effet. Ces travaux ont motivé le premier programme de recherche helvétique d'une certaine importance en sociologie des transports. Le présent dossier spécial veut donner un aperçu des études entreprises, des schémas auxquels on s'est référé, de la méthodologie et des principaux résultats obtenus. Outre l'information, il vise surtout à alimenter le débat sur un secteur de la sociologie peu développé jusqu'ici et à illustrer quelques possibilités de collaboration interdisciplinaire.

* * *

1. DIE ZWEI ENTWICKLUNGSPHASEN "VERKEHRSSOZIOLOGISCHER" BEITRÄGE IM DEUTSCHSPRACHIGEN RAUM (1)

Seit rund 15 Jahren gibt es im deutschen Sprachbereich in zunehmendem Masse Analysen des Verkehrsgeschehens, die den Anspruch erheben, auch eine soziologische Optik miteinzubeziehen. Die Autoren dieser Studien sind sowohl Ingenieure oder Mitarbeiter technischer Hochschulen als auch kommerziell arbeitende Institute, Geographen, Oekonomen sowie Soziologen, Sozialpsychologen und Politologen. Von ganz wenigen Ausnahmen abgesehen handelt es sich bei diesen Beiträgen um theoretisch orientierte Betrachtungen zu einzelnen soziologischen und sozialpsychologischen Fragen des Verkehrs (sie existieren meist in Form von Vorträgen und Aufsätzen) oder um Berichte über empirische Einzelforschungen als Ergebnisse punktueller Forschungsaufträge aus dem Bereich des städtischen und regionalen Verkehrs. Umfassendere, insbesondere auch makrosoziologische Ansätze, wie sie in dieser Sondernummer am Beispiel einiger neuerer Untersuchungen in der Schweiz dargestellt werden, sind kaum anzutreffen.

In grober Vereinfachung lassen sich die bisherigen soziologischen Arbeiten im Verkehrsbereich nach zwei zeitlichen Hauptphasen gruppieren (2):

Eine erste Phase umfasst den Zeitraum 1960-70. Es sind vor allem Ingenieure sowie kommerzielle Markt- und Meinungs-

forschungsinstitute, welche gesellschaftliche Fragen des Verkehrs aufgreifen. Durch die örtliche Trennung der verschiedenen Lebensbereiche (Wohnen, Arbeiten, Einkaufen, Erholen) entstanden neue Formen des Verkehrsaufkommens. Diese Entwicklungstendenzen versuchte man zunächst mit den gängigen Kategorien der Sozialstatistik, der Demographie und der Geographie zu beschreiben, ohne näher nach den dahinter stehenden gesellschaftlichen Verursachungsfaktoren zu fragen. Man wurde sich aber relativ schnell bewusst, dass eine blosse Beschreibung mit den herkömmlichen statistischen Methoden nicht ausreicht, um die - vor allem im Zuge des wachsenden Motorisierungsgrades der Bevölkerung - sich in allen sozialen Schichten verändernden Verkehrsbedürfnisse zu erklären oder gar zu prognostizieren. Um diese Zusammenhänge besser in den Griff zu bekommen, kam allmählich der Wunsch nach vermehrtem Einsatz der empirischen Erhebungsmethoden der Soziologie auf.

Die eigentliche Verwendung der soziologischen Theorien ist in dieser ersten Phase allerdings kaum zu beobachten. Vielmehr war man der Auffassung, dass die zunächst zur Beschreibung der Verkehrssituation herangezogenen demographischen und soziographischen Grössen (wie z.B. Alter, Geschlecht, Beruf, Zivilstand) eigentliche soziologische Variablen darstellen, mit deren Hilfe sich auch die hinter dem Verkehrsverhalten verborgenen gesellschaftlichen Zusammenhänge direkt erklären lassen.

In methodischer Hinsicht gingen in dieser ersten Phase sicher von den ökonometrischen und ingenieurwissenschaftlichen Modellen die fruchtbarsten Anregungen für den Soziologen aus - auch wenn sich dabei vielfach eine heftige Kritik an diesen Modellen entwickelte. Auf einzelne Aspekte dieser Kritik wird im folgenden Abschnitt noch näher hingewiesen.

Hauptziel der soziologischen Arbeiten der ersten Phase war somit vor allem die praxisorientierte Informationsgewinnung. Dadurch mag auch begründet sein, dass das eingesetzte Auswertungsinstrumentarium in der Regel nicht sehr anspruchsvoll war - also insbesondere keine vertieften, statistischen Analyseverfahren des erhobenen Datenmaterials einschloss.

Die zweite Phase verkehrssoziologischer Forschung begann erst etwa seit 1970, und mit ihr wird allmählich ein echter Beizug der Soziologie und ihrer unmittelbaren Nachbarwissenschaften sichtbar. So wird vermehrt Gewicht auf die Anwendung sozialwissenschaftlicher Theorie und Methodik gelegt. Obwohl die Ergebnisse dieser neueren Studien noch nicht voll überblickt werden können, zeichnet sich jedoch schon jetzt ab, dass einerseits eigenständige, in

grössere theoretische Zusammenhänge integrierte verkehrssoziologische Kategorien im Entstehen begriffen sind und andererseits anspruchsvollere statistisch-mathematische Auswertungsverfahren empirischer Untersuchungen eingesetzt werden.

Diese zweite Phase führt nicht nur zur Verwendung besser geeigneter deskriptiver sozialstatistischer Daten, sondern immer stärker werden auch Einstellungen und Erwartungen der Bevölkerung erfasst sowie die gesellschaftlichen Folgen analysiert, die sich aus der sozialen und geographischen Mobilität ergeben. Im Gegensatz zur früheren empirischen Einzelforschung wird ein höheres Komplexitätsniveau der Analyse angestrebt. Dabei wird insbesondere bei der Abgrenzung der Forschungsprobleme klarer zwischen der analytischen Mikro- und Makroebene unterschieden und die entsprechenden soziologischen und sozialpsychologischen Theorien auf den Verkehrsbereich angewendet (so z.B. die Status- und Rollentheorie auf der Mikroebene des Verhaltens sozialer Gruppen und Individuen oder die Theorien des sozialen Wandels auf der übergeordneten Makroebene der gesamtgesellschaftlichen Zusammenhänge). Verwendet werden vorwiegend funktionalistische und/oder systemanalytische Ansätze. Vereinzelt stehen ihnen auf der Makroebene politökonomische Arbeiten aus der marxistischen Perspektive gegenüber (3).

Trotz dieser neueren Tendenzen kann man allerdings auch heute noch nicht vom Vorhandensein einer eigentlichen Spezialdisziplin "Verkehrssoziologie" sprechen. So stehen weder das soziologische Erkenntnisobjekt "Verkehr" oder die wissenschaftliche Begriffsbildung noch theoretische Konzepte oder eine spezifische verkehrssoziologische Methodik im Augenblick in gefestigter Form zur Verfügung. Damit sei jedoch nicht gesagt, dass der heutige verkehrssoziologische Erkenntnisstand unbrauchbar ist. Diese Feststellungen sollen vielmehr auf die notwendige Vorsicht bei der Interpretation und Verwendung der vorliegenden verkehrssoziologischen Ergebnisse hinweisen; sie soll aber auch Verständnis dafür wecken, vermehrt Forschungsmittel zur allmählichen Verbesserung dieser Ansätze aufzuwenden.

2. DIE BEZIEHUNGEN ZWISCHEN SOZIOLOGIE UND KONVENTIONELLER VERKEHRSPLANUNG

Wie im vorangehenden Abschnitt skizziert wurde, vermag die soziologische Optik im Verkehrsbereich im Vergleich zu anderen Forschungsgebieten der Soziologie nur sehr zögernd Fuss zu fassen. Diese bisher feststellbare Verkennung der sozialwissenschaftlichen Aspekte beim Ausbau des Verkehrssystems hängt eng mit den strukturellen Bedingungen "konventioneller Verkehrsplanung" zusammen.

Der Begriff "konventionelle Verkehrsplanung" soll hier nicht als polemisches Schimpfwort verstanden werden, dem der Segen "soziologischer Erleuchtung" gegenübersteht. Es geht vielmehr um den Hinweis auf einige charakteristische Merkmale und Entwicklungsphasen eines Planungsbereichs, der erst allmählich die Metamorphose von einem einseitig technischen zu einem interdisziplinären Fachbereich vollzieht. Damit beginnt sich auch bei den Spezialisten der Verkehrsplanung die Erkenntnis durchzusetzen, dass die Zusammenhänge im Verkehrssystem in der Wirklichkeit sehr komplex sind und sich nicht auf rein technische Dimensionen reduzieren lassen. Dabei geht es nicht nur um den Einbezug sozialwissenschaftlicher Gesichtspunkte, sondern ebenso um die Verknüpfung der Verkehrsprobleme mit Disziplinen wie: Oekonomie, Biologie, Sozial- und Präventivmedizin, Oekologie, Raumplanung etc.

Die klassische Domäne der Verkehrsplanung ist die Verkehrswegeplanung - im engsten Sinne als die technische Projektierung von Verkehrswegen. In ihrer konventionellsten Form erfolgt sie zudem getrennt für die einzelnen Verkehrsträger und damit auch ohne gegenseitige Abstimmung der Leistungsmöglichkeiten der verschiedenen Verkehrsmittel. In den letzten 25 Jahren stand der Strassenbau im Zentrum dieser Planungsbemühungen.

Damit verbunden ist ein weiteres Merkmal konventioneller Planung, nämlich die Verkehrsplanung als isolierte Sachplanung. Die Verkehrsprobleme werden dabei aus ihrer Verflechtung mit den übrigen Teilsystemen der räumlichen und gesellschaftlichen Umwelt herausgelöst und nach Kriterien beurteilt, welche nicht - oder zumindest nicht im wünschbaren Mass - von den übergeordneten raumplanerischen sowie wirtschafts- und gesellschaftspolitischen Zielsetzungen bestimmt sind. Dies widerspricht der Forderung nach der "dienenden Funktion" des Verkehrs und enthält die potentielle Gefahr zu einer Verplanung des Verkehrs als "Selbstzweck". Wolf Linder (4) spricht in diesem Zusammenhang von einäugigen Lösungen nach der Devise: "noch mehr Verkehr" oder "anderer Verkehr" ohne Bezug zu den fundamentalen Funktionen des Verkehrssystems in einer modernen Gesellschaft.

Isolierte Sachplanung ist meist eng verknüpft mit den Mängeln einer reinen "Status-quo-Planung". Diese äussert sich im wesentlichen darin, dass der Verkehr nur in seiner quantitativen Ausprägung gesehen und die Möglichkeit des qualitativen Wandels wirtschaftlicher, gesellschaftlicher oder politischer Strukturen ausgeklammert wird. Status-quo-Planung, welche wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Wandel nicht einbezieht und den bisherigen Zustand einfach in die Zukunft extrapoliert, läuft die Gefahr, an

den Symptomen und nicht an den Ursachen der bestehenden Verkehrsprobleme anzusetzen. Das Verkehrsvolumen vergrössert sich nicht einfach proportional zum Wirtschaftswachstum. Parallel dazu verändert sich der gesamte Lebensstil breiter Gruppen, und damit vollziehen sich auch ständige qualitative Veränderungen der Verkehrsbedürfnisse und des individuellen Mobilitätsspielraumes. Status-quo-Planung legt also das Schwergewicht einseitig auf den quantitativen Umfang der Verkehrsbeziehungen und vernachlässigt die psychologisch und soziologisch erklärbaren Hintergründe des Verkehrsverhaltens sowie die politischen und finanziellen Bedingungen der Verkehrsplanung.

Status-quo-Planung ist deshalb weitgehend eine bloss reaktive Planung, d.h. eine Anpassung der Angebotskapazitäten an einen bestehenden Nachfragedruck. Die Möglichkeiten und Notwendigkeiten eines Einsatzes der Verkehrsplanung als Steuerungsinstrument der regionalen Entwicklung werden nicht ausgeschöpft. Reaktive Planung löst vielmehr kummulative Effekte aus, indem der Entwicklungsdruck einzelner Regionen durch Verkehrsinvestitionen weiter vergrössert und der Entwicklungsunterschied zu den weniger entwickelten und damit auch verkehrsmässig schlechter erschlossenen Regionen verschärft wird.

Ein wesentlicher Schritt in der Systematisierung der Verkehrsplanung und somit auch in der Zusammenarbeit mit den Sozialwissenschaften war die Entwicklung von Simulationsmodellen. Diese sogenannten Gravitationsmodelle - wie man sie analog zu den auf dem Gravitationsgesetz von Newton beruhenden physikalischen Modellen nennt - gehen von der Grundhypothese aus, dass für Verteilungsprozesse im Raum eine inverse Beziehung zwischen der Anzahl der Austauschbeziehungen zwischen zwei geographischen Standorten und ihrer Entfernung besteht (5). In ihrer konventionellen Form stellen die Gravitationsformeln mit anderen Worten einen quasi naturgesetzlichen Zusammenhang zwischen den Bevölkerungs- bzw. Arbeitsplatzzahlen der Ausgangs- und Endpunkte von Verkehrsbeziehungen sowie der Distanz zwischen diesen Punkten einerseits und der Stärke des Verkehrsaufkommens andererseits her.

Gegenüber den verschiedenen Modellansätzen dieser Art ergeben sich aus soziologischer Sicht zwei grundsätzliche Schwierigkeiten: Das erste Problem ist wissenschaftstheoretischer Art, da der Rückgriff auf naturwissenschaftliche Gesetzmässigkeiten zur Erklärung sozialer Verhaltensweisen in der modernen Soziologie bekanntlich stark umstritten ist.

Das zweite Problem bezieht sich auf die prognostische Tauglichkeit dieser zunächst rein beschreibenden Modellansätze.

Der eigentliche Zweck von Simulationsmodellen ist ja nicht die blosse Reproduktion der bestehenden Verhältnisse, sondern die Simulation der Verkehrsabläufe unter veränderten Bedingungen, insbesondere auch für einen künftigen Planungszustand. Die Verkehrsplanung erfordert aufgrund der hohen Investitionen besonders langfristige Prognosen. Daraus ergibt sich die weitere Anforderung, dass räumlich und zeitlich unterschiedliche Entwicklungen der verkehrsverursachenden Einflussgrössen durch das Modell möglichst realistisch zu berücksichtigen sind. Selbstverständlich bildet ein Modell immer eine Vereinfachung der komplexen Wirklichkeit; sie erfolgt durch eine Reduktion der bestehenden Zusammenhänge auf wenige, aber relevante Parameter. Somit stellt sich bei der Benützung von Verkehrsmodellen die zentrale Frage, wie weit die üblicherweise verwendeten Variablen (Einwohner, Arbeitsplätze, Distanz) als zuverlässige Indikatoren für die Erfassung der mit dem Verkehrsaufkommen verbundenen sozialen "Gesetzmässigkeiten" angesehen werden können.

Die demographische und soziologische Zusammensetzung der Verkehrsbenützer wird stark durch qualitative Merkmale bestimmt, die sich - wenn überhaupt - nur indirekt als quantitative Grössen in mathematisch formulierte Modelle einführen lassen. Zu einer besseren Erklärung des Verkehrsverhaltens sollten diese qualitativen Merkmale aber berücksichtigt werden. Erst durch den Einbezug schichtspezifischer Parameterwerte in die Modellansätze lässt sich darstellen, welche Unterschiede im Verkehrsverhalten verschiedener sozialer Gruppen bestehen, und erst auf der Basis dieser Ergebnisse lässt sich auch analysieren, warum diese Unterschiede bestehen.

Bei den in der Verkehrsplanung bisher üblichen Modellen kommen diese Verhaltensmerkmale in den Exponenten der Gravitationsformel, d.h. der sog. "Widerstandsfunktion" zum Ausdruck. Solange eingehende soziologische Untersuchungen fehlen, welche eine zuverlässige Festlegung dieser Exponenten gestatten, besteht beim Kalibrationsverfahren (sog. "Eichung der Modelle") die grosse Gefahr einer unzulässigen Ex-post-Manipulation der verwendeten Funktionen; sie liegt darin, dass die Modellansätze nachträglich so lange verändert werden, bis die Simulationsergebnisse mit der in der Wirklichkeit an einzelnen Testfällen gemessenen Werten übereinstimmen. Die kritische Auseinandersetzung mit dem Modell-Input kann dadurch blockiert werden und zu einer eigentlichen Immunisierung des Modells gegenüber den effektiven Zusammenhängen in der Wirklichkeit führen (6).

Dieser Mangel konventioneller Verkehrsmodelle macht ihren prognostischen Wert fragwürdig. Die Kalibrationsmanipula-

tionen ermöglichen zwar durchaus eine befriedigende Simulation des bestehenden quantitativen Verkehrsaufkommens. Wenn aber die qualitativen Zusammenhänge zwischen den massgebenden Einflussfaktoren der Verkehrsnachfrage in die Modelle nicht eingebaut sind, lassen sich die Auswirkungen einer Veränderung dieser Grössen im Hinblick auf einen künftigen Planungszustand auch nicht berechnen. Aus diesem Grunde beruhen die Prognosen der konventionellen Verkehrsplanung faktisch auf der Annahme, dass sich die qualitative Struktur der verwendeten Parameter im Zeitablauf nicht verändere.

Die in neuerer Zeit erfolgte Entwicklung dynamischer Modelle versucht diesen Mangel zu beheben. Dazu wird nicht zuletzt die enge Mitarbeit der Sozialwissenschaften erforderlich sein. Die Schwierigkeiten liegen allerdings in der praktischen Anwendbarkeit dieser äusserst komplexen Modellansätze. Aus diesem Grunde befinden sich diese Arbeiten noch weitgehend im Stadium theoretischer Ueberlegungen und haben sich bisher kaum auf die verkehrsplanerische Praxis ausgewirkt.

3. DIE SOZIOLOGISCHEN ARBEITEN IM RAHMEN DER SCHWEIZERISCHEN GESAMTVERKEHRSKONZEPTION (GVK-CH)

In den Jahren 1972-77 hat eine eidgenössische Expertenkommission im Auftrag des Bundesrates eine nationale Gesamtverkehrskonzeption erarbeitet. Sie soll die Grundlage für eine Neuorientierung der Verkehrspolitik in der Schweiz liefern. Die Ergebnisse und Vorschläge dieser Kommission, deren Schlussbericht kürzlich veröffentlicht wurde, stehen hier nicht zur Diskussion (7). Von Interesse ist jedoch, dass im Rahmen dieses Planungsvorhabens auch verkehrssoziologische Studien durchgeführt werden konnten, die zu den bisher wohl umfassendsten Arbeiten dieser Art im deutschsprachigen Raum zählen dürften. Eine nähere Information darüber im Rahmen dieser Zeitschrift scheint uns in verschiedener Hinsicht gerechtfertigt:

- Es war unseres Wissens das erste Mal, dass innerhalb der Bundesverwaltung ein nationales Planungsprojekt interdisziplinär erarbeitet und dabei den sozialwissenschaftlichen Belangen ein ähnliches Gewicht wie den übrigen Disziplinen eingeräumt wurde.

- Durch die relativ günstigen Bedingungen für die soziologischen Arbeiten lassen sich am Beispiel der Gesamtverkehrskonzeption interessante Erkenntnisse für die Theorie-Praxis-Diskussion gewinnen. Dies gilt insbesondere für die Fragen der Umsetzbarkeit soziologischer Ergebnisse in ein konkretes Planungsprojekt bzw. allgemeiner für

für die "Brauchbarkeit" der Soziologie als Entscheidungsgrundlage der Verwaltung.

- Die Ergebnisse der soziologischen Studien der GVK-CH sind über den engeren Bereich "Verkehr" hinaus von Interesse. Sie beinhalten zumindest zum Teil allgemeine Grundlageninformationen über unsere Gesellschaft und helfen damit eine Lücke schliessen. Deshalb sollen sie auch einem breiteren Benützerkreis zugänglich gemacht werden (8).

Die folgende Darstellung 1 vermittelt eine Gesamtübersicht über die im Rahmen der GVK-CH zwischen 1973 und 1977 durchgeführten soziologischen Untersuchungen. Das Fehlen einer brauchbaren "verkehrssoziologischen Theorie" machte sich bereits bei der Konzeption des Forschungsprogramms bemerkbar. Wie weit die nun vorliegenden Ergebnisse einen Beitrag zur allmählichen Verfestigung eines theoretischen Ansatzes zu leisten vermögen, wird sich noch weisen müssen. Dies wird auf jeden Fall nur im Sinne eines "Feed-back-Prozesses" erfolgen können, hängt also weitgehend davon ab, wie weit die Träger der soziologischen Forschung in unser unserem Lande bereit sind, die nun initialisierten ersten Schritte weiterzuentwickeln.

4. DER VERWENDETE BEZUGSRAHMEN ZUR ABGRENZUNG DES FORSCHUNGSFELDES

Zum Verständnis für den Aufbau der verschiedenen durchgeführten Teilstudien mag ein kurzer Hinweis auf den verwendeten Bezugsrahmen dienen, der von grundsätzlichen Ueberlegungen zum Verhältnis zwischen Gesellschaft und Verkehrssystem ausgeht (9).

Allgemein wird das Transportsystem zunächst als technologisches Element aufgefasst. Als solches beeinflusst es gesellschaftliche Strukturen und soziale Handlungsabläufe, wird jedoch seinerseits durch die bestehenden gesellschaftlichen Bedingungen geprägt. Es besteht also ein dauerndes und dynamisches Wechselverhältnis zwischen den technischen Dimensionen des Verkehrs und den gesellschaftlichen Teilbereichen (Arbeits-, Wohn-, Freizeitbereich etc.). Diesem Wechselverhältnis kommt in der Verkehrsplanung durch den Einbezug des sozialen Wandels eine besondere Bedeutung zu. Das Verkehrssystem beeinflusst soziale Wandlungsprozesse, wird aber selbst durch die Einwirkungsfaktoren der gesellschaftlichen Entwicklung quantitativ und qualitativ verändert.

DARST. 1 SOZIOLOGISCHE UNTERSUCHUNGEN IM RAHMEN DER GVK-CH

A

Verkehrsverhalten und Verkehrsbedürfnisse

Quantitative Mobilitätsdaten
Einflussfaktoren des Verkehrsaufkommens, der Fahrtdauer und Fahrtdistanz sowie der Verkehrsmittelwahl, geografisch und nach sozioökonomischen und ökologischen Merkmalen differenziert
Ermittlung spezifischer Verkehrsbedürfnisse einzelner sozialer Gruppen
Schliessen bestehender Datenlücken und Kontrolle der Genauigkeit vorhandener Daten

1 Analyse des Pendler- und Schülerverkehrs

2 Analyse des Einkaufsverkehrs (inklusive Dienstleistungen)

3 4 5 Analyse des Freizeit- und Ferienverkehrs
- Werktag
- Wochenende
- Ferien

6 Analyse des Geschäftsreiseverkehrs

7 Prognose von wichtigen Einflussfaktoren der Verkehrsnachfrage

Arbeitsunterlage 15, Pendlermobilität Stichprobe VZ 1970 30'000 Haushalte, 90'000 Pers.

Auftrag 44, Loisirs et mobilité spatiale, Département de Sociologie Université de Genève, M. Bassand, Ch. Lalive d'Epinay, 200 unstrukturierte Interviews und gesamtschweizerische repräsentative Befragung (1066 Interviews), Analyse der Haushaltbudgets(BIGA-Daten)

Auftrag 58, Pilotstudie über den interregionalen Geschäftsreiseverkehr, SCOPE AG Luzern, Befragung in 50 Betrieben

Auftrag 81, Regionalisierte Prognose der Entwicklung von Bevölkerung, Arbeitsplätzen und Volkseinkommen(SGZZ, H.C. Graf, St. Gallen)

Auftrag 46, Gesamtschweizerische repräsentative Haushaltbefragung über den Werktagsverkehr, SCOPE AG, Luzern, 2100 Haushalte, 5200 Tagesabläufe (Zeitbudgets), 7000 Bewegungen oder Fahrten

Auftrag 8, Der Wochenendausflugsverkehr in der Schweiz(H.P. Schmidhauser HSG St.Gallen) 2000 Interviews

Auftrag 61, Fallstudien über den Ausflugsverkehr am Ferienort(H.P. Schmidhauser HSG St.Gallen) 11 typische Ferienorte, 5100 Fragebogen

Auftrag 102, Regionalisierte Prognose der Entwicklung der Haushaltgrössen und Altersstruktur (Güller, Zürich)

Aufträge 59 und 94, Statistische Analyse der Ergebnisse der Haushaltbefragung, Entwicklung von Prognosegleichungen Wirtschafts-Mathematik AG, Zürich

Arbeitsunterlage 25 Der Freizeit- und Ferienverkehr in der Schweiz, Uebersicht und Schlussfolgerungen

B

Verkehrsrelevante Zielvorstellungen und Erwartungen der Bevölkerung

Problemerfassung und Zielfindung. Ermittlung der bestehenden verkehrsrelevanten Präferenzen und Erwartungen verschiedener Bevölkerungsgruppen, Zielkonflikte, Wandlungstendenzen, Zusammenhang mit anderen Wertbereichen, Widersprüche zwischen Attitüden und tatsächlichem Verhalten

C

Gesellschaftliche Auswirkungen des Verkehrssystems

Auswirkungen von Veränderungen des Verkehrssystems auf verschiedene Regionen und Bevölkerungsgruppen, auf regionalwirtschaftliche, sozio-kulturelle und soziopsychische Strukturen

D

Realisierbarkeit alternativer Verkehrskonzepte

Hinweise auf bestehenden verkehrspolitischen Innovationsspielraum. Aufzeigen des vorhandenen Konfliktpotentials

8

Entwicklung eines Zielsystems inklusive Indikatoren

9

Bewertung des Zielsystems durch die Kommissionsmitglieder (2x) und durch die Bevölkerung

10

Analyse der Auswirkungen auf interregionaler Ebene

11

Analyse der Auswirkungen auf intraregionaler/interkommunaler Ebene

12

Analyse der Auswirkungen auf intrakommunaler Ebene (sozialer Mikrobereich)

13

Analyse der Divergenzen zwischen den Präferenzprofilen einzelner Bevölkerungsgruppen und der Gruppen innerhalb der Kommission sowie zwischen Bevölkerung und Kommission

---

Arbeitsunterlage 16 Operationales Ziel- u. Mess-System

Auftrag 93 BNM Planconsult Basel (Dr.P.Iblher) Untersuchungen zum Zielsystem

Arbeitsunterlage 17 Zielpräferenzen (1. Kommissionsbefragung, 52 Interviews)

Auftrag 103 Repräsentative Bevölkerungsbefragung (1000 Interviews) Explora AG Zürich

2.Kommissionsbefragung 50 Interviews

Auftrag 72, Analyse der regionalwirtschaftlichen und gesellschaftlichen Auswirkungen des Verkehrssystems, Soziologisches Institut der Universität Zürich (P. Heintz, H.P. Meier, R. Müller et al.)

Teil A: Sekundärstat. gesamtschweizerische Analyse 1950-1970 Regionen und Gemeinden

Teil B: Regioneneinzelfallstudien, 3 Regionen, Befragung von Unternehmern über Motive der Standortwahl (700 Fragebogen)

Teil C: Gesellschaftliche und psychosoziale Auswirkungen auf Gemeindeebene, 6 Gemeinden in 3 typischen Regionen; vergleichende Fallstudie, 1000 Interviews (Publitest AG Zürich) Inhaltsanalyse von Schulaufsätzen

Auftrag 11, Politikwissenschaft und Verkehr, Literaturübersicht A.J. Gebert, Bern

Auftrag 103 Explora AG Zürich/Systems Consult Bern, Ermittlung von Präferenztypen (Einsatz der Cluster-Analyse)

Die wohl vorrangigste gesellschaftliche Funktion des Verkehrssystems ist die Gewährleistung der Erreichbarkeit zwischen den geographisch getrennten gesellschaftlichen Aktivitätsbereichen. In seiner technischen Ausgestaltung bildet damit das Verkehrssystem eine notwendige Voraussetzung der für die moderne Gesellschaft charakteristischen Arbeitsteilung. Die vielfältigen Formen der Zusammenarbeit zwischen sozialen Gruppen, Unternehmungen, Gemeinden, Regionen oder Nationen sind ohne die entsprechende Entwicklung von Transportsystemen nicht denkbar.

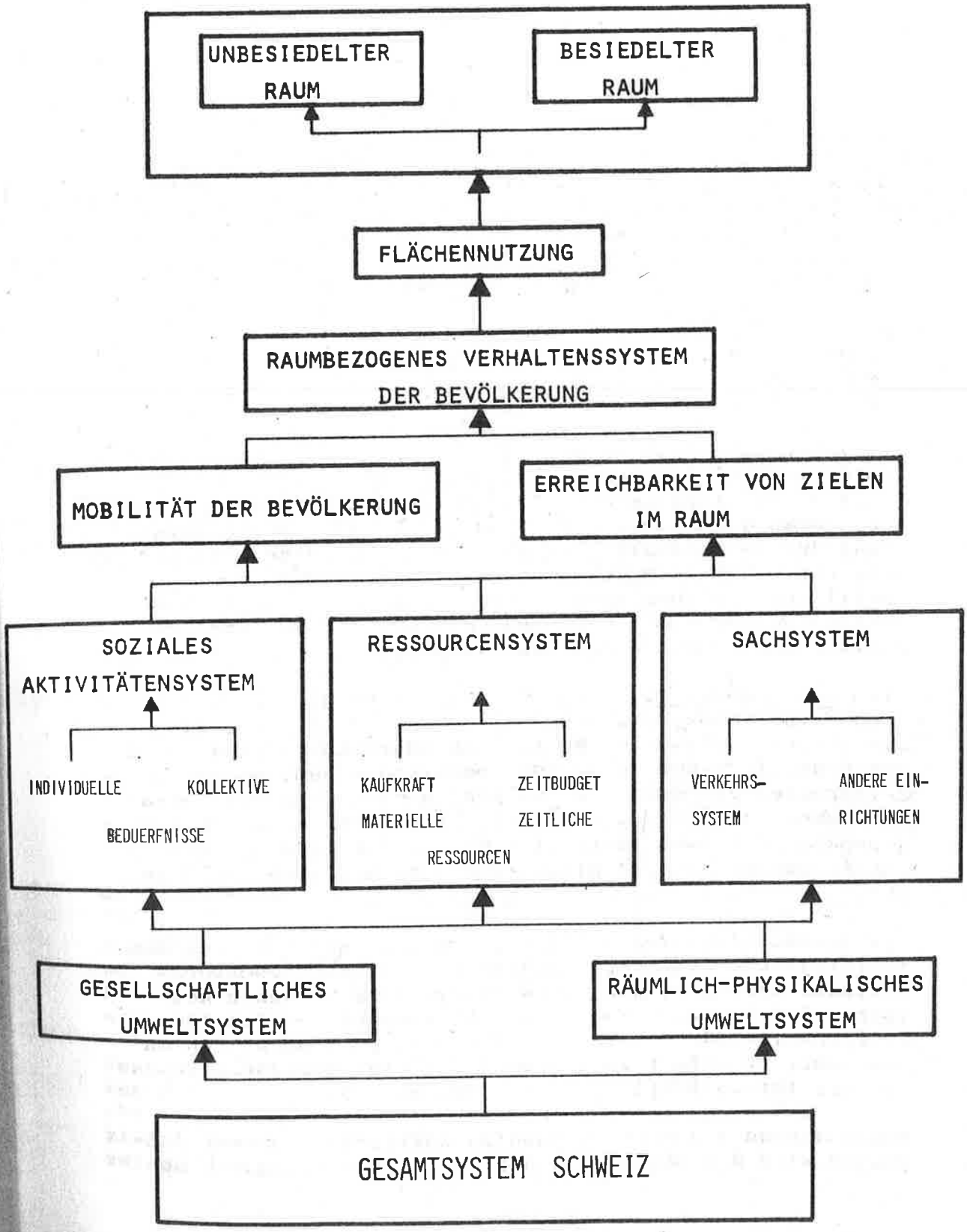
Die Ueberwindung geographischer Distanzen stellt eine Grundlage für die Ueberwindung sozialer Distanzen dar. Dazu gehört sowohl der Zugang zu attraktiven städtischen Zentren, zu Einkaufs- und Konsummöglichkeiten oder zu Arbeits- und Ausbildungsplätzen, als auch der Abbau der sozialen Barrieren zwischen sozialen Gruppen, Regionen oder Ländern. Erst dadurch wird der Austausch materieller und immaterieller Güter ermöglicht. Dem verkehrsplanerischen Begriff der Erreichbarkeit von räumlichen Zielen entspricht auf der gesellschaftlichen Ebene der Begriff der sozialen Mobilität der Bevölkerung.

Das Transportsystem ist jedoch nicht nur Voraussetzung für den Austausch von Gütern und Dienstleistungen, von kulturellen Werten, von Informationen etc. zwischen gesellschaftlichen Gruppen, sondern es prägt auch die Form der bebauten Umwelt. So ergibt sich ein klarer Zusammenhang zwischen dem in einer Gesellschaft vorherrschenden Transportsystem und der Struktur der Städte sowie der regionalen und interregionalen Siedlungsstrukturen.

Die Abgrenzung der Fragestellung und Problemebenen der Verkehrssoziologie kann analog zu dem in der Planung heute üblichen systemanalytischen Vorgehen erfolgen. Dieser Ansatz geht von der Annahme aus, dass sich das "Gesamtsystem Schweiz" in eine hierarchische Struktur von Unter- oder Teilsystemen aufgliedern lässt, die alle direkt oder indirekt miteinander verbunden sind und sich somit wechselseitig beeinflussen. Das Verkehrssystem stellt ebenfalls ein solches Teilsystem dar. Es wird wesentlich bestimmt durch die ihm übergeordneten Teilsysteme der sozialen oder gesellschaftlichen Umwelt einerseits und der räumlich-physikalischen Umwelt andererseits. Darstellung 2 skizziert die Verknüpfungen dieser systemanalytischen Zusammenhänge (10).

Die Elemente des gesellschaftlichen Umweltsystems sind die in den verschiedenen gesellschaftlichen Aktivitätsbereichen und Institutionen miteinander verflochtenen Individuen und sozialen Gruppierungen. Die Art ihrer sozialen Verknüpfung bestimmt auf der Makroebene die gesamtgesell-

DARST. 2 SYSTEMANALYTISCHER ZUSAMMENHANG



schaftlichen Strukturen, auf der Mikroebene die Zusammensetzung der einzelnen sozialen Gruppen sowie die Verhaltensweisen ihrer Mitglieder.

Die Elemente des räumlich-physikalischen Umweltsystems sind die physikalischen Objekte (Häuser, Fabriken, Landschaften, Verkehrsanlagen etc.) sowie ihre geographische Verteilung (d.h. ihre metrische Struktur).

Die Dimensionen des Verkehrssystems, seine Bedeutung und seine Auswirkungen werden durch die Bedingungen dieser beiden übergeordneten Umweltsysteme bestimmt. In seiner technischen Ausgestaltung (Verkehrsanlagen) bildet das Transportsystem Bestandteil der räumlich-physikalischen Umwelt. Die bestehenden gesellschaftlichen Bedingungen und vor allem die geographische Verteilung der menschlichen Aktivitätsbereiche bestimmen Art und Umfang der Mobilitätsbedürfnisse der verschiedenen sozialen Gruppen sowie deren Erwartungen an das Verkehrssystem insgesamt. Sie werden als Gestaltungsfaktoren der sozialen Umwelt für das Transportsystem wirksam.

Das Verkehrsangebot in Form der öffentlichen und privaten Verkehrsmittel ist somit das Ergebnis objektiver und subjektiver Einflussfaktoren. Zu den objektiven Faktoren gehören etwa die materiellen Ressourcen, der Entwicklungsstand der Technologie oder die topographischen Bedingungen; als subjektive Faktoren gelten vor allem die in einer Gesellschaft vorherrschenden Erwartungen an das Transportsystem, welche sich unter anderem auch in der verkehrspolitischen Grundhaltung niederschlagen.

Die Verkehrsnachfrage ergibt sich als Folge der räumlichen Verhaltensweisen der Individuen und Gruppen, also aus Art und Umfang der Mobilitätsbedürfnisse. Diese sind das Ergebnis einer Reihe von demographischen, sozialen, kulturellen und ökonomischen Einflussfaktoren, wie etwa: Einkommen, Bildung, Lebensstil, Lebenszyklus, Geschlecht, gruppenspezifische Einstellungen und Verhaltensnormen, Beruf, Geschlecht, Wohnlage, Standort der Arbeitsplätze etc.

Mit diesen Hinweisen ist die Optik umrissen, von der die soziologische Betrachtungsweise des Verkehrsgeschehens ausgeht. Dabei ist das systemanalytische Vorgehen kein speziell den Sozialwissenschaften eigenes methodisches Verfahren, sondern wird auch von anderen Disziplinen angewendet. Es stellt in diesem Sinne eine geeignete Brücke für die interdisziplinäre Problemlösung dar.

Neben diesen allgemeinen gesellschaftlichen Rahmenbedingungen wird die Abgrenzung der verkehrssoziologisch be-

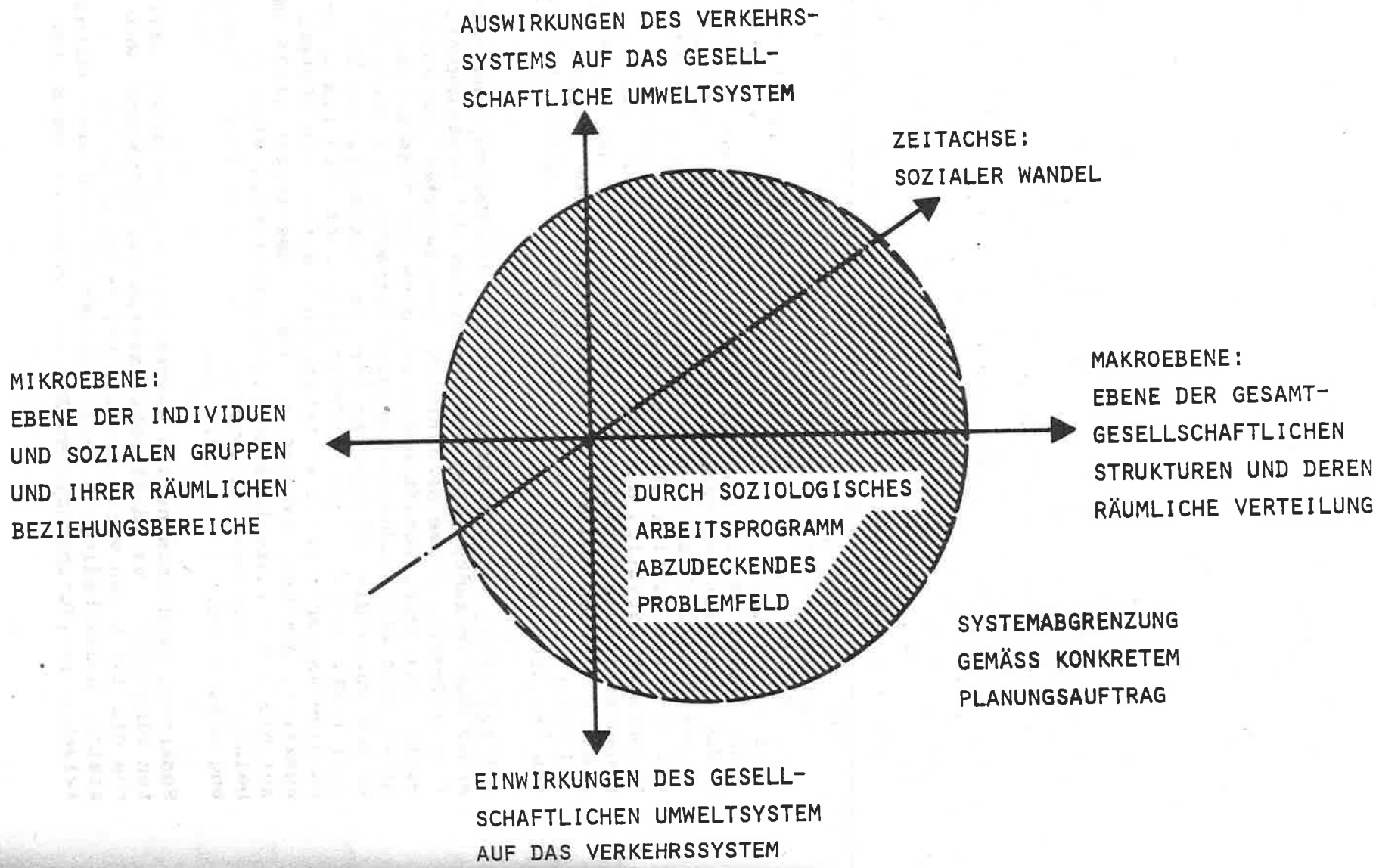
deutsamen Arbeits- und Forschungsschwerpunkte natürlich in starkem Masse durch die jeweils konkrete verkehrsplanerische Fragestellung (z.B. Planung einer nationalen Gesamtkonzeption oder Lösung eines lokalen Verkehrsproblems) bestimmt. Die folgende Darstellung 3 skizziert eine Möglichkeit zur Festlegung des durch die Verkehrssoziologie zu bearbeitenden Problemfeldes in Abhängigkeit von der jeweiligen verkehrsplanerischen Aufgabenstellung.

Die Dimensionen des vorhin umrissenen Bezugsrahmens werden zunächst auf zwei Hauptachsen aufgetragen. Die horizontale Achse enthält die analytische Unterscheidung in die gesellschaftliche Mikro- und Makroebene. Verkehrsprobleme können also in Beziehung gesetzt werden mit der Ebene der Individuen und sozialen Gruppen auf der einen Seite sowie mit der Ebene der gesamtgesellschaftlichen Strukturen und der räumlichen Verteilung dieser Strukturen auf der anderen Seite. Eine Verkehrsumleitung oder der Ausbau eines Strassenabschnittes führen etwa zu Reaktionen bei den unmittelbar betroffenen Gruppen, die sich in ihren Lebensbedingungen beeinträchtigt fühlen. Der Bau eines Nationalstrassenabschnittes hingegen kann Entwicklungsbedingungen für ganze Regionen verändern und entsprechende strukturelle Wandlungsprozesse auslösen. Die Lage auf der gleichen Achse deutet jedoch an, dass Mikro- und Makroebene nicht etwas qualitativ Verschiedenes sind; sie sind vielmehr unterschiedliche Betrachtungspunkte derselben Probleme und fliessen nahtlos ineinander über. So sind regionale Strukturen letztlich das Ergebnis individueller und gruppenspezifischer Verhaltensweisen, genau wie sich das soziale Verhalten und die Lebensbedingungen von Gruppen und Individuen auch aus den gesamtgesellschaftlichen Strukturen erklären lassen.

Die vertikale Achse bezieht sich auf die Verknüpfung zwischen dem Verkehrssystem und dem System der gesellschaftlichen Umwelt. Diese Wechselwirkungen zwischen Verkehrssystem und Gesellschaft bedeuten, dass das Transportsystem einerseits als abhängige Variable betrachtet werden kann, welche durch die Bedingungen der gesellschaftlichen Umwelt bestimmt wird, sich andererseits aber auch als unabhängige Variable auf die Strukturen des sozialen Systems auswirkt. Die Lage auf der gleichen Achse deutet wiederum auf die bloss analytisch mögliche Unterscheidung dieser beiden Betrachtungsrichtungen hin, da sie in Wirklichkeit eng miteinander verflochten sind.

Senkrecht zu diesen beiden Hauptachsen - also in der dritten Dimension - verläuft schliesslich die Zeitachse, welche die durch den wirtschaftlichen, technischen und sozialen Wandel bedingten Veränderungen im Wechselverhältnis zwischen dem Verkehrssystem und den verschiedenen Ebenen

DARST. 3 ABGRENZUNG DES VERKEHRSSOZIOLOGISCH RELEVANTEN PROBLEMFELDES



des sozialen Umweltsystems andeutet. Da Planung immer auf künftige Zeithorizonte ausgerichtet ist und damit Prognosen voraussetzt, kommt dieser Zeitachse auch für die verkehrssoziologischen Arbeiten eine besondere Bedeutung zu.

Auf Grund der "Systemabgrenzung" (d.h. auf Grund des Planungsauftrages) lässt sich nun auf diesem Achsenkreuz auch das durch die Soziologie zu bearbeitende Problemfeld definieren. Dieser Raster bildet natürlich nur ein grobes Hilfsmittel, mit dem sich die Schwerpunkte der Zusammenarbeit zwischen der Soziologie und den anderen Disziplinen der Verkehrsplanung konkretisieren lassen.

Geht man von den Hauptphasen des Planungsablaufs aus, wie er sich insbesondere bei der systemanalytischen Arbeitsmethode ergibt, so lassen sich - wiederum stark vereinfacht - die folgenden vier Bereiche unterscheiden, bei denen soziologischen Fragen und damit auch der Mitarbeit des Soziologen eine besondere Bedeutung zukommt:

1) Die Festlegung der Planungsziele und die Ueberprüfung der Zielerfüllung
2) Die Analyse und Prognose der Verkehrsnachfrage bzw. des Verkehrsaufkommens
3) Die Abklärung der gesellschaftlichen bzw. politischen Realisierbarkeit verkehrsplanerischer Massnahmen
4) Die Analyse der Auswirkungen von verkehrsplanerischen Massnahmen auf die verschiedenen gesellschaftlichen Teilbereiche.

Diese vier Schwerpunkte sind aus der Uebersicht über die soziologischen Forschungsarbeiten im Rahmen des GVK-CH (siehe Darstellung 1) deutlich erkennbar, obwohl den einzelnen Bereichen ein unterschiedliches Gewicht beigemessen wurde. Diese ungleiche Gewichtung hängt einerseits mit der besonderen Auftragsformulierung der Kommission GVK-CH zusammen, andererseits aber auch damit, dass mit der Fertigstellung des Schlussberichtes die Arbeiten nicht abgeschlossen sind; es wird notwendig sein, in der nun beginnenden Realisierungsphase der GVK-Vorschläge auch im soziologischen Bereich die erforderlichen Anschlussstudien einzuleiten.

5. BEMERKUNGEN ZU DEN BEITRÄGEN IN DIESER SONDERNUMMER

In dieser Sondernummer werden vier Projekte vorgestellt, denen im Rahmen des soziologischen Forschungsprogramms der GVK-CH eine besondere Bedeutung zukam. Zwei dieser Beiträge befassen sich mit der Ermittlung der Verkehrsbedürfnisse (bzw. des Verkehrsverhaltens) der Bevölkerung,

je ein weiterer Beitrag bezieht sich auf die gesellschaftlichen Auswirkungen des Verkehrssystems sowie auf die Analyse der in der Bevölkerung vorhandenen Erwartungen und Präferenzen bezüglich der künftigen Verkehrspolitik. Das Ziel dieser Sondernummer besteht aber nicht darin, Kurzfassungen von Untersuchungsberichten abzudrucken; vielmehr sollen Teilaspekte dargestellt werden, welche unter methodischen und theoretischen Gesichtspunkten von Interesse sind und somit neben der eigentlichen Informationsvermittlung auch die fachinterne Diskussion anregen können.

Im ersten Beitrag werden Hinweise auf die Ergebnisse einer breit angelegten Erhebung über den Zusammenhang zwischen Tagesablauf und Verkehrsbedürfnissen der verschiedenen Bevölkerungsgruppen vermittelt. Mit dieser Studie stehen erstmals in der Schweiz allgemeine Grunddaten zur Verfügung, welche nach den Standards der internationalen Zeit-Budget-Forschung erhoben worden sind. Da solche allgemeine Planungsgrundlagen bisher in unserem Land fehlten, ist das Interesse an diesen Daten erwartungsgemäss gross.

Analysen des Verkehrsaufkommens (Zahl, Zweck und Ziel der Fahrten, Fahrtdauer und Verkehrsmittelwahl etc.) gehören zu den klassischen Fragestellungen der Verkehrsplanung an die Soziologie. Sie stehen in unmittelbarem Zusammenhang mit den für die Verkehrsmodelle benötigten Input-Daten. Im Gegensatz zu den bisher üblichen punktuellen Erhebungen über einzelne Fahrtzwecke (z.B. Arbeitspendler) - oft als blosse "Verkehrszählungen" durchgeführt - bestand der umfassendere soziologische Bezugsrahmen in der GVK-Studie darin, Verkehrsverhalten und Verkehrsbedürfnisse als schicht- bzw. gruppenspezifische Probleme zu erfassen, die in engem Zusammenhang mit dem gesamten Tagesablauf und damit dem Lebensstil bzw. den allgemeinen Lebensbedingungen gesehen werden. Erst solche qualitative Grundlagen geben auch Hinweise auf die durch zukunftsgerichtete Planungsvorhaben mitzuberücksichtigenden Veränderungen der Lebensverhältnisse und deren Auswirkungen auf die Mobilitätsbedürfnisse und das Verkehrsverhalten der verschiedenen Gruppen. Nur dieser Gesamtzusammenhang lässt letztlich auch Schlüsse zu, wie weit verkehrsplanerische Massnahmen überhaupt das adäquate Mittel zur Verbesserung der Lebens- und Versorgungsqualität der Bevölkerung darstellen.

Obwohl diese Studie unzweifelhaft eine gegenüber den bisher in den Verkehrsmodellen verwendeten Einflussgrössen wesentlich verbesserte Erfassung der soziologisch relevanten Zusammenhänge ermöglichte, musste die Klärung der grundsätzlichen methodischen Schwierigkeiten im Einsatz von Simulationsmodellen weitgehend offen bleiben. Deshalb lag eines der wichtigen Ziele dieser Studie auch darin, Bewertungsgrundlagen für die durch die Verkehrsmodelle errechneten Entwicklungsannahmen zur Verfügung zu stellen.

Die bisherigen verkehrsplanerischen Bemühungen konzentrierten sich vor allem auf die Lösung der mit dem Werktagsverkehr in den Agglomerationen verbundenen Probleme. Die Verkehrsbedürfnisse des "andern Lebensbereichs", d.h. der Freizeit, wurden in der Vergangenheit kaum systematisch untersucht. Im Rahmen einer Neukonzeption des gesamten Verkehrssystems musste hier deshalb in verschiedener Hinsicht Neuland beschritten werden. So war es das Ziel des zweiten Beitrages, die strukturellen Bedingungen im Freizeitbereich (Aktivitäten, Erwartungen, Bedürfnisse) aus soziologischer Perspektive umfassend zu analysieren und den Zusammenhang mit dem Verkehrssystem aufzuzeigen.

Der Freizeitmobilität kommt nicht nur generell für den Ausbau der Verkehrsinfrastruktur eine wachsende Bedeutung zu; vielmehr bildet der unterschiedliche Zugang zum Verkehrssystem gerade hier eine der wesentlichen Ursachen sozialer Ungleichheit und damit ungleicher Chancen in den Möglichkeiten der Lebensgestaltung und der individuellen Entfaltung. Aus dieser Perspektive war es besonders wertvoll, dass der Studie des Département de sociologie der Universität Genf eine bewusst kritische Optik zugrundelag, welche den Zusammenhang zwischen Gesellschafts- und Verkehrspolitik aufdeckt und damit auch Fragen einer bisher wenig beachteten Dimension an die Verkehrsplanung stellt.

Die Ergebnisse dieser Repräsentativerhebung stellen allgemeine soziologische Grundlagen über den Freizeitbereich in der Schweiz zur Verfügung, welche über die Verkehrsplanung hinaus von Interesse sind und bisher in unserem Land fehlten. Aus der theoretischen Perspektive einer Soziologie der Freizeit geht die Studie von den engen Zusammenhängen zwischen den zentralen Wandlungsfaktoren der modernen Gesellschaft (Industrialisierung, Urbanisierung, Arbeitsteilung, Ausweitung des Konsums, sozialpolitische Bewegungen) und den Veränderungen im Freizeitbereich aus. Durch diese weitgefasste Fragestellung wird sie zu einer wertvollen Grundlage zur Formulierung einer den Verkehrsbereich übergreifenden Freizeitpolitik.

Als besonders heikle Frage bei der Durchführung jeder Planungsaufgabe stellt sich das Problem, in welcher Art die Präferenzen und Interessen der direkt Planungsbetroffenen mitberücksichtigt werden können. Im Falle der schweizerischen Gesamtverkehrskonzeption sind diese Betroffenen mit der Gesamtbevölkerung schlechthin identisch. Der dritte Beitrag widmet sich dieser Problematik, wobei insbesondere methodische Aspekte zur Diskussion gestellt werden.

Die Erhebung von politischen Einstellungen und Präferenzen ist zwar in der Meinungsforschung recht verbreitet. Eher ungewohnter ist der Versuch, solche Erwartungen systematisch in den Zielrahmen eines Planungsprojektes einzubeziehen - dies zumindest mit der Absicht, verschiedene Lösungsvarianten nach ihrer Uebereinstimmung mit den bei den einzelnen Bevölkerungsgruppen vorhandenen Zielprioritäten zu überprüfen und zu bewerten.

Es wäre wohl übertrieben zu glauben, mit einem solchen Vorgehen werde der bekannten Forderung nach vermehrter "Partizipation der Planungsbetroffenen" Genüge getan; diese Frage ist vielmehr auf der Ebene der Planungsorganisation zu lösen. Trotzdem ergeben sich aus solchen Repräsentativerhebungen wertvolle Hinweise auf die bei verschiedenen Bevölkerungsgruppen bestehenden Unterschiede in den Erwartungen und Einstellungen zum Verkehrssystem; damit sind interessante Schlussfolgerungen in Bezug auf das vorhandene Konfliktpotential bzw. den Innovationsspielraum bei der Realisierung geplanter verkehrspolitischer Aenderungen möglich. Sozialwissenschaftliche Beiträge dieser Art sind deshalb von besonderem methodologischem und auch praktischem Interesse. Das im Rahmen der GVK-CH entwickelte Ziel- und Indikatorensystem sowie das zur Bewertung der Planungsvarianten angewendete Verfahren der sog. Nutzwertanalyse hat die Mängel im Entwicklungsstand der planungsbezogenen Sozialforschung in der Schweiz ebenfalls deutlich gemacht. Eine Intensivierung der Forschungsarbeit - vor allem auch im Bereich der Sozialindikatoren - ist unerlässlich.

Durch den Ausbau der Verkehrsinfrastruktur werden räumliche und soziale "Erreichbarkeiten" verändert. Diese Tatsache führt zur Annahme, dass über das Verkehrssystem wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklungsprozesse mitbeeinflusst werden und dass sich somit mittels verkehrsplanerischer Massnahmen siedlungs- und raumordnungspolitisch bedeutsame Wandlungsvorgänge in gewissen Grenzen steuern lassen. Diesen Fragen nach den regionalwirtschaftlichen und gesellschaftlichen Auswirkungen des Verkehrssystems ist der vierte Beitrag gewidmet. Im Gegensatz zu den schon länger bekannten Analysen der Verkehrsbedürfnisse handelt es sich bei diesem Projekt des soziologischen Instituts der Universität Zürich um eigentliches "Neuland". Es gibt zwar bereits verschiedene ökonomische Untersuchungen über die Auswirkungen des Verkehrssystems auf die regionale Entwicklung, nicht jedoch breiter angelegte interdisziplinär konzipierte Ansätze. Aus der Perspektive einer Neuorientierung der nationalen Verkehrspolitik steht vor allem der Abbau der regionalen Disparitäten im Vordergrund und damit die Frage nach den Einwir-

kungsmöglichkeiten des Transportsystems auf die gesamträumlichen Entwicklungsprobleme. Die räumliche Gestaltungskraft des Verkehrssystems wird allerdings oft überschätzt. Aus soziologischer Sicht geht es jedoch nicht nur um die auf der Makroebene messbaren demographischen, wirtschaftlichen und sozio-ökonomischen Strukturänderungen, sondern ebenso um die auf der Mikroebene der betroffenen Gruppen feststellbaren sozialen Folgeerscheinungen. Wie verändern sich also im Zuge des Wandels von Regionen und Gemeinden die Einstellungen, Verhaltensweisen, Wertvorstellungen der Bevölkerung. Durch die Einführung dieser zusätzlichen Dimension stellt die GVK-Studie gleichzeitig einen interessanten gemeindesoziologischen Beitrag dar, dessen Weiterentwicklung auch aus theoretischer Sicht sehr wertvoll wäre.

Es ist nochmals darauf hinzuweisen, dass alle diese vier ausgewählten Beiträge über Ausschnitte aus umfassenderen Konzepten informieren. Sie sind als Illustrationsbeispiele gedacht, die auch ihre Heterogenität bezüglich ihrer theoretischen und ideologischen Ausgangsbasis erkennen lassen. Die Absicht, die Fachdiskussion über einen Teilbereich soziologischer Forschung in Gang zu bringen, der bisher in der Schweiz kaum existent war, wird dadurch nicht geschmälert.

6. SCHLUSSBEMERKUNGEN: ZUM PROBLEM DER ZUSAMMENARBEIT ZWISCHEN SOZIOLOGIE UND PRAXIS

Die Planungsphase der schweizerischen Gesamtverkehrskonzeption ermöglichte nicht nur die Durchführung einiger interessanter soziologischer Projekte, sondern gleichzeitig auch das Sammeln aufschlussreicher Erfahrungen für die Zusammenarbeit zwischen Soziologie und Praxis.

Hauptproblem der Sozialforschung in unserm Lande war bisher (und ist auch weiterhin) die Finanzierung grösserer Projekte. Aus diesem Grunde war es insbesondere im Planungsbereich kaum möglich, einen Themenkreis über mehrere Jahre hinweg systematisch zu bearbeiten. Im Rahmen der GVK-CH bestand hier insofern ein Unterschied, als zwar keineswegs unbegrenzte Mittel, jedoch immerhin mit den übrigen Planungsdisziplinen einigermassen vergleichbare Möglichkeiten vorhanden waren. Wenn trotzdem eine Reihe von Schwierigkeiten auftauchten, so war dies also weniger eine Folge fehlender Finanzen, sondern vielmehr auf die besondere Situation der Sozialforschung in der Schweiz im engeren Sinne zurückzuführen. Vier Aspekte sind dabei hervorzuheben:

1) Die fehlenden sozialwissenschaftlichen Grundlagen über die schweizerische Gesellschaft generell

2) Die enge Beschränkung bezüglich Forschungskapazität und "Know-how"

3) Die Randbedingung "Zeit", die zur Erarbeitung praxisrelevanter Beiträge zur Verfügung steht

4) Die Art der Anforderungen (Erwartungen) an die Verwendbarkeit ("Integrierbarkeit") soziologischer Forschungsresultate in umfassende Planungsprojekte.

Diese vier Probleme hängen eng zusammen; dadurch wird der Entwicklungsrückstand der Sozialforschung in unserem Land besonders krass spürbar, und ein Ausbrechen aus diesem Teufelskreis ist nur langfristig und mit sehr hohen Anstrengungen möglich.

Neben den bereits erwähnten verkehrssoziologischen Grundlagen stehen für die schweizerische Gesellschaft auch allgemeinste sozialwissenschaftliche Basisdaten nicht oder nur unzweckmässig aufbereitet für die Ressortplanungen zur Verfügung. Diese Situation stellt den an konkreten Planungsaufgaben engagierten Soziologen vor die heikle Frage, welche ressortübergreifenden Grundlagen er ebenfalls beschaffen muss, um alle relevanten Zusammenhänge zu berücksichtigen. Sowohl Finanzmittel als Zeit reichen aber für solche breiter angelegte eigentliche Grundlagenstudien nicht aus; ineffiziente Doppelspurigkeiten und schwerwiegende Mängel in der wissenschaftlichen Qualität der Ergebnisse sind die Folge.

Zusätzlich verschärft wird dieser allgemeine Mangel an Basisdaten durch die äusserst begrenzte Forschungskapazität, die in der Schweiz zur Verfügung steht; sie äussert sich vor allem durch die in einem bestimmten Zeitpunkt nur sehr geringe "Mobilisierbarkeit" einer qualitativ einigermassen befriedigenden Infrastruktur. Dies betrifft sowohl die absolute Zahl der vorhandenen Forschungsstellen (Hochschulen und private Institute), als auch - und noch viel ausgeprägter - die verfügbaren Spezialisten, welche für einen bestimmten Problembereich (z.B. Verkehr) bereits Forschungserfahrungen besitzen. Für die im Rahmen der GVK-CH durchzuführenden Studien zeigte sich folgendes Bild:

- Erfahrung mit grösseren Forschungsprojekten im Bereich "Verkehr" kann praktisch nirgends vorausgesetzt werden (11). Die bestehenden Sozialforschungsinstitute interessieren sich für Verkehrsfragen nur am Rande (und nur als punktuelle Auftragsforschung) und die verkehrswissenschaftlichen Institute technischer Richtung beschäftigen keine Soziologen.

- Die Schweiz verfügt generell nur über sehr wenige Forschungsstellen, welche in der Lage sind, anspruchsvolle Projekte vom theoretischen Konzept bis zur mathematisch-statistischen Auswertung ohne fremde Hilfe innert den meist knapp bemessenen Fristen durchzuführen. Kommerzielle Institute mit eigenem Befragerstab sind auf die Bedürfnisse der Marktforschung eingerichtet und deshalb für konventionelle Befragungen geeignet. Für die theoretische Vorbereitung sowie anspruchsvollere Auswertungsverfahren verfügen sie nicht über die erforderlichen Spezialisten. Dazu kommt, dass oft auch der praktizierte "Standard" bei der Festlegung der Stichprobe sowie die Ausbildung des Befragerstabes den Anforderungen eines wissenschaftlich anspruchsvolleren Projektes nicht genügt und deshalb eine zusätzliche Ueberwachung und Kontrolle erforderlich ist.

  Die wenigen qualifizierten Hochschulinstitute und neuerdings auch einige kleinere private Forschungsteams besitzen zwar den erforderlichen wissenschaftlichen "Know-how", verfügen jedoch über keinen eigenen Befragerstab. Die ad-hoc-Zusammenstellung eines Befragerteams (z.B. mit Studenten) ist nicht empfehlenswert, aber auch der Beizug der Befragungsorganisation anderer Institute ist mit Schwierigkeiten verbunden.

Sozialforschung ist - wie alle Grundlagenforschung - zeitintensiv. Der Mangel an verfügbarer Forschungskapazität führt dazu, dass die von der Praxis her bestehende Erwartung nach rasch verfügbaren Ergebnissen fast unerfüllbar ist. Auch hier waren die Erfahrungen im Rahmen der GVK-CH typisch:

- Da die soziologisch relevanten Studien zum Teil als Input für nachgelagerte Arbeitsschritte dienten, war der zeitliche Druck besonders ausgeprägt. Die Folgen waren entweder die Inkaufnahme einer verminderten wissenschaftlichen Qualität oder die parallele Bearbeitung sich eigentlich nachgelagerter Arbeitsschritte; die dadurch bedingte nachträgliche Abstimmung der Ergebnisse ist nicht unproblematisch und nur begrenzt möglich.
- Vor allem die Hochschulinstitute sind es nicht gewohnt, nach festen Zeitplänen zu arbeiten. Sie haben im besonderen Schwierigkeiten bei der konsequenten Eingrenzung einer Themenstellung mit Rücksicht auf die verfügbare Zeit. Dies ergibt sich aus der Tendenz, Probleme so umfassend wie möglich anzugehen, was zumindest zum Teil mit der bereits erwähnten fehlenden Vorerfahrung im zu bearbeitenden Forschungsfeld zusammenhängt.

Das Problem der "Integrierbarkeit" soziologischer Forschungsergebnisse in die konkrete Planungsarbeit berührt

natürlich die Grundfrage interdisziplinären Arbeitens überhaupt. Damit wird allerdings eine Thematik angesprochen, welche die Ausbildungs- und Forschungsorganisation unserer Hochschulen schlechthin betrifft. Die Folgen der nach wie vor stark vernachlässigten Ausrichtung der Hochschulausbildung auf die interdisziplinäre Problemlösung sind symptomatisch: Den Schwierigkeiten des Nicht-Soziologen, insbesondere des Ingenieurs, soziologisch relevante Fragestellungen zu formulieren, steht die Schwierigkeit des Soziologen gegenüber, für die Lösung praktischer Probleme brauchbare "Antworten" zu formulieren. Dabei bildet das sog. "Kommunikationsproblem", d.h. die Fähigkeit soziologische Zusammenhänge in einer Sprache und einem Abstraktionsgrad zu formulieren, dass sie für den Partner erfassbar sind, nur die eine Seite. Ebenso wichtig ist auch die Bereitschaft zur Auseinandersetzung mit den Problemstellungen, welche durch die anderen Disziplinen zu bearbeiten sind, damit eine Reduktion der soziologisch komplexen Zusammenhänge auf die für das Gesamtprojekt wirklich entscheidenden Dimensionen erfolgen kann.

Während das Abfassen verständlicher Forschungsberichte eine reine Frage redaktioneller Fähigkeiten ist, lässt sich interdisziplinäre Zusammenarbeit nur im Team erlernen. Die unmittelbare Integration von Soziologen in die Planungsstäbe ist deshalb der einzig mögliche Weg zu einer konsequenten Sicherstellung der sozialwissenschaftlichen Optik in der Planung. Damit lässt sich auch die meist notwendige "Uebersetzungsarbeit" von Forschungsergebnissen spezialisierter Forschungsstellen auf optimale Weise lösen. Diese Voraussetzungen waren im Rahmen der GVK-CH erfüllt.

Wenn R. Höttler in seiner Analyse der deutschen Verkehrssoziologie (12) zur Auffassung gelangt, dass die GVK-CH auch über die Grenzen des deutschen Sprachbereichs hinaus den derzeit höchsten Stand der verkehrssoziologischen Forschung aufweise, dann ist dies sicher ein sympatisches Kompliment, welches jedoch nüchtern zu überprüfen ist. Für die Schweiz stellen die Arbeiten der Gesamtverkehrskonzeption einen ersten Versuch dar, Verkehrsplanung auf breiterer Basis interdisziplinär zu betreiben. Der Umstand, dass auch den Sozialwissenschaften ein ähnliches Gewicht wie den übrigen Disziplinen beigemessen wurde, ermöglichte es der Soziologie, von ihrer traditionell kritischen Aussenseiterposition zu einer kooperativeren Mitarbeit zu gelangen. Natürlich musste "die Begeisterung der ersten Stunde" im Verlaufe der sechsjährigen Arbeit auf den in realistischer Weise machbaren ersten Schritt zurückgeschraubt werden.

Ziel dieser Sondernummer muss deshalb sein, in der fachlichen Auseinandersetzung mit der soziologischen "Oeffentlichkeit" die weiteren Schritte einzuleiten. Sie sind nicht nur für die Lösung der Verkehrsprobleme unseres Landes, sondern nicht zuletzt auch als Testfall für die praktische Relevanz soziologischer Forschung von hohem Interesse.

Jörg Oetterli
Stab für Gesamtverkehrsfragen
Effingerstrasse 14
3011 Bern

ANMERKUNGEN

1. Nähere Hinweise zu diesem Themenkreis sind enthalten in der Dissertation von Rainer Höttler, Soziologische Verkehrstypologie, TU Berlin, 1975.

2. Eine ausführliche Bibliographie für den deutschen Sprachbereich ist in der Dissertation von R. Höttler, op.cit., enthalten. Eine umfangreiche Uebersicht über die deutsche und angelsächsische verkehrssoziologische Literatur ist ebenfalls zusammengestellt in: Sozialforschung Brög, Verkehrsmittelwahl, Materialband I, München, Schongauerstrasse 8, 1973.

3. Als typisches Beispiel dieser Art siehe etwa: Thomas Krämer - Badoni u.a., Zur sozio-ökonomischen Bedeutung des Automobils, Frankfurt a.M., Suhrkamp Verlag, 1971.

4. Wolf Linder, Stadtverkehr und die Zukunft städtischer Lebensbedingungen. In: NZZ, Nr. 386 vom 28.8.72.

5. Modellansätze dieser Art sind ebenfalls aus der Migrationsforschung bekannt. Siehe etwa: Günter Albrecht, Soziologie der geographischen Mobilität, Stuttgart, Enke Verlag, 1972, S.92ff.

6. Eine fundierte Auseinandersetzung mit diesen Modellansätzen ist in der Dissertation von Rainer Höttler, op.cit., enthalten.

7. Kommission GVK-CH, Gesamtverkehrskonzeption Schweiz, Schlussbericht, Bern, Eidg. Drucksachen- und Materialzentrale, Dez. 1977.

8. Die Arbeits- und Forschungsberichte stehen für Interessenten beim Stab GVK-CH, Effingerstrasse 14, 3011 Bern zur Verfügung.

9. Für nähere theoretische Erläuterungen siehe unter anderem auch:

   Soziologisches Institut der Universität Zürich, Gesellschaft und Verkehrssystem. Projektstudie, Zürich, November 1974.

   Michel Bassand und Christian Lalive d'Epinay: Loisir et mobilité spatiale. Etat des connaissances et problématique. Genf, Mai 1974.

10. Eine ähnliche Darstellung ist in der Arbeit von Wolfgang Heinze: Disparitätenabbau und Verkehrspolitik, Gesellschaft für wirtschafts- und verkehrswissenschaftliche Forschung, Bonn 1977, Heft 36 enthalten.

11. Eine gewisse Ausnahme bildete das Soziologische Institut der Universität Zürich, welches durch eine umfassende Fluglärm-Untersuchung bereits Vorkenntnisse besass und in der Lage war, dieselben Mitarbeiter auch für die GVK-Studie zur Verfügung zu stellen.

12. Siehe Rainer Höttler: Soziologische Verkehrstypologie, op.cit.

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse Sociol., No 3/78, Seiten 123-138

EINE ZEIT-BUDGET-STUDIE ALS GRUNDLAGE DER VERKEHRSPLANUNG

Martin Rothenbühler

ZUSAMMENFASSUNG

Im November 1974 gelangte in der Schweiz erstmals die Methode der Zeit-Budget-Analyse im Rahmen eines umfassenden Planungsvorhabens zur Anwendung. Auf der Suche nach signifikanten Einflussgrössen auf das Verkehrsverhalten von Haushalten und Einzelpersonen wurden 5300 Personen in 2100 Haushalten befragt. Die Befragten hatten hierauf selbständig ihren Tagesablauf zu protokollieren. Die kleine Auswahl der präsentierten Resultate zeigt, dass die Methode zwar aufwendig, aber datenmässig ausserordentlich ergiebig ist. Eine sorgfältige Hypothesenbildung zu Beginn der Untersuchung dürfte die Auswertung wesentlich erleichtern. Die Ergebnisse der Studie wurden in gesamtschweizerische Verkehrsmodelle integriert und leisteten gute Dienste bei der Bewertung und Relativierung der Ergebnisse der Modellberechnungen, welche im Rahmen der schweizerischen Gesamtverkehrskonzeption durchgeführt wurden.

RESUME

En 1974, une analyse du budget-temps fut réalisée pour la première fois en Suisse dans le cadre d'un projet de grande envergure. Afin de dégager les paramètres significatifs du comportement des familles et des individus en matière de transports, on a interrogé 5300 personnes, membres de 2100 ménages. Ces personnes interrogées devaient établir elles-mêmes un procès-verbal du déroulement de leur journée. Le choix de résultats présenté montre que cette méthode complexe est très féconde. Des hypothèses soigneusement formulées avant l'enquête facilitent grandement l'exploitation des réponses. Les conclusions de cette étude, introduites dans les modèles globaux de transport, se sont révélées très précieuses pour en évaluer et relativiser les résultats.

Die Analyse und die Prognose der Verkehrsbedürfnisse gehören zu den klassischen Fragestellungen der Verkehrsplanung. In den letzten 15 Jahren wurden zur Ermittlung des Verkehrsaufkommens Prognosemodelle entwickelt, von denen die sogenannten Gravitationsmodelle, welche in Anlehnung an das Gravitationsgesetz von Newton formuliert wurden, die bekanntesten sind. Die Soziologie hat sich dabei einerseits kritisch mit der wissenschaftstheoretischen und methodologischen Problematik solcher Prognoseverfahren auseinanderzusetzen, kann aber andererseits auch versuchen, mit der systematischen Ermittlung wichtiger Einflussgrössen und deren vertiefter Analyse zur Qualitätsverbesserung dieser Modelle beizutragen.

Diese Suche und Analyse massgebender Verhaltensparameter war denn auch die Aufgabe, die sich der Soziologie im Rahmen der Verkehrsmodellarbeiten für die schweizerische Gesamtverkehrskonzeption stellte. Dabei gelangte - unseres Wissens erstmals in der Schweiz - auch die Methode der Zeit-Budget-Analyse zur Anwendung (1). Ziel dieses Beitrages ist es, Anlage und Ergebnisse dieser Untersuchung zu referieren, welche im November 1974 durchgeführt und rund 2100 Haushalte bzw. 5300 Personen erfasste.

1. ZWECK DER UNTERSUCHUNG

Mit einer repräsentativen Haushaltsbefragung waren qualitative und quantitative Daten über die Teilnahme der einzelnen Haushaltsmitglieder am Werktagsverkehr zu beschaffen. Insbesondere interessierten dabei die Zusammenhänge zwischen Verkehrsverhalten und demografischen sowie sozioökonomischen Merkmalen der Haushalte. Angenommen wurde eine Abhängigkeit des Verkehrsverhaltens sozialer Gruppen von den übrigen Tätigkeiten im Tagesablauf. Gesucht waren statistisch signifikante Einflussgrössen auf das Verkehrsaufkommen pro Haushalt und pro einzelnes Haushaltsmitglied. Ueber eine Prognose der wichtigsten Einflussgrössen bis ins Jahr 2000 sollten Aussagen über die Entwicklung des Verkehrsaufkommens in den nächsten 20 Jahren ermöglicht werden.

2. METHODISCHES VORGEHEN UND UNTERSUCHUNGSVERLAUF

Die Studie wurde als Kombination einer konventionellen Befragung und einer Zeit-Budget-Erhebung durchgeführt. Die Zeit-Budget-Analyse liefert Angaben darüber, welche Tätigkeiten im Tagesablauf der Bevölkerung besonders häufig oder besonders selten auftreten, wieviel Zeit diese Tätigkeiten in Anspruch nehmen und welche Zusammenhänge zwischen dem Tagesablauf und den Arbeits- und Lebensbedingungen, dem

Bildungsniveau, den demografischen Merkmalen und anderen Faktoren, wie Wohnort etc. bestehen.

Dem Interesse an Zeit-Budget-Erhebungen liegt die Erkenntnis zugrunde, dass sich in der Verwendung der Zeit die gesellschaftlichen Bedingungen und insbesondere der Lebensstandard einer Gesellschaft widerspiegeln. Das Verhältnis zwischen Arbeitszeit und arbeitsfreier Zeit beispielsweise erlaubt Aussagen über das Verhältnis von Bedürfnisentwicklung und Bedürfnisbefriedigung; solche Informationen stellen wichtige Indikatoren der Lebensqualität in einer Gesellschaft dar (2). In diesem Sinn können Zeit-Budget-Daten auch zur Evaluation politischer Entscheide dienen: Wozu wird die im Gefolge von Arbeitszeitverkürzungen zusätzlich verfügbare Zeit verwendet? Welche Auswirkungen haben verkehrspolitische Massnahmen auf den Zeitaufwand für die Arbeits- und Ausbildungswege gehabt?

Der grosse Vorteil der Zeit-Budget-Methode besteht in der lückenlosen Erfassung aller Tätigkeiten der Auskunftsperson während einer bestimmten Zeitdauer (z.B. 18 oder 24 Stunden). Dadurch sind die ermittelten Daten in hohem Masse kontrollfähig; es kann bereits rechnerisch festgestellt werden, ob eine wichtige Tätigkeit vergessen wurde, oder ob die Dauer einer bestimmten Tätigkeit falsch angegeben wurde.

Ein wesentlicher Nachteil der Methode besteht in der starken zeitlichen Belastung sowohl der Auskunftsperson als auch des Befragers. Das Gelingen einer solchen Untersuchung dürfte primär davon abhängen, ob die Auskunftspersonen davon überzeugt werden können, dass ihre Angaben von hohem wissenschaftlichen und politischen Wert sind, und dass alle Angaben mit absoluter Diskretion behandelt werden (3). Den Problemen der Motivierung und Instruktion der Auskunftspersonen wurde deshalb in unserer Untersuchung besondere Beachtung geschenkt. Der Befrager konnte bei der Kontaktaufnahme mit dem Haushalt einen erklärenden Brief des Präsidenten der Eidg. Kommission für eine schweizerische Gesamtverkehrskonzeption vorweisen und hatte darauf der Auskunftsperson den Zweck der Untersuchung und die Erhebungsmethode genau zu erklären.

Die Auswahl der Haushalte erfolgte mit einem mehrstufigen Zufalls-Stichprobenverfahren (Random Route). Die Stichprobe wurde ausserdem durch ein Muster "Gemeinden mit weniger als 2000 Einwohner im Berggebiet" ergänzt. In einem Erst-Interview wurden Angaben über den Haushalt und den Wohnort erhoben und nähere Instruktionen über das Ausfüllen des Tagesablaufbogens erteilt. Pro Haushalt hatten dann alle Personen ab 16 Jahren an einem bestimmten Stichtag ihren Tagesablauf von 06.00 bis 24.00 Uhr auf dem Tages-

ablaufbogen zu protokollieren. Der Tagesablauf der Kinder zwischen 6 und 15 Jahren war auf einem speziellen Bogen durch die Eltern festzuhalten.

Der Befrager hatte darauf dem Haushalt einen zweiten Besuch abzustatten, die Tagesablaufbogen einzusammeln und auf ihre Vollständigkeit zu kontrollieren. Sodann wurde pro Haushalt eine Person ab 16 Jahren nach einem Zufallsprinzip ausgewählt, deren Verkehrsbeteiligung aufgrund ihres Tagesablaufprotokolls in einem zweiten Interview detailliert analysiert wurde.

Erst- und Zweitinterview waren demnach persönliche, vollstandardisierte Befragungen, wobei die Tagesabläufe durch die Befragten selbst protokolliert wurden (self administrated questionnaire). Auf dem Tagesablaufbogen waren die hauptsächlich interessierenden Tätigkeiten (gesamthaft 43) und die Zeitkategorien (in Viertelstunden) vorgegeben. Diese teilweise Standardisierung reduziert zwar den Umfang der Auswertungsarbeiten, erhöht aber andererseits die Wahrscheinlichkeit ungenauer Angaben. Demgegenüber wäre die lückenlose und am wenigsten verfälschte Erfassung eines Tagesablaufes wahrscheinlich am ehesten durch ein genaues Tagebuch ohne vorgegebene Zeit- und Tätigkeitskategorien zu erreichen, was aber sehr grosse Auswertungsprobleme verursachen dürfte.

3. ERGEBNISSE

Obwohl alle erhobenen Daten auf Band gespeichert und somit jederzeit in beliebigen Kombinationen abrufbar sind, ist eine vollständige Auswertung bisher nicht erfolgt. Immerhin liegen eine Reihe von wichtigen Teilauswertungen vor (4). Im folgenden soll ein kurzer Ueberblick über die Art der mittels dieser Zeit-Budet-Untersuchung für die Bedürfnisse der Gesamtverkehrskonzeption beschafften Informationen gegeben werden.

Tabelle 1 gibt eine Uebersicht über die Tagesabläufe der erwachsenen Personen zwischen 16 und 75 Jahren. Die Zusammenstellung zeigt die absoluten Zeitanteile der verschiedenen Tätigkeitsbereiche, getrennt nach Geschlecht und Altersgruppen. Bei der Interpretation der Zahlen sind folgende Vorbehalte zu beachten:

- es handelt sich um ungewichtete Mittelwerte,
- die Bewohner von Gemeinden mit weniger als 2000 Einwohnern im Berggebiet sind in der Stichprobe leicht übervertreten,

Tabelle 1 Tagesabläufe Montag bis Freitag nach Altersgruppen (in Stunden)

	Männer 16-19-jährig	Frauen 16-19-jährig	Männer 20-64-jährig	Frauen 20-64-jährig	Männer 65-j. u.älter	Frauen 65-j. u.älter	gesamte Stichprobe
Anzahl berücksichtigter Tagesabläufe	186	154	1718	1873	212	208	4412*)
1 Schlafen, ausruhen, bettlägerig od. krank sein	8,3	8,7	8,5	8,7	9,8	10,1	8,8
2 Körperpflege (sich waschen, baden, ankleiden)	0,6	0,7	0,6	0,7	0,6	0,7	0,6
3 Essen, trinken zuhause	1,0	0,9	1,1	1,3	1,7	1,7	1,3
4 Haushaltarbeiten (kochen, putzen, waschen, nähen)	-	0,7	0,1	4,2	0,7	4,1	2,1
5 sich mit Kindern abgeben (Kinderpflege, Erziehung, spielen)	-	0,1	0,2	0,9	-	0,1	0,5
6 Aus- und Weiterbildung zuhause	0,9	0,8	0,2	0,1	-	-	0,2
7 sich entspannen, Gespräch, Lesen, Besuch empfangen, Hobby	1,1	1,2	1,3	1,4	2,5	1,9	1,4
8 Fernsehen, Radio hören, Musik hören	1,4	0,9	1,3	1,3	2,3	1,8	1,4
9 andere Tätigkeiten zuhause (Gärtnern, Reparaturen, Vereins-u. Heimarbeit)	0,3	0,1	0,8	0,9	1,6	0,9	0,8
A alle Tätigkeiten zuhause (oder in unmittelbarer Nähe des Hauses)	13,6	14,1	14,1	19,5	19,3	21,3	17,0
10 Arbeits- oder Schulweg	1,0	1,1	0,8	0,2	0,2	-	0,5
11 Fahrten und Wege zum Vergnügen, in der Freizeit	0,6	0,4	0,4	0,5	1,0	0,6	0,5
12 andere Wege und Fahrten (Einkauf, Geschäftliches)	0,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5
B total unterwegs (mindestens 200m)	1,8	1,7	1,6	1,2	1,6	1,1	1,5
13 Berufliche Tätigkeit, Nebenerwerb inkl. Ueberstunden	4,2	3,7	6,3	1,5	1,6	0,1	3,5
14 Aus- und Weiterbildung auswärts	2,0	2,3	0,2	0,1	-	-	0,3
15 Essen und trinken auswärts	0,6	0,6	0,5	0,2	0,3	0,1	0,4
16 Einkaufen, Arztbesuch, Coiffeur, etc.	0,1	0,3	0,2	0,6	0,3	0,6	0,4
17 Bewegung und Sport treiben	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
18 Zusammentreffen in kleinem Kreis (2-4 Personen) auswärts	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3
19 Zusammentreffen in grösserem Kreis (5 Personen u. mehr) auswärts	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	-	0,2
20 Verschiedene Veranstaltungen (Kino, Theater, Match, Versammlungen, Kirche)	0,4	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
21 andere Tätigkeiten auswärts	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
C alle Tätigkeiten auswärts (ausserhalb des Hauses und dessen unmittelbarer Nähe)	8,6	8,2	8,3	3,3	3,2	1,6	5,5

*) inkl. 61 Personen ohne Altersangabe

- durch die viertelstundenweise Erhebung sind Verzerrungen bezüglich der effektiven Dauer einer Tätigkeit nicht ausgeschlossen;
- die Zeit zwischen 24.00 und 06.00 Uhr wurde generell als "Schlaf" eingesetzt, wodurch die durchschnittliche Schlafdauer eher zu hoch ausgewiesen wird;
- einzelne Zuordnungsprobleme bestanden durch die Beschränkung der Zahl der Tätigkeitskategorien;
- die relativ tiefen Werte für die Arbeitszeit (Zeile 13) erklären sich aus dem Umstand, dass in der Tabelle nicht nach Voll-, Teil- und Nichterwerbstätigen unterschieden wird.

Die Daten belegen auf eindrückliche Weise die Existenz geschlechtsspezifischer Rollendifferenzierung in allen Altersgruppen. Auffällig ist ferner der verhältnismässig hohe Zeitaufwand für den Arbeits- und Schulweg in der Altersgruppe der 16-19jährigen (5). Schliesslich deuten die Tagesabläufe der über 65jährigen Frauen auf Rückzugs- und Vereinsamungstendenzen hin.

Die Tabellen 2 und 3 zeigen Beispiele weiterer Auswertungsmöglichkeiten auf. Sie weisen darauf hin, dass das Datenmaterial, welches gemäss Untersuchungszweck als Grundlage für die Verkehrsplanung erhoben wurde, sich zusätzlich auch zur Analyse anderer gesellschaftlicher Fragestellungen heranziehen lässt, wie z.B. der besonderen Situation der Frau oder der unterschiedlichen Arbeitsbedingungen zwischen einzelnen Berufsgruppen.

Im Rahmen der weiteren Aufarbeitung der Untersuchungsergebnisse als Input-Grössen für die Verkehrsmodelle wurden mittels schrittweiser Regression lineare Prognosegleichungen für das Verkehrsaufkommen von Haushalten und Einzelpersonen erstellt. An die hierbei ermittelten Einflussgrössen ("Prädiktoren") wurde die Anforderung gestellt, dass sie einigermassen zuverlässig bis ins Jahr 2000 prognostizierbar sein müssen. Als Beispiele seien nachfolgend die ermittelten Prognosegleichungen für den täglichen Zeitaufwand in Minuten und die Anzahl Fahrten pro Tag in einem bestimmten Gebiet (z.B. Region) aufgeführt (6).

Für ein Prognosegebiet mit voraussichtlich N Personen (älter als 6 Jahre) gelten die folgenden Gleichungen:

Tabelle 2 Hausarbeiten erwerbstätiger und nichterwerbstätiger Frauen (in Stunden)

	nichterwerbstätig ohne Kind(er)	nichterwerbstätig mit Kind(ern)	erwerbstätig ohne Kind(er)	erwerbstätig mit Kind(ern)
Haushaltarbeiten (Kochen, Putzen, Waschen, Nähen)	4,8	5,1	4,1	4,3
Sich mit Kindern abgeben (Kinderpflege, Erziehung, Spielen)	0,2	1,6	0,2	1,2
Einkaufswege	0,6	0,6	0,4	0,5
Einkaufen, Arztbesuch, Coiffeur etc.	0,6	0,6	0,6	0,5
Total	6,2	7,9	5,3	6,5

Tabelle 3 Arbeitszeiten und Arbeitswege nach Stellung im Beruf (in Stunden)

	Arbeiter (mit und ohne Lehre), Handwerker (unselbständig)	Angestellte, Beamte, Lehrer	Freie Berufe, Selbständigerwerbende, Unternehmer, Direktoren
Berufliche Tätigkeit (inkl. Ueberstunden und Nebenerwerb)	7,2	6,9	5,6
Arbeitswege	0,9	0,9	0,7
Total	8,1	7,8	6,3

$$ZT \simeq N\ (24{,}0 + 1{,}35 \cdot \overline{ALP} - 0{,}019 \cdot \overline{ALPQ}) + 30{,}4 \cdot VMFV - 7{,}9 \cdot OGK2 - 13{,}3 \cdot OGK3 - 10{,}4 \cdot DORF$$

$$VT \simeq N\ (0{,}82 + 0{,}067 \cdot \overline{ALP} - 0{,}00094 \cdot \overline{ALPQ}) + 1{,}21 \cdot VMFV - 0{,}35 \cdot OGK3 - 0{,}34 \cdot DORF$$

wobei:

ZT = gesamter Zeitaufwand pro Tag und Person in einem bestimmten Prognosegebiet (in der Stichprobe durchschnittlich 47,1 Minuten)

VT = gesamte Anzahl Fahrten pro Tag und Person in einem bestimmten Prognosegebiet (in der Stichprobe 1,98 Fahrten)

ALP = Mittleres Alter der Personen im Prognosegebiet (in der Stichprobe 34,7 Jahre)

ALPQ = Mittelwert des Quadrates des Alters der Personen im Prognosegebiet (in der Stichprobe 1569,2 Jahre)

VMFV = Anzahl Personen im Prognosegebiet, welche über ein Motorfahrzeug gelegentlich oder ständig verfügen (in der Stichprobe 40%)

OGK2 = Anzahl Personen, welche im Prognosegebiet in Orten mit 50'000 bis 99'999 Einwohnern wohnen (in der Stichprobe 9%)

OGK3 = Anzahl Personen, welche im Prognosegebiet in Orten mit 10'000 bis 49'999 Einwohnern wohnen (in der Stichprobe 17%)

DORF = Anzahl Personen, welche im Prognosegebiet in Orten mit weniger als 10'000 Einwohnern wohnen (in der Stichprobe 39%).

Das Verkehrsaufkommen in einem bestimmten Gebiet lässt sich mit den Faktoren "Altersstruktur der Bevölkerung", "Verfügbarkeit über ein Motorfahrzeug" und "Einwohner pro Ortsgrössenklasse" soziologisch keineswegs befriedigend erklären, auch wenn die Standardabweichungen der Regressionskoeffizienten statistische Zusammenhänge belegen. Zur verkehrssoziologischen Theorienbildung tragen solche Gleichungen denn auch wenig bei. Die empirische Sozialforschung wird hier zum reinen Zulieferer der verkehrsplanerischen Simulationsmodelle (7).

Aufschlussreicher hinsichtlich der soziologischen Theorienbildung sind die Ergebnisse der ebenfalls durchgeführten Varianz- und Klassifikationsanalysen zur Abklärung des potentiellen Einflusses demographischer und sozioökonomischer Faktoren auf das Verkehrsaufkommen. Die Klassifikationsanalysen dienen zur Quantifizierung der Effekte

Tabelle 4 Zusammenhang zwischen demografischen und sozioökonomischen Einflussfaktoren und dem Verkehrsaufkommen der Haushalte an Werktagen

Einflussgrösse	alle Fahrtzwecke a)		Arbeits- oder Schulweg		Fussgänger		Benützung öffentl. Verkehrsmittel		Benützung von Personenauto		Benützung von Mofa, Velo	
	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II
Wohnortsgrösse	3	3	3	3	(1)	1	4	4	0	0	0	0
Haushaltseinkommen	3	4	3	3	3	1	(1)	1	3	4	0	0
Berufsstatus Haushaltsvorstand	4	4	4	4	4	2	3	3	4	4	3	3
Alter Haushaltsvorstand	4	4	4	4	4	4	4	4	3	4	4	4
Verfügbarkeit über Motorfahrzeug	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Wohnlage b)	1	3	2	3	1	4	0	0	0	2	(1)	1
Siedlungsart c)	0	2	0	0	4	2	2	1	2	4	0	(1)

Legende: I = Zeitaufwand pro Tag für Verkehr
II = Anzahl Bewegungen pro Tag
a) Fahrtzwecke: Arbeits- oder Schulweg; Einkauf; Geschäftsfahrt; Freizeit- oder Vergnügungsfahrt.
b) Wohnlage: Ortszentrum; Ortsrand; ausserhalb des Ortes.
c) Siedlungsart: geschlossene Ueberbauung; offene Ueberbauung; Streubauweise.

Signifikanzklassen:

0 : $0.1 \leqslant p$
(1): $0.05 \leqslant p < 0.1$
1 : $0.01 \leqslant p < 0.05$
2 : $0.001 \leqslant p < 0.01$
3 : $0.0001 < p < 0.001$
4 : $p \leqslant 0.0001$

der einzelnen Faktoren, während mit den Varianzanalysen untersucht wird, inwieweit sich die Ergebnisse der Stichprobe verallgemeinern lassen.

Tabelle 4 gibt einen vereinfachten Ueberblick über die wichtigsten Ergebnisse dieses Untersuchungsteils. Zur Ermittlung der hier nur summarisch wiedergegebenen Zusammenhänge zwischen demografischen und sozioökonomischen Faktoren und dem Verkehrsaufkommen von Haushalten wurden insgesamt 207 Klassifikations- und Varianzanalysen gerechnet (8). Ueberdies wurde die gegenseitige Abhängigkeit der Einflussgrössen in allen möglichen Kombinationen mittels χ^2-Tests überprüft. Die Resultate dieser χ^2-Tests sind in Tabelle 5 in Form von Signifikanzklassen zusammengestellt.

Aus Tabelle 4 geht beispielsweise hervor, dass die Grösse des Wohnorts eines Haushaltes mit an Sicherheit grenzender Wahrscheinlichkeit in einem Zusammenhang damit steht, wie lange (Kolonne 4 I) und wie oft (Kolonne 4 II) die Haushaltsmitglieder öffentliche Verkehrsmittel an Werktagen benutzen. Je grösser der Wohnort, desto häufiger und länger werden öffentliche Verkehrsmittel benutzt. Tabelle 5 relativiert nun allerdings diese Aussage dadurch, dass sie eine gegenseitige Abhängigkeit von Ortsgrösse und Erschliessungsqualität mit öffentlichen Verkehrsmitteln aufzeigt.

Erstaunlich ist der offensichtlich geringe Einfluss der Wohnlage und der Siedlungsart auf das Verkehrsaufkommen; andererseits bestätigen die Resultate die Vermutungen, wonach das Haushaltseinkommen, der Beruf und das Alter des Haushaltsvorstandes von grossem Einfluss auf das Verkehrsaufkommen eines Haushaltes sind.

Der Tabelle 4 kann ebenfalls entnommen werden, dass der Motorisierungsgrad des Haushaltes (d.h. die Zahl der pro Haushalt verfügbaren Autos und Motorräder) einen starken Zusammenhang mit dem Verkehrsaufkommen des Haushaltes hat. Dabei kann der Anteil der Motorräder als gering vernachlässigt werden. Die Stärke und Art des Einflusses von ausgewählten Haushaltsmerkmalen auf die Zahl der verfügbaren Autos pro Haushalt sind in Tabelle 6 zusammengestellt. Keine oder nur schwache Einflüsse gehen von der Wohnlage, den Einkaufsmöglichkeiten für den täglichen Gebrauch und von der Erschliessungsqualität der öffentlichen Verkehrsmittel (Ausnahme: Frequenz des öffentlichen Verkehrs in Spitzenzeiten) aus. Hingegen erweisen sich wiederum die Haushaltsgrösse, die Grösse des Wohnorts, das Haushaltseinkommen, das Alter und der Beruf des Haushaltsvorstandes und die Siedlungsart als einflussreich auf die Verfügbarkeit über ein oder mehrere Motorfahrzeuge.

Tabelle 5 Signifikanz der Zusammenhänge zwischen verschiedenen Haushaltsmerkmalen

Liste sämtlicher analysierter Haushaltsmerkmale		Gruppe der wichtigeren Haushaltsmerkmale							
		FGR	EKH	AMV	AGV	BSH	OGK	SIA	WOL
Haushaltsgrösse	FGR								
Einkommen	EKH	4							
Vorh.Motor-Fz.	AMV	4	4						
Alter Vorstand	AGV	4	4	4					
Beruf Vorstand	BSH	4	4	4	4				
Ortsgrösse	OGK	4	4	4	1	4			
Siedlungsart	SIA	4	4	4	3	3	4		
Wohnlage	WOL	3	2	1	4	1	1	4	
Zahl OeV-Mittel	AOV	2	0	0	0	0	4	4	4
Bus/Tram/Postauto	OVT	1	1	0	0	4	4	4	0
Bahn	OV3	0	1	0	0	1	4	0	4
Frequenz OeV	FOV	4	3	3	0	4	4	4	4
Distanz OeV	DOV	2	0	0	0	0	4	4	4
Distanz Einkauf	DEM	0	0	0	0	0	3	4	4
Zahl Lebensm.	AKL	0	1	0	0	0	4	3	4
Zahl Freizeitm.	AFR	(1)	(1)	0	0	4	4	4	4
Durchmischung	DUM	2	3	(1)	2	4	2	4	4

Legende: AOV = Angebot an öffentl. Verkehrsmittel in 1km Umkreis
OVT = Distanz zur nächsten Bus-, Tram-, Postautohaltestelle (in km)
OV3 = Distanz zum nächsten Bahnhof (in km)
FOV = Frequenz der öffentl. Verkehrsmittel in Spitzenzeiten
DOV = Distanz zur nächsten Haltestelle eines öffentl. Verkehrsmittel (zu Fuss, in Minuten)
DEM = Distanz zur nächsten Einkaufsmöglichkeit für den tägl. Bedarf (zu Fuss, in Min.)

Legende: (forts.) AKL = Qualität der Einkaufsmöglichkeiten
AFR = Anzahl der Freizeitmöglichkeiten innerhalb von 15 Fussminuten
DUM = Durchmischung Wohnen, Gewerbe, Büros, Industrie

Signifikanzklassen:

0	0.1	$\leqslant p$
(1)	0.05	$\leqslant p < 0.1$
1	0.01	$\leqslant p < 0.05$
2	0.001	$\leqslant p < 0.01$
3	0.0001	$< p < 0.001$
4		$p \leqslant 0.0001$

Tabelle 6 Einflüsse auf die Verfügbarkeit der Haushalte über Autos

Einflussgrösse	Signifikanzklasse *) der Unterschiede zwischen		Die Zahl der Haushalte mit einem oder mehreren verfügbaren Autos ist	
	Anzahl verfügb. Autos pro Haushalt	1 Auto und Zweitwagen	unterdurchschnittlich	überdurchschnittlich
Haushaltsgrösse	4	(1)	bis 2 Pers./Haushalt	über 2 Pers./Haushalt
Wohnortsgrösse	4	1	über 50 000 Einwohner	unter 50 000 Einwohner
Haushaltseinkommen	4	4	bis 2'500.-/Monat	über 2'500.-/Monat
Alter d. Haushaltsvorstandes	4	4	bis 24 und über 55 J.	zwischen 25 und 54 J.
Beruf d. Haushaltsvorstandes	4	4	Student,Arbeiter,Pens.	Angestellte, leitende Angst. freie Berufe, Unternehmer
Siedlungsart	4	3	geschlossen	aufgelockert
Wohnlage	1	1	Ortszentrum	Ortsrand, ausserhalb des Ortes
Angebot öff. Verkehrsmittel in 1km-Umkreis	0	0	-	-
Frequenz der öff. Verkehrsmittel in Spitzenverkehrszeiten	4	1	über 6 mal pro Std.	unter 2 mal pro Std.
Distanz zur nächsten Haltestelle öff. Verkehrsmittel	0	0	-	-
Distanz zur nächsten Einkaufsmöglichkeit für den tägl. Bedarf	0	0	-	-

* gleiche Signifikanzklasse wie in Tabl. 5

Diese Ergebnisse sind, vor allem auch auf dem Hintergrund der in Tabelle 5 dargestellten Interdependenzen, zwar kaum als besonders spektakulär zu bezeichnen. Aber es dürfte sich doch um den ersten Versuch handeln, diese Zusammenhänge mit gesamtschweizerischen Daten zu belegen.

Aus unserer Untersuchung geht jedenfalls eindeutig hervor, dass die Verfügbarkeit über Motorfahrzeuge sehr stark von der sozioökonomischen Lage eines Haushaltes abhängt, und dass im November 1974 noch ungefähr ein Drittel aller schweizerischen Haushalte nicht "motorisiert" war. Von den Haushalten mit einem monatlichen Einkommen unter Fr. 2'100.-- waren sogar 63% nicht "motorisiert": Dafür besass jeder vierte Haushalt mit einem monatlichen Einkommen von über Fr. 4'000.-- einen Zweitwagen.

SCHLUSSBEMERKUNGEN

Die Zeit-Budget-Analyse ist eine zwar kostspielige, aber datenmässig ausserordentlich ergiebige Methode. Ihre Anwendung im Rahmen eines klassischen "Household-Surveys" erlaubte nicht nur, die bestehenden statistischen Datenlücken befriedigend zu füllen, sondern ermöglicht auch Fortschritte in Richtung auf eine vertiefte soziologische Analyse des Verkehrs in der Schweiz. Dabei ist für zukünftige ähnliche Unternehmen zu empfehlen, dass der sorgfältigen Hypothesenbildung zu Beginn der Untersuchung grosse Bedeutung zugemessen wird. Dies kann die Auswertung wesentlich vereinfachen und den Berg von nicht direkt verwertbarem Material reduzieren.

Martin Rothenbühler

3323 Bäriswil

ANMERKUNGEN

1. Die Untersuchung wurde von Claire Baumgartner und Jörg Oetterli, Mitarbeiter im Stab GVK-CH, konzipiert und betreut. Mit der Durchführung wurde die SCOPE AG, Institut für Markt- und Meinungsforschung Luzern (Projektleiter: Rudolf Weber) beauftragt. Die analytisch-statistischen Auswertungen besorgten Willi Maurer und Albert Leibacher von der Wirtschafts-Mathematik AG Zürich.

2. Vgl. Peter Förster: Analyse des Zeitbudgets, in: Walter Friedrich (Hrsg.): Methoden der marxistisch-leninistischen Sozialforschung, Berlin (DDR), 1971, S.161-172; Klaus Weber: Ein Verfahren zur Er-

hebung von Zeitbudgets in Form von Tagesablaufschilderungen, Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie, 1970, S.62-74; Gerhard Lippold et al.: Das Zeitbudget der Bevölkerung, Berlin 1970; Szalai M.A. (Hrsg.): The use of time. Daily activities of urban and suburban populations in twelve countries. The Hague, 1972.

3. Vgl. Förster, op.cit., S.166.

4. SCOPE AG, Institut für Markt- und Meinungsforschung, Haushaltsbefragung über den Werktagsverkehr. (Auftrag GVK-CH Nr. 46, Luzern, 1975, Bd. I Kommentar, 96S.; Bd. II Tabellen, 420S.); Wirtschafts-Mathematik AG, Statistische Analyse der Haushaltsbefragung, 1974 (Aufträge GVK-CH Nr. 59 und 94, 1975 und 1976, 2 Bde.); Almanach der Schweiz. Hrsg. Soziologisches Institut der Universität Zürich, Bern, 1978, S. 48, 51, 153; Klaus Sorgo, Siedlungseinflüsse auf die individuelle Regulierung von Fortbewegungsaktivitäten. Diss. Zürich 1978, passim.

5. Diese Feststellung deckt sich auch mit den Ergebnissen aus der Eidgenössischen Volkszählung von 1970. Vgl. dazu: Baumgartner C., Beutler W., Hidber C. und Oetterli J.: Die Pendlermobilität in der Schweiz. Eine Stichproben-Auswertung der Pendlerdaten aus der Volkszählung 1970 (Arbeitsunterlage GVK-CH Nr. 15, Bern 1974, S. 34ff.).

6. Vgl. Maurer W., Leibacher A.: Statistische Analyse der Haushaltsbefragung 1974, II. Teil (Auftrag GVK-CH Nr. 94 an die Wirtschafts-Mathematik AG 1976, S. 13ff.).

7. Vgl. in diesem Heft: Oetterli J.: Soziologische Beiträge zur schweizerischen Gesamtverkehrskonzeption, Ziffer 2: "Die Beziehungen zwischen Soziologie und konventioneller Verkehrsplanung". Den bisher eingehendsten Diskussionsbeitrag zu dieser Frage lieferte Höttler R.: Soziologische Verkehrstypologie. Probleme und Aspekte bei der Entwicklung einer empirisch gestützten soziologischen Verkehrstypologie als mittelfristiges Prognoseinstrument für den Individualverkehr. Diss. Berlin, 1975.

8. Für Einzelheiten wird auf die Darstellungen von Maurer W., Leibacher A., op.cit. verwiesen. Aus dieser Arbeit stammen auch die Tabellen 5 und 6.

LITERATUR

Almanach der Schweiz (1978): Hrsg. vom Soziologischen Institut der Universität Zürich, Bern.

Baumgartner C., Beutler W., Hidber C., Oetterli J. (1974): Die Pendlermobilität in der Schweiz. Eine Stichproben-Auswertung der Pendlerdaten aus der Volkszählung 1970 (Arbeitsunterlage GVK-CH, Nr. 15, Bern 1974).

Förster P. (1971): Analyse des Zeitbudgets. In: Friedrich W. (Hrsg.): Methoden der marxistisch-leninistischen Sozialforschung, Berlin (DDR), S. 161ff.

Höttler R. (1975): Soziologische Verkehrstypologie. Diss. Berlin.

Lippold G. et al. (1970): Das Zeitbudget der Bevölkerung. Berlin.

Maurer W., Leibacher A. (1976): Statistische Analyse der Haushaltsbefragung 1974, II. Teil (Auftrag der GVK-CH Nr. 94 an die Wirtschafts-Mathematik AG, 1976).

SCOPE AG Institut für Markt- und Meinungsforschung (1975): Haushaltbefragung über den Werktagsverkehr (Auftrag GVK-CH Nr. 46, Luzern 1975).

Sorgo K. (1978): Siedlungseinflüsse auf die individuelle Regulierung von Fortbewegungsaktivitäten. Diss. Zürich.

Szalai M.A. (Hrsg.) (1972): The use of time. Daily activities of urban and suburban populations in twelve countries. The Hague.

Weber K. (1970): Ein Verfahren zur Erhebung von Zeit-Budgets in Form von Tagesablaufschilderungen. In: Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie, S. 62-74.

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse Sociol., No 3/78, pages 139-177

STRUCTURE SOCIALE ET SYSTEME DES LOISIRS*

Christian Lalive d'Epinay,
Etienne Christe, Michel Bassand

RESUME

Cet article se développe à partir de deux questions.

1. Dans quelle mesure les pratiques des loisirs organisent-elles ces derniers en un système qui reproduit la logique de la structure sociale des sociétés industrielles avancées?
2. Dans quelle mesure, au sein de ces sociétés, peut-on parler d'un "mode de destruction" distinct de son mode de production et de la structure sociale qui lui est liée?

Par l'analyse de données d'une enquête auprès d'un échantillon représentatif de la population suisse, les auteurs mettent en évidence:

- l'organisation sociale du système des loisirs;
- son accès inégalitaire;
- son homologie avec la structure sociale.

Ils indiquent également l'enjeu de la détention d'un véhicule privé, condition de participation au système de loisir en même temps qu'objet de loisir.

Ils concluent en signalant que, contrairement aux affirmations des prophètes de la civilisation des loisirs, la logique de la consommation est subordonnée à celle de l'appareil de production.

ZUSAMMENFASSUNG

Diese Arbeit geht von den folgenden zwei Fragestellungen aus:

1. In welchem Umfang lassen sich bei den Formen der Freizeitgestaltung Regularitäten erkennen, in denen sich die sozio-strukturellen Merkmale fortgeschrittener Industriegesellschaften widerspiegeln?

* Avec la collaboration de Christiane Grandmousin. La recherche utilisée ici a été effectuée dans le cadre d'un mandat reçu de la "Commission pour une conception globale des transports", Berne.

2. Inwiefern lässt sich innerhalb dieser Gesellschaften eine von ihrer Sozialstruktur und ihren Produktionsverhältnissen dissoziierte Form von "Konsumtionsverhältnissen" erkennen?

Auf Grund einer Repräsentativbefragung bei der schweizerischen Bevölkerung gelingt es den Autoren

- die soziale Organisation der Freizeitaktivitäten
- ihre ungleiche Zugänglichkeit für verschiedene Bevölkerungsgruppen
- ihre Homologie zur Sozialstruktur

deutlich zu machen.

Im besonderen wird auf die Voraussetzungen und Rahmenbedingungen für den Besitz eines eigenen Autos hingewiesen, das einerseits selbst ein Freizeitgut darstellt, andererseits auch eine Voraussetzung für die Teilnahme an anderen Freizeittätigkeiten bildet.

Als Schlussfolgerung ergibt sich, im Gegensatz zu den von den "Propheten der Freizeitgesellschaft" oft propagierten Thesen, dass die konsumptiven Verhaltensweisen weiterhin vom System der Produktionsverhältnisse abhängig bleiben.

* * *

La sociologie du loisir a connu de larges développements dans l'après-guerre. Associée à l'étude du temps libre et, plus généralement, des "budgets-temps", elle a mobilisé des équipes internationales de chercheurs et provoqué d'imposantes enquêtes empiriques (1).

Pourtant, depuis 1970, ces travaux sont passés au crible d'une critique acérée. M. F. Lanfant (1972) intitule la conclusion de son manuel "Une théorie du loisir est-elle possible?" et répond par la négative. Au terme de la rédaction d'une thèse d'Etat, C. Busch (1975) choisit de lui donner ce titre éloquent: "La sociologie du temps libre existe-t-elle?".

Pour notre part, nous n'entrerons pas ici dans le débat sur la possibilité et sur le statut d'une sociologie du loisir. Nous constatons simplement qu'à partir d'un certain moment dans l'histoire des sociétés occidentales se développe une problématique du "temps libre" et des "loisirs". Ces termes s'imposent dans le vocabulaire,

ils deviennent des valeurs, orientent des revendications, se cristallisent dans des juridictions.

Que le "temps libre" et les "loisirs" constituent ou non une branche particulière de la sociologie ne nous intéresse guère; d'ailleurs, nous n'avons que faire de ce morcellement de la sociologie. En revanche, l'un et l'autre sont passionnants parce qu'ils sont des enjeux centraux dans les rapports sociaux contemporains. "Loisirs", "temps libre": mots chargés s'il en est! Mots de dénonciation: revendiquer du temps libre, n'est-ce pas proclamer le caractère aliéné du temps de travail salarié? Mots de rêve: le loisir n'est-il pas choix, liberté, plaisir?

Comme tout langage, ce vocabulaire est ambigu; il voile la réalité des pratiques sociales en même temps qu'il prétend les éclairer et qu'il se veut porteur d'espérance de nouvelles pratiques. Ces mots disent bien la nature profonde du travail dans la société industrielle, son caractère de contrainte, la dépossession de soi qu'il impose aux travailleurs. Le dévoilement s'opère dans le cadre d'une revendication: l'aspiration à un "espace" qui serait celui de la possibilité, de la liberté, celui des pratiques de repossession de soi. La revendication presque séculaire des "trois fois huit heures" veut aménager dans la journée la coexistance du temps nécessaire à l'animal humain (temps de récupération), du temps aliéné (travail) et du temps repossédé (loisir).

Mais ce qui, dans les revendications ouvrières, était espérance, appel à la lutte pour la transformation sociale, devient idéologie et dogme chez les théoriciens. Au lieu de prendre les mots pour des révélateurs de problématique d'action sociale, ces mêmes mots sont, si l'on ose dire, pris à la lettre. Le loisir est dès lors décrété tel. La civilisation des loisirs devient l'objet de "théories" du futur immédiat, où l'on annonce l'irrésistible développement de l'homme libre, l'avènement de systèmes sociaux désaliénants et égalitaires (cf. Dumazedier, Fourastié, Kaplan).

Observons ce glissement de la signification sociologique des termes "loisirs" et "temps libre" entre l'usage qu'en font les travailleurs de la société industrielle et le contenu que définissent les "théoriciens". Pour les premiers, ces mots disent leur critique radicale de leur travail en même temps qu'ils proclament un espoir. Ils dénoncent des conditions sociales réelles en même temps qu'ils en appellent à des pratiques nouvelles, désirées. Mais celles-ci restent à forger. Les seconds par contre, les "théoriciens", s'ils reprennent à leur compte

la critique du travail, présentent la revendication et l'espoir comme des réalités réalisées: le "temps libre" et le "loisir" ne sont plus des problèmes sociaux pour l'analyste, ce sont des données concrètes. L'idéologie est alors reconstruite, l'illusion simplement déplacée.

Le sociologue - analyste des rapports sociaux - doit ainsi faire marche arrière. Ne pas prendre les mots au mot (car c'est alors se laisser prendre par le mirage du mot), mais interroger les mots sur ce qu'ils disent. Le pouvoir évocateur des vocables "loisirs" et "temps libre" est le signe des enjeux que constituent les phénomènes sociaux et culturels qu'ils désignent.

Le loisir-enjeu peut alors devenir un lieu privilégié de l'analyse sociologique contemporaine, non pas dans le but de constituer une discipline particulière, mais par le caractère transversal de cet objet dans la société contemporaine. Par son compagnonnage avec la problématique du travail, celle du loisir traverse la vie quotidienne entière. Elle est ainsi au coeur d'une anthropologie sociale. Mais en même temps, elle mobilise les différents pouvoirs de la société, les pouvoirs économique, politique, culturel qui cherchent à investir cette sphère.

L'étude du loisir est ainsi pour nous une matière d'aborder l'étude de la société dans sa dynamique de transformation d'une part, et dans celle de la reconstitution de son ordre social, d'autre part.

Notre manière de considérer les mots comme problèmes pour le sociologue et comme enjeux dans les rapports sociaux repose sur deux hypothèses.

1. Ces mots ont une histoire. Vers la fin du 19ème siècle, ils reçoivent des acceptions et des utilisations nouvelles. Comme langage et comme phénomènes socio-culturels, ils résultent du processus d'une société qui se transforme en s'autoproduisant (2). Le loisir est ainsi la production par une "société en acte" (cf. Georges Gurvitch) de nouvelles normes et de nouvelles pratiques. Il est un indicateur du passage de la société industrielle ascendante à la société industrielle avancée (3). Sans entrer ici dans le détail de ce processus historique, nous en récapitulons dans un modèle (Graphique I) les principales dimensions.

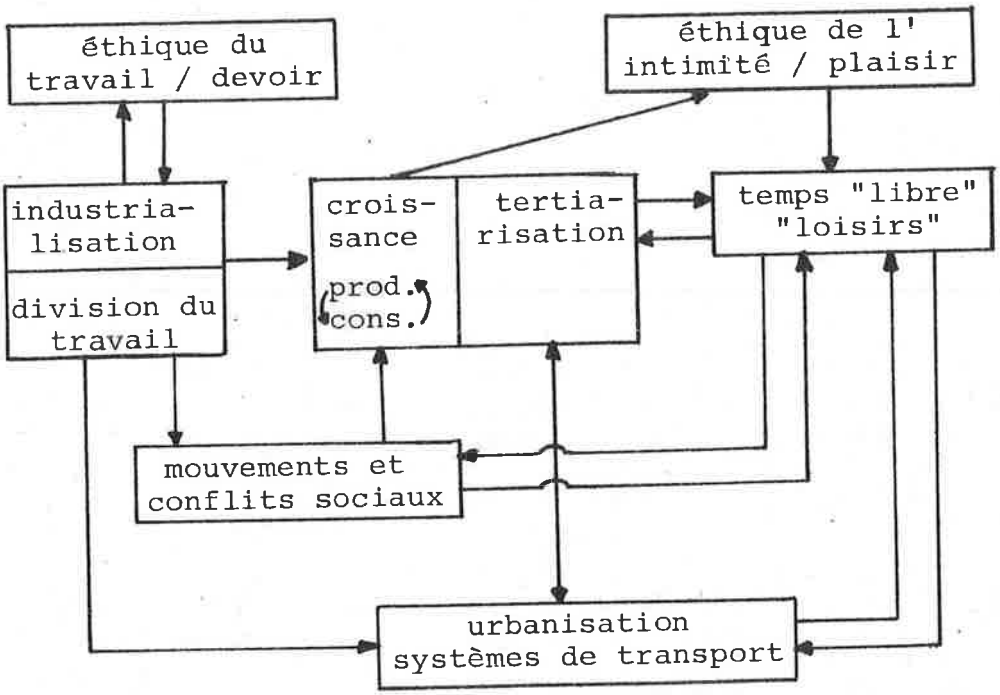
   La production du temps libre et des loisirs trouve son origine dans le développement industriel avec tout ce qu'implique ce processus: organisation scien-

tifique du travail, rationalisation, automatisation, etc... Ces éléments qui augmentent la productivité ne sont pas suffisants pour rendre compte de l'émergence du temps libre et des loisirs: sans les mouvements sociaux, le loisir n'aurait pas connu l'ampleur que nous lui connaissons aujourd'hui. Ajoutons que l'expansion de l'industrie, puis du secteur tertiaire, ont entraîné un vaste processus d'urbanisation n'impliquant pas seulement des polarisations économique et démographique, mais encore des ségrégations sociale, économique, démographique, aussi bien à l'intérieur des régions urbaines qu'entre les diverses régions d'une société. Des moyens de transport et de communication puissants sont des instruments vitaux pour relier ces régions et ces zones spécialisées. La part croissante de la consommation et l'organisation de la vie urbaine favorisent l'émergence d'un nouveau modèle culturel, qui affirme moins des devoirs que des droits: droits à l'intimité, à la sécurité, au plaisir, à la jouissance. De nouveaux besoins émergent, qui sont exploités et accentués par l'industrie des loisirs. Les loisirs et le temps libre sont ainsi devenus des valeurs culturelles et économiques qui contribuent à la spécialisation de l'espace et au développement de la mobilité spatiale. Nous n'avons pas la place, dans cet article, d'étayer plus le bien-fondé de ces propositions. Ce sera l'objet d'une autre publication.

2. Dès le moment où l'on pose l'historicité du loisir, on accepte que ce dernier, traduit dans les termes de "pratiques sociales de loisir" ou d'"activités de loisir", soit l'objet d'une approche sociologique. Quelles sont les contraintes, les conditionnements, les régularités des pratiques de loisir? Questions qui paraîtront non pertinentes à ceux pour qui le loisir est liberté. Ou alors, selon eux, questions qui ne peuvent porter que sur de <u>faux</u> loisirs et non sur le <u>vrai</u> loisir.

   Sans doute l'interrogation sociologique sur "les lois du loisir" conduit-elle à la question philosophique du vrai loisir. Mais distinguons les temps, les niveaux et les efforts. Acceptons de nous limiter ici à la première interrogation et de mettre entre parenthèses la notion de loisir vrai ou faux, pour ne garder que celle de loisirs portés par les hommes, de loisirs pratiqués, aspirés, rêvés. Concrètement, soulignons une autre limitation de cet article, qui porte exclusivement sur les <u>loisirs pratiqués</u> dont nous interrogeons la nature sociale.

Graphique 1 - La production du "temps libre" et des "loisirs"



Le loisir, ou plutôt les pratiques de loisir, sont des actes consommatoires de signes culturels. Ces signes culturels ont pour lieu générateur la revendication hédoniste de la vie privée. Cette revendication construit des lieux de refuge: le foyer familial, lieu du repli en deçà de la routine quotidienne publique; l'évasion vers la nature au-delà de la semaine de travail et de l'univers urbain. E. Morin (1962, 1972) a excellemment décrit ce double mouvement et nous avons établi qu'en Suisse l'espace domestique et le lieu du week-end et des vacances sont les principaux supports des activités de loisir (Bassand. Lalive, Christe, Grandmousin, 1976,

p. 119 et s.). Ces deux espaces (l'espace du "chez soi" et l'espace du "mirage") sont chargés d'une signification symbolique identique, la rupture d'avec les contraintes de la quotidienneté. Mais leur jonction, la mobilité des personnes de l'une à l'autre n'est possible, dans les faits, que par l'existence d'un système de transports dont l'automobile privée est le centre. L'automobile est ainsi le troisième terme, le terme-liaison, de l'"utopie concrète" du loisir, en plus du "chez soi" et de l'"espace-mirage". L'accès à l'automobile est ainsi un besoin général dans notre société. Mais comment ce besoin est-il satisfait? Et comment devient-il par le jeu de sa satisfaction un agent de la restructuration sociale, c'est-à-dire un agent dans le processus par lequel une société reconstruit des hiérarchies, des stratifications, bref un ordre social?

Ce qui est vrai de l'automobile, moyen par excellence de loisir, mais aussi objet de loisir en soi, est vrai pour tous les loisirs. Voici notre seconde hypothèse: la pratique des groupes composant la structure sociale se saisit des loisirs et les modèle en un système. Ce système des loisirs reproduit la logique de la structure sociale, il lui est homologue. Et ainsi la pratique des loisirs est-elle une manière de reconstruire quotidiennement la structure sociale, de marquer les écarts, les ségrégations, de signaler aussi les tentatives de passage dans la pyramide sociale (cf. J. Baudrillard, 1970, 1972).

Les sociétés contemporaines sont sans doute encore construites à partir de leur appareil économique et c'est bien sûr dans le rapport à l'appareil de production que se constituent les fondements de la structure sociale, mais celle-ci se signale, se consolide, se reproduit aussi, se conteste parfois également dans ce jeu de consommation culturelle que commande le système des loisirs.

Tout cet article visera, à travers l'étude de l'appropriation de l'automobile puis à travers celle de l'accès au système de loisirs, à démontrer la hiérarchisation permanente du système social par la consommation culturelle.

1. STRATIFICATION SOCIALE ET DICHOTOMIE SEXUELLE

Les analyses sociologiques utilisent le plus souvent une échelle continue des catégories professionnelles. Chaque groupe est installé à l'échelon qui est censé symboliser le mieux sa position dans la hiérarchie sociale. Cette représentation unidimensionnelle a toujours

été ressentie comme une commodité insatisfaisante, car en fait il n'existe pas une, mais plusieurs hiérarchies socio-professionnelles. En premier lieu parce que le mode de production capitaliste, si dominant soit-il, n'a pas réduit toute la force du travail au salariat. Cela explique, par exemple, que les petits commerçants, sans parler des agriculteurs à exploitation familiale, rompent toujours, par les résultats qu'ils apportent à quelque recherche que ce soit, le continuum socio-professionnel dans lequel on veut les faire entrer. En second lieu parce qu'au sein du mode capitaliste même se distinguent diverses filières, par exemple selon le secteur économique. Comment d'ailleurs hiérarchiser entre eux ouvriers et employés? Les limitations d'un continuum linéaire sont évidentes dans le cadre d'une recherche portant sur la relation au temps et sur les pratiques de loisirs. Paysans, cadres moyens, indépendants se hiérarchisent moins entre eux qu'ils ne se qualifient différemment. Aussi avons-nous été amenés à rechercher une représentation plus complexe, mais nous l'espérons plus fidèle, de la structure sociale. Nous nous proposons de tenir compte:

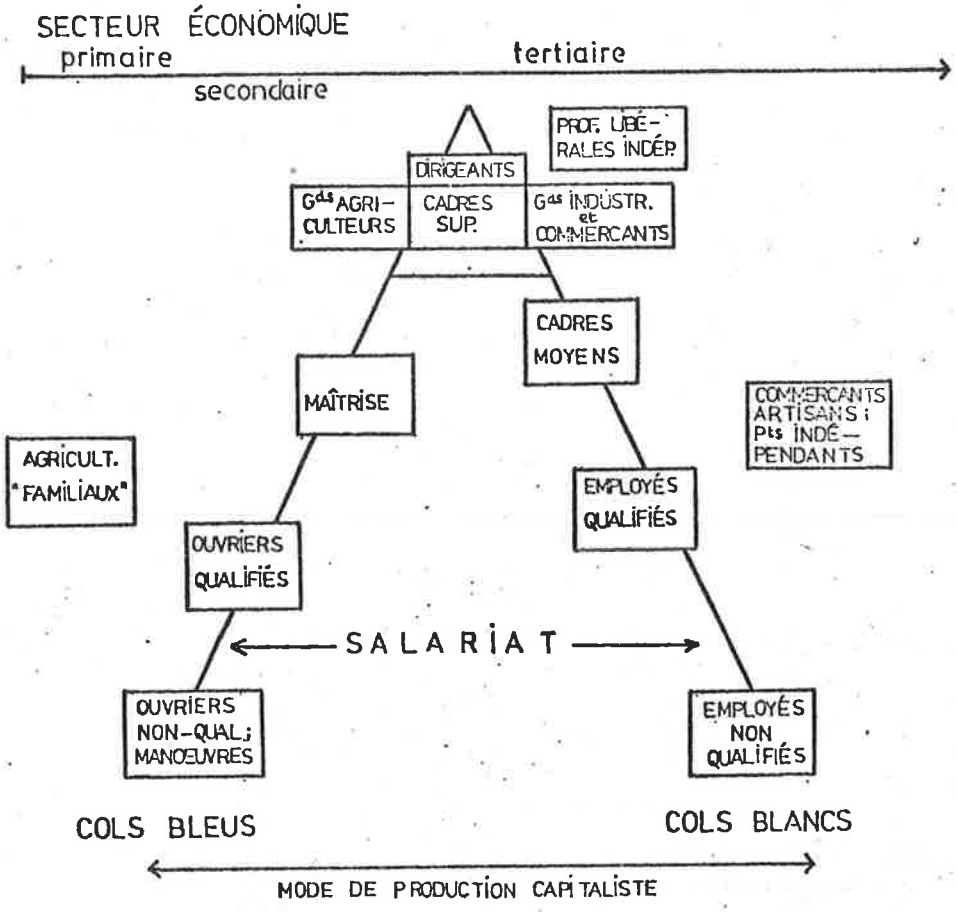
- du mode de rétribution du travail: travail "salarié" par rapport au travail "honoré";
- de la nature du travail: production, services, etc.;
- du degré de qualification du travail;
- de sa rémunération.

La structure sociale peut être alors représentée par un triangle isocèle qui englobe la totalité des groupes insérés dans le mode de production capitaliste. Un côté représente la hiérarchie ouvrière, l'autre celle des employés. Dans le petit triangle du sommet, on situera les cadres dirigeants. Débordant ce triangle, mais tout en lui appartenant fonctionnellement, on trouve les capitalistes.

A l'extérieur, sur la gauche, se situent les agriculteurs parmi lesquels il faut distinguer ceux dont la ferme est gérée sur le mode capitaliste des autres propriétaires d'exploitations familiales. Sur la droite, on place d'abord les professions libérales dont on dit que les services sont "honorés", puis les commerçants et les artisans.

La distinction de divers modes de travail ne doit pas faire oublier la prédominance (qu'indique la masse de la pyramide dans le graphique) du mode capitaliste qui organise le marché et structure la circulation des biens, des produits et des hommes.

Graphique 2 - Représentation de la structure socio-économique



Cette reconstruction théorique et graphique de la structure sociale, visualisée dans le Graphique 2, a l'avantage de préparer un passage de la notion de catégories socio-professionnelles aux notions de classes et de structures sociales. Les éléments sociologiques essentiels d'un regroupement des premières et de leur transmutation dans les secondes sont donnés.

Dans notre étude portant sur un échantillon de 1066 personnes représentatif de la population suisse âgée de 15 à 74 ans, des raisons pratiques - la taille de l'échantillon et la nécessité d'analyser des groupes suffisamment volumineux - nous ont amenés à simplifier ce premier schéma pour ne conserver que huit ensembles socio-professionnels. Le petit nombre des agriculteurs nous force à les regrouper tous ensemble. Pour la même raison, nous ne conservons qu'une catégorie dirigeante qui inclut les professions libérales. Les quelques contre-maîtres sont associés aux ouvriers qualifiés.

Le Graphique 3 donne la nouvelle représentation simplifiée. Il informe également sur la pondération des catégories dans la hiérarchie socio-économique, et sur la participation féminine à chacune de ces catégories (les chiffres sont calculés sur la base de la population active de notre échantillon).

Ces données illustrent très clairement la déqualification de l'activité féminine (les femmes composent un bon tiers de la population active (4)): plus la catégorie exige de qualifications, plus rares y sont les femmes. Notons que dans la classe ouvrière, les non-qualifiés sont des femmes pour moitié ou presque, alors que celles-ci sont quasiment absentes parmi les ouvriers qualifiés.

Si on observe d'une part que les emplois non qualifiés tendent à se réduire et que d'autre part on y trouve les plus fortes proportions de femmes (et d'étrangers, par ailleurs), on peut avancer que la femme (comme l'étranger) constitue l'essentiel du sous-prolétariat.

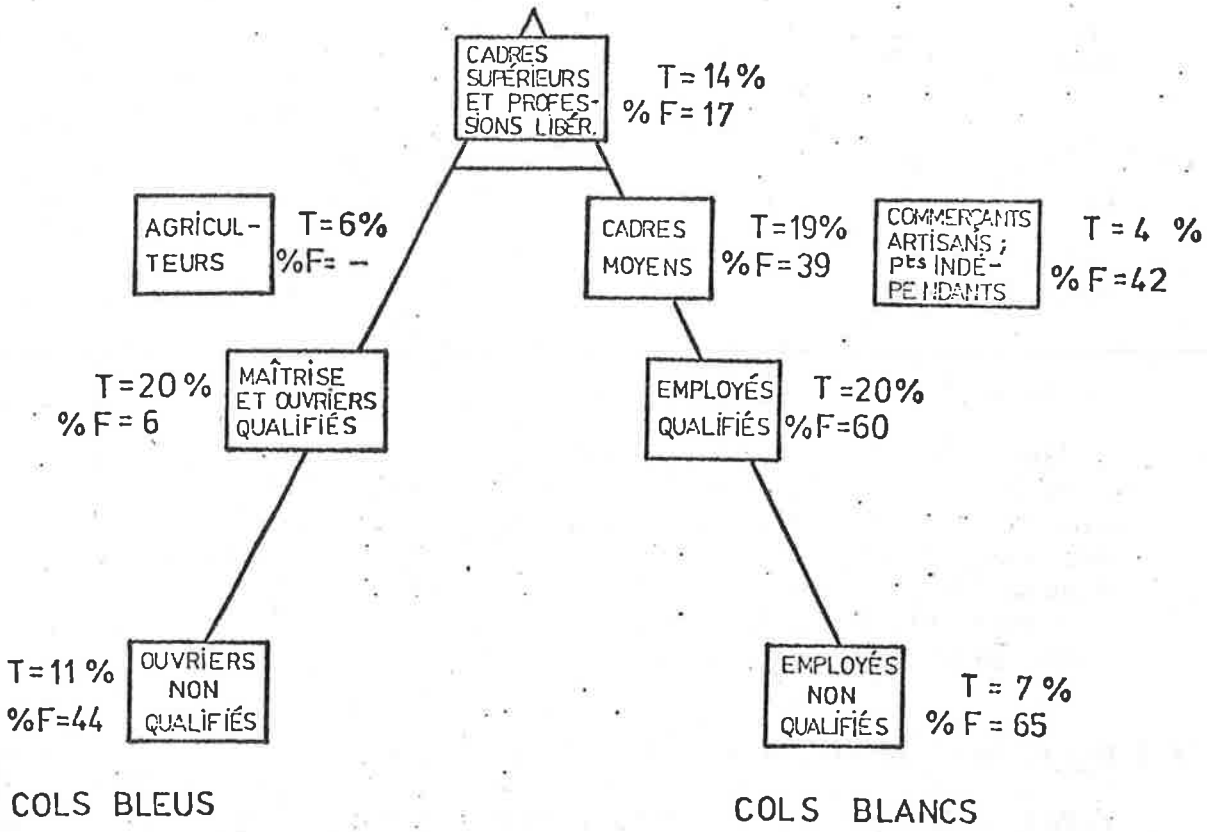
2. L'AUTOMOBILE ET LA REPRODUCTION DES INEGALITES

Les choix opérés dans nos sociétés ont privilégié, pour le transport des personnes, un système routier axé sur l'automobile privée.

Celle-ci s'associe étroitement à la sphère des loisirs. Ici, elle apparaît comme le moyen et comme le symbole de la libération du temps, de la possibilité d'utiliser ce temps "à loisir". De sa détention dépend la mobilité dans les grandes agglomérations et ainsi la variété des activités de loisir dans le courant des jours ouvrables. Elle sert aussi de courroie de transmission entre ces deux principaux espaces de loisir que sont d'une part l'espace familial, lieu du repli vespéral quotidien, et l'espace plus ou moins éloigné, lieu de l'évasion vers la nature lors des fins de semaines, lors des vacances.

Inutile d'insister plus encore sur ce fait, ce serait enfoncer une porte ouverte. Que ce fait soit devenu une valeur, que le véhicule-moyen soit aussi un symbole du désir, qu'il évoque en soi liberté, puissance, rupture des contraintes, nous amène à insister sur le fait qu'il s'agit là d'un choix de société. D'autres choix eussent été possibles. Il est clair que dans cet article, nous ne proposons pas la voiture comme l'idéal, ni la voiture pour tous comme une panacée. Nos travaux nous ont amenés à la conclusion que, sauf bouleverse-

Graphique 3 - Hiérarchie socio-professionnelle et dichotomie sexuelle



Légende

T = volume (en %) de la catégorie socio-professionnelle dans la structure sociale.

%F = taux de femmes dans la catégorie socio-professionnelle.

Exemple: Les employés non qualifiés représentent le 7% de la population active de notre échantillon. Les femmes en composent le 65%, les hommes le 35% restant.

ments globaux de notre civilisation, l'automobile (et ses avatars futurs) est et restera au coeur du système de transports. C'est un constat, non une option de notre part.

2.1 La hiérarchie socio-professionnelle

Dans notre questionnaire, la question était ainsi libellée: "Possédez-vous une (ou plusieurs) voiture(s)? y compris celle(s) de votre conjoint?"

Notre décompte nous amène à constater que, dans la population de vingt ans et plus, 41% des ménages ne disposent pas d'une voiture.

Quelles sont les conditions qui rendent possible la disposition d'un véhicule, dont nous avons posé en axiome qu'il est le moyen d'une large participation au système de loisirs, puisqu'il est érigé en moyen par excellence de la mobilité spatiale?

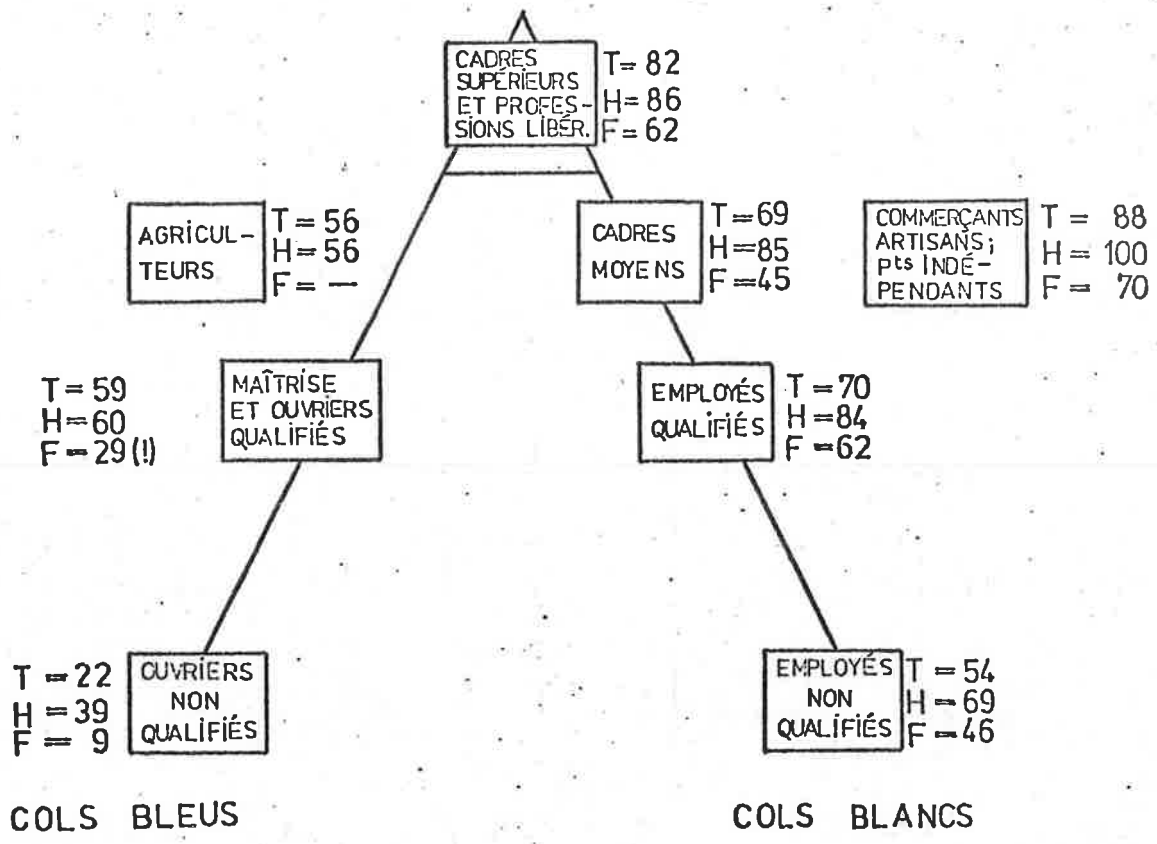
Le Graphique 4 nous indique que les écarts sont notables entre les extrêmes de la hiérarchie socio-économique: deux ouvriers non qualifiés sur dix seulement détiennent une voiture, alors que c'est le cas de huit à neuf sur dix cadres supérieurs ou commerçants. Les ouvriers non qualifiés mis à part, les écarts sont moins prononcés mais subsistent avec évidence.

2.2 Dichotomie sexuelle

Parmi la population active, distinguons maintenant les deux sexes (Graphiques 4 et 5). On constate que les femmes actives accèdent beaucoup plus difficilement à la détention de l'automobile: 46% d'entre elles en détiennent une (elles ou, le cas échéant, leur conjoint) contre 73% des hommes (eux, ou le cas échéant, leur conjointe).

L'amplitude maximale de l'écart est la même chez les femmes que chez les hommes dans la structure socio-économique: on constate 60% de différence entre le taux minimum et le taux maximum de propriétaires d'automobile. Mais les minima et les maxima ne se situent pas sur les mêmes paliers de l'échelle, selon qu'il s'agit des femmes ou des hommes. Alors que dans la population masculine le minimum est de 40% (ouvriers non qualifiés) et le maximum possible se rencontre chez les indépendants, dans la population féminine on part presque du minimum absolu (9% chez les ouvrières sans qualification) pour plafonner à 70%.

Graphique 4 - Hiérarchie socio-économique, dichotomie sexuelle et détention d'une automobile



Légende

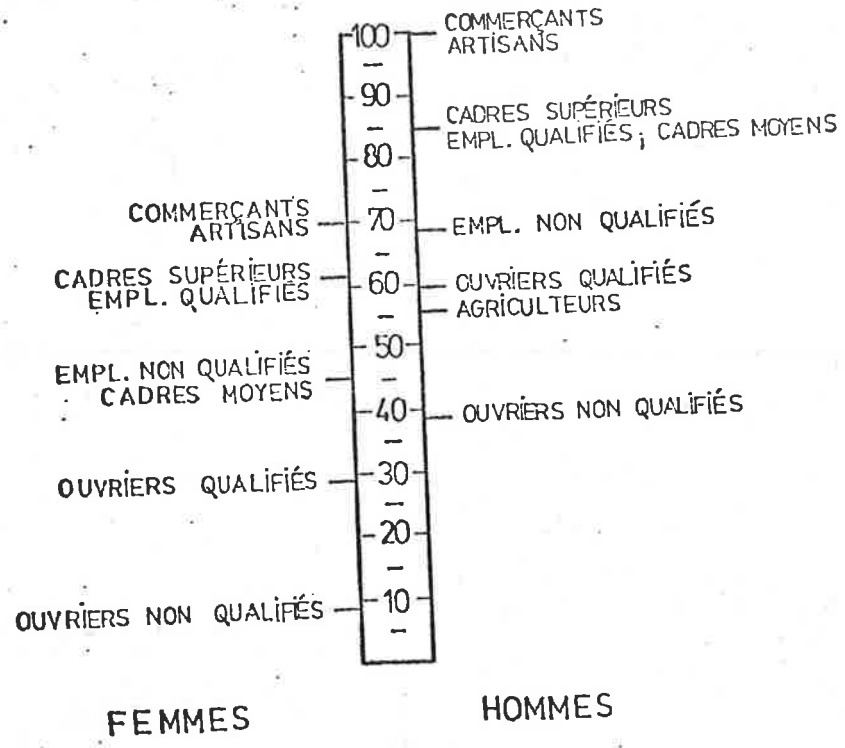
T = taux de propriétaires (ou co-propriétaires) d'un véhicule dans la catégorie socio-professionnelle

H = idem, dans la population masculine de la catégorie socio-professionnelle

F = idem, dans la population féminine de la catégorie socio-professionnelle

! = nombre < 5

Graphique 5 - Taux de propriétaires d'automobiles selon la catégorie socio-professionnelle et selon le sexe



Ainsi, on observera que si l'on tient compte et du sexe et de la hiérarchie socio-professionnelle pour étudier l'accès à la voiture, on aboutit non pas à un constat de concentration des situations autour d'une moyenne, mais au contraire à un constat d'extrême diversité, donc ici d'extrême inégalité, puisque toute l'échelle est utilisée.

2.3 L'effet de génération

Un dernier facteur sera considéré ici, car il introduit une autre perspective: l'âge.

Tableau 1 CLASSES D'AGE ET DETENTION D'UNE VOITURE

Classes d'âge	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	55-59	60-64	65-69	70-74
% de détenteurs de voiture*	47	67	80	80	74	66	70	44	27	30	20

*) La personne enquêtée ou son conjoint

L'ensemble de la population (active et non-active) est considéré ici, dans les tranches d'âge allant de 20 à 74 ans compris.

Le Tableau 1 peut être décomposé en trois parties.

1. De 20 à 30 ans, augmentation des détenteurs de voiture. Cela correspond à l'entrée dans la vie active, l'accès à un salaire permettant l'acquisition du véhicule.
2. Les personnes de 30 à 55 ans sont dans leur très grande majorité (les trois quarts environ) détenteurs d'un véhicule. Les plus forts taux concernent des personnes de 30 à 40 ans.
3. Une cassure brutale à 55 ans.

Arrêtons-nous sur ce dernier point. L'âge ne doit pas être interprété comme une donnée biologique, comme si à partir de 55 ans et sous l'effet du vieillissement, on était amené à renoncer à son véhicule. L'âge est ici un indicateur de génération. Notre enquête a été menée en 1975. Les hommes de 55 ans et plus avaient donc franchi la quarantaine en 1960 lors du début du "boom" de l'automobile. Leurs habitudes de vie n'incluaient pas l'utilisation de cet objet jusqu'alors très élitaire. L'acquérir supposait un nouvel apprentissage.

En revanche, les générations de moins de 40 ans en 1960 sont les "générations de l'automobile". Elles n'ont pas eu à s'y habituer; elles ont grandi avec le développement de cette industrie, elles en ont intériorisé le besoin qu'elle diffusait.

Avec l'inévitable disparition des générations d'avant l'automobile, avec également l'évolution de la situation professionnelle de la femme et la transformation de son image de soi (mais ces derniers processus seront plus longs, plus incertains que le premier), la répartition des véhicules selon l'âge avant tout et selon les sexes en partie, tendra à s'égaliser. L'effet le moins influençable est sans doute celui de la structure socio-économique.

L'âge marque donc des différences, mais celles-ci ne doivent pas être interprétées principalement en termes d'inégalités (quoiqu'il y en ait par exemple du point de vue du revenu), mais avant tout en termes de spécificité. Le désir, comme le besoin de voiture n'est pas un trait caractéristique de la culture propre des générations d'avant-guerre.

3. STRUCTURE SOCIALE ET SYSTEME DES LOISIRS

3.1 Préliminaires

Notre propos n'est pas ici de considérer chaque loisir "per se"; il n'est certes pas inutile de construire une classification des loisirs en fonction de caractéristiques qui leur seraient intrinsèques. Ce que nous visons à saisir et décrire ici, ce sont les pratiques de loisirs. Quel système de loisirs est proposé à une population? Quelles sont les caractéristiques sociales qui ouvrent plus largement l'accès à ce système ou qui rétrécissent le spectre des activités possibles?

Notre objectif est donc de mettre en regard les personnes enquêtées, agrégées selon leurs attributs sociaux, et les loisirs pratiqués; ce qui conduit à mettre à jour la construction du système des pratiques de loisirs par le système social.

Quels attributs sociaux avons-nous retenus pour rendre compte du système social? Ils sont de cinq ordres:

- les agrégats socio-démographiques: construits à partir du sexe, de l'âge, de l'état-civil et du nombre d'enfants à la maison;
- les agrégats socio-économiques: catégories socio-professionnelles (combinées avec le sexe et l'activité: hommes actifs, femmes actives, ménagères classées selon le CSP du conjoint), les tranches de revenu;
- les agrégats socio-culturels: le niveau de scolarité, la langue, la religion;

- les agrégats socio-écologiques: taille démographique de la commune de domicile, son type (partie d'une agglomération ou non);
- enfin des agrégats supplémentaires, tels par exemple la population distribuée selon la détention de deux ou plusieurs voitures, d'une seule, et enfin des non-propriétaires de voiture.

Nous avons également construit une liste de cinquante activités de loisir (plus une "autre") que l'on trouvera en annexe. Il faut, bien sûr, tenir compte de l'intensité de la pratique de chacune de ces activités. Dans le cas de seize loisirs, observant des fréquences très variées, nous avons opéré la distinction entre une pratique régulière et une pratique occasionnelle, ces adjectifs étant qualifiés en fonction de la spécificité de chaque loisir.

L'analyse factorielle des correspondances (A.C.) permet la description de tables de dépendance, donc de tables où deux ensembles d'informations sont mis en correspondance. Ces ensembles sont ici les agrégats sociaux d'une part, les pratiques de loisirs d'autre part. Et un tableau indiquant les taux de pratique de chacun des 67 loisirs par chacun des 85 agrégats sociaux retenus a été soumis à l'A.C.

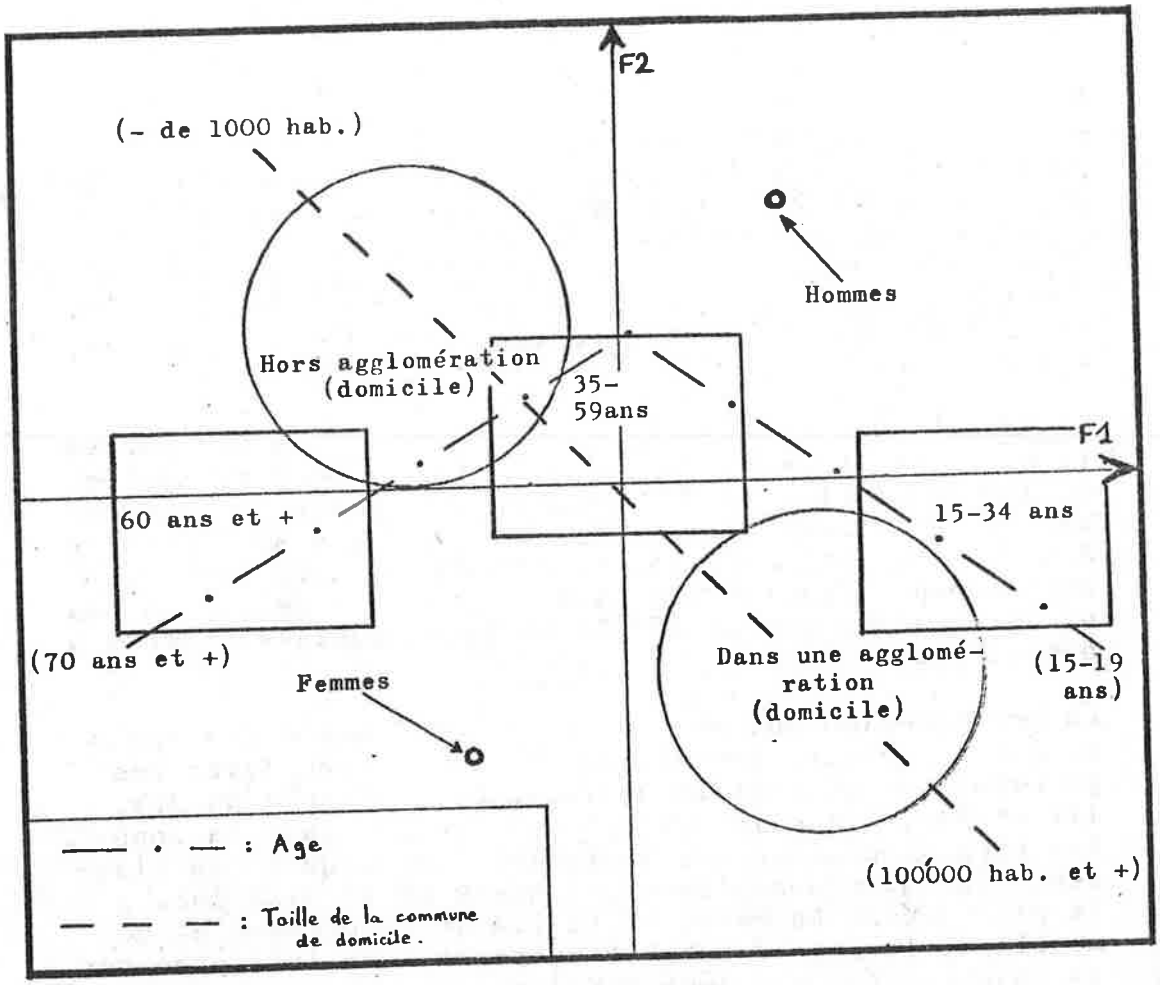
La présentation qui suit se base sur l'étude des trois premiers facteurs fournis par cette analyse (avec des pourcentages respectifs de variance expliquée de 30%, 17% et 9%). L'âge intervient massivement dans la construction du premier axe factoriel, sur lequel les classes d'âge quinquennales s'ordonnent de la plus âgée à la plus jeune. Le sexe, la taille de la commune de domicile et la zone d'habitat exercent leur influence sur la construction des deux premiers axes. Les attributs socio-économiques sont constitutifs d'un troisième.

3.2 Une typologie des pratiques de loisirs

De cet espace tridimensionnel émerge également une classification des loisirs (5).

Pour la clarté de l'exposé, nous la décrirons et l'analyserons à partir du graphique "positionnant" pratiques de loisirs et agrégats sociaux dans le premier plan factoriel; en outre, nous dédoublerons ce graphique en donnant d'abord la représentation simplifiée des déterminations sociales de la typologie des loisirs (cf. graphique 6).

Graphique 6 - Les déterminations sociales d'une typologie des loisirs (plan schématisé d'une analyse des correspondances)



Commentaire

Représentation stylisée du tableau fourni par l'ordinateur. On ne retient que les principaux paramètres. Les grands rectangles et cercles délimitent des ensembles de points d'un paramètre donné (par exemple, dans le rectangle "35-59 ans" sont situés les points représentant chacune des classes d'âge quinquennales comprises entre ces deux âges).

Rappelons qu'interviennent dans cette construction des paramètres d'ordre socio-démographique et d'ordre socio-écologique. Est-ce à dire que les autres attributs sont de peu d'influence? Les catégories socio-professionnelles sont "absorbées" par l'opposition hommes/femmes dans cette représentation. Cela, une fois encore, souligne l'importance du clivage par sexe dans le système social, son autonomie à l'égard des systèmes du travail ou mieux encore combien la cristallisation sociale des rôles sexuels influence ensuite la structure socio-professionnelle. Mais si les attributs socio-économiques n'interviennent pas ici en premier chef, on sait qu'ils le font sur un autre axe, exigeant une analyse complémentaire.

Parmi les attributs culturels, distinguons la scolarité de la langue et de la religion. Dans ce premier graphique, la scolarité s'associe aux générations, donc à l'âge, tant l'entrée du système scolaire s'est élargie au fil des décennies.

Mais la langue, comme la religion, n'ont qu'un poids insignifiant. Voici qui ne manque pas d'intérêt: l'éventail des loisirs pratiqués ne varie donc pas selon les appartenances linguistiques et religieuses.

En revanche, nous observons que la culture des loisirs (ou la dimension "loisirs" de la culture) est profondément déterminée par le phénomène urbain, sa dynamique, son expansion vers les campagnes et les montagnes, la réorganisation de ses régions en fonction des besoins du système urbain.

Quelle est alors cette organisation des loisirs qui résulte de leur "mise en correspondance"? Le graphique 7 en donne la représentation schématique. En effet, la localisation des points correspondant aux loisirs autorise le regroupement en cinq types dont trois peuvent être dédoublés en sous-types.

1. Les activités domestiques (TV, radio, lecture, etc.).
2. Les activités de plein air (jardinage, promenade, excursion, camping, chasse, pêche, etc.).
3. Les activités sociales (inviter et être invité, restaurant, café, foire et fêtes villageoises, jeux de société, etc.). Ici on distinguera entre les pratiques sociales régulières et les pratiques sociales occasionnelles.
4. Les activités sportives qui se décomposent en deux sous-ensembles:

- les activités à caractère élitaire (équitation, navigation, tennis, etc.) qui occupent une position distincte sur le graphique;
- les activités sportives populaires (actives: natation, gymnastique, cyclisme; passives: participation à des manifestations sportives) dont l'ensemble chevauche dans le graphique d'autres types de loisir.

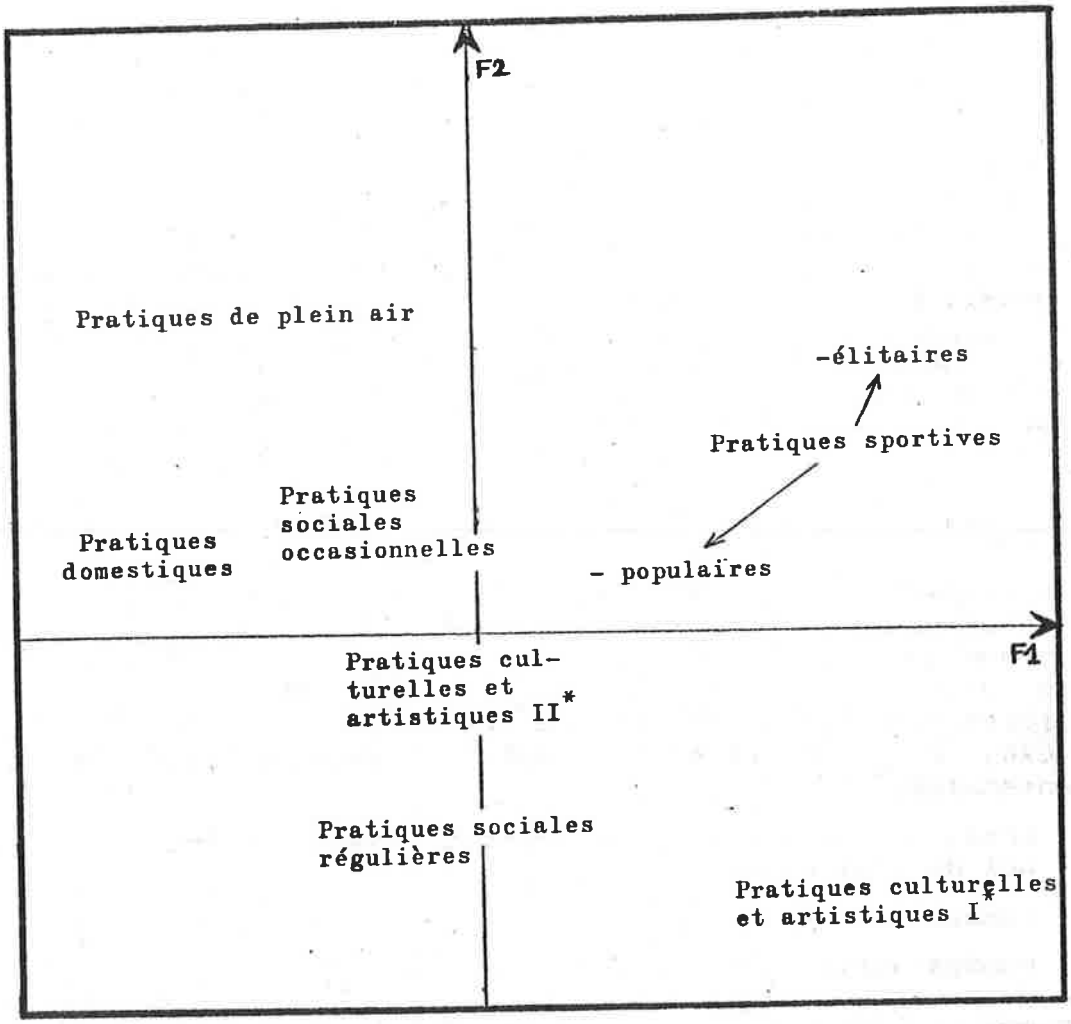
  La pratique du ski et des sports d'équipe font la transition entre ces deux sous-ensembles, ce qui nous rend attentifs par ailleurs à la place particulière de la pratique du ski dans notre pays.

5. Les activités culturelles artistiques enfin, parmi lesquelles il convient de distinguer:
   - les activités de production artistiques culturelles (faire du théâtre, de la peinture, suivre des cours, etc.), et
   - les actitivés de consommation artistiques et culturelles (aller au cinéma, au théâtre, etc.).

Répétons que cette typologie ne découle pas d'une logique intrinsèque. Au contraire, elle est induite par une socio-logique. Elle découle du rapport des acteurs sociaux aux loisirs possibles. Mais alors, comment énoncer cette socio-logique? Pour dégager cet énoncé, il faut maintenant observer des "correspondances" des deux ensembles d'informations que l'analyse de correspondance met en perspective. Il s'agit donc de superposer les graphiques 6 et 7 qui ne sont d'ailleurs que le dédoublement d'un graphique original unique (6).

Cette double confrontation apporte une clé de lecture du graphique qui est fondamentale. L'ensemble des loisirs présente une structure analogue à celle d'un éventail se déployant de gauche à droite sur le graphique (en gros suivant l'axe donné par le facteur 1). Cela signifie que les catégories sociales ont accès essentiellement à la partie de l'éventail située sur la gauche de leur position, et pas seulement aux loisirs les plus proches de celle-ci. En termes plus concrets, le fait que les jeunes se situent à l'extrême droite du graphique, au-dessous de l'axe horizontal, ne signifie pas qu'ils ne pratiquent pas de loisirs domestiques ou sociaux; ce fait indique avant tout qu'ils sont des plus adeptes de loisirs culturels artistiques actifs. En revanche, les femmes et surtout les personnes âgées ne sortent que rarement de cette fraction de l'éventail des loisirs constitué par les types domestiques, les actes occasionnels de sociabilité et de plein air. Aussi

Graphique 7 - Typologie des pratiques de loisir (plan schématisé d'une analyse des correspondances)



* Pratiques culturelles et artistiques

I production artistique ou forte fréquence d'assistance à des spectacles (concert, théâtre, cinéma)

II consommation culturelle à caractère plutôt occasionnel (moins d'une fois par mois)

peut-on dégager cette proposition: les agrégats sociaux se différencient entre eux non seulement (peut-être non principalement) par la spécificité de leurs loisirs, mais avant tout par un accès plus ou moins restrictif au système des loisirs. Certains puisent dans la totalité de l'éventail, d'autres n'accèdent qu'à certaines de ses branches.

Cette analyse nous amène à la conclusion suivante: c'est la pratique sociale qui organise les divers loisirs en un système, d'où nous émettons l'hypothèse que la logique de ce dernier reproduit la logique propre au système social. Finalement, ce premier plan de l'analyse des correspondances nous enseigne qu'être jeune, être un homme et habiter dans une agglomération urbaine sont des attributs qui favorisent l'accès à l'ensemble du système des loisirs.

3.3 Des inégalités d'accès au système de loisir

Le troisième axe dégagé par l'analyse des correspondances est construit avant tout par les attributs socio-économiques: statuts socio-professionnels et catégories de revenu. Mais on se souviendra que les status socio-professionnels ont été introduits en tenant compte du sexe, ce qui décompose la population enquêtée en trois ensembles:

- ménagères classées selon le statut socio-professionnel de leur époux,
- femmes actives,
- hommes actifs (7).

Comme précédemment, nous décomposons le plan graphique formé par les facteurs 1 et 3 afin d'indiquer d'abord quels sont les attributs sociaux dégagés. L'axe horizontal qui correspond au facteur 1 est construit, souvenons-nous, avant tout autour du sexe et de l'âge. L'axe vertical exprime la structure socio-économique et l'on observe que tant la pyramide des professions, les catégories de revenu, la détention de véhicules et les niveaux de formation scolaire se développent selon des courbes ascendantes parallèles (la courbe de la scolarité est un peu plus inclinée parce qu'influencée par l'âge).

Observons plus en détail les trois hiérarchies socio-professionnelles exprimées par trois courbes. Elles évoquent l'image d'une pyramide tronquée: à la base, les trois arêtes sont très éloignées l'une de l'autre, alors

qu'elles sont assez proches au sommet. Remarquons aussi que les femmes actives des emplois non qualifiés sont proches des ménagères dont le mari a un statut professionnel identique. En revanche, dès que l'emploi se qualifie, la courbe des femmes actives se rapproche de celle des hommes.

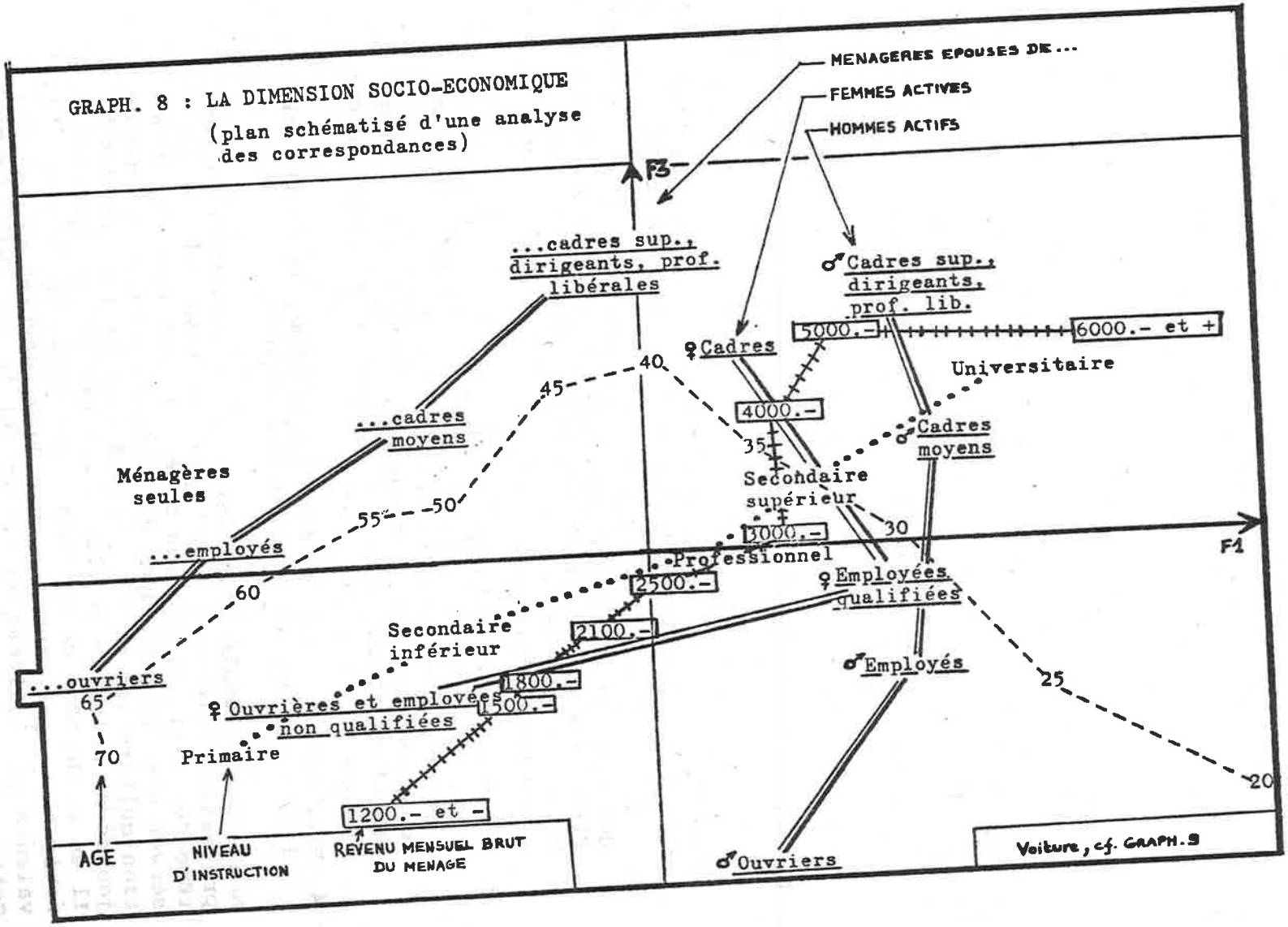
Dans le dernier graphique (Graphique 9), nous garderons les trois courbes des catégories socio-professionnelles, ainsi que celle de l'âge et nous situerons les loisirs. Le système des loisirs se déploie comme dans l'autre plan, de gauche à droite, mais ici selon un axe incliné ascendant. Cette présentation nous permet de compléter la conclusion antérieure. L'accès au système des loisirs est d'autant plus large et varié que l'on occupe une position plus élevée dans la structure socio-économique, que l'on est inséré dans la vie active, que l'on est un homme, et que l'on appartient au monde urbain.

De cette analyse, nous tirerons les propositions suivantes:

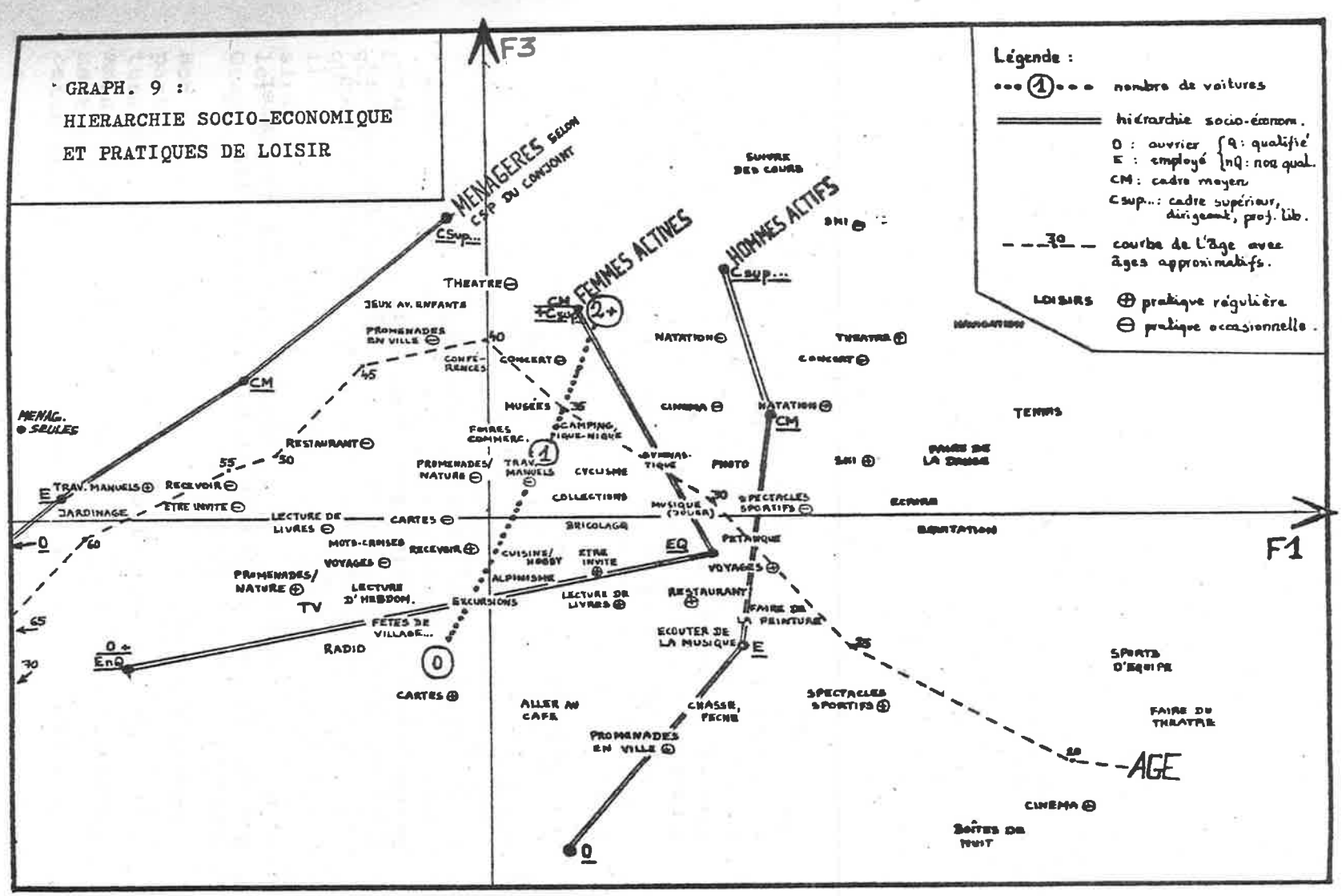
1. La pratique sociale conduit à l'édification de l'hétérogénéité des loisirs en un véritable système.
2. L'accès à ce système est conditionné par la position que les individus occupent dans la structure sociale. Plus on a un statut élevé, plus l'accès est libre. Notons cependant que les jeunes adultes y ont un accès privilégié également.
3. Ce système de pratique (et de régulation des pratiques) est aussi un système de valeurs qui influence l'univers des aspirations. Il contribue à renforcer le système social en marquant les différences, les positions et en signalant également les faits de mobilité.
4. Pour avoir un bon accès à ce système, la disposition d'un véhicule privé est indispensable.

Nous avons signalé l'influence de la structure socio-professionnelle mais aussi celle de l'âge sur le système du loisir et sur son accès. Il est frappant d'observer que les pratiques de production et de consommation culturelles et artistiques sont le fait et des jeunes de moins de 30 ans et des classes dirigeantes. Il en va de même de certaines pratiques sportives: ski, navigation, par exemple. Cela nous rappelle qu'une des valeurs de l'univers du loisir est la jeunesse. Dans cette relative similitude des positions de la classe dirigeante et des jeunes adultes, ne faut-il pas voir cet effort de ceux qui en ont les moyens pour paraître jeunes en adoptant dans une certaine mesure les modèles des jeunes?

GRAPH. 8 : LA DIMENSION SOCIO-ECONOMIQUE
(plan schématisé d'une analyse des correspondances)



GRAPH. 9 :
HIERARCHIE SOCIO-ECONOMIQUE
ET PRATIQUES DE LOISIR



CONCLUSION

Au centre de cet article se trouve la question de savoir dans quelle mesure la structure sociale - ensemble des groupements que définit l'appareil économique - organise la pratique des loisirs en un système et quel type de relations s'établit entre elle et ce système? Nous prenions comme référence l'idée d'une relation d'homologie. En adoptant cette perspective, nous mettions à l'épreuve ces doctrines de la "civilisation de consommation" ou "des loisirs" qui annoncent la concrétisation d'une société de la participation et la réduction des inégalités. Notre démarche permet d'observer si et dans quelle mesure les hiérarchies et les inégalités qui se construisent dans le mode de production marquent également le mode de consommation (dont font partie les loisirs) de notre société en s'y reproduisant.

Dès lors, d'un point de vue méthodologique, il convenait de répondre à deux questions:

1. Les "dimensions" sociales autour desquelles s'organise le système de loisirs sont-elles bien les "dimensions" fondamentales de la structure sociale? Pour pouvoir parler d'homologie, la réponse doit être positive, car si tel n'était pas le cas, il apparaîtrait dès lors que le système des loisirs répond, partiellement en tout cas, à une logique organisatrice indépendante de celle de la structure sociale.
2. Les inégalités du système de loisir reproduisent-elles l'ordre hiérarchique inégalitaire du système social? Si tel n'est pas le cas, on pourrait alors avancer l'hypothèse que la consommation culturelle, loin d'avoir sur la structure sociale un effet de renforcement, exerce sur elle un effet compensatoire puisqu'une hiérarchie inégalitaire du mode de production serait en quelque sorte tempérée par une hiérarchie inégalitaire différente du mode de consommation.

I. L'analyse effectuée (A.C.) nous a amenés à constater que le système des loisirs était modelé par les quatre dimensions suivantes:

- urbain / rural,
- la dichotomie sexuelle,
- l'échelle des âges,
- la hiérarchie socio-économique.

Les autres facteurs analysés ont révélé n'exercer que des influences faibles ou dérivées, comme par exemple l'appartenance linguistique ou la croyance religieuse, attributs culturels pourtant si décisifs dans d'autres périodes de la civilisation ou au sein d'autres cultures.

Les quatre dimensions ainsi dégagées sont bien pour nous les dimensions constitutives de la structure sociale des sociétés industrielles avancées. Celles-ci se construisent dans les villes avant de reconstruire l'espace rural selon les besoins de l'univers urbain. Elles aménagent à leur manière ces paramètres d'origine biologique que sont le sexe et l'âge. Avant même de définir la hiérarchie socio-économique, la société du travail dit productif décrète la distinction, entérinée par tous les recensements, entre la population active (dont l'activité a un effet sur le PNB) et la population non active. Ce décret est en fait une négociation qui porte sur l'âge et sur le sexe. Il délimite une classe d'âge - la jeunesse - de non producteurs, ou plutôt de producteurs en formation. Il constitue aussi une autre classe, celle des retraités, les personnes âgées. Le graphique 8, qui met en relation la hiérarchie socio-économique et l'âge, signale ce decoupage principal des classes d'âge en trois ensembles: les jeunes, producteurs en formation; les producteurs retraités; les actifs.

La définition économique d'une population non active donne un contenu à la dichotomie sexuelle. Elle appelle ménagères (mot qui n'a pas de masculin) ces femmes qui sont le repos du producteur-homme. Ainsi la dichotomie sexuelle est-elle qualifiée par une définition de société.

Et la hiérarchie intermédiaire entre celle des ménagères et celle des hommes (actifs par définition) que constituent les femmes actives, cette hiérarchie illustre bien dans son rapport aux pratiques de loisirs, l'écartellement de ces femmes entre deux modèles, celui du producteur et celui de la ménagère (cf. Graphique 9).

Non seulement le système des loisirs est construit à partir des quatre dimensions fondamentales de la structure sociale des sociétés industrielles avancées, mais constatons qu'en plus il n'est que marginalement influencé par les variables non-pertinentes de cette structure sociale.

II. Les graphiques répondent à l'évidence à la deuxième question. Le système des loisirs, à l'image de la structure de la production, entérine la prédominance des des catégories sociales supérieures, la pyramide socio-professionnelle et l'échelle des salaires s'y reproduisant sans surprise aucune. Ce système se caractérise aussi par le primat de l'homme sur la femme, ou plus précisément par le fait que c'est le mâle des classes supérieures qui présente le modèle le plus réalisé d'accès au système de loisirs. Les données analysées suggèrent que les femmes qui connaissent une réussite professionnelle adoptent des modèles masculins de loisirs plus qu'elles ne les redéfinissent.

Le seul élément de distance entre la structure sociale liée à la production et la structure sociale des loisirs réside dans cette relation entre le système de loisirs des jeunes et celui des classes supérieures (cf. Duvignaud, 1975). Bien que ce clan d'âge soit défini par la nature du système de production, ainsi que nous venons de le voir, il semble profiter de son "errance sociale" (errance entre la famille d'origine et la famille de procréation, entre l'école et le métier) pour organiser de manière originale ses activités quotidiennes. Il semble en outre que cette organisation devienne modèle (quête et nostalgie?) pour les catégories sociales supérieures. Roger Bastide (1970) avait montré comment les classes dirigeantes blanches brésiliennes s'appropriaient en la réacculturant, en la "civilisant", la culture populaire noire, religieuse et profane. Ce modèle d'analyse pourrait servir à l'approfondissement de cette relation entre les pratiques de loisir des jeunes et celles des catégories supérieures.

Cette étude met en évidence l'inadéquation des notions de société de consommation ou de civilisation des loisirs, si par elles on entend définir le lieu organisateur du système et des pratiques sociales. Notre société demeure une société de la production économique. Son mode de production et sa structure sociale décident de l'organisation du mode de consommation et du système social de loisirs qui leur sont homologues. Si, en s'inspirant de Georges Bataille et de Jean Baudrillard, l'on veut utiliser la notion de "mode de destruction" dont les loisirs seraient un élément important, alors il nous faudrait conclure que, dans nos sociétés, il n'existe pas de mode de destruction autonome à l'égard du mode de production, ou alors il faudrait dire que le mode de destruction, c'est le mode de production lui-même.

Enfin, si les expressions de société de consommation ou de civilisation des loisirs visent à décrire une réduction des inégalités, alors, pour notre part, nous constatons que le système des loisirs se définit lui-même par une hiérarchie des formes de participation. La distribution de la détention d'une automobile constitue le paradigme de cette structure inégalitaire (cf. les graphiques 4 et 5). (8).

OUVERTURE: INEGALITE ET DIFFERENCE

A ce stade, il convient d'interrompre cette démarche pour viser à resaisir le même objet sous une autre perspective. Non plus celle des inégalités de la consommation de loisirs - son système est maintenant fixé, et des mesures relativement précises effectuées - mais celle des différences et des spécificités. Non plus une approche en termes d'étendue et de quantité, mais une étude de la qualité et de la signification. Faire de la danse ne se pratique ni dans les mêmes lieux, ni avec les mêmes gens, ni n'a la même signification selon que l'on a 18 ans ou que l'on est un employé de banque dans la trentaine. La télévision n'est pas vue de la même manière parmi les ouvriers et chez les universitaires (et nous ne sommes pas convaincus par le stéréotype selon lequel les premiers seraient plus marqués par cet appareil).

La question serait ici de savoir comment chaque groupe social négocie la part du système de loisirs à laquelle il a accès. Comment, dans une dialectique d'acculturation et de contre-acculturation, il s'approprie sa fraction de culture de masse pour en faire sa sous-culture propre? Alors réapparaissent les spécificités culturelles au sein d'une société inégalitaire et de classes. Mais pour les voir et pour être à même d'en rendre compte, la sociologie de l'enquête par questionnaire standardisé doit accepter l'aide de l'anthropologie et de l'ethnologie sociales. (A titre d'exemple, cf. Hoggart, 1970).

Mais c'est là musique d'avenir ...

Christian Lalive d'Epinay
Etienne Christe
Département de sociologie
Université de Genève
1211 Genève 4

Michel Bassand
EPFL
1007 Lausanne

NOTES ET REFERENCES

1. Par exemple, les activités du comité de recherche de l'AIS "Sociologie du loisir et de la culture", animé par J. Dumazedier; la revue Society and Leasure; la grande enquête internationale sur les budgets-temps (cf. M.A. Szalai et al., 1972).

2. Avec E. Morin (1973), nous distinguons la production d'une société par elle-même, de la reproduction sociale qui désigne le processus de reproduction du système culturel dans chacun des individus. Dans cet article, nous nous concentrons sur certains aspects de la production de la société.

3. Nous préférons ces termes - pourtant maladroits - à ceux de société de consommation, des loisirs, post-industrielle. Sans nier l'extraordinaire rupture de ce milieu de siècle, il nous apparaît que nous sommes toujours dans une société régie par son appareil de production, et que celui-ci conserve un fondement industriel. Aussi préférons-nous, à ce stade de notre réflexion, distinguer deux phases et non deux types de sociétés.

4. Les femmes composent le 34% de la population active. Ce taux n'a guère bougé depuis 1930 (cf. Recensements fédéraux).

5. Pour une discussion des typologies des loisirs, cf. Bassand et Lalive, 1974, p.72-78. Notre typologie n'est pas sans point de rencontre avec celles proposées par Wippler (1968) et Kämäräinen et Eronen (1968) sur la base d'analyses factorielles, à cette différence que ces chercheurs ne mettent pas les pratiques de loisirs en regard des attributs sociaux des pratiquants.

6. Rappelons quelques-unes des clés de lecture des graphes fournis par l'A.C. La représentation simultanée des deux ensembles de caractéristiques analysés offre la possibilité d'une étude des correspondances qui s'établissent entre ces ensembles.

   L'application de l'A.C. au tableau croisant 67 pratiques de loisirs et 85 groupes sociaux permet de mettre en évidence:

   - Les similitudes (ou les dissimilitudes) entre pratiques de loisirs, compte tenu des caractéristiques sociologiques de leurs adeptes: plus deux points "loisir" sont proches, plus les pratiquants de ces deux loisirs ont "en moyenne" les mêmes caractéristiques sociologiques.

   - Les similitudes (ou les dissimilitudes) entre agrégats sociaux, du point de vue de la distribution de leurs pratiques de loisir: plus deux points "agrégat" sont proches, plus les deux groupes sociaux qu'ils représentent auront "en moyenne" des pratiques de loisir similaires.

   - Les pratiques de loisir les plus caractéristiques d'un groupe social donné: plus un point "agrégat" est proche d'un point "loisir", plus cette pratique de loisir aura "en moyenne" une place importante dans les pratiques de ce groupe, comparativement à celle qu'elle occupe dans les pratiques des autres groupes.

- Les caractéristiques sociologiques liées principalement à une pratique de loisir donnée: plus le point représentant une pratique est proche d'un point "agrégat", plus le groupe représenté par ce dernier point aura "en moyenne" un taux de pratique important de ce loisir, comparativement aux autres groupes.

La lecture des graphes doit également tenir compte de la position des points par rapport à l'origine des axes factoriels: plus un point est éloigné de l'origine, plus il est "en moyenne" significatif.

(Le terme "en moyenne" plusieurs fois utilisé ci-dessus fait référence à un ensemble de conditions, d'effets combinés, etc. qu'il nous est impossible de développer dans le cadre de cet article. Nous renvoyons le lecteur intéressé à l'ouvrage de J.-B. Benzecri: L'analyse des données, 2 tomes, Dunod, Paris, 1973).

Pour comprendre les descriptions et analyses présentées, il faut en outre savoir que le nombre moyen de loisirs pratiqués varie d'un agrégat à l'autre. Si hommes et femmes ont quasiment le même nombre moyen d'activités (la moyenne générale est de 12.7 activités pratiquées), ce nombre se situe par exemple entre 9.5 (ouvrier non qualifiés) et 16.1 (cadres supérieurs) pour les différentes catégories socio-professionnelles, non distinguées selon le sexe, ou encore entre 8.6 (70 ans et plus) et 14.6 (20-24 ans) pour les classes d'âge.

7. Cette décomposition de notre échantillon en trois ensembles exige en contre-partie un regroupement de certains statuts socio-professionnels, ceci afin d'avoir un nombre suffisant d'individus dans chaque position. D'autre part, elle nous conduit à éliminer ici agriculteurs (pas de femmes), industriels et commerçants (trop petits ensembles, une fois subdivisés selon le sexe).

   Cette manipulation technique ne nous satisfait guère du point de vue de notre modèle théorique de la pyramide sociale (cf. Graphiques 1 et 2). Cette analyse est en cours de réélaboration pour l'ouvrage en préparation.

8. Nous ne prétendons pas conclure sur la diminution ou l'augmentation des inégalités - ce à quoi notre démarche ne nous autorise pas - mais indiquer la nature inégalitaire <u>sui generis</u> du système des loisirs.

BIBLIOGRAPHIE

Bassand M., Lalive d'Epinay C. (1974): Loisir et mobilité spatiale. Etat des connaissances et problématique. Genève/Berne.

Bassand M., Lalive d'Epinay C. avec la collaboration de Christe E. et Grandmousin C. (1976): Loisirs, vacances et mobilité spatiale. (rapport final). Genève/Berne.

Bastide R. (1970): Le prochain et le lointain. Paris, Cujas.

Bataille G. (1967): La part maudite. Paris, Ed. de Minuit.

Baudrillard J. (1970): La société de consommation. Paris, Gallimard.

Baudrillard J. (1972): Pour une critique de l'économie politique du signe. Paris, Gallimard.

Busch M.C. (1975): La sociologie du temps libre existe-t-elle? Paris/La Haye, Mouton.

Dumazedier J. (1974): Sociologie empirique du loisir. Critique et contre-critique de la civilisation du loisir. Paris, Le Seuil.

Duvignaud J. (1975): La planète des jeunes. Paris, Stock.

Fourastie J. (1965): Les 40'000 heures. Paris, Lafont.

Hoggart R. (1970): La culture du pauvre. Paris, Ed. de Minuit.

Kämäräinen K., Eronen M. (1968): Semaine de travail plus courte et augmentation du loisir dans la société urbaine. Lahti, Institut de recherche de Tampere.

Lanfant M.F. (1972): Les théories du loisir. Paris, PUF.

Loewenstein M. (1955): "The fun morality". In: Read M. et Loewenstein M.: Childhood in Contemporary Cultures. Chicago, University of Chicago Press.

Morin E. (1962): L'esprit du temps. Essai sur la culture de masse. Paris, Grasset.

Morin E. (1972): "La culture de masse". In: Encyclopaedia Universalis. t.5, p. 228-232.

Morin E. (1973): Le paradigme perdu: la nature humaine. Paris, Le Seuil.

Szalai M.A. et al. (1972): The use of Time. Daily Activities of Urban and Suburban Populations in Twelve Countries. Paris/La Haye, Mouton.

Touraine A. (1969): La société post-industrielle. Paris, Denoël-Gonthier.

Touraine A. (1973): Production de la société. Paris, Le Seuil.

Wippler R. (1968): Sociale determinanten van het vrijetijdsgedrang. Assen, Van Gorcum.

ANNEXE - TABLEAU II : LES ADEPTES DES ACTIVITES DE LOISIR DANS LA POPULATION SUISSE de 15 à 75 ans (%)

N = 1066

		Ensemble		Hommes		Femmes	
1. Concert, opéra	A	8	20	6	16	9	23
	B	12		10		14	
2. Théâtre	A	9	22	8	18	9	25
	B	13		10		16	
3. Cinéma	A	19	29	22	32	17	27
	B	10		10		10	
4. Conférences			24		25		24
5. Musées			22		20		24
6. Foires comm.			10		13		8
7. Manifs sportives	A	10	22	18	34	5	13
	B	12		16		8	
8. Promen./ville	A	18	30	14	23	21	35
	B	12		9		14	
9. Promen./nature	A	35	58	31	56	38	59
	B	23		25		21	
10. Jardinage			32		26		36
11. Excursions			26		34		21
12. Camping			21		23		19
13. Chasse, pêche			6		13		0
14. Voyages	A	8	39	9	36	7	42
	B	31		27		35	
15. Gymnastique			20		16		23
16. Natation	A	21	31	20	30	22	33
	B	10		10		11	
17. Tennis			8		10		6
18. Cyclisme			6		5		6
19. Alpinisme			5		7		3
20. Ski	A	18	28	24	36	13	22
	B	10		12		9	
21. Equitation			2		2		2
22. Navigation			5		8		3
23. Sports d'équipe			.5		8		2
24. Recevoir	A	43	64	37	58	47	68
	B	21		21		21	
25. Etre invité	A	32	55	28	50	35	58
	B	23		22		23	
26. Restaurant	A	14	31	15	30	12	32
	B	17		15		20	
27. Café			32		40		26
28. Boîtes, etc.,			7		9		6
29. Fêtes de village			23		24		21
30. Cartes, etc.	A	15	26	17	27	14	25
	B	11		10		11	
31. Mots-croisés			20		13		26
32. Pétanque			10		14		7
33. Jeux av. les enfants			29		25		32
34. Faire théâtre			1.5		2		1
35. Faire musique			14		14		13
36. Dessin			9		8		10
37. Faire danse			1.5		0		3
38. Faire photo			22		30		16
39. Ecrire			5		5		5
40. Bricolage	A	16	29	28	49	8	13
	B	13		21		5	
41. Travaux manuels	A	34	41	2	3	58	69
	B	7		1		11	
42. Cuisine-hobby			22		20		23
43. Cours			14		15		13
44. Lecture bebdos			46		44		47
45. Lectures livres	A	36	52	27	42	43	60
	B	16		15		17	
46. Collections			11		13		9
47. Ecoute musique			39		37		40
48. Radio			54		54		54
49. T.V.			59		61		57
50. Ne rien faire			24		22		23
51. Autre			3		5		2

ANNEXE - TABLEAU I : LES ACTIVITES DE LOISIR : LISTE ET CRITERES DE FREQUENCE

Activité	Critère de fréquence retenu A. pratique régulière	B. pratique occasionnelle
1. Concert, opéra 2. Théâtre 3. Cinéma	au moins 1 fois par mois	qq. fois l'an
4. Conférences, réunions, etc. 5. Visite de musées, monuments historiques, expositions, etc. 6. Visite de foires commerciales, etc.	au moins 1 à 2 f. par an	
7. Manifestations sportives (match, etc.)	au moins 2 à 3 f. par mois	1 f. par mois ou qq. fois par an
8. Promenade en ville , lèche-vitrines	au moins 1 f. par semaine	qq. fois par mois (1 f. minimum)
9. Promenade dans la nature (avec ou sans cueillette) 10. Jardinage	au moins 1 f. par semaine	
11. Excursion en montagne 12. Camping, pique-nique 13. Châsse, pêche	au moins qq. fois par an	
14. Voyage (en Suisse, à l'étranger, en Europe)	au moins 1 f. par mois	1 à 2 f. par an
15. Education physique, gymnastique, athlétisme, judo, etc.	au moins 1 f. par semaine	
16. Natation	au moins 1 f. par semaine	qq. fois par mois (1 f. minimum)
17. Tennis, ping-pong	au moins 1 f. par mois	
18. Cyclisme amateur 19. Alpinisme	qq. fois par an au moins	
20. Ski	au moins 2 à 3 f. par mois	1 f. par mois ou qq. fois par an
21. Equitation 22. Navigation (à moteur, à voiles, canoë, kayak, etc.)	au moins 1 à 2 fois par an	
23. Sports d'équipe	(au moins 1 f. par semaine	
24. Recevoir des amis, des voisins, des parents (avec ou sans repas) 25. Etre invité chez des amis, des voisins, des parents (avec ou sans repas) 26. Aller manger au restaurant	au moins 2 à 3 f. par mois	1 f. par mois ou qq. fois par an

NOTE : pour les activités sportives, on tient compte de la saison, s'il y a lieu (ex. : le ski).

ANNEXE - TABLEAU I (suite) : LES ACTIVITES DE LOISIR : LISTE ET CRITERES DE FREQUENCE

Activité	Critère de fréquence retenu	
	A. pratique régulière	B. pratique occasionnell
27. Aller au café, au bar (boire un verre par exemple)	(au moins 1 f. par mois	
28. Aller dans une boîte de nuit, un dancing, au café-concert, etc.	au moins 1 à 2 f. par an	
29. Fréquenter les fêtes villageoises (vogues, kermesses, bals, etc.		
30. Jouer aux cartes, aux échecs, au scrabble, etc.	au moins 1 f. par mois	qq. fois par mo qq. fois par an
31. Faire des mots-croisés	(au moins 1 f. par mois	
32. Jouer à la pétanque, aux boules, au bowling, etc.	(au moins 1 f. par an	
33. Jouer avec les enfants	(au moins 1 f. par semaine	
34. Faire du théâtre	(au moins 1 à 2 f. par an	
35. Faire de la musique, du chant	(au moins 1 f. par semaine	
36. Faire de la peinture, du dessin, de la sculpture	(au moins 1 à 2 f. par an	
37. Faire de la danse classique, moderne, de l'expression corporelle, de la rythmique, etc.	au moins 1 f. par semaine	
38. Faire de la photographie, du cinéma-armateur	au moins 1 à 2 f. par an	
39. Ecrire (des nouvelles, des articles, des poèmes, des romans, etc.		
40. Faire du bricolage, des réparations (mécanique, menuiserie, ferronnerie, entretien de la voiture, etc.)	au moins 2 ou 3 f. par mois	1 f. par mois ou qq. fois par an
41. Faire des travaux manuels (décoration, tricotage, couture, tissage, poterie, macramé, céramique, crochet, arrangements floraux, etc.)		
42. Cuisine-hobby	(au moins 1 f. par mois	
43. Suivre des cours (de langue, professionnels)	(au moins 1 f. par an	
44. Lire des hebdomadaire, des revues, etc.	(au moins 1 f. par semaine	
45. Lire des livres	plusieurs fois par semaine	moins souvent (jusqu'à au moin 1 ou 2 f. par an
46. Faire une collection (de timbres, d'objets, d'oeuvres d'art, etc.)	au moins 1 ou 2 f. par an	
47. Ecouter de la musique (disques, cassettes, etc.)	plusieurs fois par semaine	
48. Ecouter la radio		
49. Regarder la télévision		
50. Ne rien faire, faire la sieste, se bronzer, etc.	au moins 1 f. par semaine	
51. Autre		

ANNEXE - TABLEAU III : LES ADEPTES DES ACTIVITES DE LOISIR SELON LA CLASSE D'AGE (%)

Proportion de pratiquants de loisir dans une classe donnée		15-19 ans N = 76	20-24 ans N = 85	25-29 ans N = 122	30-34 ans N = 123	35-39 ans N = 106	40-44 ans N = 100	45-49 ans N = 90	50-54 ans N = 67	55-59 ans N = 73	60-64 ans N = 74	65-69 ans N = 66	70 & + ans N = 82
1. Concert, opéra	A	7	13	7	5	9	8	7	12	11	8	2	5
	B	13	8	9	15	9	17	7	19	21	6	12	11
		20	21	16	20	18	25	14	31	32	14	14	16
2. Théâtre	A	7	8	12	12	8	6	8	4	14	7	8	5
	B	12	5	10	15	16	25	11	24	18	8	13	2
		19	13	22	27	24	31	19	28	32	15	21	7
3. Cinéma	A	50	60	37	21	12	12	10	6	6	3	3	-
	B	19	14	16	13	13	9	4	9	11	1	3	4
		69	74	53	34	25	21	14	15	17	4	6	4
4. Conférences	A	13	18	25	29	31	29	26	33	33	16	20	18
5. Musées		17	21	14	24	19	32	26	24	29	23	21	18
6. Foires comm.		4	9	7	11	15	11	17	13	11	5	14	5
7. Manifs sportives	A	28	12	13	13	13	9	11	7	10	-	2	2
	B	17	17	15	13	14	13	11	15	8	3	7	5
		45	29	28	26	27	22	22	22	18	3	9	7
8. Promenade / ville	A	28	29	19	19	15	11	15	15	15	19	9	18
	B	10	12	9	15	13	11	14	21	8	16	5	6
		38	41	28	34	28	22	29	36	23	35	14	24
9. Promenade / Nature	A	11	26	26	42	31	26	32	42	54	50	50	41
	B	22	23	27	18	31	32	28	22	16	19	15	16
		33	49	53	60	62	58	60	64	70	69	65	57
10. Jardinage		11	12	21	24	34	43	31	37	44	57	42	39
11. Excursions		24	29	20	31	36	34	27	30	26	19	23	15
12. Camping		24	27	28	27	28	23	22	24	12	5	9	5
13. Chasse, pêche		8	5	7	10	11	2	4	5	4	7	9	-
14. Voyages	A	11	8	10	11	7	7	8	7	6	3	7	6
	B	13	33	26	29	28	26	35	36	37	43	41	38
		24	41	36	40	35	33	43	43	43	46	48	44
15. Gymnastique		40	27	19	20	27	12	18	19	16	12	12	13
16. Natation	A	37	26	25	26	27	23	17	21	16	11	9	6
	B	12	18	14	14	11	10	16	9	10	1	2	-
		49	44	39	40	38	33	33	30	26	12	11	6
17. Tennis		22	12	12	11	11	5	4	2	3	1	-	2
18. Cyclisme		13	5	6	6	9	4	2	6	3	5	5	4
19. Alpinisme		4	6	2	2	7	8	6	3	4	7	5	4
20. Ski	A	42	22	25	27	28	17	10	18	5	1	1	1
	B	16	17	14	13	12	14	12	4	7	3	2	-
		58	39	39	40	40	31	22	22	12	4	3	1
21. Equitation		7	5	2	2	5	2	-	2	-	-	-	-
22. Navigation		7	8	8	9	8	4	3	3	3	-	6	1
23. Sports d'équipe		18	8	5	5	11	3	1	3	-	-	-	-
24. Recevoir	A	31	51	49	52	41	33	34	36	57	39	38	44
	B	4	8	19	13	22	26	31	40	18	26	35	21
		35	59	68	65	63	59	65	76	75	65	73	65
25. Etre invité	A	37	45	39	38	34	25	23	23	32	24	27	27
	B	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
		41	55	57	56	57	52	59	60	50	53	[illegible]	[illegible]

TABLEAU III (suite) : LES ADEPTES DES ACTIVITES DE LOISIR SELON LA CLASSE D'AGE (%)

Proportion de pratiquants de loisir dans une classe donnée		15-19 ans N = 76	20-24 ans N = 85	25-29 ans N = 122	30-34 ans N = 123	35-39 ans N = 106	40-44 ans N = 100	45-49 ans N = 90	50-54 ans N = 67	55-59 ans N = 73	60-64 ans N = 74	65-69 ans N = 66	70 & + ans N = 82
26. Restaurant	A	10	23	16	14	12	12	9	25	23	11	11	13
	B	8	15	16	19	20	8	11	5	11	16	9	5
		18	38	32	33	32	20	20	30	34	27	20	18
27. Café		41	49	34	31	39	22	31	31	36	24	23	22
28. Boîtes, etc.		15	27	16	7	6	5	1	3	-	1	-	1
29. Fêtes de village		37	31	27	19	27	24	16	19	19	18	26	7
30. Cartes, etc.	A	23	21	16	13	9	12	9	25	23	11	11	13
	B	9	12	11	11	20	8	11	5	11	16	9	5
		32	33	27	24	29	20	20	30	34	27	20	18
31. Mots croisés		26	21	21	16	16	18	23	16	26	22	26	15
32. Pétanque		17	18	12	5	14	9	8	19	7	4	2	-
33. Jeux av. les enfants		22	21	38	47	56	39	24	21	18	18	11	4
34. Faire du théâtre		3	4	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-
35. Faire musique		30	19	15	14	14	19	4	8	8	14	6	10
36. Dessin		17	20	7	11	10	7	2	6	11	10	5	5
37. Faire danse		9	2	1	1	2	2	1	-	-	-	-	-
38. Faire photo		20	26	30	24	28	26	28	22	11	12	17	2
39. Ecrire		12	8	7	6	6	2	2	5	3	4	2	2
40. Bricolage	A	19	2	12	24	21	19	20	12	12	16	11	5
	B	13	16	19	11	17	10	8	10	17	10	15	4
		32	18	31	35	38	29	28	22	29	26	26	9
41. Travaux Manuels	A	16	28	30	29	40	27	36	36	49	50	38	30
	B	10	14	8	6	6	9	4	9	13	-	4	4
		26	42	38	35	46	36	40	45	62	50	42	34
42. Cuisine-hobby		26	28	20	20	21	28	24	19	22	24	15	11
43. Cours		26	28	20	20	21	24	12	8	15	4	-	1
44. Lecture hebdos		33	44	41	42	47	40	59	54	51	50	55	44
45. Lecture livres	A	48	40	41	38	34	33	31	28	40	25	35	36
	B	9	18	17	15	17	12	21	20	19	19	15	15
		57	58	58	53	51	45	52	48	59	44	50	51
46. Collections		16	13	9	9	8	12	17	15	15	12	5	2
47. Ecoute musique		71	65	44	45	37	28	40	36	29	30	15	15
48. Radio		46	48	44	54	59	46	59	61	55	62	57	61
49. T.V.		42	47	48	59	64	60	61	78	73	65	60	59
50. Ne rien faire		26	27	27	23	23	21	21	28	16	23	33	21
51. Autre		3	6	3	3	3	5	6	5	1	-	3	1

ANNEXE - TABLEAU IV : LES ADEPTES DES ACTIVITES DE LOISIR SELON LE STATUT SOCIO-PROFESSIONNEL (%)

Activités de loisir :		HOMMES ACTIFS				FEMMES	ACTIVES		Apprentis et étudiants	MENAGERES épouses de				
		Ouvriers N = 126	Employés N = 65	Cadres moyens N = 73	Cadres sup. Prof. libér. N = 72	Ouvrières et empl. non qual. N = 84	Employées qualifiées N = 75	Cadres moyens & sup. N = 67	N = 85	Ouvriers N = 64	Employés N = 52	Cadres moyens N = 49	Cadres sup. Prof. lib. N = 55	sans conjoint N = 39
1. Concert, opéra	A	3	4	14	8	5	12	25	11	-	4	4	16	3
	B	6	8	5	24	6	11	24	14	9	10	20	17	23
		9	12	19	31	11	23	49	25	9	14	24	33	26
2. Théâtre	A	2	9	11	14	5	19	19	10	2	6	6	12	5
	B	4	11	11	25	9	7	24	14	12	11	11	22	23
		6	20	22	39	14	26	43	24	14	17	17	35	28
3. Cinéma	A	23	21	23	18	11	33	17	54	13	8	21	15	2
	B	6	14	11	11	5	6	16	17	8	9	14	14	8
		29	35	34	29	16	39	33	71	21	17	35	29	10
4. Conférences		11	28	36	35	19	25	31	21	8	15	33	40	26
5. Nusées		10	23	26	31	13	17	46	22	9	21	29	22	31
6. Foires com.		6	12	18	21	6	10	10	6	3	4	10	7	8
7. Manif. sportives	A	12	23	19	10	6	7	4	28	-	7	6	-	-
	B	11	17	19	21	5	14	12	21	6	4	14	2	5
		23	40	38	31	11	21	16	49	6	11	20	2	5
8. Promenade/ville	A	14	18	12	17	28	27	16	28	27	10	16	24	13
	B	7	2	14	18	14	9	12	11	12	15	25	20	10
		21	20	26	35	42	36	28	39	39	25	41	44	23
9. Promenade/nature	A	29	28	43	31	37	25	43	15	41	48	43	36	46
	B	23	26	19	36	15	24	26	25	23	25	24	26	8
		52	54	62	67	52	49	69	40	64	73	67	62	54
10. Jardinage		31	34	25	21	31	23	16	12	52	50	43	42	56
11. Excursions		33	26	27	32	19	24	24	29	14	21	18	22	26
12. Camping		19	29	27	25	13	17	15	22	17	27	37	24	13
13. Châsse, pêche		19	6	9	14	-	-	-	9	2	-	-	-	3
14. Voyages	A	7	11	14	10	6	15	11	9	3	8	2	11	-
	B	22	28	31	37	31	37	46	20	38	34	30	33	36
		29	39	45	47	37	52	57	29	41	42	32	44	36
15. Gymnastique		6	25	19	14	10	25	31	35	14	21	31	40	13
16. Natation	A	16	20	34	17	19	29	27	37	14	8	25	31	8
	B	3	9	15	16	8	16	16	11	3	9	14	14	2
		19	29	49	33	27	45	43	48	17	17	39	45	10
17. Tennis		4	5	19	18	2	11	5	20	2	4	4	14	5
18. Cyclisme		2	5	3	14	8	7	6	12	8	4	4	2	3
19. Alpinisme		6	9	1	8	7	3	6	6	2	2	2	4	5
20. Ski	A	13	34	29	25	6	17	15	38	3	17	21	14	3
	B	7	8	8	25	2	13	12	20	3	4	6	24	5
		20	42	37	50	8	30	27	57	6	21	27	38	8
21. Equitation		2	2	1	1	-	3	3	5	-	-	-	4	-
22. Navigation		7	5	14	11	-	3	6	8	3	2	2	9	3
23. Sports d'équipe		5	19	6	4	1	3	-	19	-	-	6	4	-
24. Recevoir	A	27	33	47	39	33	53	51	38	47	52	61	65	39
	B	18	29	20	28	28	11	22	3	20	27	25	15	23
		45	62	67	67	61	64	73	41	67	79	86	80	62
25. Etre invité	A	21	28	26	32	29	38	52	42	25	33	43	42	[illegible]
	B	16	27	25	31	27	11	17	5	20	27	36	22	[illegible]
		37	55	51	63	56	49	69	47	53	56	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Activités de loisir :		HOMMES ACTIFS								FEMMES ACTIVES				Apprentis et étudiants		MENAGERES, épouses de									
		Ouvriers N = 126		Employés N = 65		Cadres moyens N = 73		Cadres sup. Prof. libér. N = 72		Ouvrières et empl. non qual. N = 84		Employées qualifiées N = 75		Cadres moyens & sup. N = 67		N = 85		Ouvriers N = 64		Employés N = 52		Cadres moyens N = 49		Cadres sup. Prof. lib. N = 55		sans conjoint N = 39	
26. Restaurant	A	13	27	20	31	22	41	18	38	12	31	20	36	18	42	13	21	5	23	10	29	14	43	15	33	10	31
	B	14		11		19		20		19		16		24		8		18		19		29		18		21	
27. Café			46		41		33		33		26		21		22		42		25		35		27		26		18
28. Boîtes, etc			11		9		7		7		6		13		8		15		5		2		4		4		3
29. Fêtes village			29		19		12		17		20		21		13		33		22		25		29		11		10
30. Cartes, etc.	A	14	23	17	26	18	23	11	24	13	19	9	31	7	15	25	33	20	30	17	31	19	31	18	29	8	23
	B	9		9		5		13		6		21		8		8		10		14		12		11		15	
31. Mots-croisés			14		14		21		14		20		33		20		19		25		33		27		26		18
32. Pétanque			12		17		12		6		4		10		8		18		6		4		14		4		5
33. Jeux av. enfants			20		21		33		40		19		17		13		18		50		40		53		53		15
34. Faire théatre			1		5		1		2		1		3		1		5		-		-		-		-		-
35. Faire musique			9		14		16		10		8		8		19		29		8		11		16		14		13
36. Dessin			6		12		4		8		6		15		16		20		2		10		8		11		5
37. Faire danse			-		-		1		-		-		4		1		7		-		-		4		6		-
38. Faire photo			21		26		41		49		13		20		19		25		9		23		20		24		8
39. Ecrire			-		2		6		14		6		4		8		15		3		4		4		2		5
40. Bricolage	A	29	48	29	49	25	44	19	47	5	7	4	12	3	12	23	37	8	11	9	17	12	16	11	15	2	10
	B	19		20		19		28		2		8		9		14		3		8		4		4		8	
41. Travaux manuels	A	3	5	5	6	3	3	-	3	56	67	43	60	49	67	13	24	72	73	77	81	80	86	71	80	46	59
	B	2		1		-		3		11		17		18		11		1		4		6		9		13	
42. Cuisine-hobby			16		17		34		18		21		29		19		25		28		23		12		24		18
43. Cours			9		14		21		31		6		21		25		11		3		10		16		26		3
44. Lecture hebdos			36		43		38		63		43		44		43		41		50		56		51		47		36
45. Lecture livres	A	20	36	29	40	32	52	32	53	45	61	58	69	55	73	54	60	22	45	33	50	45	67	51	66	33	46
	B	16		11		20		21		16		11		18		6		23		17		22		15		13	
46. Collections			12		6		14		22		10		7		10		15		6		14		8		7		15
47. Ecoute musique			38		34		31		43		29		37		45		66		42		35		39		49		26
48. Radio			56		51		51		50		54		40		58		46		61		56		63		47		51
49. T.V.			64		55		61		61		60		44		34		42		78		69		78		58		46
50. Ne rien faire			19		22		21		22		27		25		28		33		23		23		33		27		23
51. Autre			6		3		4		3		1		1		8		6		3		-		-		-		5

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse Sociol., No 3/78, Seiten 179-203

BEVÖLKERUNGSBEFRAGUNG ZUR ERMITTLUNG VON PRÄFERENZEN IM VERKEHRSBEREICH

H.R. Moning

ZUSAMMENFASSUNG

Die Elemente des Zielsystems GVK-CH, das als Arbeitsinstrument für die systematische Bewertung verschiedener Gesamtverkehrskonzeptions-Varianten dient, wurden einer repräsentativen Bevölkerungsstichprobe zur Gewichtung vorgelegt. Dies erforderte eine verbale Umsetzung der abstrakten Zielelemente-Definitionen in allgemeinverständliche Aussagen. Für die Zuordnung der Zielelementegewichte wurden Skalen mit verbal definierten Stufen in den drei Hauptlandessprachen verwendet. Die Eichung dieser Skalen erfolgte mit einem Verfahren der nicht-metrischen multidimensionalen Skalierung.

Aufgrund der individuellen Gewichtungsprofile wurden mit einem hierarchischen Clusteranalyse-Algorithmus drei Bevölkerungsgruppen mit unterschiedlich gelagerten Zielpräferenzen gebildet und für die Analyse von Konfliktpotentialen herangezogen.

Gestützt auf die Erfahrungen aus dieser Untersuchung werden methodische Grenzen der Gewichtung eines komplexen Zielsystems im Rahmen einer Bevölkerungsbefragung aufgezeigt.

RESUME

Les éléments du système d'objectifs CGST, qui sert d'instrument de travail pour l'évaluation de différentes variantes de la conception globale des transports, ont été soumis pour pondération à un échantillon représentatif de la population. Cela s'est fait au moyen d'une transposition verbale de la définition abstraite des "éléments d'objectifs" en termes populaires. Pour mesurer l'importance attachée à ces éléments, des échelles de gradations verbales dans les trois langues nationales principales furent utilisées: L'étalonnage de ces échelles s'est fait à l'aide d'un procédé d'analyse multidimensionnelle des proximités.

Sur la base des profils individuels de pondération et par l'intermédiaire d'une classification hiérarchique, trois groupes de population avec des préférences d'objectifs différentes furent formés et appelés en consultation pour l'analyse des sources de conflits.

S'appuyant sur les expériences tirées de cette enquête, on montre les limites de la pondération d'un système d'objectifs complexe dans le cadre d'une enquête sur échantillon représentatif.

* * *

Der Schwerpunkt dieses Beitrages liegt auf methodischen Aspekten der Erfassung von politischen Zielvorstellungen und Erwartungen verschiedener Bevölkerungsgruppen sowie der Analyse von Konfliktpotentialen.

1. AUSGANGSLAGE UND AUFGABENSTELLUNG

Grundlage für die Bewertung von Massnahmen zur zukünftigen Gestaltung und Verbesserung des Verkehrssystems sind die im Auftrag des Bundesrates an die Eidg. Kommission für die schweizerische Gesamtverkehrskonzeption (GVK-CH) vom 19. Januar 1972 formulierten Ziele.

Als Arbeitsinstrument für die systematische Bewertung verschiedener Gesamtverkehrskonzeptions-Varianten wurde von der Kommission GVK die Nutzwertanalyse gewählt, welche von explizit formulierten mehrdimensionalen Zielen der Entscheidungsträger ausgeht (1). Folgende Arbeitsschritte sind bei der Nutzwertanalyse zu unterscheiden:

- Erarbeiten des Zielsystems
- Festlegung der Zielprioritäten
- Zuordnung von zieladäquaten Messdaten (Indikatoren)
- Umrechnung in dimensionslose Nutzwerte
- Berechnung der Zielerträge

Durch das Erarbeiten eines Zielsystems, das der Nutzwertanalyse zugrundegelegt wird, soll vermieden werden, dass die Beurteilung aus einem zu engen Blickwinkel erfolgt, oder dass sogar wesentliche Aspekte übersehen werden.

Subjektive bzw. politische Werturteile der Entscheidungsträger gehen in der Phase der Festlegung der Zielprioritäten in das Bewertungsverfahren ein. Während mit der For-

mulierung eines Zieles die Zielrichtung festgelegt wird, bestimmt die Zielpriorität oder die sogenannte Zielgewichtung die Dringlichkeit, mit der dieses Ziel verfolgt werden soll.

Aufgabe der in diesem Beitrag vorgestellten Untersuchung (2) war es, zu ermitteln, welche Gewichte den einzelnen Zielelementen des Zielsystems GVK-CH in der Bevölkerung zugeordnet werden und wie sich verschiedene Bevölkerungsgruppen in bezug auf die Zielgewichtung unterscheiden. Insbesondere waren Konfliktpotentiale zwischen Präferenzgruppen aufzudecken und zu analysieren.

2. UNTERSUCHUNGSANLAGE UND ERHEBUNGSMETHODEN

2.1 Samplebildung

Die Untersuchungsergebnisse basieren auf der Befragung einer repräsentativen Stichprobe der Schweizer Bevölkerung im Alter von 15 bis 74 Jahren. Insgesamt wurden in der deutschen, französischen und italienischen Schweiz 1'000 Personen befragt. Um eine statistisch aussagefähige Mindestvertretung kleiner, aber in bezug auf die Problemstellung relevanter regionaler Segmente im Sample zu gewährleisten, wurden für die Stichprobenbildung untere Limiten von je 100 Befragten im Tessin, in den Arbeitsmarktsubregionen der Typen 4, 5 und 6 (3) sowie insgesamt 100 Befragte in Gemeinden mit weniger als 500 Haushalten im Jura und im Berggebiet als Randbedingung vorgegeben.

Die Stichprobenbildung erfolgte - unter Berücksichtigung der obenerwähnten Randbedingungen - nach dem Quotaverfahren aufgrund der Merkmale: Geschlecht, Alter, Berufstätigkeit und Kaufkraftklassenzugehörigkeit.

Stichprobenverzerrungen, die aus der Berücksichtigung der vorgegebenen Minimalvertretungen kleiner regionaler Segmente resultierten, wurden bei der Auswertung durch Gewichtung der Daten korrigiert.

2.2 Befragungstechnische Umsetzung der Zielelemente-Formulierungen

Das Zielsystem GVK-CH ist als Arbeitsinstrument für Experten konzipiert. Die Gewichtung der Zielelemente im Rahmen einer repräsentativen Bevölkerungsbefragung bedingt daher eine weitgehende Umsetzung der Zielelemente-Formulierungen.

Vorerst soll kurz der Aufbau des Zielsystems erläutert werden (4). Das Gesamtziel der GVK kann in seiner allgemeinsten Formulierung als "grösserer Beitrag des Verkehrssystems zur Lebensqualität" umschrieben werden. Profil erhält diese Aussage aber erst durch die Konkretisierung auf den untergeordneten Zielebenen. Das Gesamtziel gliedert sich demnach in die drei Oberziele:

1. Bessere Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse (aller Bevölkerungs- und Wirtschaftsgruppen)
2. Herbeiführen eines wirtschaftlichen Mitteleinsatzes
3. Erhöhung der indirekten Verkehrsnutzen.

Diese drei Oberziele gliedern sich auf untergeordneten Zielebenen weiter auf. Im Extremfall werden bis zu acht Zielebenen durchschritten, bis das letzte Zielelement erreicht wird, welches dann durch sogenannte Messdaten und Indikatoren erfasst wird. Die ersten drei Zielebenen dieses hierarchisch gegliederten Zielsystems sind in Tabelle 1 dargestellt.

Von einer vollständigen Gewichtung aller Zielelemente des Zielsystems GVK-CH im Rahmen einer Bevölkerungsbefragung musste aus folgenden zwei Gründen abgesehen werden:

1. Rein quantitativ kann die Gewichtung des gesamten Zielsystems, das auf bis zu acht Zielebenen mehrere hundert Elemente enthält, in einer Bevölkerungsbefragung nicht bewältigt werden.
2. Auf jeder Zielebene erfordert die Gewichtung der Zielelemente einen anderen Blickwinkel. Auf den obersten Zielebenen bedingt die Gewichtung ein ausgeprägtes Abstraktionsvermögen, auf den untersten Zielebenen detaillierte Sachkenntnisse. Nur die Gewichtung eines begrenzten Ausschnittes aus dem Spektrum der Zielebenen eignet sich daher als Untersuchungsgegenstand einer Bevölkerungsbefragung.

Eine Pilotuntersuchung auf der Basis von 30 Intensivexplorationen zeigte, dass die 2. Zielebene (vgl. Tabelle 1) bezüglich des letzterwähnten Aspektes ein Optimum darstellt. Daher wurden im Rahmen der Bevölkerungsbefragung die Zielelementeprioritäten auf der zweiten Zielebene vollständig erfasst. (Auf der 3., 4. und 5. Zielebene wurden Zielprioritäten noch teilweise erfasst.) Alle Beispiele, die im folgenden aufgeführt werden, beziehen sich dementsprechend auf die Gewichtung der Zielelemente der 2. Zielebene.

Grösserer Beitrag des Verkehrssystems zur Lebensqualität

1. Zielebene	2. Zielebene	3. Zielebene
1. Bessere Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse	1.1. Bessere Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse der Haushalte (Wohnbereich)	1.11 Relation Wohnen-Arbeiten/Lernen
		1.12 Relation Wohnen-Einkaufen/Dienste
		1.13 Relation Wohnen-Freizeit
	1.2. Bessere Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse der Wirtschaft (Arbeitsbereich)	1.21 Personenfahrten Arbeiten-Arbeiten
		1.22 Stückgut
		1.23 Wagenladungen
2. Herbeiführung eines wirtschaftlichen Mitteleinsatzes	2.1. Erweiterung der Internalisierung sozialer Kosten	2.11 Soziale Kosten, die den Investitionskosten bestimmter Verursacher anzulasten sind
		2.12 Soziale Kosten, die den Betriebskosten bestimmter Verursacher anzulasten sind
	2.2. Minimierung des Gesamtaufwandes zur Erbringung der Verkehrsleistungen	2.21 Senkung der Betriebskosten
		2.22 Senkung der Investitionskosten
	2.3. Herbeiführung eines Gleichgewichtes zwischen Verkehrserträgen und Kosten der einzelnen Verkehrsträger	2.31 Eisenbahn
		2.32 Bus
		2.33 PW
		2.34 LW
3. Erhöhung der indirekten Verkehrsnutzen	3.1. Verminderung der Beeinträchtigung des Menschen und seiner Umwelt	3.11 Erhöhung der Sicherheit
		3.12 Verminderung von Umweltbelastungen
	3.2. Herbeiführen einer ausgeglichenen Raum- und Besiedlungsstruktur	3.21 Ausgleich der Wirtschaftsstruktur
		3.22 Ausgleich der Bevölkerungsstruktur

weitere Aufgleiderung in untergeordnete Zielelemente

Indikatoren

lle 1. Zielsystem GVK-CH
(Fassung vom 31. August 1976)

Die knappen und abstrakten Formulierungen, mit denen die Zielelemente im Zielsystem definiert sind, eignen sich für eine direkte Darbietung in einer Bevölkerungsbefragung nicht. Jedes Zielelement, das von den Befragten zu gewichten ist, muss als allgemeinverständliche, eindeutige Aussage formuliert werden. Einerseits sollte diese Aussage kurz und prägnant sein; andererseits kann den Befragten die Bedeutung einzelner Zielelemente nicht ohne relativ weitausholende Erklärung vermittelt werden.

Im Laufe einer intensiven Testphase wurde mit verschiedenen Fassungen von Zielelement-Formulierungen und Arten der Darbietung experimiert. Aufgrund der dabei gewonnenen Erfahrungen wurde das folgende Vorgehen gewählt:

- Kurze, allgemeinverständliche Formulierungen jedes zu gewichtenden Zielelementes wurden je einzeln auf einer kleinen Karte aufgedruckt.
- für die Einstufung der Zielelementprioritäten wurden den Befragten diese Karten vom Befrager eine nach der anderen übergeben. Gleichzeitig wurde vom Befrager zu jeder einzelnen Karte eine Erklärung abgegeben, deren Formulierung im Fragebogen vorgegeben war.

Auf diese Weise wurde erreicht, dass den Befragten die zum Verständnis eines Zielelementes nötige Erklärung vermittelt werden konnte, ohne dass durch eine zu umfangreiche schriftliche Aussage die rasche Identifikation einer bestimmten Karte mit einem bestimmten Zielelement beeinträchtigt wurde.

Wie die Zielelemente-Formulierungen der 2. Zielebene für die Bevölkerungsbefragung verbal umgesetzt wurden, ist der Tabelle 2 zu entnehmen. Es sei an dieser Stelle darauf hingewiesen, dass eine intensive Zusammenarbeit zwischen dem Auftraggeber und dem Projektleiter der Erhebung erforderlich war, um zu verhindern, dass die Umsetzung auf einer falschen Interpretation der Zielelemente-Formulierungen basierte.

In Tabelle 2 fällt auf, dass die Zielelemente 2.1 und 2.3 abweichend von der Originalfassung des Zielsystems (vgl. Tabelle 1) aufgegliedert sind in die Teilelemente 2.1a. und 2.1b. bzw. 2.3a. und 2.3b. Sowohl in den Intensivexplorationen der Pilotuntersuchung als auch beim Abtesten der ersten Fragebogenfassungen konnte öfters beobachtet werden, dass Befragte dazu neigten, bei der Gewichtung der Zielelemente 2.1 und 2.3 spontan zwischen den Bereichen des privaten und des öffentlichen Verkehrs zu unterscheiden. Um die Komplexität des Beur-

Ziel-element Nr	Originalformulierung im Zielsystem	verbale Umsetzung für die Bevölkerungsbefragung
1.1	Bessere Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse der Haushalte (Wohnbereich)	Verbesserung der Verkehrsbedingungen für: - den Arbeitsweg - Fahrten zum Einkaufen - Fahrten in der Freizeit
1.2	Bessere Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse der Wirtschaft (Arbeitsbereich)	Verbesserung der Verkehrsbedingungen für unsere Wirtschaft und Industrie - für Waren- und Materialtransporte - für geschäftliche Fahrten
2.1 a	Erweiterung der Internalisierung sozialer Kosten bezogen auf den öffentlichen Verkehr	Die Kosten für die Behebung von schädlichen Auswirkungen der öffentlichen Verkehrsmittel sollen vermehrt von den Benützern getragen werden (z.B. auf Fahrpreis schlagen)
2.1 b	Erweiterung der Internalisierung sozialer Kosten bezogen auf den privaten Verkehr	Die Kosten für die Behebung der schädlichen Auswirkungen des privaten Verkehrs sollen vermehrt von den privaten Motorfahrzeugbenützern getragen werden (z.B. auf Benzinpreis schlagen)
2.2	Minimierung des Gesamtaufwandes zur Erbringung der Verkehrsleistungen	Für den Transport von Personen und Waren soll möglichst wenig Geld ausgegeben werden, auch wenn man dafür schlechtere Verkehrsbedingungen in Kauf nehmen muss (z.B. weniger Komfort, Aufhebung gewisser Strecken, schlechtere Fahrpläne, weniger ausgebautes Strassennetz)
2.3 a	Herbeiführung eines Gleichgewichtes zwischen Verkehrserträgen und Kosten der einzelnen Verkehrsträger bezogen auf den öffentlichen Verkehr	Die Kosten für die öffentlichen Verkehrsmittel sollen von den Benützern der öffentlichen Verkehrsmittel getragen werden (z.B. Erhöhung der Fahrpreise)
2.3 b	Herbeiführung eines Gleichgewichtes zwischen Verkehrserträgen und Kosten der einzelnen Verkehrsträger bezogen auf den privaten Verkehr	Die Kosten für den Bau und Unterhalt der Strassen sollen ganz von den Benützern der Strassen (Personen- und Lastwagen) getragen werden (z.B. Anpassen der Motorfahrzeugsteuern, Benzinsteuern)
3.1	Verminderung der Beeinträchtigung des Menschen und seiner Umwelt	Verminderung der schädlichen Folgen des Verkehrs für die Menschen und die Umwelt - weniger Verkehrsunfälle - weniger Luft- und Wasserverschmutzung - Verunstaltung der Landschaft verhindern - Durchtrennung von Städten und Dörfern durch schwer überquerbare Strassen und Bahnlinien verhindern
3.2	Herbeiführen einer ausgeglichenen Raum- und Besiedlungsstruktur	Durch Verkehrsmassnahmen eine gleichmässigere Verteilung der Arbeitsplätze in unserem Land erreichen (Entlastung der grossen Industriezentren, wirtschaftliche Entwicklung der abgelegenen Gebiete)

Tabelle 2 Umsetzung der Zielelement-Formulierungen (2. Zielebene)
(Kurzinformationen, die durch standardisierte mündliche Erklärungen ergänzt wurden)

teilungsgegenstandes zu reduzieren, wurde die erwähnte Unterteilung der beiden fraglichen Zielelemente vorgenommen. Durch Ausweichen auf die nächstfolgende 3. Zielebene hätte das geschilderte Problem nicht gelöst werden können. Wie auf Tabelle 1 zu erkennen ist, wird z.B. das Zielelement 2.1. auf der 3. Zielebene zunächst nach Investitions- bzw. Betriebskosten aufgegliedert. Der Systematik des vorgegebenen Zielsystems entsprechend erfolgt die Unterscheidung zwischen öffentlichem und privatem Verkehrsbereich erst auf unteren Zielebenen. Die obenstehenden Ausführungen lassen erkennen, dass die befragungstechnische Umsetzung von einzelnen Zielelementen durch die Struktur des Zielsystems weitgehend beeinflusst wird.

Das praktische Vorgehen bei der Darbietung der Zielelemente durch Kombination einer schriftlichen Kurzinformation mit einer mündlichen Zusatzerklärung sei am Beispiele der Zielelemente 2.3a. und 2.3b. (vgl. Tabelle 2) illustriert:

- Instruktion der Befragten durch den Interviewer:
  "Wenn z.B. die Bundesbahnen in einem Jahr mehr Geld ausgeben müssen, als sie von den Fahrgästen und für die Gütertransporte einnehmen, dann muss der fehlende Betrag von den Steuerzahlern berappt werden. Auf der nächsten Karte steht die Forderung, dass die Fahrpreise und Transportgebühren der öffentlichen Verkehrsmittel so angepasst werden, dass dadurch gleich viel eingenommen wird, wie ausgegeben werden muss."
- Karte mit folgendem Text wird vorgelegt:
  "Die Kosten für die öffentlichen Verkehrsmittel sollen ganz von den Benützern der öffentlichen Verkehrsmittel getragen werden (z.B. Erhöhung der Fahrpreise)."
- Instruktion der Befragten durch den Interviewer:
  "Auch wenn der Staat z.B. mehr für den Bau und Unterhalt der Strassen ausgibt als er von den Benützern dieser Strassen einnimmt, müssen alle Steuerzahler für den fehlenden Betrag zahlen. Auf der nächsten Karte steht die Forderung, dass z.B. Motorfahrzeugsteuern und Benzinsteuern so hoch angesetzt werden sollen, dass die Kosten für die Strassen damit gedeckt sind. Die Forderung sagt aus, dass Personenwagen und Lastwagen für ihre Kostenanteile aufkommen müssen."
- Karte mit folgendem Text wird vorgelegt:
  "Die Kosten für den Bau und Unterhalt der Strassen sollen ganz von den Benützern der Strassen (Personen- und Lastwagen) getragen werden (z.B. Anpassen der Motorfahrzeugsteuern und Benzinsteuern)."

2.3 Entwicklung eines Instrumentes für die Messung der Zielelemente-Gewichte

Für die Nutzwert-Analyse sind direkt nur Zielgewichte verwendbar, die mittels einer Verhältnisskala gemessen worden sind. Aus diesem Grunde musste versucht werden, für die Messung der Zielelemente-Gewichte eine Intervallskala zu konstruieren, auf der ein psychologisch begründeter Nullpunkt definiert werden konnte.

Naheliegend wäre die Verwendung einer Skala mit numerisch definierten Skalenstufen gewesen. Da aber der Verdacht, dass gleiche numerische Abstände zwischen Skalenstufen nicht unbedingt auch gleiche semantische Abstände repräsentieren, bereits experimentell bestätigt wurde (5), entschieden wir uns für die Konstruktion je einer Skala mit verbal definierten Skalenstufen in den drei Hauptlandessprachen.

Es wurden sechs verbal definierte Skalenstufen gewählt, die den Befragten zur Verfügung gestellt werden sollten, um auszudrücken, wie wichtig ihnen die Erfüllung jedes der zu gewichtenden Zielelemente sei.

Aus zeitlichen und finanziellen Gründen drängte sich ein Vorgehen auf, das erlaubte, die Skala in ein und derselben Erhebung zu eichen und bereits als Messinstrument einzusetzen.

Vor dem ersten Einsatz der Skala für die Zielelemente-Gewichtung wurde im Interviewablauf die Skaleneichung wie folgt eingeschaltet:

> Sämtliche 20 Kombinationen von je drei der sechs verbal definierten Skalenstufen wurden der Reihe nach vorgelegt. Die Aufgabe der Befragten bestand darin, für jede Dreierkombination anzugeben, zwischen welchen zwei der drei vorgelegten Stufen nach ihrer Ansicht der kleinste Unterschied bestehe. D.h. von drei dargebotenen semantischen Distanzen war jeweils die kleinste zu nennen. (Die Eichung wurde selbstverständlich in den Regionen Deutschschweiz, Westschweiz und Tessin getrennt mit Skalenstufendefinitionen in den entsprechenden Landessprachen durchgeführt.)

Je kleiner eine bestimmte semantische Distanz im Durchschnitt den Befragten im Verhältnis zu den anderen semantischen Distanzen erschien, desto häufiger wurde sie insgesamt genannt. Es konnte demnach für jede Sprachregion eine Distanzmatrix erstellt werden, in deren Zellen die Nennungshäufigkeiten der semantischen Distanzen zwischen je zwei der sechs Skalenstufen stehen.

Aufgrund dieser Distanzmatrizen wurden anschliessend (wiederum nach Sprachen getrennt) mittels dem Verfahren der sogenannten nichtmetrischen multidimensionalen Skalierung die Skalenstufen-Definitionen auf eine Achse projiziert (eindimensionaler Fall der nichtmetrischen multidimensionalen Skalierung), welche die geeichte Intervallskala darstellt.

Bei der nichtmetrischen multidimensionalen Skalierung (MDSCAL - 5M) wird grundsätzlich wie folgt vorgegangen:

Die Objekte, deren gegenseitige Abstände eingestuft worden sind, (im vorliegenden Fall die verbalen Definitionen der Skalenstufen) werden zuerst in einer rein zufälligen Startkonfiguration in einem n-dimensionalen Raum angeordnet (im vorliegenden Fall ist n=1). Anschliessend werden die Distanzen zwischen den Objekten innerhalb dieser Konfiguration mit den empirisch ermittelten Distanzen verglichen. Aus den Abweichungen zwischen diesen beiden Distanzensätzen wird nach einer von Kruskal (6) entwickelten Formel der sogenannte STRESS berechnet. Die Uebereinstimmung zwischen den empirischen Distanzeinstufungen und der simulierten Konfiguration ist umso besser, je geringer der STRESS-Wert ausfällt. Die Start-Konfiguration wird iterativ so lange verändert (durch Verschieben der Objektpunkte im n-dimensionalen Raum), bis der STRESS ein Minimum erreicht.

Die STRESS-Limiten können verbal etwa wie folgt qualifiziert werden:

0 = vollkommen
0.05 = sehr gut
0.1 = gut

Die geeichten Skalen sind in der Abbildung 1 dargestellt. Alle STRESS-Werte liegen unter 0.003; die Projektion der Konfiguration auf eine Achse gibt die empirisch ermittelten Distanzverhältnisse praktisch vollkommen wieder.

Auf die Projektion der Skalenstufe "nicht wichtig", mit der die subjektive Bedeutungslosigkeit eines Zielelementes zum Ausdruck gebracht wird, wurde der Skalennullpunkt gelegt, und auf die Projektion der Skalenstufe "etwas vom allerwichtigsten" das obere Skalenende mit dem zugeordneten Wert 100 (vgl. Abb. 1).

Wenn eine Skala in ein und derselben Erhebung geeicht und bereits für Messungen eingesetzt wird, muss auf die Möglichkeit verzichtet werden, nur mit einer Auswahl der geeichten Skalenstufen zu arbeiten. Sofern man diese

deutsche Skala		französische Skala		italienische Skala	
100	etwas vom allerwichtigsten	100	d'une plus grande importance	100	una cosa delle più importante
90	sehr wichtig	92	très important	87	molto importante
64	ziemlich wichtig	67	assez important	62	abbastanza importante
32	mittelmässig wichtig	34	moyennement important	38	di media importanza
11	wenig wichtig	15	peu important	13	poco importante
0	nicht wichtig	0	sans importance	0	non importante
STRESS = 0.0017		STRESS = 0.0023		STRESS = 0.0017	

Abb. 1 Geeichte Skalen für die Messung der Zielelemente-Gewichte

Möglichkeit hätte, würde man in der Regel bei der Auswahl der Skalenstufen auf möglichst weitgehende semantische Aequidistanz zwischen benachbarten Stufen achten. Die in der Untersuchung verwendeten Skalen weisen jedoch gegen die Extrempositionen hin eine feinere Abstufung auf als im Mittelteil. Die Erfahrungen der Pilotuntersuchung zeigten aber, dass gerade im Bereich der stark gewichteten Zielelemente (oberes Skalenende) die Möglichkeit einer feineren Differenzierung sogar erwünscht war.

2.4 Die Einstufung der Zielelemente-Gewichte

Die Formulierungen der neun zu gewichtenden Zielelemente der 2. Zielebene wurden den Befragten - wie bereits erwähnt - schriftlich auf Karten zusammen mit einer mündlichen Zusatzerklärung übergeben. Für die Zuordnung der Zielelemente-Gewichte wurde vor den Befragten eine Sortiervorlage ausgebreitet. Diese Sortiervorlage war in sechs Felder unterteilt, von denen jedes mit der Definition einer Skalenstufe (gemäss Abbildung 1) beschriftet war.

Die Befragten hatten die neun Zielelemente-Karten, die sie alle gleichzeitig vor sich hatten, auf der Sortiervorlage so auszulegen, dass jede Karte auf dasjenige Feld zu liegen kam, dessen Beschriftung der Wichtigkeit des entsprechenden Zielelementes am besten entsprach. (Jedes Feld konnte mehrfach belegt werden.) Diesem Gewichtungsvorgang wurde die folgende einleitende Instruktion vorangestellt:

> "Da man auch bei der Planung des zukünftigen Verkehrs, wie auch meist sonst im Leben, nicht einfach alle Wünsche vollkommen erfüllen kann, geht es bei dieser Aufgabe darum, dass Sie abwägen, was Ihnen wichtiger und was eventuell weniger wichtig ist. Stufen Sie aus diesem Grunde nicht alle Karten ganz oben auf der Skala ein, sondern wählen Sie die verschiedenen Stufen so, dass wirklich daraus hervorgeht, wo am ehesten etwas unternommen werden sollte, wenn man nicht alle Forderungen gleichzeitig erfüllen kann!"

Mit dieser Einleitung sollten die Befragten vor eine Entscheidungssituation mit Zielkonflikten gestellt werden. Der Verlauf der Erhebung hat dann auch bestätigt, dass es gelungen war, die Befragten zu einem sorgfältigen Abwägen und zum Gebrauch von Skalenstufen, die sich über einen weiten Bereich der Skala erstrecken, zu bewegen.

3. ANALYSE DER GEWICHTUNGSERGEBNISSE

3.1 Mittelwerte der individuellen Gewichtungen als fiktiver Konsens

Ein Gewichtungsprofil, das einen fiktiven Konsens der Deutschschweizer, Westschweizer und Tessiner Bevölkerung im Alter von 15 bis 74 Jahren darstellt, lässt sich wie folgt berechnen:

- alle individuellen Einstufungen jedes Zielelementes auf der geeichten Gewichtungsskala werden zuerst mit den individuellen Gewichtungsfaktoren zur Korrektur der Stichprobenverzerrungen multipliziert (vgl. 2.1. Samplebildung).
- Aus den korrigierten individuellen Werten wird für jedes Zielelement der Durchschnittswert aller Befragten errechnet.

Für die Zielelemente der 2. Zielebene ist das auf diese Weise errechnete Konsens-Gewichtungsprofil in Abbildung 2 dargestellt. An diesem Profil fällt insbesondere die starke Gewichtung des Zielelementes 3.1. (Verminderung der Beeinträchtigung des Menschen und seiner Umwelt) auf. Während diesem Zielelement ein mittleres Gewicht von 89 (auf einer Skala mit Maximalwert 100) zugeordnet wird, weist das an zweiter Stelle liegende Zielelement 1.1. (bessere Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse der Haushalte) lediglich einen mittleren Gewichtswert von 72 auf.

Allen Zielelementen, die sich auf wirtschaftliche Aspekte des Verkehrssystems beziehen, wurden im Mittel relativ kleine Gewichte zugeordnet. In diesem Bereich divergieren die Meinungen recht stark, worauf in den Ausführungen zur Analyse von Konfliktpotentialen noch eingegangen werden soll.

Ein derartiges Konsens-Gewichtungsprofil gibt einen ersten groben Ueberblick über die Prioritäten, die einzelnen Zielelementen in der Bevölkerung zugeordnet werden. Als Grundlage für die Bewertung verkehrspolitischer Massnahmen ist es insbesondere dann in seiner Aussagefähigkeit beschränkt, wenn die Bevölkerung in verschiedene Präferenzgruppen zerfällt, die sich durch stark divergierende Gewichtungsprofilverläufe auszeichnen. In diesem Falle ist es möglich, dass der fiktive Konsens mit den Präferenzen von keiner realen Bevölkerungsgruppe auch nur annähernd übereinstimmt und auch keineswegs eine Planungsgrundlage darstellt, die zu einer Lösung führt, welche im Rahmen der zur Verfügung stehenden

Zielelement	Originalformulierung im Zielsystem	Gewichtungsmittelwerte
1.1	Bessere Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse der Haushalte (Wohnbereich)	72
1.2	Bessere Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse der Wirtschaft (Arbeitsbereich)	60
2.1 a	Erweiterung der Internalisierung sozialer Kosten bezogen auf den öffentlichen Verkehr	37
2.1 b	Erweiterung der Internalisierung sozialer Kosten bezogen auf den privaten Verkehr	42
2.2	Minimierung des Gesamtaufwandes zur Erbringung der Verkehrsleistungen	33
2.3 a	Herbeiführen eines Gleichgewichtes zwischen Verkehrserträgen und Kosten der einzelnen Verkehrsträger bezogen auf den öffentlichen Verkehr	34
2.3 b	Herbeiführen eines Gleichgewichtes zwischen Verkehrserträgen und Kosten der einzelnen Verkehrsträger bezogen auf den privaten Verkehr	41
3.1	Verminderung der Beeinträchtigung des Menschen und seiner Umwelt	89
3.2	Herbeiführen einer ausgeglichenen Raum- und Besiedlungsstruktur	62

Abb. 2 Profil der Gewichtungsmittelwerte der Zielelemente der 2. Zielebene

(Basis: individuelle Gewichtungswerte aller Befragten multipliziert mit den individuellen Gewichtungsfaktoren zur Korrektur der Stichprobenverzerrungen)

Mittel die Verkehrsbedürfnisse eines möglichst grossen Teiles der Bevölkerung möglichst weitgehend befriedigt.

Dem Aufdecken von Gewichtungsdivergenzen und der Analyse von Konfliktpotentialen ist daher besondere Aufmerksamkeit zu schenken.

3.2 Aufdecken von Konfliktpotentialen

Um Konfliktpotentiale, die sich in Form von Widerständen gegenüber bestimmten verkehrspolitischen Massnahmen manifestieren könnten, aufzudecken, wurde eine intensive vergleichende Analyse der Gewichtungsprofile verschiedener Bevölkerungsgruppen durchgeführt.

Dabei wurden einerseits die Gewichtungsprofile verschiedener Bevölkerungssegmente verglichen und andererseits wurden in bezug auf die Gewichtungsprofile homogene Präferenzgruppen gebildet und analysiert. Aus den umfangreichen Ergebnissen werden im folgenden nur einige wenige Beispiele herausgegriffen, um die Vorgehensweise bei der Analyse zu illustrieren.

3.2.1 Vergleich der Gewichtungsprofile verschiedener Bevölkerungssegmente

Bevölkerungssegmente werden aufgrund eines bestimmten Aussenkriteriums gegeneinander abgegrenzt. Neben soziodemografischen Merkmalen wurden als Segmentierungskriterien insbesondere auch Merkmale verwendet, welche die objektive Interessenlage einer Person in bezug auf das Verkehrssystem beschreiben. Um z.B. den signifikanten Einfluss der Verfügbarkeit eines Autos (zum Selberfahren) auf die Gewichtung der Zielelemente in Abbildung 3 anschaulich zu illustrieren, wurde eine Korrespondenzanalyse durchgeführt. Da es in diesem Rahmen nicht möglich ist, auf die theoretische Grundlage dieses Verfahrens näher einzugehen, sei auf die ausführlichen Darstellungen von Benzécri (7) verwiesen. Möglichkeiten der Interpretation des Ergebnisses einer Korrespondenzanalyse seien hier am Beispiel der Abbildung 3 erläutert:

- Je näher die Positionen zweier Bevölkerungssegmente in der grafischen Darstellung beieinander liegen, desto grösser ist die Aehnlichkeit der durchschnittlichen Gewichtungsprofile dieser beiden Segmente (in Relation zu den übrigen Aehnlichkeitsbeziehungen zwischen den drei betrachteten Segmenten). Erwartungsgemäss ist diesbezüglich das Segment derjenigen, die ab und zu über ein Auto verfügen, weniger weit entfernt vom

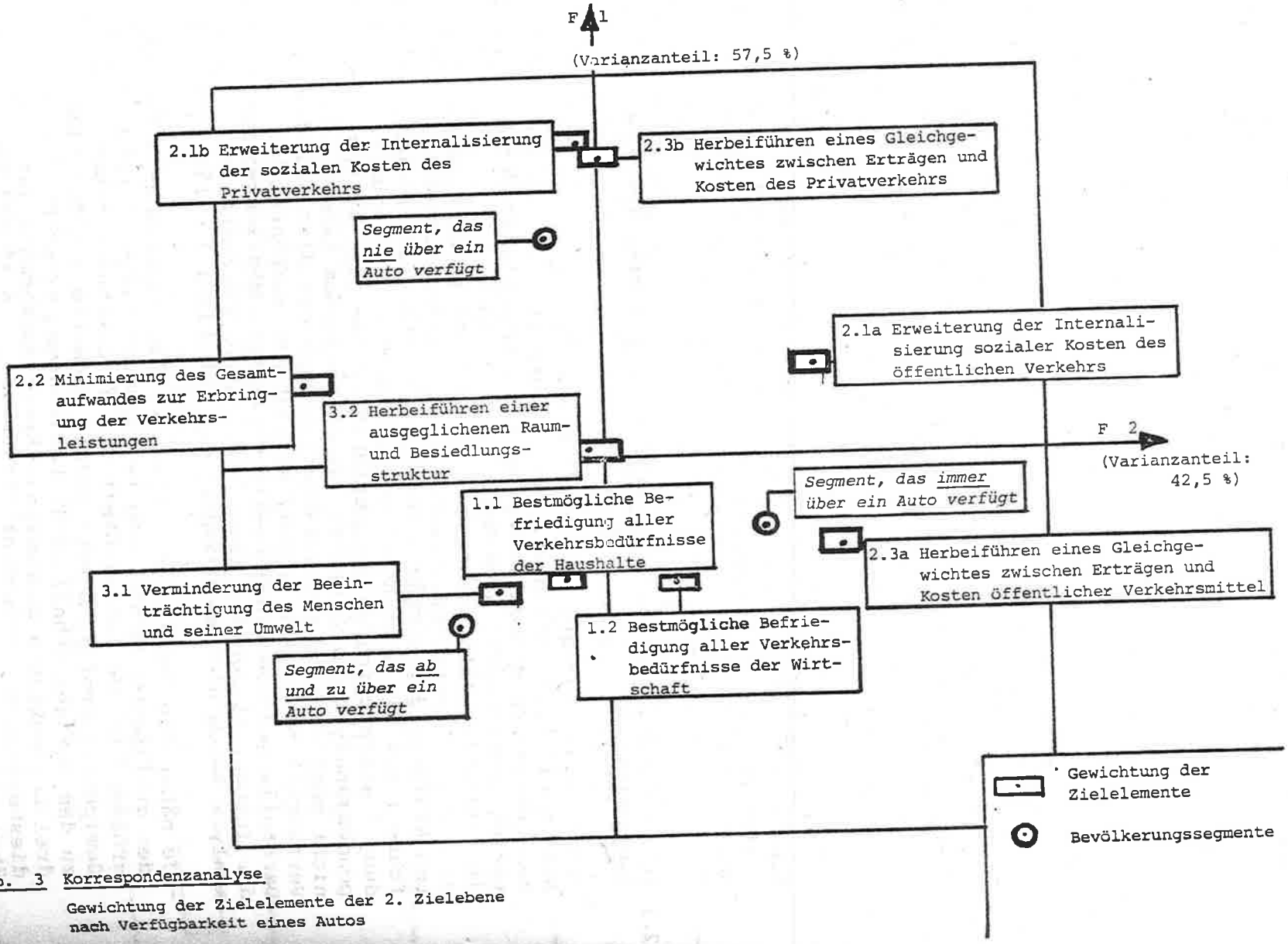


Abb. 3 Korrespondenzanalyse

Gewichtung der Zielelemente der 2. Zielebene nach Verfügbarkeit eines Autos

Segment derjenigen, die immer über ein Auto verfügen, als vom Segment der Befragten, die nie über ein Auto verfügen.

- Je näher die Projektion einer bestimmten Zielelementgewichtung bei der Projektion eines Bevölkerungssegmentes liegt, desto stärker wurde das entsprechende Zielelement in diesem Bevölkerungssegment im Mittel gewichtet (in Relation zu den mittleren Gewichten, die dem betreffenden Zielelement in den übrigen Bevölkerungssegmenten zugeordnet wurden).

  Sind die Abstände zwischen der Projektion einer Zielelement-Gewichtung und den Projektionen verschiedener Bevölkerungssegmente sehr unausgeglichen, kann dies als Hinweis auf ein mögliches Konfliktpotential gewertet werden.

  Z.B. werden die beiden Zielelemente 2.1b. (Erweiterung der Internalisierung der sozialen Kosten des Privatverkehrs) und 2.3b. (Herbeiführung eines Gleichgewichtes zwischen Erträgen und Kosten des Privatverkehrs) im Segment derjenigen, die nie über ein Auto verfügen, im Mittel deutlich stärker gewichtet, als in den beiden übrigen Bevölkerungssegmenten (vgl. Abb. 3).

Die objektive Interessenlage erwies sich, wie auch das obenerwähnte Beispiel zeigt, als ein wesentlicher Faktor zur Erklärung von Gewichtungsdivergenzen bzw. von Konfliktpotentialen.

3.2.2 Vergleich von Präferenzgruppen

Bei der Bildung von Präferenzgruppen wurde nicht, wie bei der Segmentierung (vgl. 3.2.1), auf ein einziges Aussenkriterium abgestellt, sondern es wurden Zielträgergruppen gesucht, innerhalb derer die Menge der individuellen Gewichtungsprofile möglichst homogen war. Für das Aufsuchen von Präferenzgruppen wurde eine sogenannte hierarchische Clusteranalyse durchgeführt, bei der grundsätzlich wie folgt vorgegangen wird:

Die Gewichtung jedes Individuums, die durch neun Gewichtungsvariablen bestimmt ist (Gewichte der 9 Zielelemente der 2. Zielebene) kann als Punkt in einem neundimensionalen Raum dargestellt werden. In diesem neundimensionalen Raum werden die Distanzen zwischen den als Punkte dargestellten Gewichtungen aller Individuen berechnet. Alle Distanzen zwischen je zwei individuellen "Gewichtungspunkten" werden in einer sogenannten Distanzmatrix gespeichert.

Die Distanzen zwischen den einzelnen Punkten können auf verschiedene Arten berechnet werden: d.h. die Metrik kann einer bestimmten Problemstellung optimal angepasst werden.

Für die vorliegende Problemstellung erwies sich die sogenannte L_1-Metrik als besonders geeignet. Die Distanz zwischen der Gewichtung des Individuums i und der Gewichtung des Individuums j berechnet sich in diesem Falle wie folgt:

$$d_{ij} = \sum_{k=1}^{n} x_{ik} - x_{jk}$$

k = Index der Variablen (im vorliegenden Fall k = 1 bis 9)

x_{ik} = Wert, der von der Auskunftsperson i der Gewichtungsvariablen k zugeordnet wurde

x_{jk} = Wert, der von der Auskunftsperson j der Gewichtungsvariablen k zugeordnet wurde

Bei der eigentlichen Clusterbildung wird wie folgt vorgegangen:

1. In der Distanzmatrix wird die kleinste Distanz aufgesucht; d.h. das ähnlichste Individuenpaar (inbezug auf die Gewichtung) wird ermittelt.

2. Die Gewichtungen der beiden erwähnten Individuen werden durch deren Schwerpunkt ersetzt, wodurch die Zahl der einzelnen zu betrachtenden Gewichtungen um 1 reduziert wird.

3. Die Distanzmatrix wird für diese reduzierte Konfiguration neu berechnet.

3. Wenn alle Individuen aufgrund ihrer Gewichtung zusammengeschlossen sind, wird dieser Prozess abgebrochen; andernfalls werden die Schritte 1 bis 3 erneut durchgeführt.

Angestrebt wurde eine Lösung, bei der der Hauptanteil der Stichprobe durch eine möglichst geringe Zahl von Präferenzgruppen repräsentiert wird bei gleichzeitig möglichst grosser Homogenität (in bezug auf die Gewichtungsprofile) innerhalb der einzelnen Präferenzgruppen.

Als optimale Lösung erwies sich die Gliederung in drei Hauptpräferenzgruppen, die zusammen 66% der gesamten Stichprobe repräsentieren. (Der restliche Teil der Stichprobe teilt sich auf 45 weitere Splittergruppen auf, die wegen ihres geringen Umfanges keiner Interpretation zugänglich sind.)

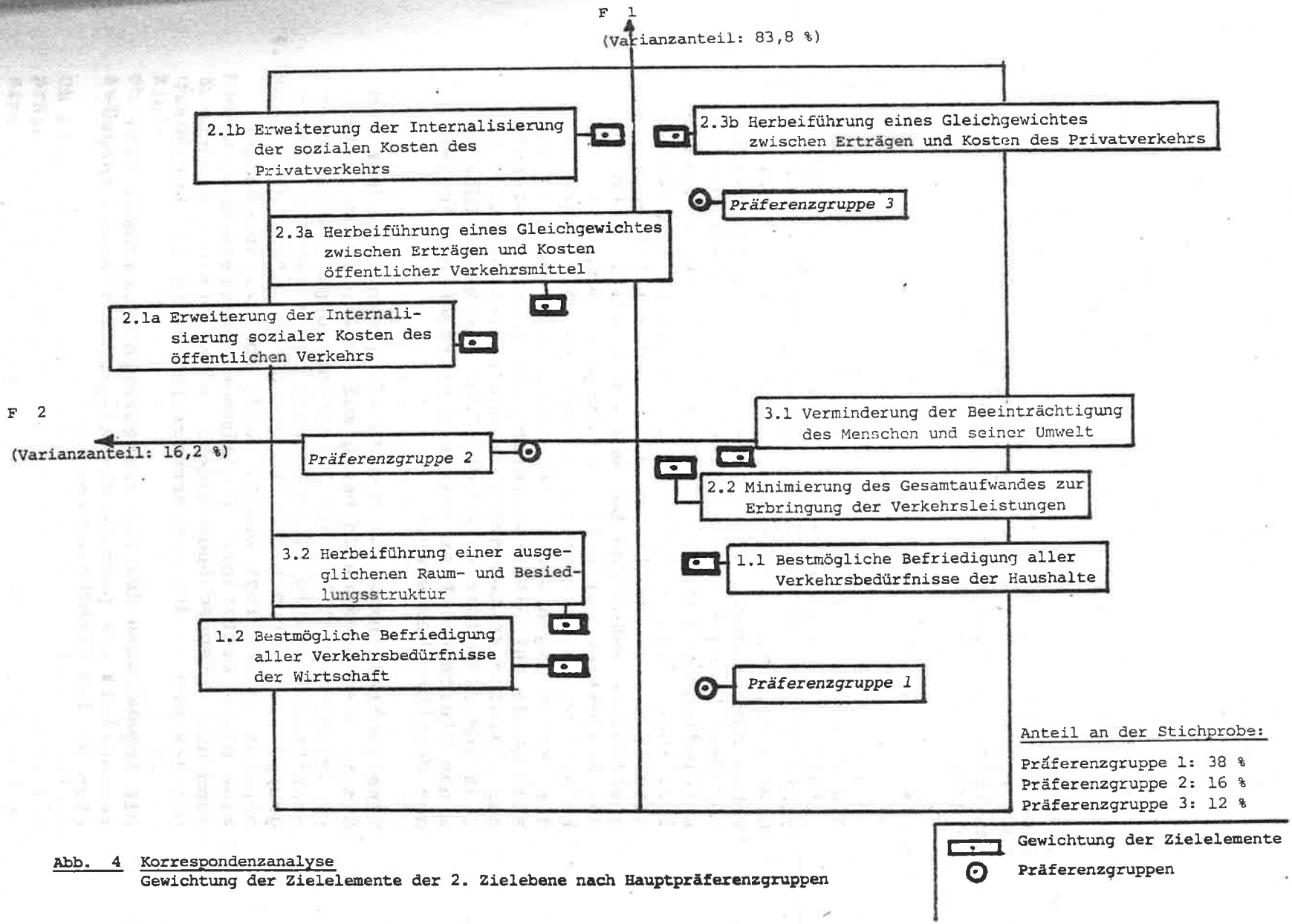


Abb. 4 Korrespondenzanalyse
Gewichtung der Zielelemente der 2. Zielebene nach Hauptpräferenzgruppen

Die unterschiedlichen Zielprioritätenzuordnungen der drei Hauptpräferenzgruppen sind in Abbildung 4 - wiederum als Resultat einer Korrespondenzanalyse - veranschaulicht.

Aufgrund dieser Zielprioritätenzuordnung einerseits und einer ergänzenden statistischen Analyse (z.B. Vergleich bezüglich demografischer Merkmale) andererseits lassen sich die drei Hauptpräferenzgruppen beschreiben.

Im Rahmen der vorliegenden Ausführungen sollen die Interpretationsmöglichkeiten nur anhand eines kurzgefassten Vergleichs der beiden extrem gegensätzlich positionierten Präferenzgruppen 1 und 3 (vgl. Abb. 4) aufgezeigt werden:

- Präferenzgruppe 1 stellt eine Bevölkerungsgruppe dar, die generell überdurchschnittlich hohe Anforderungen an die Leistungsfähigkeit des Verkehrssystems stellt, die aber gleichzeitig eine extrem geringe Bereitschaft zeigt, einer Erweiterung der Internalisierung der sozialen Kosten des Verkehrs und der Herbeiführung eines Gleichgewichtes zwischen Erträgen und Kosten des Verkehrs zuzustimmen. (In Abb. 4 liegen die Projektionen der Gewichtungen der Zielelemente 1.1. (bestmögliche Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse der Haushalte), 1.2. (bestmögliche Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse der Wirtschaft) und 3.2. (Herbeiführen einer ausgeglichenen Raum- und Besiedlungsstruktur) nahe bei der Projektion der Präferenzgruppe 1. Von letzterer relativ weit entfernt liegen dagegen die Projektionen der Gewichtungen der Zielelemente 2.1a und 2.1b (die sich beide auf die Erweiterung der Internalisierung der sozialen Kosten des Verkehrs beziehen) sowie 2.3a und 2.3b (die sich beide auf die Herbeiführung eines Gleichgewichtes zwischen Erträgen und Kosten des Verkehrs beziehen)).

  Eine generell negative Grundeinstellung gegenüber dem Staat, insbesondere in bezug auf dessen finanzielle Forderungen, ist bei der Präferenzgruppe 1 überdurchschnittlich häufig zu beobachten. (45% der Präferenzgruppe 1 erklären sich mit der Aussage: "Der Staatsapparat verschlingt zuviel Geld, von dem der Bürger kaum etwas profitiert" vollkommen einverstanden, während der entsprechende Anteil in der Präferenzgruppe 2 nur 36% und in der Präferenzgruppe 3 nur 32% beträgt.)

  Die Angehörigen der Präferenzgruppe 1 zeichnen sich tendenziell als passive Nutzniesser mit hohen Ansprüchen an das Verkehrssystem aus.

- Präferenzgruppe 3 steht mit einer extrem unter dem Durchschnitt liegenden Gewichtung der bestmöglichen Befriedigung der Verkehrsbedürfnisse in Opposition zur Präferenzgruppe 1 (auf Abb. 4 ist zu erkennen, dass die Projektionen der Gewichtungen der Zielelemente 1.1. (bestmögliche Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse der Haushalte) und 1.2. (bestmögliche Befriedigung aller Verkehrsbedürfnisse der Wirtschaft) von der Projektion der Präferenzgruppe 3 extrem weit entfernt sind).

  Dagegen werden die beiden Zielelemente 2.1b. (Erweiterung der Internalisierung der sozialen Kosten des Privatverkehrs) und 2.3b. (Herbeiführung eines Gleichgewichtes zwischen Erträgen und Kosten des Privatverkehrs) in der Präferenzgruppe 3 deutlich stärker gewichtet als in den übrigen Präferenzgruppen.

  Die ergänzende statistische Analyse zeigte, dass sich die Präferenzgruppe 3 von der Präferenzgruppe 1 einerseits durch einen überdurchschnittlich hohen Anteil von Personen, die in Haushalten ohne Auto leben, und andererseits durch einen überdurchschnittlich hohen Anteil von Personen, die in Orten mit mehr als 50'000 Einwohnern leben, abhebt. Die Angehörigen der Präferenzgruppe 3 dürften demnach im Vergleich zu den übrigen Präferenzgruppen von den nachteiligen Auswirkungen des Privatverkehrs in höherem Ausmass betroffen sein, während sie von den Vorteilen des Privatverkehrs in geringerem Ausmass profitieren. In der ausgeprägten Befürwortung einer Erweiterung der Internalisierung der sozialen Kosten des Privatverkehrs und der Herbeiführung eines Gleichgewichtes zwischen Erträgen und Kosten des Privatverkehrs scheint diese Präferenzgruppe vorwiegend eine Waffe gegen den Privatverkehr zu sehen.

Auch dieses letzterwähnte Beispiel zeigt, dass divergierende Gewichtungsergebnisse weitgehend mit Unterschieden in bezug auf die objektive Interessenlage verbunden sind.

4. METHODISCHE GRENZEN

Ein Zielsystem, das als Grundlage für eine Nutzwertanalyse dient, ist als Arbeitsinstrument für Planungsexperten konzipiert. Dementsprechend ist die Redundanz der Zielformulierungen minimal und diese Formulierungen sind ohne spezifische Sachkenntnisse in der Regel kaum verständlich.

Um eine Gewichtung von Zielelementen im Rahmen einer repräsentativen Bevölkerungsbefragung vornehmen zu können, sind die Zielelemente-Formulierungen umzusetzen in Aus-

sagen, die die vom Experten mit diesen Formulierungen assoziierte Information vollständig, unverfälscht und allgemeinverständlich wiedergeben.

Mit zunehmendem Anteil an spezifischen Sachkenntnissen, die eine Zielelement-Formulierung voraussetzt, steigt der Umfang der Information, die den Befragten in einer Bevölkerungsbefragung zum Verständnis des betreffenden Zielelementes vermittelt werden muss, stark an. Dabei wird bei der befragungstechnischen Umsetzung von Zielelementen relativ rasch die Praktikabilitätsgrenze erreicht. Aus diesem Grunde werden sich in der Regel nur ausgewählte Bereiche eines vollständigen Zielsystems für die Gewichtung im Rahmen einer repräsentativen Bevölkerungsbefragung eignen.

Im Hinblick auf die Verwertung von Gewichtungsergebnissen einer repräsentativen Bevölkerungsbefragung einerseits und auf die Konzeption von künftigen ähnlichen Studien andererseits sollen im folgenden noch zwei Problempunkte erwähnt werden. Beide Punkte sind als Hypothesen zu verstehen, die hervorgegangen sind aus Ueberlegungen und Beobachtungen, die im Laufe der Untersuchung gemacht wurden:

1. Bei der Verwertung der Gewichtungsergebnisse in der Planungspraxis ist zu berücksichtigen, dass der Blickwinkel des überwiegenden Teiles der Bevölkerung gegenüber demjenigen des Planungsexperten wesentlich enger ist.

   Der Hauptfaktor, der die Gewichtung eines Zielelements in einer Bevölkerungsbefragung bestimmt, ist die Intensität, mit der die Diskrepanz zwischen Soll und Haben erlebt wird. Mit der Gewichtung eines Zielelementes bringen die Befragten vorwiegend zum Ausdruck, wie dringend ihnen eine <u>Veränderung</u> (die ausgeht vom <u>aktuellen</u> Zustand) in Richtung des betreffenden Zieles momentan erscheint. Ziele, die bereits als in hohem Masse verwirklicht erlebt werden, gewichten die Befragten dementsprechend tendenziell zu wenig stark.

   Der dominante Einfluss der <u>aktuellen</u> Situation auf die Gewichtungsergebnisse, welche der längerfristigen Planung zukünftiger Systeme zugrundegelegt werden sollen, birgt die Gefahr in sich, dass dadurch die Nutzwertanalyse so gesteuert wird, dass konventionelle gegenüber innovativen Lösungen überbewertet werden.

   Gewichtungsergebnisse einer Bevölkerungsbefragung sollten daher vor ihrer Verwendung in einer Nutzwertanalyse im Hinblick auf die obenerwähnte Problematik bewertet und korrigiert werden.

2. Durch die Struktur des Zielsystems (systematische hierarchische Aufgliederung von Zielen) wird die Aufmerksamkeit der Befragten beim Gewichtungsvorgang in einer Weise gelenkt, die vom Aufbau des Zielsystems abhängig ist. Dies wirft aber Fragen auf, die einerseits im Rahmen von Grundlagenuntersuchungen abzuklären sind und denen andererseits bei der Konzeption von bevölkerungsrepräsentativen Umfragen, die der Gewichtung eines Zielsystems dienen, Beachtung geschenkt werden muss:

   - Der überwiegende Teil der Bevölkerung beurteilt in der Praxis auch komplexe Gegenstände (wie z.B. eine wirtschaftspolitische Abstimmungsvorlage) global und eher intuitiv als systematisch. Es wäre daher zu untersuchen, ob ein Befragter, der bei der Gewichtung von Zielelementen zu einer ihm unvertrauten Beurteilungssystematik gezwungen wird (bei der die Aufmerksamkeit gezielt auf Einzelaspekte gelenkt wird), in der Lage ist, seine tatsächlichen Vorstellungen zum Ausdruck zu bringen. Dies würde theoretisch bedeuten, dass aus einer Nutzwertanalyse, der die Zielelemente-Gewichtung des betreffenden Befragten zugrunde gelegt wird, von mehreren zur Auswahl stehenden Konzeptvarianten diejenige als beste hervorgehen müsste, die der Befragte auch aufgrund seines ihm vertrauten Entscheidungsverhaltens wählen würde.

   - Wenn das Urteil der Befragten beeinflusst wird durch die Systematik, mit der die Aufmerksamkeit auf Einzelaspekte gelenkt wird, stellt sich die Frage, inwiefern die Gewichtung eines bestimmten Zielelementes unabhängig ist von der Struktur des Zielsystems. Anschaulicher kann diese Frage wie folgt formuliert werden: Ist die Gewichtung des in Abbildung 5 dargestellten Zwischenziels X unabhängig davon, ob das Oberziel gemäss Strukturvariante 1 oder gemäss Strukturvariante 2 aufgespaltet wird?

   Die Aufspaltung der Zielelemente ist ein arbiträrer Akt, dessen (psychologische) Auswirkungen auf das Gewichtungsergebnis - vor allem dann, wenn die Gewichtung eines Zielsystems bis auf untere Zielebenen vorgenommen wird - nicht a priori vernachlässigt werden sollten.

H.R. Moning
Explora AG
Asylstrasse 41
8032 Zürich

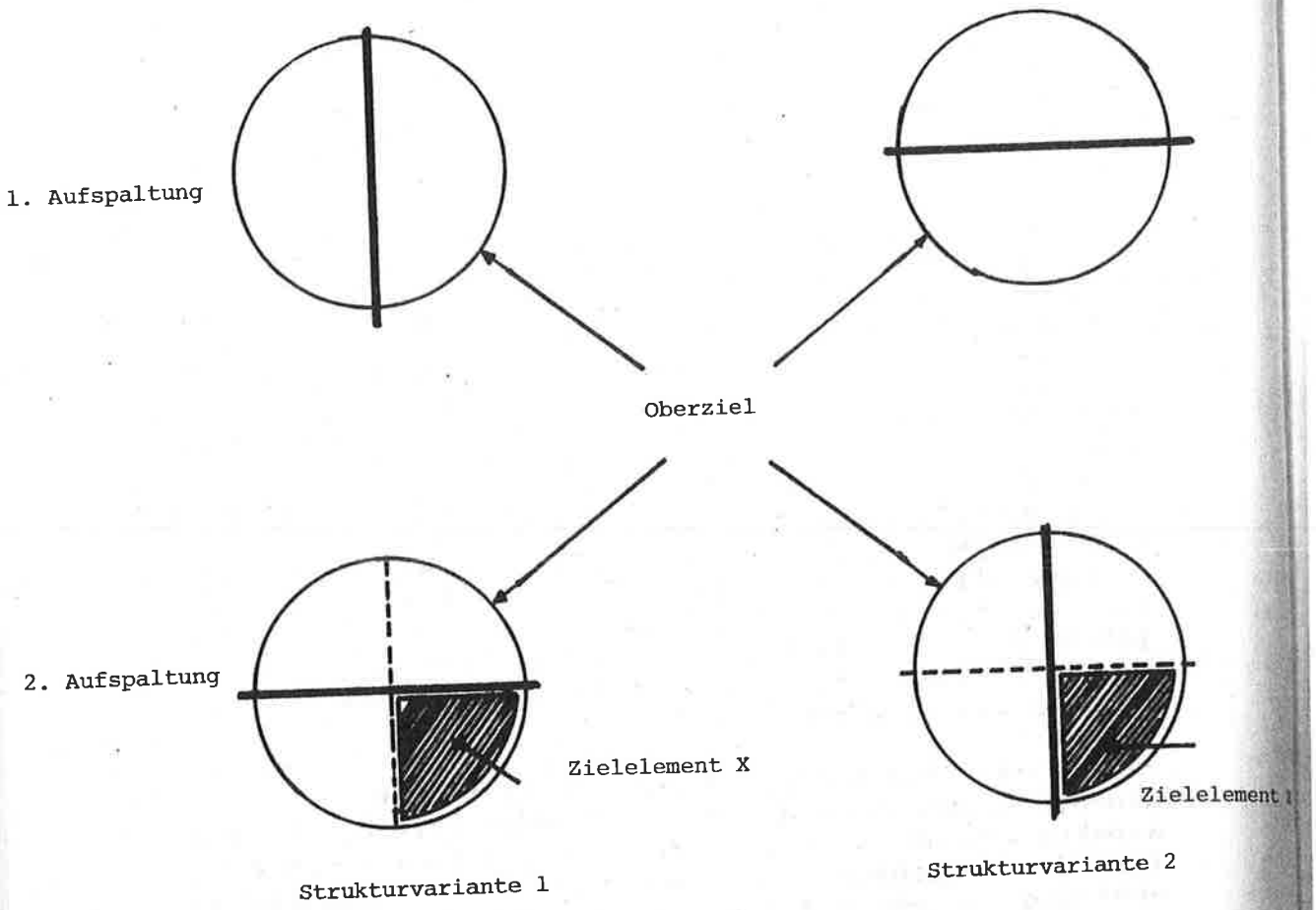

1. Aufspaltung
Oberziel
2. Aufspaltung
Zielelement X
Zielelement
Strukturvariante 1
Strukturvariante 2

Abbildung 5

ANMERKUNGEN

1. Vgl. Hidber C., Berger H.-U.: Das Ziel- und Indikatorensystem der Gesamtverkehrskonzeption Schweiz (GVK-CH). Schweiz. Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, Heft 3, 1977, S. 325ff.

2. Moning H.R.: Gewichtung des Zielsystems GVK-CH. Auftrag GVK-CH Nr. 103 an die Explora AG, Zürich 1977.

3. Arbeitsmarktsubregions-Typ 4: Ländliche Agrar- und Gewerberegion mit dörflichem Zentrum von weniger als 10'000 Einwohnern.

   Arbeitsmarktsubregions-Typ 5: Freizeit- und Ferienregion mit Dienstleistungscharakter.

   Arbeitsmarktsubregions-Typ 6: Freizeit- und Ferionregion mit Agrarcharakter.

4. Die vorliegenden Ausführungen beziehen sich auf die Fassung des Zielsystems GVK-CH vom 31.8.76, die der Bevölkerungsbefragung zugrunde gelegt wurde.

5. Vgl. z.B. Haley R.I., Gatty R.: The Trouble with Concept Testing. Journal of Marketing Research, 1971, S. 230ff.

6. Kruskal J.B.: Multidimensional Scaling by Optimizing Goodness of Fit to a Nonmetric Hypothesis. Psychometrika, 1964, S.1ff.

7. Benzécri J.P.: L'analyse des données, 2 tomes, Paris 1976.

BIBLIOGRAPHIE

Benzécri J.P. (1976): L'analyse des données. 2 tomes, Paris.

Dawes R.M. (1977): Grundlagen der Einstellungsmessung. Weinheim und Basel.

Haley R.I., Gatty R. (1971): The Trouble with Concept Testing. Journal of Marketing Research, S. 230ff.

Hartigan J.A. (1975): Clustering Algorithms. New York, London, Toronto,

Hidber C., Berger H.U., Oetterli J. (1974): Operationales Ziel- und Messsystem für die GVK-CH. Arbeitsunterlage GVK-CH Nr. 16, Bern.

Hidber C., Berger H.U. (1977): Das Ziel- und Indikatorensystem der Gesamtverkehrskonzeption Schweiz (GVK-CH). Schweiz. Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, Heft 3, S. 325 ff.

Kruskal J.B. (1964): Multidimensional Scaling by Optimizing Goodness of Fit to a Nonmetric Hypothesis. Psychometrika, S. 1ff.

Moning H.R. (1977): Gewichtung des Zielsystems GVK-CH. Auftrag GVK-CH Nr. 103 an die Explora AG, Institut für Motiv-, Marketing- und Sozialforschung, Zürich.

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse Sociol., No 3/78, Seiten 205-23

VERKEHRSSYSTEMBEDINGTER WANDEL VON GEMEINDEN UND DIE AUSWIRKUNGEN AUF IHRE BEWOHNER

H.P. Meier, W. Meyer, R. Müller

ZUSAMMENFASSUNG

Ziel dieses Beitrages ist es, erstens den sozioökonomischen Wandel der Gemeinden der Schweiz zu beschreiben und den Einfluss des Verkehrssystems auf diesen Wandel festzustellen.

Der markanteste Wandel von Gemeinden der Schweiz im Zeitraum von 1950-1970 lässt sich durch die Begriffe 'Desagrarisierung' und 'Agglomerisierung' umschreiben. Empirisch erweist sich, dass beide Wandlungsprozesse in Zusammenhang mit Veränderungen des Verkehrssystems stehen. Obwohl den präsentierten Daten nur ein exemplarischer Charakter zukommt und somit Verallgemeinerungen kaum zulässig sind, zeigt sich, wie sehr vor allem die soziofugale Entwicklung von Gemeinden Wahrnehmung und Verhalten der Bewohner prägt. Insbesondere schlägt sich in pauperisierenden Berggemeinden die pessimistische Entwicklungsperspektive in politischer und sozialer Apathie nieder. Indessen erzeugt auch die soziopetale Entwicklung von Gemeinden spezifische Spannungssituationen für ihre Bewohner; so werden Gegensätze von alter und neuer Bevölkerung, von bestehenden und neuen Berufsrollen geschaffen, Gegensätze, welche die Klassen-/Schicht-Differenzierung akzentuieren.

Zwar ist in der Untersuchungsanlage der empirische Nexus zwischen Verkehrssystem - sozioökonomischem Wandel - soziokulturellen und soziopolitischen Begleitphänomenen nicht geschlossen, doch legen die Ergebnisse den Schluss nahe, dass dem Verkehrssystem in Kombination mit weiteren Faktoren auch heute noch eine standortlenkende Funktion zukommt. Neben dieser Lenkungsfunktion von Standorten ist aber das Verkehrssystem auch in seiner sozialen Funktion zu sehen. Vor allem in isolierten Berggebieten und in Agglomerisationsregionen kommt der Politik der Förderung öffentlicher Nahverkehrserschliessung eine wichtige Bedeutung zu, um räumliche Mobilität auch älteren, residentiell gebundenen und weniger privilegierten Bewohnern zu ermöglichen.

RESUME

Le but de cette contribution est en premier lieu de décrire le changement socio-économique des communes de Suisse et de définir l'influence que le système des transports a sur cette évolution. En second lieu, l'on essaye de montrer l'influence du changement socio-économique dans la perception et le comportement des habitants des communes étudiées.

C'est par des concepts tels que 'désagrarisation' et 'agglomérisation' que le changement le plus marquant des communes entre 1950 et 1970 peut être empiriquement décrit. Il est également démontré que ces deux processus d'évolution sont en relation avec des modifications du systeme des transports. Bien qu'au niveau individuel les données ici présentées n'aient que valeur d'exemple, il apparaît que c'est avant tout l'évolution 'sociofuge' (ou socio-désagrégatrice) des communes qui marque la perception et le comportement des habitants.

Dans les communes de montagne marquées par la paupérisation, les perspectives pessimistes de développement se traduisent par une apathie sociale et politique. Quant à l'évolution 'sociopète' (ou socio-agrégatrice) des communes, elle crée elle aussi des situations spécifiques de tension pour leurs habitants; il se forme des antagonismes entre l'ancienne et la nouvelle population, entre les rôles professionnels existants et nouveaux, antagonismes qui accentuent la différenciation des couches sociales. Toutefois, les limitations méthodologiques ne permettent pas de tirer une conclusion directe quant aux rapports existant entre le système des transports, l'évolution socio-économique et socio-culturelle, ainsi que les phénomènes socio-politiques concomitants. Néanmoins, les résultats indiquent clairement qu'aujourd'hui encore le système des transports, combiné à d'autres facteurs, a une fonction déterminante sur le développement économique et social des communes.

En plus de cette dernière fonction, il faut également considérer la fonction "sociale" du système des transports. C'est avant tout dans les régions isolées de montagne et dans celles d'agglomérations qu'une politique visant à encourager la mise sur pied d'un réseau de transports publics à courte distance revêt une grande importance; ceci afin de rendre possible une mobilité spatiale des personnes âgées ou immobilisées au lieu de résidence et des personnes les moins privilégiées aussi.

* * *

1. EINLEITUNG

Ziel dieses Beitrages ist es, erstens den sozioökonomischen Wandel der Gemeinden der Schweiz zu beschreiben und den Einfluss des Verkehrssystems auf diesen Wandel festzustellen. Eine Gemeinde ist indessen nicht nur der Ort sozioökonomischer Tätigkeit, sondern gerade auch im föderalistischen politischen System der Schweiz auch der Ort der Befriedigung sozialer, politischer und kultureller Bedürfnisse sowie der Prägung von Orientierungs- und Handlungshorizonten. Deshalb wird zweitens versucht, den Einfluss des sozioökonomischen Wandels in der Wahrnehmung und im Verhalten der Bewohner ausgewählter Gemeinden darzustellen.

Ausgangspunkt der folgenden Betrachtung ist die Annahme, dass jede siedlungsökologische Disparität eine Resultante der Konkurrenz um Standortvorteile ist. Dabei wird als siedlungsökologische Disparität die Ungleichheit der Chancen in der Verwirklichung von Bedürfnissen im Raum, und zwar auf der Ebene der Gemeinde aufgefasst. Mit anderen Worten: Sozioökonomische Disparitäten schaffen auch Ungleichheiten in der Verwirklichung von sozialen, politischen und kulturellen Bedürfnissen der Bewohner von Gemeinden.

In der frühen Phase der Industrialisierung der heutigen hochindustrialisierten Nationen fällt der Nachweis, dass der Ausbau des Verkehrssystems einen Einfluss auf die Entstehung solcher Disparitäten hatte, relativ leicht. So bedeutete im 19. Jahrhundert Verkehrspolitik stets auch Politik der Verteilung ökonomischer Aktivitäten im Raum. In der 2. Hälfte des 20. Jahrhunderts ist der Einfluss der Veränderungen des Verkehrssystems auf raumwirtschaftliche Disparitäten ungleich schwerer nachzuweisen. Dies, weil die raumstrukturierende und/oder -verbindende Wirkung des Verkehrssystems zwar quantitativ verbessert werden kann, doch qualitativ vorgeprägt ist.

Auf siedlungsökologischer Ebene zeigen sich raumwirtschaftliche Disparitäten im komplementären Prozess von soziofugaler gegenüber soziopetaler Entwicklung von Gemeinden.

Beide Entwicklungen bedeuten nicht nur abrupte Veränderungen in der sozio-demographischen Zusammensetzung der wirtschaftlichen Arbeitsteilung, sondern auch einschneidenden Wandel im soziostrukturellen, politischen und kulturellen Entfaltungsgrad des kommunalen Lebens. Unter soziopetalen Tendenzen sollen all jene Entwicklungen verstanden werden, die zu einer Erweiterung des Spektrums

der in einer Gemeinde angebotenen Funktionen und Leistungen führen. Soziofugale Entwicklung dagegen zeigt sich in Formen der Schrumpfung solcher Bedingungen für das kommunale Leben der Bewohner einer Gemeinde. Das Begriffspaar von Soziopetalität und Soziofugalität bezeichnet erstens kommunalen Wandel ganzheitlich. Zweitens bedeutet soziofugaler oder -petaler Wandel nicht nur kurzfristige Erscheinungen von Dekonzentration oder Konzentration, sondern einschneidende, längerfristige und relativ unumkehrbare Formen des kommunalen Wandels.

Soziopetale oder soziofugale Wandlungsprozesse stören die Befriedigung der Bedürfnisse der Bewohner in verschiedener Weise. Solche Störungen erzeugen bei den Bewohnern von Gemeinden Spannungen, die sie je nach ihrer sozialen Schichtlage unterschiedlich wahrnehmen, verarbeiten oder beantworten.

2. VORGEHEN

Die im folgenden kurz skizzierte Untersuchungsanlage ergab sich aus Problemstellungen der Eidg. Kommission für die Schweizerische Gesamtverkehrskonzeption und aus theoretischen und heuristischen Ueberlegungen im Rahmen des entsprechenden Auftragsprojektes an das Soziologische Institut der Universität Zürich "Analyse der regionalwirtschaftlichen und gesellschaftlichen Auswirkungen des Verkehrssystems" (Arbeitsgruppe Verkehrssystem und Gesellschaft, 1976/77).

Um den sozioökonomischen Wandel der Gemeinden der Schweiz zu beschreiben, wurden in einem ersten Schritt sämtliche Gemeinden der Schweiz aufgrund ausgewählter Strukturmerkmale zu 3 Zeitpunkten (1950/1960/1970) typisiert.

In einem zweiten Schritt wurden die Transformationen von Gemeindetypen zwischen diesen Zeitpunkten untersucht und so ein deskriptives Modell der Entwicklung der Gemeinden der Schweiz erstellt. In einem dritten Schritt wurde diese Entwicklung mit den von den Verkehrswissenschaftern ermittelten Daten über die Zustände und Veränderungen des Verkehrssystems in Beziehung gesetzt und der Einfluss von Veränderungen des Verkehrssystems auf die Typenübergänge untersucht.

Auf der Ebene der Auswirkungen des Wandels von Gemeinden auf ihre Bewohner wurden aus drei Regionen unterschiedlicher ökonomischer Entwicklung je zwei Gemeinden ausgewählt, die ein komplementäres Paar von soziofugaler und soziopetaler Entwicklung bilden. Die ausgewählten Gemeinden wurden einerseits durch Strukturdaten und

-merkmale detailliert beschrieben und andererseits wurde bei Gruppen von Bewohnern dieser Gemeinden eine Befragung durchgeführt. Dabei war es das Ziel, ein umfassendes paradigmatisches Bild dieser Gemeinden, ihrer Institutionen sowie ihrer Bewohner zu erhalten, um so auf der sozialen Mikroebene den Einfluss des kommunalen Wandels auf die Lebensbedingungen der betroffenen Bevölkerungsgruppen darzustellen. Die Verknüpfung mit der Analyseebene sämtlicher Gemeinden der Schweiz gründete dabei auf der Annahme, dass die Entwicklung der ausgewählten sechs Gemeinden teilweise durch das Verkehrssystem bedingt ist. Daher wurden die sechs Gemeinden aufgrund einer kartographischen Analyse ausgewählt. Es waren dies in der Bergregion die Gemeinden Laax und Valendas, in der städtischen Region das Stadtkerngebiet von St. Gallen und der Vorort Wittenbach und in der Mittellandregion die beiden Gemeinden Etziken und Schnottwil. Im Falle der Gemeinden Etziken, Schnottwil und Valendas wurde eine Haushaltvollerhebung durchgeführt, und in den Gemeinden Wittenbach, St.Gallen-Kern und Laax wurde eine Zufallsauswahl von je 200 Haushaltungen getroffen, wobei zufällig ein erwachsenes Mitglied des ausgewählten Haushaltes befragt wurde.

3. SOZIOÖKONOMISCHER WANDEL DER GEMEINDEN DER SCHWEIZ IN ABHÄNGIGKEIT VON VERÄNDERUNGEN DES VERKEHRSSYSTEMS

Voraussetzung für die Untersuchung von Auswirkungen verkehrssystembedingten Wandels von Gemeinden auf Wahrnehmung, Bewusstsein und Verhalten der Bewohner ist die operationale Erfassung und Beschreibung

a) des sozioökonomischen Wandels von Gemeinden,
b) der Veränderungen des Verkehrssystems und
c) seines Einflusses auf Muster kommunaler Entwicklung.

Ausgangspunkt ist die Betrachtung des Verkehrssystems als raumstrukturierender Faktor im Beobachtungszeitraum 1950 bis 1970.

3.1 Verkehrssystem und räumliche Differenzierung

Unter Verkehrssystem wird im folgenden eine technisch geschaffene Raumüberwindungsstruktur verstanden, die ein Ensemble von fahrzeitmässig ausgedrückten Erreichbarkeiten von Punkten im geographischen Raum ermöglicht. Das Verkehrssystem tritt in der soziologischen Theorie erstens als Faktor der Erklärung des Grades an Arbeitsteilung zwischen Akteuren im Raum und zweitens als Faktor der Erklärung der räumlichen Lokalisierung bestimmter arbeitsteilig aufeinander bezogener Funktionen auf.

Verkehrssystem und Grad an Arbeitsteilung

Einer der Grundgedanken der klassischen Theorie der gesellschaftlichen Evolution (Spencer, Durkheim) postuliert den Uebergang von einander ähnlichen Segmenten zu komplementär differenzierten und arbeitsteilig aufeinander bezogenen Gruppen. Als eine der Ursachen dieses Prozesses hat bereits Durkheim die Faktoren Anzahl von möglichen Interaktionspartnern, deren räumliche Konzentration ('materielle' Dichte) sowie insbesondere den Abbau von Interaktionsbarrieren als Bedingung der Umsetzung von materieller in Interaktionsdichte ('dynamische' Dichte) herausgearbeitet. (Durkheim, 1977, p.296-323 und Schnore, 1958, p.620-634).

Die Zahl der Verkehrs- und Verbindungswege gilt dabei als 'sichtbares und messbares Symbol' der dynamischen Dichte einer Gesellschaft.

Der Prozess, in dem sich eine hohe dynamische Dichte in arbeitsteilige Differenzierung umsetzt, lässt sich als zunehmende Konkurrenz ähnlicher Akteure bei zunehmender Dichte spezifizieren; dabei zwingt die Konkurrenz die schwächeren Akteure zur Konfliktvermeidung, indem diese in neue Rollen (Nischen) ausweichen. Operational gefasst lässt sich demnach die Hypothese formulieren:

- Je höher die durchschnittliche gegenseitige Erreichbarkeit der Teilräume eines Raumes, desto höher ist bei gleicher Anzahl potentieller Interaktionspartner der Grad an Arbeitsteilung in diesem Raum.

Verkehrssystem und räumliche Lokalisierung arbeitsteiliger Funktionen

Grundsätzlich sind zwei Konzeptualisierungen der räumlichen Lokalisierung arbeitsteiliger Funktionen möglich: entweder werden politisch-administrative Teilräume als Akteure in einem arbeitsteilig organisierten Raum aufgefasst oder man untersucht die Standortwahl von wirtschaftlichen und sozialen Akteuren.

Im Kontext der feinräumigen intranationalen Differenzierung erscheint das zweite Konzept angemessen (1). Teilräume unterschiedlich hoher Erreichbarkeit sind dabei als knappes Gut aufzufassen, um das Akteure (Wirtschaftsunternehmen, andere Organisationen, Individuen) konkurrieren. Der Erfolg in dieser Konkurrenz

hängt dabei entscheidend von der Funktion ab, die diese Akteure in diesen Teilräumen auszuüben beabsichtigen, wodurch sich eine Zuordnung von Funktionen zu Teilräumen ergibt.

Theorien, die diesen Zusammenhang spezifizieren, gehen von einem kapitalistischen Bodenmarkt aus, auf dem ein Grundstück für diejenige Funktion verwendet wird, bei der sich die höchste Grundrente erzielen lässt. Dieser Sachverhalt wiederum kann einerseits auf den funktionsspezifischen Anteil der Grundstückskosten an den Produktionskosten und andererseits auf den ebenfalls funktionsspezifischen Effekt höherer Erreichbarkeit auf den Umsatz (bei Handelsunternehmen) bzw. auf die Transportkosten (insbesondere beim Personentransport) zurückgeführt werden (2).

Operationale Ausgangshypothese ist daher:

- Die relative Erreichbarkeit verschiedener Teilräume eines Raumes d.h. die Erreichbarkeitsunterschiede bestimmen die Lokalisation verschiedener Funktionen.

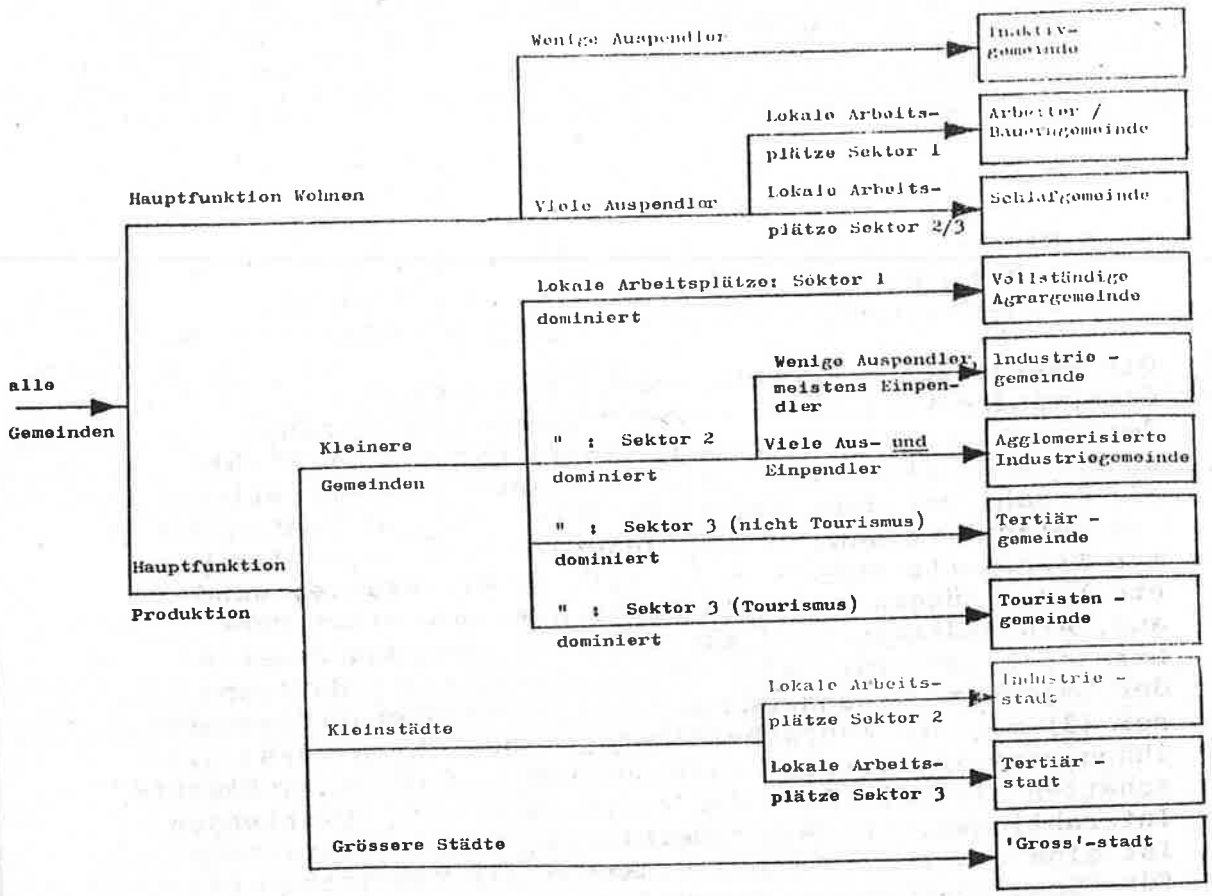
Die wesentlichen Effekte des Verkehrssystems auf sozioökonomische Veränderungen werden über die Veränderung der dynamischen Dichte vermittelt. Dynamische Dichte an einem Punkt im geographischen Raum kann operational als Anzahl der dort möglichen Interaktionen bestimmter Art gefasst werden. Im vorliegenden Fall sind dies primär Transporte von Personen (als Arbeitskräfte, Kunden etc.) und Gütern an einen Punkt bzw. von einem Punkt aus. Als Indikatoren dafür werden Verkehrsgunstwerte berechnet, die für jeden Ort die Anzahl der dort und in der Umgebung vorhandenen potentiellen Interaktionspartner (3) mit der Wahrscheinlichkeit gewichten, dass mit ihnen eine Interaktion zustandekommt; Verkehrsgunstwerte schätzen also die Zahl der an einem Ort zu erwartenden Interaktionen. Die Wahrscheinlichkeit der Interaktion ist eine monoton fallende Funktion der Fahrzeit, die für diese Interaktion notwendig wäre (4).

3.2 Typen sozioökonomischer Differenzierung von Gemeinden

Theoretische, methodische und empirische Erwägungen legten eine Klassifikation aller Gemeinden der Schweiz in 11 verschiedene sozioökonomische Typen nahe. Diese Formationstypen der Gemeinden wurden getrennt für die Jahre 1950, 1960 und 1970 gebildet, so dass die Transformationen der Gemeinden als Wechsel zwischen den Typen der drei Zeitpunkte aufgefasst werden können. In Abbildung 1 ist die verwendete Typologie dargestellt,

sie umfasst weniger Typen als dies bei einer Kreuzklassifikation aller wichtigen Dimensionen sozioökonomischer Differenzierung der Fall wäre:

Abbildung 1 Kriterien der Gemeindetypologie zur Beschreibung der sozioökonomischen Differenzierung des kommunalen Systems der Schweiz zu den Zeitpunkten 1950, 1960 und 1970.



Als wichtigste Differenzierungsdimensionen für die Typologie erweisen sich die Spezialisierung auf Wohn- gegenüber Produktionsfunktionen sowie die ökonomischen Sektoranteile. Weiter ist die Grösse einer Gemeinde bedeutsam, weil sich mit zunehmender Grösse räumlicher Einheiten die Bedeutung der Differenzierung zwischen Einheiten auf die Differenzierung innerhalb der Einheiten verlagert.

Bei einer Typisierung von Gemeinden anhand dieser Dimensionen ist zu beachten, dass bestimmte Charakteristika den Aussagewert anderer Charakteristika erhöhen bzw. vermindern können. So ist insbesondere eine Einteilung von primären Wohngemeinden nach dem vorherrschenden ökonomischen Sektor weniger wichtig als bei Produktionsgemeinden. Ebenso kann diese Sektoreinteilung umso grobmaschiger erfolgen, je grösser eine Gemeinde ist, weil sich empirisch bei grösseren Gemeinden homogenere Sektorverhältnisse ergeben.

3.3 Wandel von Gemeinden in Abhängigkeit von Veränderungen des Verkehrssystems

Die Dynamik des kommunalen Systems der Schweiz im Zeitraum zwischen 1950 und 1970 fasst in graphischer Form Abbildung 2 zusammen.

Wichtigste Tendenzen kommunalen Wandels in diesem Beobachtungszeitraum sind:

1) Sinkende Bedeutung der Landwirtschaft:

   In beiden Perioden 1950 bis 1960 und 1960 bis 1970 nimmt die Zahl der vollständigen Agrargemeinden stark ab, total nahezu um 50%. Dies entspricht der gesamtschweizerischen Abnahme des Anteils der in der Landwirtschaft Beschäftigten. Das Verkehrssystem zeigt zwei Zusammenhänge mit dieser Entwicklung: einmal ist die Abwanderung Beschäftigter aus dem Agrarsektor in den am wenigsten erschlossenen Regionen am grössten, zum andern fördert verbesserte Verkehrserschliessung den Uebergang von agrarischen Gemeinden zu moderneren Gemeindetypen.

2) Agglomerisierung:

   Anzahlmässig nehmen die Gruppen der Schlafgemeinden und der agglomerisierten Industriegemeinden am stärksten zu, Gemeinden, die sich durch eine hohe Zahl von Auspendlern auszeichnen. Beide Gruppen verdoppeln ihre Anzahl in jeder der beiden Beobachtungsperioden. Das heisst, die kommunale Entwicklung der Gemeinden ist durch eine ausgeprägte Tendenz zur Segregation zwischen Wohn- und Produktionsfunktion charakterisiert. Diese Tendenz steht in engem Zusammenhang mit Grössen des Verkehrssystems. Abbildung 3 zeigt den Zusammenhang zwischen dynamischer Dichte und Differenzierung nach Wohn- und Arbeitsfunktion. Dynamische Dichte ist operational als Verkehrsgunst mit privatem Fahrzeug auf kürzere Distanzen definiert (vgl. Anmerkung 4). Die Differenzierung nach Wohn- und Arbeitsfunktion ist operational als Anzahl Arbeitsplätze pro Einwohner gefasst.

Abbildung 2: Typenübergänge der Gemeinden der Schweiz zwischen 1950 und 1970.

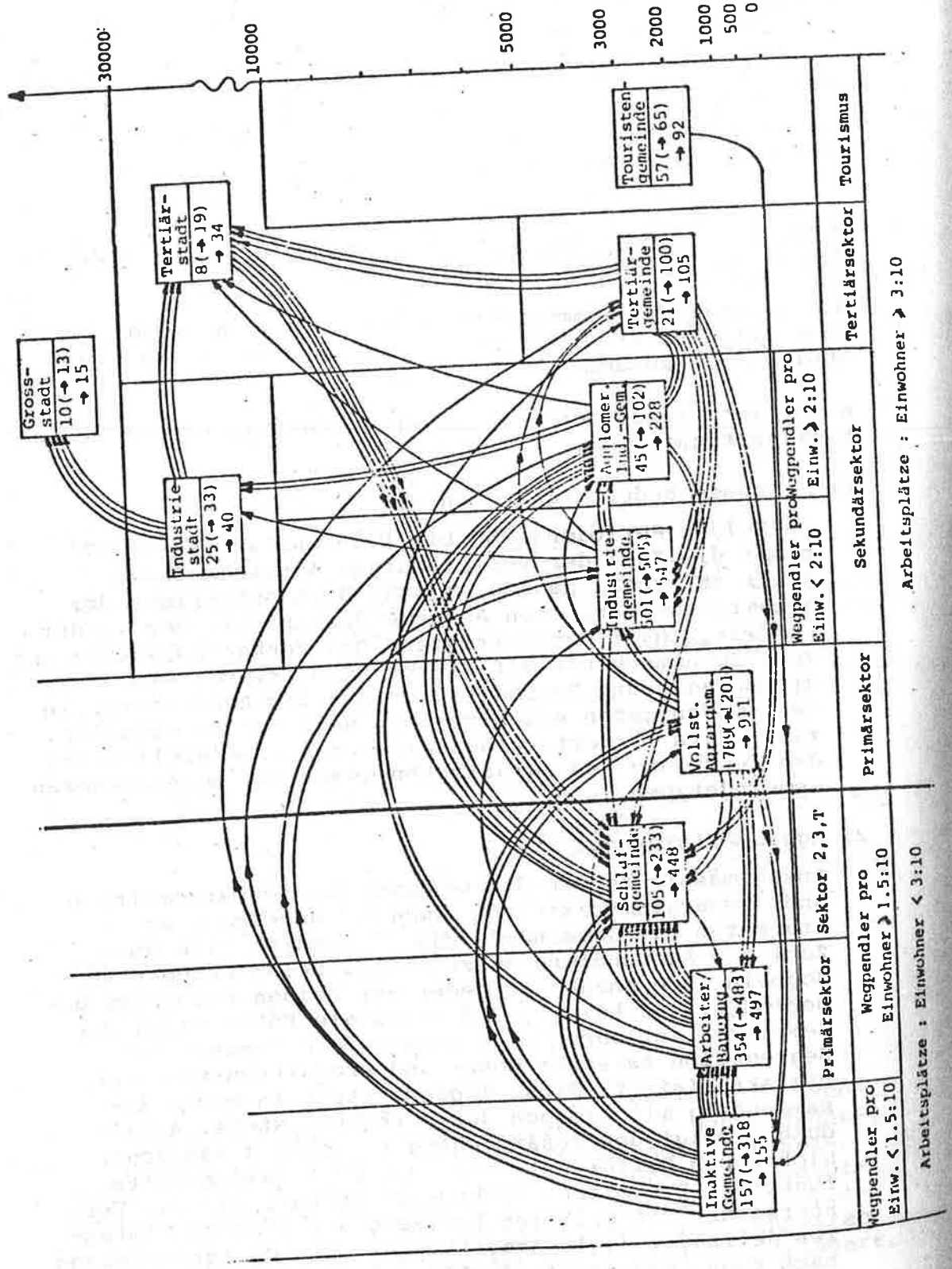
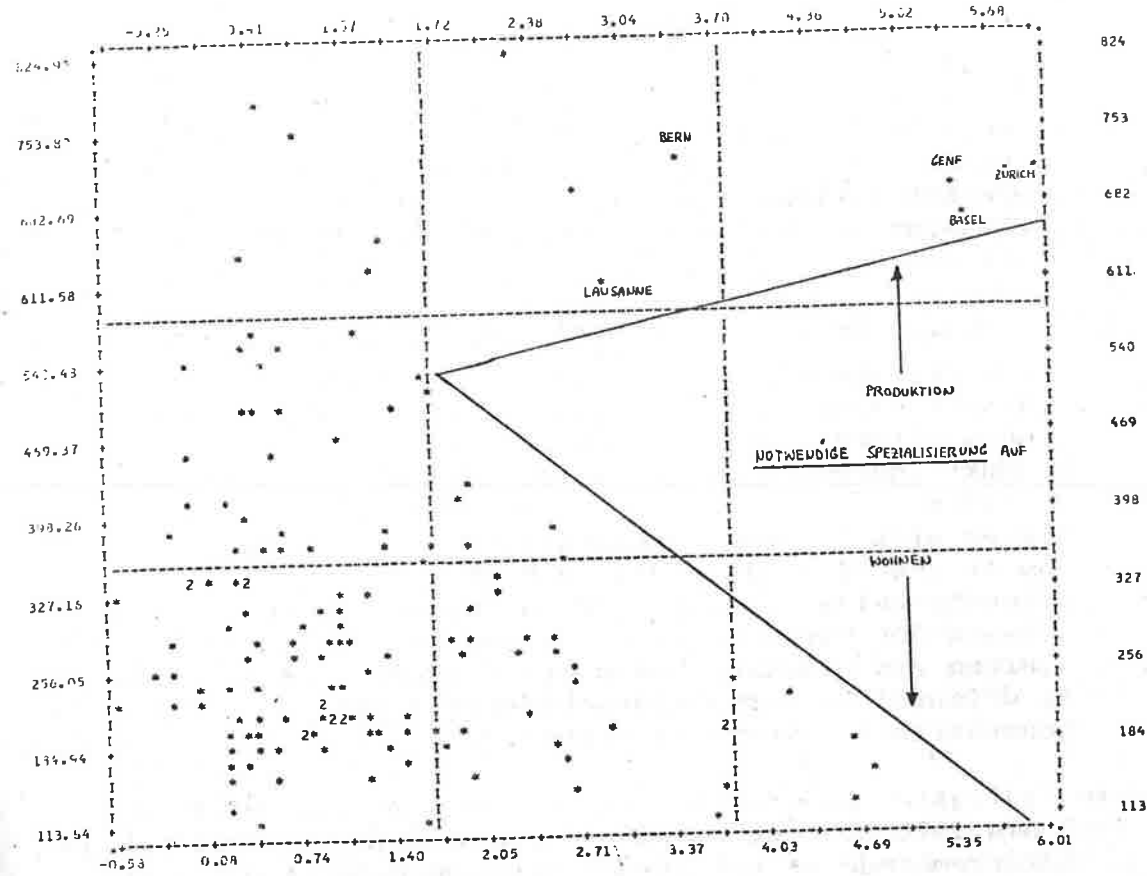


Abbildung 3: Zusammenhang zwischen PV-Nahverkehrsgunst (waagrecht) und Arbeitsplatzdichte (senkrecht) in den fünf Grossagglomerationen



Legende:

* = 1 Gemeinde

Zahl = mehrere Gemeinden

Wie dargelegt, treten oberhalb einer gewissen dynamischen Dichte keine gemischten Wohn- und Produktionsgemeinden mehr auf, da bei hoher dynamischer Dichte eine Spezialisierung notwendig ist. Eine genauere Analyse zeigt, dass Schlafgemeinden bevorzugt dort entstehen, wo eine überdurchschnittliche Erhöhung der Verkehrsgunst mit dem privaten Fahrzeug stattfindet, ohne dass die Verkehrsgunst am öffentlichen Verkehrsnetz gemessen, entsprechend steigt.

3) Industrialisierung

Insbesondere in der zweiten Periode von 1960 bis 1970 nimmt die Zahl der Industrie- und agglomeriesierten Industriegemeinden um ungefähr 30% zu. Dies widerspricht der gesamtschweizerischen Entwicklung: der Sekundärsektoranteil (gemessen am Total der Arbeitsplätze) stagniert in dieser Zeit (1960: 49%, 1970: 48%). Offensichtlich findet in dieser Periode eine weitere Dezentralisierung der seit jeher dezentralistischen Industrieentwicklung in der Schweiz statt. Diese Entwicklung steht in keinem Zusammenhang mit Veränderungen des Verkehrssystems im Beobachtungszeitraum.

4) Auf wenige Zentren konzentrierte Tertiarisierung:

Der merkliche gesamtschweizerische Anstieg des Tertiärsektoranteils (1960: 39.5%, 1970: 44%) bleibt ohne Auswirkung auf die Sektorstruktur der kleineren Produktionsgemeinden: es entstehen nur fünf neue Tertiärgemeinden zwischen 1960 und 1970. Dagegen bilden sich 15 neue Tertiärstädte, das Tertiärwachstum findet also gleichzeitig hochkonzentriert statt. Evidenterweise bestehen starke Zusammenhänge zwischen Grössen der Verkehrserschliessung und der Tertiarisierung von Städten. Besonders fördert auch verbesserte öffentliche Verkehrserschliessung die Tendenz zur konzentrierten Tertiarisierung.

Die häufigste 'Biographie' einer Gemeinde vom Zeitraum 1960 bis 1970 besteht entweder in der Sequenz: vollständige Agrargemeinde → Arbeiter/Bauerngemeinde → Schlafgemeinde (bisweilen unter Umgehung der mittleren Gruppe) oder in der Sequenz: vollständige Agrargemeinde → Industriegemeinde. Agglomerisierung, Tertiarisierung und Entagrarisierung sind also sozioökonomische Entwicklungsmuster räumlicher Einheiten der Schweiz, die im Beobachtungszeitraum 1950 bis 1970 in Zusammenhang mit Grössen der Verkehrserschliessung und ihrer Veränderung auftreten. Diese drei verkehrssystemmitbedingten Entwicklungstendenzen können im Muster soziofugalen oder soziopetalen Wandels von Gemeinden kulminieren, die Ausgangspunkt für den nächsten Abschnitt sind.

4. SUBJEKTIVE VERARBEITUNG DES WANDELS VON GEMEINDEN DURCH IHRE BEWOHNER

Ziel dieses Abschnittes ist, die subjektive Verarbeitung ausgewählter Muster objektiven Wandels von Gemeinden durch ihre Bewohner aufzuzeigen. Dieser Versuch unterliegt allerdings Einschränkungen. Die wichtigste Einschränkung besteht in der Komplexität des Wechselver-

hältnisse zwischen objektivem Wandel und seiner Wahrnehmung, sowie der verhaltensmässigen Verarbeitung durch Individuen. Damit ist auch die grundlegende Schwierigkeit verknüpft, mit Methoden der Einstellungsmessung die subjektive Seite objektiv erfahrenen Wandels erfassen zu können. Des weiteren erlaubt die Methode der vergleichenden Fallstudien nicht, die aus dem Vergleich der ausgewählten Fallbeispiele gewonnenen Resultate statistisch auf Gesamtheiten von Gemeinden mit ähnlichen Entwicklungsrichtungen zu verallgemeinern. Aufgrund dieser Einschränkungen haben die empirischen Ergebnisse exemplarische Bedeutung und können nur im theoretischen Argumentationszusammenhang verallgemeinert werden.

Heuristischer Ausgangspunkt ist folgende Problemstellung:

Welche Aspekte des in Abschnitt 3 beschriebenen Wandels von Gemeinden wirken am meisten auf Wahrnehmung, Bewusstsein und Verhalten ihrer Bewohner, und welches sind die spezifischen Konsequenzen von soziopetaler und soziofugaler Entwicklung auf der individuellen Ebene?

Nach der Annahme verursachen soziofugale und soziopetale Biographien von Gemeinden Veränderungen in Wahrnehmung, Bewusstsein und Verhalten der Bewohner. Diese Muster kommunalen Wandels erfordern von ihnen Anpassungsleistungen, und zwar umso mehr, je abrupter und extremer der Wandel auftritt und je mehr Ebenen der Gemeinde (als Ort ökonomischer, sozialer, politischer und kultureller Aktivität) er betrifft.

In dynamischer Sicht: im Gegensatz zu kurzfristigen Erscheinungen von Konzentration oder Dekonzentration sind soziopetale oder soziofugale Entwicklungsmuster von Gemeinden langfristig und relativ unumkehrbar. Das heisst, sie werden auch als solche erfahren, wahrgenommen und beantwortet.

Soziopetale und soziofugale Muster der Entwicklung von Gemeinden sind in erster Linie in zwei Regionstypen der heutigen Schweiz zu beobachten.

- Entleerung oder Verarmung von Gemeinden (soziofugaler Wandel) gegenüber Spezialisierung auf Tourismus (soziopetaler Wandel) in Bergregionen;
- Entdifferenzierung von Kernzonen in grösseren Städten (soziofugaler Wandel) gegenüber agglomerisierenden Gemeinden (soziopetaler Wandel) in der Umgebung dieser Städte in den Regionen mit Grosszentren des schweizerischen Mittellandes.

In den übrigen Mittellandregionen mag das Ausmass des Wandels von Gemeinden durch kurzfristige Konzentrations- oder Dekonzentrationstendenzen gekennzeichnet sein, erreicht aber nicht die Qualität soziopetaler oder soziofugaler Entwicklung, wie sie in den beiden anderen Regionen der Schweiz beobachtet werden können.

Expansion der Wohnbevölkerung durch selektive Zuwanderung und Schrumpfung der Wohnbevölkerung durch selektive Abwanderung sind die primären Begleiterscheinungen von Soziopetalität bzw. Soziofugalität. Die Selektivität der Wanderung führt zu Veränderungen der Erwerbsquote in den entsprechenden Einheiten. Die Mechanismen und Konsequenzen von Soziofugalität und -petalität sind jedoch nicht unabhängig vom ökonomischen Ausgangszustand der ökologischen Einheiten.

Die nachstehende Tabelle fasst die Konsequenzen soziofugaler und soziopetaler kommunaler Entwicklung zusammen, wobei vier Auswirkungsebenen unterschieden werden: 1) die ökonomische, 2) die soziostrukturelle, 3) die infrastrukturelle und schliesslich 4) die Ebene kommunikativer Kontaktfelder.

In den pauperisierenden Berggemeinden lässt sich die soziofugale Entwicklung auf der ökonomischen Ebene durch einen allgemeinen Verlust ökonomischer Aktivität charakterisieren, während sich in den entdifferenzierenden Stadtkerngebieten eine einseitige Dominanz der ökonomischen Aktivität entwickelt. Hingegen ist in den sich soziopetal entwickelnden, sich auf Tourismus ausrichtenden Berggemeinden ein spezifischer Zuwachs ökonomischer Aktivität festzustellen und in den agglomerisierenden Mittellandgemeinden eine zunehmende Dominanz der Wohnfunktion. Auf der soziostrukturellen Ebene führt die soziofugale Entwicklung in Berggemeinden zu einer Entdifferenzierung der schichtmässigen Zusammensetzung der Wohnbevölkerung. Dies ist zwar auch in Stadtkerngebieten der Fall, doch während in der pauperisierenden Berggemeinde die soziale Entdifferenzierung zu einer Depolarisierung in der Klassen-/Schichtstruktur führt, ist in Stadtkerngebieten das Gegenteil festzustellen. Analog führt die soziopetale Entwicklung in touristifizierenden Berggemeinden zu Aenderungen und zu einer Polarisierung der Klassen-/Schichtstruktur. In agglomerisierenden Gemeinden wirkt sich vor allem die Segregation zwischen Wohn- oder Rekreationsfunktionen und der Produktionsfunktion als Abnahme der Sichtbarkeit und Polarität von schichtspezifischen Unterschieden und Gegensätzen aus (Tallmann, Morgner, 1970, pp.334).

Tabelle 4: Objektive Konsequenzen soziofugaler und soziopetaler Entwicklung von Gemeinden auf ökonomischer, soziostruktureller, infrastruktureller und kommunikativer Ebene

	KOMMUNALE ENTWICKLUNG			
	s o z i o f u g a l		s o z i o p e t a l	
	- SCHRUMPFUNG DER RESIDENZBEVOELKERUNG - SELEKTIVE ABWANDERUNG - HOHER ANTEIL OEKONOMISCH NOCH NICHT/NICHT MEHR AKTIVER BEVOELKERUNG		- EXPANSION DER RESIDENZBEVOELKERUNG - SELEKTIVE EINWANDERUNG - HOHER ANTEIL OEKONOMISCH AKTIVER BEVOELKERUNG	
	verarmende Berggemeinden	sich entdifferenzierende Stadtkerne	touristifizierende Berggemeinden	agglomerisierende Gemeinden
Oekonomisch	Verlust ökonomischer Aktivität	Dominanz ökonomischer Aktivität	Zuwachs an ökonomischer Aktivität	Dominanz der Wohnfunktion
soziostrukturell	Depolarisierung der Klassen-/Schichtstruktur	Polarisierung der Klassen-/Schichtstruktur	Polarisierung der Klassen-/Schichtstruktur	Depolarisierung und Invisibilität der Klassen-/Schichtstr.
materielle/kulturelle Infrastruktur	Unterbenützung und Verlust von Infrastruktur	Wachsende zentralörtliche Bedeutung bei gleichzeit. Schrumpfung des infrastrukturellen Angebots für die Residenzbevölk.	Entstehung neuer/ Ueberlagerung alter Infrastruktur	Lücken/Nachhinken/ Ueberlagerungen von Infrastruktur
Kontaktfelder	Schrumpfung/Rückzug in Familien-/Verwandten-/ Nachbarkreis	tageszeitl. Bevölkerungsfluktuation/-invasion	saisonale Bevölkerungsfluktuation/-invasion	tageszeitl. Bevölkerungsfluktuation/ -invasion

Auf der Ebene der materiellen Infrastruktur ist in sich soziofugal entwickelnden Landgemeinden eine Unterbenützung und ein Verlust von infrastruktureller Ausstattung festzustellen. In soziofugalen Stadtkernen dagegen erfährt das auf die Residenzbevölkerung ausgerichtete infrastrukturelle Angebot eine ständig wachsende zentralörtliche Bedeutung für umliegende Regionen. Das heisst, Teile des infrastrukturellen Angebots können verschwinden oder werden 'zweckentfremdet' im Hinblick auf seine Funktionen für die Residenzbevölkerung.

In der sich soziopetal entwickelnden Berggemeinde wird das alte Infrastrukturangebot durch ein neues überlagert. Damit werden bei der autochtonen Bevölkerung neue Bedürfnisse geschaffen. Schliesslich erfordern Arten sowohl soziopetaler als auch soziofugaler Entwicklung spezifische Anpassungsleistungen an Kontaktfelder, die je nach Entwicklung schrumpfen sowie tageszeitlich oder saisonal fluktuieren.

Die Gemeinde als bedeutsamer Ort der Verwirklichung von ökonomischen, sozialen, politischen und kulturellen Bedürfnissen ist gleichzeitig das Naherfahrungsfeld von sozialer Wirklichkeit. Beide, die soziofugale wie die soziopetale Biographie einer Gemeinde, bedeutet eine einschneidende Veränderung dieses Naherfahrungsfeldes.

Im folgenden wird daher von zwei Leithypothesen ausgegangen:

- Die Fähigkeit sozialen Wandel, also auch den Wandel des kommunalen Naherfahrungsfeldes, verarbeiten zu können, ist begrenzt. Daraus folgt, dass extremer Wandel einer Gemeinde bei ihren Bewohnern zu Verarbeitungs- und Anpassungsproblemen gegenüber diesem Wandel führt.
- Die Naherfahrung von sozialer Realität in der Gemeinde wird verallgemeinert auf andere Ebenen der Erfahrung, also auf Region, Nation u.a. und schliesslich auf die Orientierungs- und Handlungsweise gegenüber der sozialen und individuellen Wirklichkeit selbst.

Wahrnehmung, Bewusstsein und Verhalten sind teils unabhängige, gleichzeitig aber in Wechselbeziehung stehende Ebenen der Verarbeitung objektiven Wandels einer Gemeinde.

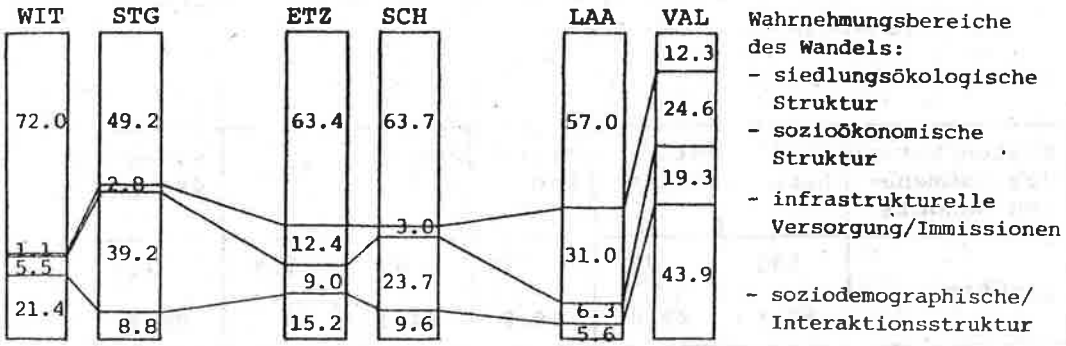
Im folgenden wird daher gezeigt, wie soziopetaler und soziofugaler Wandel von Gemeinden

- wahrgenommen wird und sich im subjektiven Bild von der Gemeinde niederschlägt;
- Orientierungs- und Handlungshorizonte der Bewohner prägt;
- Muster der sozialen, politischen und kulturellen Teilnahme der Bewohner beeinflusst.

4.1 Wandel der Gemeinde in Wahrnehmung und Bild ihrer Einwohner

Es ist anzunehmen, dass Art und Ausmass des objektiven Wandels einer Gemeinde sich direkt in Wahrnehmung und Bild ihrer Bewohner spiegelt. Darstellung 5 zeigt, dass in den soziopetalen Gemeinden tatsächlich die Veränderung der siedlungsökologischen Struktur als dominante Ebene des Wandels der Gemeinde wahrgenommen wird.

Darstellung 5: Die Wahrnehmung des Wandels in den sechs Untersuchungsgemeinden [5)]



In der soziofugalen Berggemeinde Valendas dominiert die Wahrnehmung der soziodemographischen Ebene von Wandel - der Verlust der aktiven Bevölkerung, Ueberalterung. An zweiter Stelle folgt hier wie auch in der Berggemeinde Laax die Wahrnehmung der Veränderung der sozioökonomischen Struktur. Diese änderte sich in Bergregionen nicht nur am stärksten, sondern auch sichtbarer als in den Gemeinden der stärker und moderner industrialisierten Mittellandsregionen. Soziofugale Entwicklung hat auch objektive Konsequenzen auf der Ebene der physischen Umweltqualität, in städtischen Kernzonen vor allem in Form der Zunahme von Immissionen und Umweltdeteriorisation, in Berggebieten als Verlust an Möglichkeiten der Bedürfnisverwirklichung aufgrund infrastruktureller Defizite.

Zudem bestätigt sich bereits auf dieser Wahrnehmungsstufe des Wandels, dass in den beiden Gemeinden mit dem geringsten Wandel in der Mittellandregion ohne Grosszentrum auch die Uebereinstimmung der Einwohner am grössten ist, dass sich Wandel auf einen Bereich, nämlich den siedlungsökologischen konzentriert, also nicht als so einschneidend und auch die anderen Bereiche tangierend wahrgenommen wird.

Soziofugalität bedeutet Schrumpfung von Möglichkeiten der Bedürfnisverwirklichung, Soziopetalität hingegen Erweiterung solcher Möglichkeiten. Soziofugalität ist auf der Nutzenseite eindeutig negativ, Soziopetalität aber gleichzeitig positiv und negativ. So schlägt sich die Erweiterung dieser Möglichkeiten positiv, und der invasive Charakter der Ausdehnung von sozialen Kontaktfeldern negativ auf die Nutzenbilanz nieder. Erwartungsgemäss wird daher der Nutzen der Entwicklung der Gemeinden bei den Bewohnern der soziopetalen Gemeinden höher eingestuft als in den soziofugalen Gemeinden:

Tabelle 6: Kosten und Nutzen des kommunalen Wandels in der Wahrnehmung der Wohnbevölkerung der sechs Untersuchungsgemeinden[6)]

Kosten/Nutzen des kommunalen Wandels	Wittenbach	St. Gallen	Etziken	Schnottwil	Laax	Valendas
genützt	101 57.4	77 42.8	97 69.8	83 64.3	115 79.3	21 38.9
geschadet	37 21.0	60 33.3	11 7.9	9 7.0	7 4.8	23 42.6
beides	38 21.6	43 23.9	31 22.3	37 28.7	23 15.9	10 18.5

Wahrnehmung und Beurteilung des erfahrenen Wandels einer Gemeinde korrelieren also mit objektiven Charakteristika dieses Wandels. Indessen ist aber diese Wahrnehmung erst eine Vorstufe der subjektiven Verarbeitung und Beantwortung von sozialem Wandel. Es interessiert daher im folgenden als Beispiel der weiteren Stufe der kognitiven Verarbeitung sozialer Umwelt - das Bild oder der Begriff, den die Bewohner von der Gemeinde haben.

Nachstehend werden in Anlehnung an Tönnies zwei Begriffe von Gemeinde unterschieden werden, erstens Gemeinde als

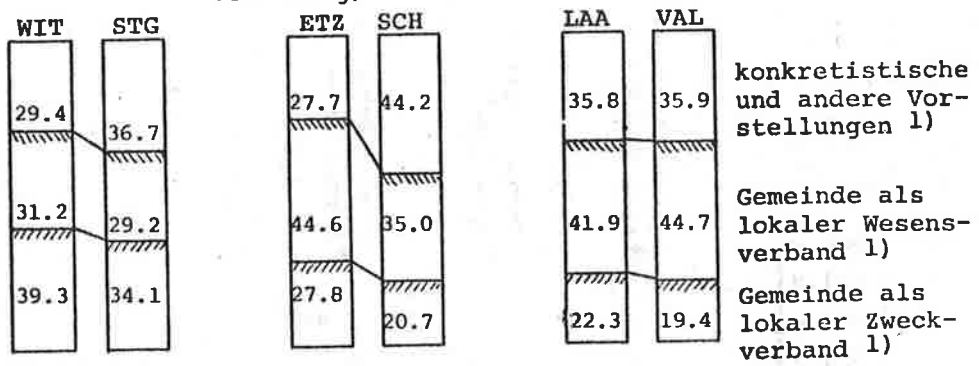
- lokaler Wesensverband; das heisst, es überwiegen emotional-affektive, identitive Bindungsmotive der Mitglieder an die lokale Gesellschaft der Gemeinde

und zweitens Gemeinde als

- lokaler Zweckverband; das heisst, es dominieren utilitäre, instrumentelle Bindungsmotive der Mitglieder an eine lokale Gesellschaft.

Darstellung 7 bestätigt, dass in Gemeinden ländlicher Regionen erwartungsgemäss das Bild der Gemeinde als lokaler Wesensverband vorherrscht, das in agglomerisierten Regionen dem Bild der Gemeinde als sozialem Zweckverband weicht.

Darstellung 7: Die Vorstellung von Gemeinde als lokalem Wesens- und lokalem Zweckverband in den sechs Untersuchungsgemeinden (Angaben in Prozenten der befragten Bevölkerung) 7)



Legende:

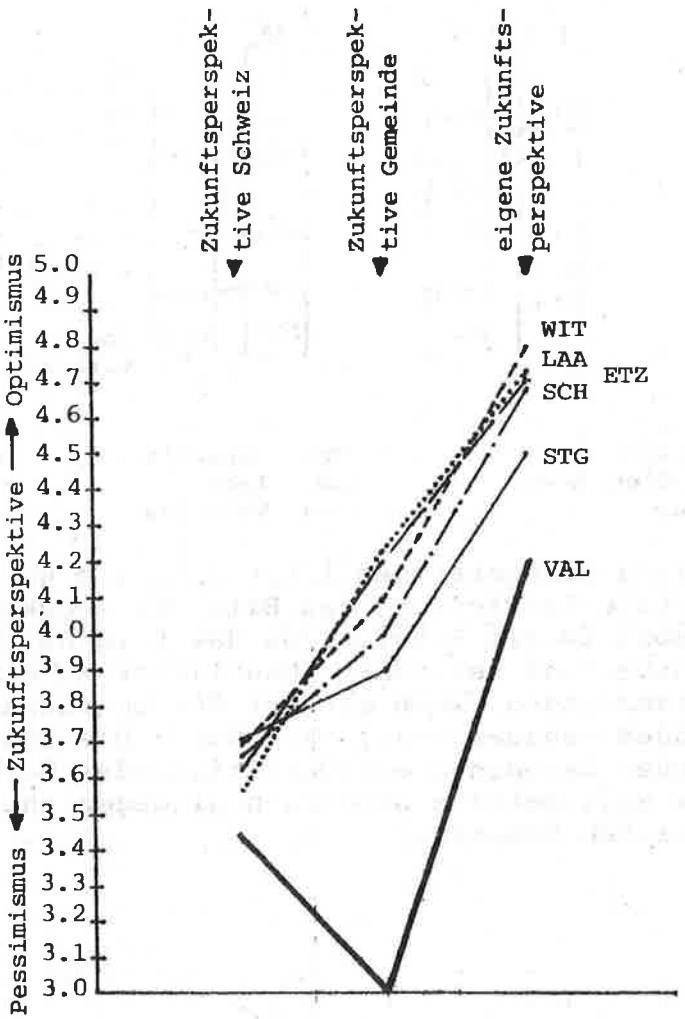
WIT: Wittenbach
STG: St. Gallen (Kern)
ETZ: Etziken
SCH: Schnottwil
LAA: Laax
VAL: Valendas

Nur in der Tendenz bestätigen lässt sich die Hypothese, dass soziopetale Entwicklung das Bild des Zweckverbandes und soziofugale Entwicklung das Bild der Gemeinde als Wesensverband verstärkt. Deutlicher zeigen lässt sich der Zusammenhang, wenn die Art der Begründung des Wesensverbandes genauer analysiert wird: Die soziofugalen Gemeinden betonen eher identitive oder Herkunftssymbole, die soziopetalen Gemeinden hingegen eher Symbole der sozialen Kohäsion.

4.2 Kommunaler Wandel und die Veränderung von Erwartungs- und Handlungshorizonten

Als Erwartungshorizont wird die Summe aller Perspektiven von Individuen oder sozialen Gruppen in Bezug auf die Entwicklung der Gesellschaft, ihrer verschiedenen Ebenen und Bereiche des sozialen und physischen Raumes in der Zukunft bezeichnet. Erwartungshorizonte von Individuen können mehr oder weniger stark strukturiert sein und längere oder kürzere Zeitabschnitte miteinbeziehen. Im folgenden interessiert aber nicht der Strukturierungsgrad von Erwartungshorizonten, sondern die Dimension ihrer Bewertung abhängig von Mustern kommunaler Entwicklung. Es wird also angenommen, dass Muster der Entwicklung von Gemeinden die spezifischen und allgemeinen Erwartungen der Bewohner sowie deren Bewertung beeinflussen.

Darstellung 8: Die Zukunftsperspektive der Bewohner der sechs Untersuchungsgemeinden[8)]



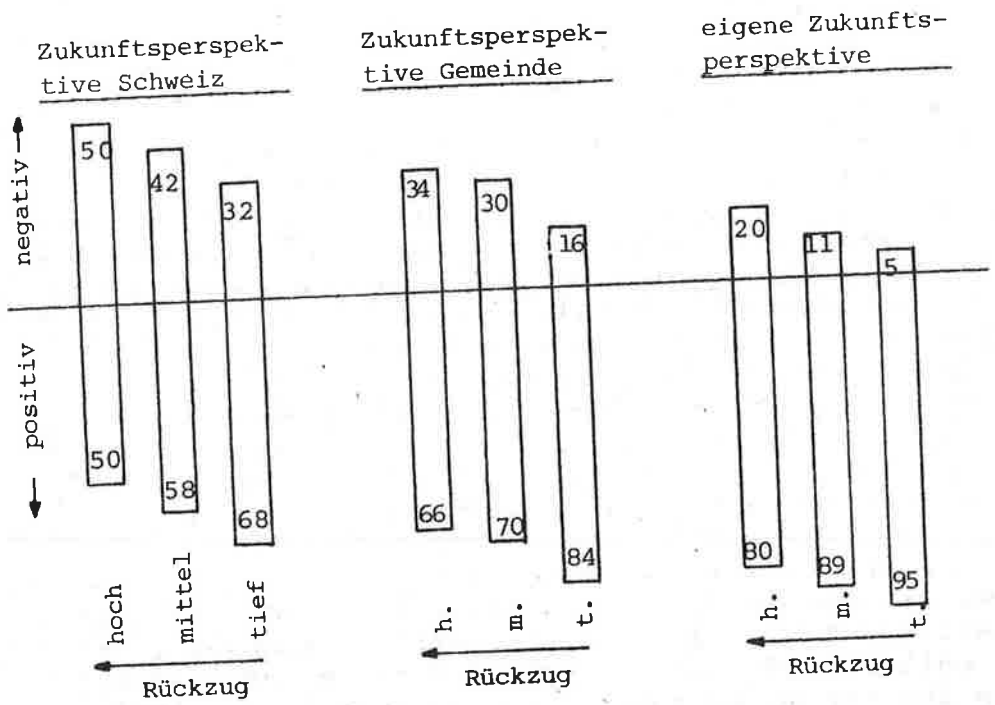
Die vorangehende Darstellung gibt die Beurteilung des Erwartungshorizontes der Bewohner der sechs Untersuchungsgemeinden wieder; der Erwartungshorizont umfasst dabei die Zukunftsperspektive für das eigene Ich, die Gemeinde und die Gesamtgesellschaft - also die Schweiz.

Es zeigt sich, dass die Einstufung zentralerer Bereiche immer positiver eingeschätzt wird als die Einstufung peripherer Bereiche, allerdings mit der Ausnahme der Bewohner von Valendas, die die zukünftige Entwicklung ihrer Gemeinde akzentuiert als pessimistisch beurteilen. Vor allem aber zeigt sich, wie sich die kommunale Entwicklung im Falle von Valendas auswirkt: auch die zukünftige Entwicklung der eigenen sozialen Lage sowie diejenige der Gesamtgesellschaft werden von den Bewohnern von Valendas weit pessimistischer gesehen, als dies die Bewohner anderer Gemeinden tun: das heisst, die pessimistische Zukunftsperspektive in bezug auf die Gemeinde wird auf andere Bereiche übertragen.

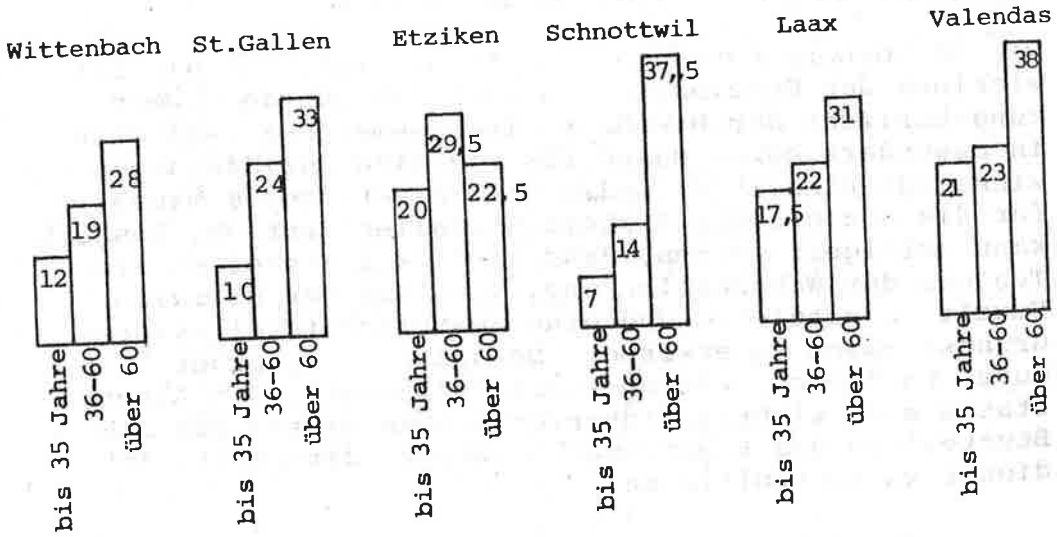
Einschränkungen des Erwartungshorizontes führen zu Einschränkungen des Handlungshorizontes, d.h. die pessimistische Zukunftsperspektive wirkt lähmend auf aktionsorientiertes Handeln. Resultante dieses Prozesses ist ein innerer Rückzug aus der bedeutsamen sozialen Umwelt und damit eine fatalistisch-apathische Grundstimmung gegenüber den Ereignissen im sozialen Raum. Je negativer die Zukunft der verschiedenen Bereiche des sozialen und physischen Raumes beurteilt wird, desto grösser ist die Tendenz, sich aus dem sozialen Raum zurückzuziehen und sich zu isolieren. Darstellung 9 weist diesen Sachverhalt deutlich nach.

Wie im vorhergehenden Abschnitt gezeigt, hat die Entwicklung der Gemeinde einen Einfluss auf den Erwartungshorizont der Bewohner einer Gemeinde; dies gilt in besonders hohem Masse für die sich soziofugal entwickelnde Einheit Valendas und in geringerem Masse für die soziofugale Einheit St.Gallen-Zentrum. Deshalb kann gefolgert werden, dass in diesen Einheiten die Tendenz der Wohnbevölkerung, sich aus der sozialen Umwelt zu entziehen und eine apathisch-fatalistische Grundstimmung zu erwerben, besonders ausgeprägt sein muss. Da jedoch, wie ebenfalls erläutert, der Alterstatus eine wichtige intervenierende Grösse für die Beurteilung des Erwartungshorizontes darstellt, ist dieser zu kontrollieren.

Darstellung 9: Die Zukunftsperspektive der Bewohner der sechs Untersuchungsgemeinden und ihr Einfluss auf den Rückzug[9] aus der bedeutsamen sozialen Umwelt

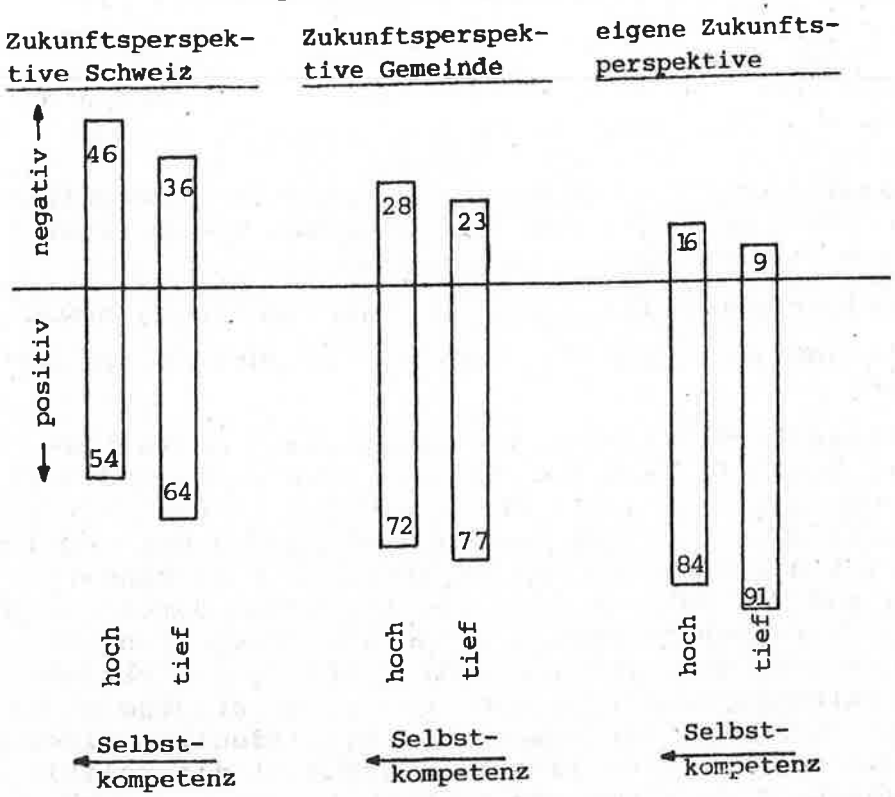


Darstellung 10: Der prozentuale Anteil der Wohnbevölkerung mit hoher Rückzugstendenz[9] unter Kontrolle des Alterstatus in den sechs Untersuchungsgemeinden



Für das Alterssegment der über 60jährigen wird die Folgerung klar bestätigt: der Anteil der über 60jährigen mit hoher Rückzugstendenz ist in der soziofugalen Einheit konsistent höher als derjenige in der jeweiligen soziopetalen Komplementäreinheit. Für das jüngste Alterssegment gilt dies lediglich für das komplementäre Paar in der Bergregion. Allgemein erweist sich, wie erwartet, die fatalistisch-apathische Grundstimmung in der Bevölkerung der Gemeinde Valendas als besonders vorherrschend; 88,5% der Bewohner weisen dort hohe und mittlere Rückzugstendenzen auf, während in der soziopetalen Einheit Wittenbach der entsprechende Prozentsatz 75,0% beträgt.

Darstellung 11: Der Zusammenhang zwischen der Zukunftsperspektive [8] und der Kompetenz [10], die Ereignisse der soziopolitischen Umwelt beeinflussen zu können.



Zukunftspessimismus, durch die Entwicklungsrichtung einer Gemeinde verstärkt, und der damit verbundene Rückzug aus der sozialen Umwelt wirken sich in positiver Rückkoppelung vermittelt auf die Selbstkompetenz der Individuen aus. Durch die positive Rückkoppelung entsteht eine Art von Zirkel von stagnierender Entwicklung einer räumlichen Einheit zu pessimistischer Zukunftswahrnehmung, zu Aktionsparalysierung und schliesslich zu einer tiefen Einschätzung der Eigenkompetenz, auf

die soziokulturelle und soziopolitische Umwelt einwirken zu können; dieser Sachverhalt verstärkt wiederum den Zukunftspessimismus.

4.3 Wandel von Gemeinden und seine Auswirkung auf die Teilnahmemuster der Bewohner am öffentlichen Leben

Wandel von Gemeinden spiegelt sich nicht nur in Wahrnehmung und Bewusstsein ihrer Bewohner, prägt nicht nur ihre Orientierungs- und Handlungshorizonte, sondern auch ihr faktisches Verhalten.

Im folgenden wird das soziale und politische Teilnahmeverhalten in den Gemeinden betrachtet. Die Gemeinde ist nicht nur ein Ort von Naherfahrung, sondern auch der Praxis gegenüber sozialer Wirklichkeit. Aus dieser Wirklichkeit entspringen laufend Barrieren und Einschränkungen in der Verwirklichung von Bedürfnissen. Einschränkungen darin erzeugen wiederum Spannungen, gegenüber denen sich Individuen, soziale Gruppen und Schichten verhalten.

Soziofugale, aber auch extreme soziopetale Entwicklungen - so lautet die Leithypothese dieses Abschnittes - gefährden in unterschiedlicher Weise,

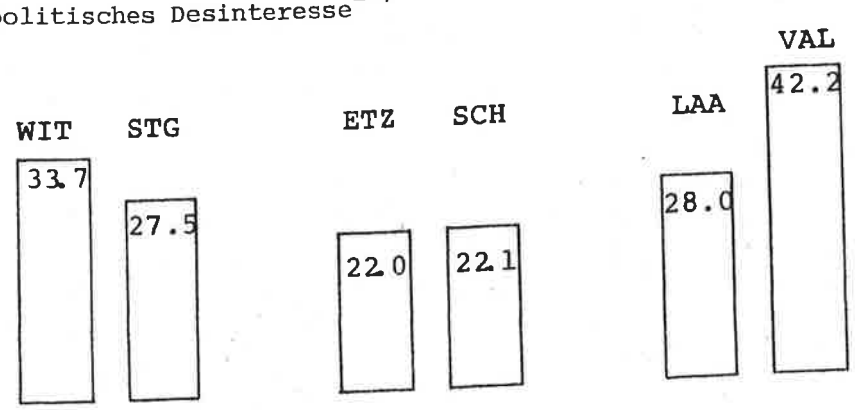
- die objektiven Bedingungen in einer Gemeinde, sowie
- die subjektiven Dispositionen der Bewohner einer Gemeinde,

auftretende Konflikte und Spannungen nach aussen gerichtet, kollektiv und politisch artikulieren und lösen zu können. Mit anderen Worten, die in der schweizerischen politischen Kultur zentrale Bedeutung der Gemeinde als Ort der sozialen und politischen Auseinandersetzung und Teilnahme wird in erster Linie durch soziofugale, aber auch extreme soziopetale Entwicklungen gefährdet oder gar blockiert. Blockierung kollektiver und politischer Umsetzung von Spannungen erfordert deren Verdrängung oder Lösung auf individuellem Niveau. Daraus wiederum folgt, dass im Extremfall die politische Fähigkeit der Gemeinde zu Selbstverwaltung und Selbstorganisation gegenüber Problemen gefährdet oder verloren gehen kann.

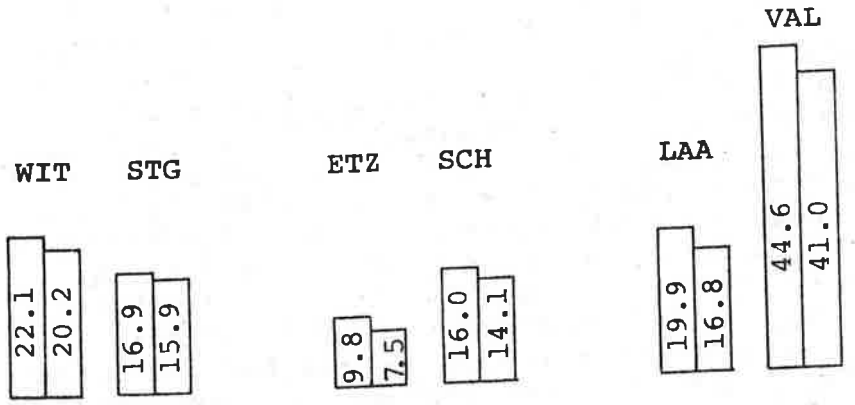
Wie aus Darstellung 12 ersichtlich, zeigt die soziopetale Agglomerationsgemeinde Wittenbach wie auch die soziofugale Berggemeinde Valendas die höchste Apathie gegenüber der Teilnahme am kommunalen und überkommunalen politischen Leben.

Darstellung 12: Politische Apathie als politisches Desinteresse, Stimmabstinenz auf kommunaler und überkommunaler Ebene in den sechs Untersuchungsgemeinden.

a) politisches Desinteresse[11)]



b) Stimmabstinenz[12)] auf Gemeindeebene (links) und Kantons- oder Bundesebene (rechts)



Bemerkenswert ist wiederum die Tatsache, dass die beiden 'stabilen' Mittellandgemeinden gleichzeitig die aktivsten Teilnahmefelder am öffentlichen Leben zeigen.

Die Erklärung der Teilnahmemuster indessen ist für die Agglomerationsgemeinde und die soziofugale Berggemeinde verschieden:

- In der soziopetalen Agglomerationsgemeinde verringert besonders die Entflechtung zwischen ökonomischer Aktivität und Wohnstandort das Interesse an politischer Teilnahme: die Arbeit vermittelt politisches Interesse, Arbeitsort und Ort der politischen Teilnahme sind

hier jedoch segregiert. In einer touristisch soziopetalen Gemeinde ist hingegen diese Bedingung nicht erfüllt, im Gegenteil kommt es hier zu einem Zuwachs ökonomischer Aktivitäten und gleichzeitig zu einer Zunahme und grösserer Sichtbarkeit sozialer Gegensätze. Gleichzeitig wirkt in Agglomerationsgemeinden das Kontaktdefizit hemmend auf die politische Partizipation.

- In der soziofugalen Gemeinde Valendas dagegen bewirken subjektiv die fatalistisch-pessimistische Disposition und objektiv die Abflachung sozialer Gegensätze sowie der Verlust der ökonomisch wie politisch aktiven Bevölkerungsschichten eine Abnahme der Teilnahme am öffentlichen Leben.

5. ZUSAMMENFASSUNG UND FOLGERUNG

Der markanteste Wandel von Gemeinden der Schweiz im Zeitraum von 1950 - 1970 lässt sich durch die Begriffe 'Desagrarisierung' und 'Agglomerisierung' umschreiben. Empirisch erweist sich, dass beide Wandlungsprozesse in Zusammenhang mit Veränderungen des Verkehrssystems stehen. Der rasche Wandel von Gemeinden erfordert von ihren Bewohnern erhebliche Anpassungsleistungen. Obwohl den präsentierten Daten nur ein exemplarischer Charakter zukommt und somit Verallgemeinerungen kaum zulässig sind, zeigt sich, wie sehr vor allem die soziofugale Entwicklung von Gemeinden Wahrnehmung und Verhalten der Bewohner prägt. Insbesondere schlägt sich in pauperisierenden Berggemeinden die pessimistische Entwicklungsperspektive in politischer und sozialer Apathie nieder. Indessen erzeugt auch die soziopetale Entwicklung von Gemeinden spezifische Spannungssituationen für ihre Bewohner; so werden Gegensätze von alter und neuer Bevölkerung, von bestehenden und neuen Berufsrollen geschaffen, Gegensätze, welche die Klassen-/Schicht-Differenzierung akzentuieren.

Zwar ist in der Untersuchungsanlage der empirische Nexus zwischen Verkehrssystem - sozioökonomischem Wandel - soziokulturellen und soziopolitischen Begleitphänomenen nicht geschlossen, doch legen die Ergebnisse den Schluss nahe, dass dem Verkehrssystem in Kombination mit weiteren Faktoren auch heute noch eine standortlenkende Funktion zukommt. Neben dieser Lenkungsfunktion von Standorten ist aber das Verkehrssystem auch in seiner sozialen Funktion zu sehen. Vor allem in isolierten Berggebieten und in Agglomerisationsregionen kommt der Politik der Förderung öffentlicher

Nahverkehrserschliessung eine wichtige Bedeutung zu, um räumliche Mobilität auch älteren, residentiell gebundenen und weniger privilegierten Bewohnern zu ermöglichen.

Hans-Peter Meier
Werner Meyer
Richard Müller
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Forschungsabteilung
Wiesenstrasse 9
8008 Zürich

ANMERKUNGEN

1. Im ersten Fall ist die Politik von Gemeinden, Gemeindeverbänden und Kantonen zur Ansiedlung bestimmter ökonomischer Funktionen auf ihrem Territorium als entscheidende Variable miteinzubeziehen; damit werden aber Handlungsmöglichkeiten politischer Akteure in einer kapitalistischen Wirtschaft überschätzt.

2. Zur formalen Fassung dieses Zusammenhanges vergleiche Richardson, 1971, und Alsonso, 1972.

3. Interaktion ist hier sehr allgemein aufgefasst und schliesst auch solche zwischen Individuen und Organisationen sowie Interaktionen zwischen Organisationen ein.

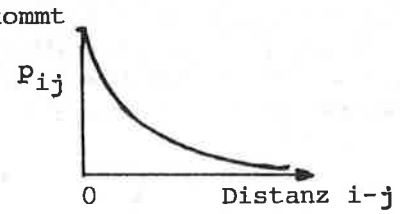
4. Formale Fassung des Verkehrsgunstkonzeptes:

$$VG_j = \Sigma_i \, (p_{ij} \cdot I_i)$$

I_i → Anzahl Interaktionspartner am Ort i

p_{ij} → Wahrscheinlichkeit, dass mit einem Interaktionspartner am Ort i über die Distanz i-j hinweg eine Interaktion zustande kommt

Annahme:



Σ_i → Summe über alle Punkte in der Umgebung von j inklusive j

VG_j → Verkehrsgunst eines Ortes j

5. Operationale Erfassung im Fragebogen: Kategorisierte Antworten auf die offene Frage: "Was hat sich eigentlich da in .... in den letzten Jahren am meisten verändert?"

6. Operationale Erfassung im Fragebogen: Antworten auf geschlossene Frage: "Hat die Entwicklung der Gemeinde im ganzen eher genützt oder eher geschadet?"

7. Operationale Erfassung im Fragebogen: Antworten auf offene Frage: "An was denken Sie zuerst, wenn Sie das Wort 'Gemeinde' hören?" Die Vorstellung von Gemeinde als lokalem Wesensverband umfasst sämtliche Antworten, die a) die Gemeinsamkeit und Vertrautheit mit dem jeweiligen Kontext betonen und b) den Mitgliedschaftsstatuts und Eigengruppensymbole hervorheben. Die Vorstellung von Gemeinde als lokalem Zweckverband umfasst sämtliche Antworten, die a) den Verwaltungsaspekt und b) den Selbstverwaltungsaspekt betonen. Konkretistische Vorstellungen umfassen Antworten, die sich direkt oder konkret auf den jeweiligen Kontext beziehen, ohne eine inhaltliche oder funktionale Aussage zu enthalten.

8. Operationale Erfassung im Fragebogen: Einstufungswerte auf einer den Befragten vorgelegten Hell-/Dunkel-Skala; dabei waren die Zukunftsperspektive für die eigene Person, Gemeinde und die Nation einzustufen.

9. Operationale Erfassung im Fragebogen: Additiver Index der Antworten auf folgende Fragen:
   - "Kommen Sie sich da im Leben von ... eher als Zuschauer oder Mitspieler vor?"
   - "Es hat nicht viel Sinn, grosse Pläne zu machen, weil im Leben sowieso alles kommt, wie es muss."

10. Operationale Erfassung im Fragebogen: Additiver Index der Antworten auf folgende Fragen:
    - "In der heutigen Welt muss man sich einfach immer mehr auf Fachleute verlassen."
    - "Würde es Ihnen etwas ausmachen, da in ... vor versammelter Gemeinde zu reden?"

11. Operationale Erfassung im Fragebogen: Prozentsatz der Antwort "überhaupt nicht" auf die geschlossene Frage: "Interessieren Sie sich stark, nicht so stark oder überhaupt nicht für Politik?"

12. Operationale Erfassung im Fragebogen: Prozentsatz der Antworten "nie" auf die Fragen: "Wie oft nehmen Sie an Gemeindeabstimmungen teil? Praktisch immer, gelegentlich oder nie?"... "und wie ist es mit kantonalen und eidgenössischen Abstimmungen?"

BIBLIOGRAPHIE

Alonso W. (1972): A Theory of Urban Land Market. In: The City: Problems of Planning. Murray S. (Hg.), Harmondsworth, Middlesex.

Arbeitsgruppe Verkehrssystem und Gesellschaft (1976): Auswirkungen der Veränderungen des Verkehrssystems auf die sozioökonomische Entwicklung räumlicher Einheiten der Schweiz. Bern (Berichtband A)

Arbeitsgruppe Verkehrssystem und Gesellschaft (1976): Regioneneinzelfallstudien. Bern (Berichtband B)

Arbeitsgruppe Verkehrssystem und Gesellschaft (1976): Gesellschaftliche und psychosoziale Auswirkungen von verkehrssysteminduziertem Wandel von Gemeinden am Beispiel der Entwicklung von sechs Gemeinden. Bern (Berichtband C).

Arbeitsgruppe Verkehrssystem und Gesellschaft (1977): Analyse der regionalwirtschaftlichen und gesellschaftlichen Auswirkungen des Verkehrssystems. Bern (Kurzfassung des Schlussberichtes)

Durkheim E. (1977): Ueber die Teilung der sozialen Arbeit. Frankfurt a.M., p.296-323.

Richardson H.W. (1971): Urban Economics. Harmondsworth, Middlesex, S. 56-64.

Schnore L.F. (1958): Social Morphology and Human Ecology. In: American Journal of Sociology, vol. 63, p. 620-634.

Tallmann I., Morgner R. (1970): Life-Style Differences Among Urban and Suburban Blue-Collar Families. In: Social Forces, 48, no. 3, p.334ff.

BUCHBESPRECHUNGEN

BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Le pouvoir dans la ville.

M. Bassand,
J.P. Fragnière
(J.P. Hoby)

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse Sociol., No 3/78, Seiten 237-241

Michel Bassand, Jean-Pierre Fragnière

Le pouvoir dans la ville.

Reihe "Soziologie in der Schweiz", Editions Delta, 1978.

1. Vorbemerkungen

Um es gleich vorwegzunehmen: Die Lektüre dieser interessanten und aktuellen Arbeit hat mir etwelche Mühe bereitet. Das hängt sicher nicht mit der klaren und gewandten Schreibweise zusammen, viel eher schon mit der von den Autoren konkret gestellten Frage "Wer regiert in unseren Städten" und meinen Schwierigkeiten, nach dem Gelesenen darauf eine Antwort zu finden. Nun gibt es in den Sozialwissenschaften immer wieder Fragen, die sich einer Antwort entziehen. Ob man diese dann aber nicht besser etwas allgemeiner und weniger auf eine doch nicht zu leistende Antwort hin formulieren müsste?

Der Leser sieht sich einer grossen Fülle von zweifellos beachtlichem Material gegenüber, doch die systematisierende Zusammenfassung der Ergebnisse will einem kaum gelingen, will man es nicht bei einigen Vereinfachungen bewenden lassen. Das Buch macht - die Autoren mögen es mir verzeihen - den Eindruck einer Sammlung von research notes, deren Auswertung noch nicht abgeschlossen ist.

2. Allgemeine Beurteilung

Innerhalb der kaum mehr registrierbaren Publikationen zum Problemkreis der Urbanisierung ragt die Arbeit von Bassand und Fragnière nur schon deshalb heraus, weil sie sich mit unserer schweizerischen Realität befasst, einer Welt, die wir - aus soziologischer Sicht - immer noch viel zu wenig erforscht haben. Auch wenn die Resultate, verglichen mit denjenigen anderer zu diesem Thema, nicht "unerwartet" oder gar "spektakulär" sind, so zeigt sich doch eine enge Verwobenheit allgemeiner Gesetzmässigkeiten mit den spezifischen Gegebenheiten unserer politischen Institutionen. Die Ergebnisse sind "schweizerisch" und setzen darum eine gewichtige Randbedingung zur Erklärung urbaner Machtstrukturen. Insbesondere zeigt sich, dass unsere politischen Instrumente (Initiative, Referendum, Gemeindeversammlung) das Anwachsen einer zentralen, den Interessen des internationalen Kapitalismus förderlichen Staatsmacht nicht haben verhindern können.

Die Arbeit ist nicht dogmatisch und auch nicht einseitig methodisch orientiert. Im Gegenteil: Auch wenn die Autoren

der Analyse der sozialen Klassen mit ihren Antagonismen und Allianzen besonderes Gewicht zumessen, so lassen sie sich auch von anderen theoretischen Richtungen, beispielsweise der Systemtheorie oder der Entscheidtheorie, leiten. In methodischer Hinsicht gelangen - neben der konventionellen Auswertung von sekundärstatistischen Angaben - die Faktorenanalyse und die Pfadanalyse zur Anwendung.

Die Arbeit ist innovativ und reproduziert nicht einfach schon bestehende Modelle. Sie hebt spezifische Gegebenheiten hervor, so etwa die verschiedenen Wege zur Erlangung von politischer Macht; die Art und Weise der politischen Intervention, die von den führenden sozialen Schichten praktiziert wird; die Macht, welche Leaders ausüben, die keine offizielle Position innehaben; die Diskrepanz zwischen politischem System und der Bevölkerung; die politische Rolle führender industrieller Unternehmen oder auch die sozialen Veränderungen, die eine soziale Bewegung wie der jurassische Separatismus bewirkt.

3. Die Arbeit als Beitrag zur Machtdiskussion

Das Buch, das auf einer Analyse der Machtkonstellationen in ausgewählten Städten der welschen Schweiz beruht, versteht sich als Beitrag zur Erhellung des Machtkonzeptes. Die Autoren stützen sich auf einen von Michel Foucault folgendermassen umschriebenen strukturellen Machtbegriff:

> "La notion de structure du pouvoir comprend d'abord la multiplicité des rapports de force qui sont immanents au domaine où ils exercent, et sont constitutifs de leur organisation; le jeu qui par voie de luttes et d'affrontements incessants les transforme, les renforce, les inverse; les appuis que ces rapports de force trouvent les uns dans les autres, de manière à former châine ou système, ou, au contraire, les décalages, les contradictions qui les isolent les uns des autres; les stratégies enfin dans lesquelles ils prennent effet, et dont le dessin général ou la cristallisation institutionnelle prennent corps dans les appareils étatiques, dans la formulation de la loi, dans les hégémonies sociales." (S.10/11).

Diese Konzeption leitet die ganze Untersuchung. Um die Machtstrukturen transparent zu machen, wurden Institutionen, Gruppen und Einzelpersonen analysiert. Diese Ergebnisse wurden auf den Hintergrund der schweizerischen gesellschaftlichen Realität projiziert. Das verlangt eine Diskussion auch des Demokratiekonzeptes.

Die konkrete Ausgangsfrage der Autoren lautet:

> "Qui exerce le pouvoir politique à Lancy, Vernier, Chêne-Bougeries, Nyon, Renens, Monthey, Martigny, Delémont et Moutier. Comment rendre compte de sa nature ainsi que des modalités de son exercice?" (S.13)

Natürlich müssen die Ergebnisse dieser Fallstudien in den Rahmen der gesamtschweizerischen Realität gestellt werden. Diese ist also auch kurz zu analysieren. Besonderes Augenmerk liegt auf der Untersuchung der sozio-ökonomischen Entwicklung der letzten 75 Jahre. Die Abhandlung der Fragestellungen zu den politischen Praktiken geschieht auf dem Hintergrund der Wohnbaupolitik und der Raumplanungspolitik.

Die empirischen Ergebnisse basieren auf der Befragung von rund 400 führenden Akteuren in den genannten Gemeinden. An die 70 politische Einzelentscheidungen kamen dabei zur Sprache.

4. Einige Hinweise zum Inhalt

Nach den einleitenden Bemerkungen werden in einem Theoriekapitel verschiedene Ansätze und Methodologien zur Untersuchung der Machtstruktur in lokalen Gemeinschaften diskutiert. Die verschiedenen Auffassungen werden historisch aufbereitet und in 4 Gruppen zusammengefasst, die die beiden Autoren einleuchtend als

- das monolithische Paradigma (R.S. Lynd, W.L. Warner, N.W. Polsby, F. Hunter, C.W. Mills u.a.)
- das pluralistische Paradigma (insbesondere R. Dahl)
- das komparative Paradigma (eine Verbindung der beiden ersten Richtungen) (R. Presthus, T.N. Clark, C.W. Gilbert u.a.), und
- das marxistische Paradigma (L. Althusser, M. Castells u.a.)

kennzeichnen. Ausgehend von diesem Ueberblick schlagen die beiden Autoren ein eigenes Paradigma vor, das Elemente aller vier obgenannten Richtungen enthält. Die städtische Gemeinschaft wird als soziales System verstanden, dessen zentrale Elemente einerseits die soziale Schichtung und andererseits das ökonomische, das politische, das soziogenetische und das ideologische Subsystem ist. Einige zusätzliche Lesehilfen könnten das Verständnis für dieses Konzept sicher verbessern. So einsichtig die Kombination von Schichtelementen und gesellschaftlichen Teilsektoren ist, so schwierig ist die theoretische Bewältigung oder nur schon Darstellung dieses Verhältnisses.

Im Anschluss an diese Erörterungen betrachten die beiden Autoren diejenigen sozio-ökonomischen Entwicklungstendenzen, die im Verlauf der letzten Jahrzehnte einen strukturierenden Einfluss auf das politische System der Schweiz und - per analogiam - auf die zur Analyse ausgewählten städtischen Kontexte gehabt haben. Im Vordergrund steht der Urbanisierungsprozess, der in einen engen Zusammenhang mit der Industrialisierung und dem ökonomischen Wachstum gebracht wird. Das hierzu präsentierte Zahlenmaterial ist aufschlussreich und die faktorenanalytische Verarbeitung von 21 ökonomischen, sozialen, demographischen, politischen und kulturellen Variablen ermöglicht die Bildung eines sozio-ökonomischen Entwicklungsfaktors. Die Autoren kommen zum Schluss, dass der Begriff der Urbanisierung weniger geographisch als vielmehr politisch und sozio-ökonomisch interpretiert sein will. Während früher der geographische Raum in Funktion der lokalen Wirtschaft und der dezentralisierten politischen Institutionen und auf der Grundlage der Gemeinde- und Kantonsautonomie gestaltet wurde, ist die heutige Raumgestaltung als Ausfluss der ökonomischen Entwicklung mit ihrer starken zentralisierenden Tendenz zu sehen. Die Mehrheit der Bevölkerung lebt heute in einigen über das schweizerische Mittelland verstreuten urbanen Grossagglomerationen, die mit immer gravierenderen Umweltproblemen konfrontiert sind. Indem die beiden Autoren behaupten, dass die eingetretenen Entwicklungen nicht das Produkt von Naturkräften sind, sondern das unvermeidliche Resultat der Handlungen von Akteuren einer komplexen sozio-ökonomischen Machtstruktur, sind sie gehalten, in einem weiteren Kapitel zu zeigen, in welchem Ausmass und unter welchen Formen die ökonomische Entwicklung die urbane Machtstruktur beeinflusst und determiniert. Hierzu werden zunächst die urbanen Kontexte der Schweiz näher untersucht, und hierauf die neun ausgewählten Gemeinden in der ermittelten Struktur lokalisiert. Es wird ein sozio-ökonomisches Profil dieser Gemeinden gezeichnet und schliesslich werden ihre kommunalen Institutionen beschrieben. Dabei werden verschiedene Differenzierungen vorgenommen.

Im Anschluss daran werden die politischen Leaders dieser neun Gemeinden unter die Lupe genommen (soziale Herkunft, politische Funktion, lokale und soziale Integration, Parteizugehörigkeit, politische Ausrichtung, Priorität der in der Gemeinde zu lösenden Aufgaben). Die Analyse wird sodann vertieft, indem die politischen Führer gemeindeweise (und nicht mehr im Gesamtsample) betrachtet werden. Ziel ist hier die Erarbeitung eines oder mehrerer Modelle von Systemen der politischen Elite. Noch bleiben in einem weiteren Abschnitt die politischen Praktiken zu untersuchen, und erst jetzt lassen sich einige Schlussfolgerungen ziehen:

Die Autoren sind der Ansicht, dass zahlreiche politische Gegebenheiten weitgehend unabhängig von den Personen sind, die sich mit ihnen befassen. Sie basieren auf strukturellen Voraussetzungen, die dem Zugriff der lokalen politischen Akteure entzogen sind. Oder mit den Worten der Autoren:

> "C'est dire qu'une ville n'est pas entièrement le résultat de ses décisions politiques, c'est-à-dire de l'action des institutions politiques. Celles-ci sont comme la partie émergée d'un iceberg, dont la partie immergée est constituée par les tendances du développement socio-économique, les mouvements sociaux, les rapports de domination d'envergure nationale, voire internationale. C'est là un phénomène central que nos observations tendent à confirmer." (S.133).

Anders ausgedrückt: Diejenigen Entscheidungen, an denen das Volk teilhaben kann, sind eher zweitrangiger Natur. Sie dienen dazu, andere, grundlegendere und folgenreichere Weichenstellungen zu verbergen, weil sich diese einer lokalen Entscheidung entziehen.

In einem weiteren Abschnitt werden dann die Beziehungen zwischen regionaler Entscheidung und urbaner Machtstruktur aufgezeichnet. Allerdings zeigen sich dabei keine generalisierbaren Resultate. Hier müsste - wie die Autoren selber betonen - die Stichprobe der untersuchten Gemeinden entscheidend vergrössert werden.

Diese Bemerkung gilt auch für die übrigen Beobachtungen. Die Studie hätte viel gewonnen, wenn - zur Kontrolle - neben den Gemeinden der französischen Schweiz auch solche der deutschen Schweiz analysiert worden wären.

So hätten sich Perspektiven für präzisere Feststellungen zur städtischen Machtstruktur ergeben. So bleibt, trotz der in den letzten beiden Kapiteln versuchten Integration der Ergebnisse, der Charakter einer wohl interessanten, in ihrer Aussage aber doch beschränkten Fallstudie gewahrt.

Jean-Pierre Hoby
Soziologisches Institut
der Universität Zürich

INDEX 1978

ARTIKEL - ARTICLES

	No.	Pages Seiten
BORNSCHIER V.: Einkommensungleichheit innerhalb von Ländern in komparativer Sicht.	1/78	3-45
BRÜLHART R.: Schweizerischer Nationalfonds: Organisationsformen und Verfahrensweisen im Bereich "Soziologie"	1/78	181-202
BÜCHLER P.: Kinder aus unvollständigen Familien: eine literarisch-empirische Vorstudie.	2/78	33-69
CAMPICHE C.: La religion source de conflits ou ciment de l'"unité" suisse.	3/78	55-74
FISCHER W.: La médecine: essai de construction d'objet.	2/78	3-31
GERMANN R.E., FRUTIGER A.: Les experts et la politique.	2/78	99-127
GERSBACH H.U.: Sicherung und Steigerung der Effektivität von Rechtsnormen - eine Aufgabe für die Soziologie?	1/78	47-64
GESER H., HÖPFLINGER F.: Kantonale Polizeiorganisationen im Vergleich: eine organisationssoziologische Analyse.	2/78	71-98
GIROD R.: Conflits et consensus en Suisse: un tour d'horizon introductif.	3/78	5-17
HETTLAGE R.: Rechtssoziologie: Soziologische Aufklärung unter Bewährungsdruck.	1/78	65-81
HÖPFLINGER F.: Schweizer Soziologen und ihre aktuelle Tätigkeit.	2/78	197-202
KELLER J.-P.: La société de consommation au stade de la conscience de soi. Contribution à l'analyse de l'iconographie publicitaire.	1/78	83-100
KILLIAS M., ZWICKY H.: Sozialstruktur, Persönlichkeit und Bereicherungsdelinquenz.	2/78	129-162

	No.	Pages Seiten
KIRCHGÄSSNER G., POMMEREHNE W.W.: Gemeindegrösse und Stimmbeteiligung: ein einfaches Regressionsmodell.	2/78	163-173
KRIESI H.P.: Werkarbeit im Studium. Ein Beispiel eines nicht-rekursiven kausalen Modells mit unstandardisierten Koeffizienten.	1/78	101-127
LALIVE D'EPINAY C., CHRISTE E., BASSAND M.: Structure sociale et système des loisirs.	3/78	139-177
LEVY R.: Les décisions politiques en Suisse: entre conflit et consensus.	3/78	75-94
MEIER H.P., MEYER W., MÜLLER R.: Verkehrssystembedingter Wandel von Gemeinden und die Auswirkungen auf ihre Bewohner.	3/78	205-233
MONING H.R.: Bevölkerungsbefragung zur Ermittlung von Präferenzen im Verkehrsbereich.	3/78	179-203
OETTERLI J.: Einleitung: soziologische Beiträge zur schweizerischen Gesamtverkehrskonzeption.	3/78	97-122
PERRENOUD Ph.: Les politiques de démocratisation de l'enseignement et leurs fondements idéologiques. Esquisse d'un cadre théorique.	1/78	131-179
PERRENOUD Ph.: Entre jeunes et adultes: de la différence au conflit.	3/78	19-54
ROTHENBÜHLER M.: Eine Zeit-Budget-Studie als Grundlage der Verkehrsplanung.	3/78	123-138
VONECHE J.: Le jouet, outil du métier d'enfant.	2/78	175-193

ATELIER

	No.
LES POLITIQUES DE DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT ET LEURS FONDEMENTS IDEOLOGIQUES. ESQUISSE D'UN CADRE THEORIQUE: Ph. Perrenoud.	1/78
SCHWEIZERISCHER NATIONALFONDS: ORGANISATIONSFORMEN UND VERFAHRENSWEISEN IM BEREICH "SOZIOLOGIE": R. Brülhart.	1/78
SCHWEIZER SOZIOLOGEN UND IHRE AKTUELLE TÄTIGKEIT: F. Höpflinger.	2/78
TRANSPORTS ET LOISIRS EN SUISSE. Avec des contributions de: C. Lalive d'Epinay, E. Christe, M. Bassand; H.P. Meier, W. Meyer, R. Müller; H.R. Moning; J. Oetterli; M. Rothenbühler.	3/78

BIBLIOGRAPHIES CRITIQUES / BUCHBESPRECHUNGEN

	No.	par/von
BASSAND M., FRAGNIERE J.P.: *Le pouvoir dans la ville*. Reihe "Soziologie in der Schweiz", Editions Delta, Vevey, 1978.	3/78 237-241	J.P. Hoby
DECHMANN M.: *Sprache - Denken - Wissenschaft. Grundlagen einer Theorie soziologischen Handelns*. Peter Lang Verlag, Bern und Frankfurt, 1977.	1/78 205-208	K. Oliva
FREI D. (Hrsg.): *Umstrittene Weltwirtschaftsordnung. Mit Beiträgen von: G. Corea, U. Nerlich, P. Knirsch, O. Matzke, E.H. Rotberg, P.R. Jolles.* Band 6 der Sozialwissenschaftlichen Studien des Schweizerischen Instituts für Auslandforschung. Schulthess Polygraphischer Verlag, Zürich, 1977.	1/78 209-211	M. Spinatsch
KELLER M., GUYOT-NOTH E.: *Femmes, fécondité - quels avenirs?* Editions Delta, Vevey, 1978.	1/78 213-215	K. Ley
REHBINDER M.: *Rechtssoziologie*. Berlin/New York, Sammlung Göschen, Bd.2853, 1977.	2/78	R. Hettlage

Schweizerische Zeitschrift für Soziologie

Ziele der Zeitschrift

Die Schweizerische Zeitschrift für Soziologie versteht sich als Instrument zur Sammlung von Daten und Analysen über die Schweiz und damit zugleich als Spiegel der sozialwissenschaftlichen Forschung in diesem Land. Trotz dieser Priorität ist sie aber auch sehr an Arbeiten ausländischer Autoren interessiert, ob sie einen Bezug zur Schweiz haben oder nicht.
Die Zeitschrift steht allen Forschungsrichtungen offen. Die Auswahl der Artikel, die zur Veröffentlichung angenommen werden, geschieht durch das Redaktionskomitee und die Lektoren.

Einige unerlässliche Regeln für die Unterbreitung der Manuskripte

1. Die vorgeschlagenen Artikel müssen in maschinengeschriebener Form, wenn möglich mit Zeilenabstand 1 ½, in mindestens 4 Exemplaren unterbreitet werden.
2. Die Artikel müssen von einer Zusammenfassung (ungefähr ½ Seite) in Deutsch und Französisch begleitet sein.
3. Bibliographische Angaben im Text haben folgende Form: ... (Merton, 1964, p. ...).
4. Am Ende des Artikels folgt eine Zusammenstellung aller Referenzen, alphabetisch nach Autoren geordnet.
   Die Referenzen müssen wie folgt vereinheitlicht werden:

Bücher:	Merton R.K. (1967): Social Theory and Social Structure. Free Press, New York (3. Aufl.).
Zeitschriftenartikel:	Hollander E.P. (1971): Style, Structure, and Setting in Organizational Leadership. In: Administrative Science Quarterly, 16, no 1, S. 1–9.
Artikel in Kollektivwerken:	Udy S. (1965): The comparative analysis of organizations. In: Handbook of organizations, March J.H. (Hg.), Chicago, S. 678–709.

5. Die graphischen Darstellungen, Karten usw. müssen so unterbreitet werden, dass sie direkt für die Anfertigung von Offsetfilmen brauchbar sind. Die Zeitschrift hat leider nicht die Mittel, sie von einem Graphiker anfertigen zu lassen.
6. Im allgemeinen sollte die Länge der Texte 30 maschinengeschriebene Seiten nicht überschreiten, Anmerkungen, Referenzen und graphische Darstellungen inbegriffen.
7. Der Autor eines Artikels, der von der Zeitschrift angenommen wurde, kann noch Detailänderungen an seinem Text vornehmen. Es wäre jedoch vorzuziehen, wenn die der Zeitschrift vorgeschlagenen Artikel schon in ihrer definitiven Form abgefasst wären.
8. Die Adresse des Autors muss am Ende des Artikels stehen.

Einsendungen von Manuskripten

Die Manuskripte müssen an folgende Adresse gesandt werden: Jean Kellerhals, «Schweizerische Zeitschrift für Soziologie», 353, route de Chancy, CH-1233 Bernex.